

Liquidation des armes nucléaires tactiques et volonté de coopérer à une défense antimissile

Le programme de désarmement de M. Gorbatchev est accueilli favorablement par les Occidentaux

La course à rebours

M. MIKHAIL GORBATCHEV n'est guère en position de refuser quoi que ce soit à M. George Bush. La réponse qu'il a donnée samedi 5 octobre aux initiatives prises une semaine plus tôt par le président américain en matière de réduction des armements nucléaires répond aux attentes de Washington et les dépasse même un peu.

Le désarmement reste aujourd'hui l'un des rares domaines, sinon le seul où le président soviétique affaibli peut encore faire acte d'autorité. Alors que les Républiques tendent à l'émancipation, l'Occident a besoin d'un interlocuteur au sommet de l'Union pour parer au plus pressé. C'est-à-dire présider à l'élimination des armes tactiques disséminées sur tout le territoire de l'URSS et considérées comme les plus dangereuses, et fixer les règles de gestion d'un arsenal dont la répartition géographique fait par exemple de l'Ukraine la troisième puissance nucléaire mondiale.

LES Etats-Unis doivent cependant veiller à ne pas contraindre, pour cause de désarmement, les possibles évolutions internes de l'Union. C'est pourquoi ils ont souhaité que les Républiques soient associées aux discussions qui vont s'engager sur le sujet, et c'est sans doute une des raisons pour lesquelles M. George Bush a jugé « prématurée » l'idée d'une rencontre au sommet que lui proposait M. Gorbatchev.

L'annonce par celui-ci de l'élimination de l'artillerie et des armes nucléaires tactiques, le placement sous commandement unique de toutes les forces stratégiques, la fin de la mise en alerte des bombardiers lourds et d'un certain nombre de missiles sont autant de motifs de satisfaction pour Washington, et pour le monde. Un tabou est d'autre part levé avec l'acceptation par M. Gorbatchev d'ouvrir des discussions sur les propositions américaines de systèmes de défense antimissiles.

C'EST de la part du président de l'URSS, depuis toujours hostile au projet de « guerre des étoiles » de M. Ronald Reagan, un revirement doctrinal de taille. Les autres Occidentaux, notamment la France, croyant décider dans les propositions américaines des considérations qui ont trait aux parts de marché autant qu'au désir de paix, seront sans doute moins prompts à se féliciter des avancées sur ce point.

M. Gorbatchev, allant au-delà du plan Bush, propose en outre des mesures sur les armes nucléaires tactiques aéroportées. Or, dans l'optique de Washington, cette catégorie d'armes devrait à terme être la seule présence nucléaire américaine en Europe. Même s'il ne propose qu'une limitation et non une élimination, M. Gorbatchev recoupe ainsi sa vieille idée de dénucléarisation de l'Europe et risque d'attiser une polémique latente dans le camp occidental.

Enfin, sur la question des essais nucléaires, M. Gorbatchev se donne la meilleure part. Il sait que son initiative risque de ne pas être suivie, du moins dans l'immédiat, et qu'aucune puissance, dès lors qu'elle veut rester nucléaire, n'acceptera de renoncer aux essais.

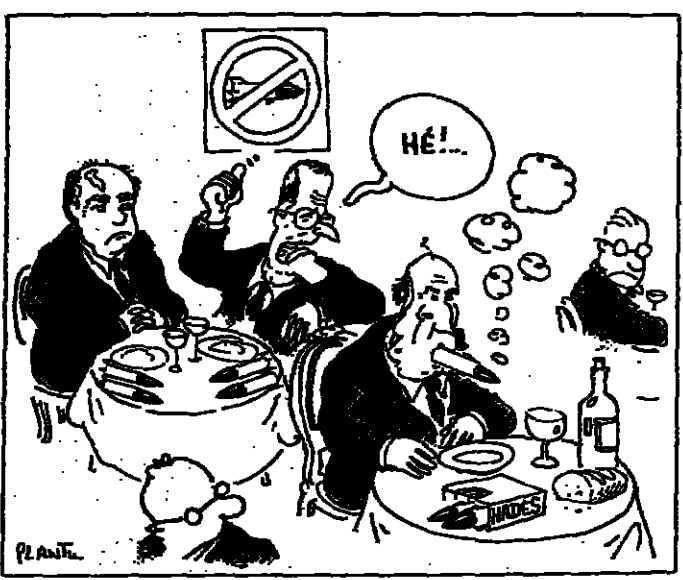
Les propositions de désarmement faites samedi 5 octobre par M. Gorbatchev ont suscité un large écho favorable. M. Bush les a saluées comme « une bonne nouvelle pour le monde entier », tout en jugeant néanmoins « prématuré » le projet d'un nouveau sommet américano-soviétique. Le premier ministre britannique, M. Major, a indiqué que son pays

Le plan présenté par M. Gorbatchev au cours d'une allocution télévisée va plus loin que celui qu'avait annoncé une semaine plus tôt le président Bush, puisqu'il prévoit une liquidation totale des armes nucléaires tactiques, aussi bien au sol qu'en mer ou dans les airs, ainsi qu'une réduction des forces armées de sept cent mille hommes.

Tandis que le programme d'armements stratégiques offensifs est pratiquement gelé, le président soviétique se rallie à l'idée d'une défense antimissile, comme le demandait M. Bush. M. Gorbatchev annonce, en outre, un moratoire d'un an sur les essais nucléaires et dit son espoir que « les autres puissances nucléaires s'associeront aux efforts de l'URSS et des Etats-Unis ».

■ La déclaration de M. Gorbatchev
■ Washington se félicite de la réponse soviétique au plan de M. George Bush

maintiendrait cependant le programme de sous-marins nucléaires équipés de missiles Trident. Le commandant en chef des forces alliées en Europe, le général américain John Galvin, tout en se félicitant de l'initiative soviétique, a souligné que l'alliance conserverait des armes tactiques aéroportées, contrairement aux souhaits de Moscou.



■ Le Pentagone souligne l'ampleur de la démolition dans l'armée rouge
pages 6 et 34

Mobilisation générale en Croatie

L'armée fédérale menace d'attaquer Zagreb

L'armée yougoslave a menacé, lundi 7 octobre, d'attaquer Zagreb, capitale de la Croatie, où le président Tudjman avait décrété la mobilisation générale. L'Union soviétique a appelé, ce même jour, les dirigeants et l'armée yougoslaves à respecter « inconditionnellement et totalement les accords de cessez-le-feu » en Croatie. Les Douze se réservent d'appliquer un embargo commercial total si les combats ne cessent pas avant le 8 octobre.

BELGRADE

de notre correspondante

En dépit des efforts de médiation de la Communauté européenne et de l'accord conclu vendredi à La Haye par la Serbie, la Croatie et l'armée yougoslave, aucun signe de trêve n'est apparu. Tout au contraire, les affrontements ont été particulièrement intenses pendant le week-end et se sont élargis à des régions jusqu'à présent calmes, tandis que les autorités de Croatie ont décrété la mobilisation générale sur le territoire de la République. Vingt-quatre heures avant l'expiration du moratoire sur les déclarations d'indépendance de la Croatie et de la Slovanie, mardi 8 octobre à 0 heure, la situation se radicalise et menace de déboucher sur une guerre généralisée.

Les combats qui se sont déroulés, samedi et dimanche, d'un bout à l'autre de la Croatie

ont, une fois de plus, touché principalement les agglomérations et, selon les premières informations, surtout les civils, dont un grand nombre auraient trouvé la mort. En Slavonie, dans l'est de la Croatie, l'armée fédérale a indiqué qu'elle avait réussi, après environ deux mois de siège, à repousser les forces croates et à pénétrer dimanche dans le centre même de Vukovar. A une trentaine de kilomètres à l'ouest, le centre de Vinkovci a été bombardé à sept reprises par l'armée de l'air yougoslave dans la matinée de dimanche, selon la radio croate qui a rapporté que l'aviation avait constamment survolé dimanche toute la Slavonie et que, dans la matinée, la ville d'Osijek avait été à nouveau pilonnée.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite et les articles de MARIE-CLAUDE DECAMPS et CHRISTIAN CHARTIER, page 3

Un entretien avec Claude Lévi-Strauss

Après la parution de son dernier ouvrage - *Histoire de l'lynx* - le grand anthropologue, Claude Lévi-Strauss évoque, dans l'entretien qu'il nous a accordé, certains aspects de ses relations aux sciences, à notre époque, et à la philosophie. Ainsi, par exemple, à ses yeux, « les sciences humaines ne sont des sciences que par une fautive imposture ».

Lire page 2 les propos recueillis par ROGER-POL DROIT

Un « rapport » de Jean-Luc Godard

La naissance de Périphérie, l'atelier de recherche cinématographique que Jean-Luc Godard devait créer au sein de la FEMIS (Fondation européenne des métiers de l'image et du son), a été retardée par les travaux engagés au Palais de Tokyo. Jean-Luc Godard a tout de même rédigé un rapport sur Périphérie, un « rapport d'inactivité ».

Lire page 17

Portugal : majorité absolue pour M. Cavaco Silva

Le parti du premier ministre sortant (centre-droit) largement vainqueur aux élections législatives.

Lire page 4 l'article de MICHEL BOLE-RICHARD

Un document inédit sur la transfusion sanguine

Les circonstances de l'éviction, en 1985, du professeur Jacques Ruffié de la présidence du CNTS.

Lire pages 12 et 13 les articles de JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

Les violences racistes en Allemagne

Nouvelles attaques contre des foyers d'immigrés et profanation de la tombe de Konrad Adenauer.

Lire page 4

La crise économique au Canada

Doutes à l'heure du traité nord-américain de libre-échange.

Lire page 21 le reportage d'ALAIN VERNHOLES

Rugby : victoire inattendue des Samoa

En battant les Gallois à Cardiff, ils ont causé la première surprise de la Coupe du monde.

Lire page 14 les articles de PHILIPPE BROUSSARD et JÉRÔME FENOGLIO

Le prix Nobel de médecine à deux Allemands

Les docteurs Erwin Neher et Bert Sakmann récompensés pour leurs travaux sur les canaux ioniques.

Lire page 34

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34

Le président contre le PS

La distance s'accroît entre M. François Mitterrand et les socialistes, victimes du rejet des partis

par Jean-Marie Colombani

« J'ai dit et écrit qu'il n'y avait pas, et qu'il n'y aurait pas de gaullisme sans de Gaulle », il sera bientôt possible de retourner le compliment à l'auteur de cette phrase célèbre, François Mitterrand. Non pas tant parce que l'on a la détestable impression que le « tapisme » tient lieu de doctrine officielle (en même

temps, d'ailleurs, que Bernard Tapie échappe à son maître) que parce que chaque jour qui passe crée une distance de plus en plus grande entre le mitterrandisme et la gauche. Qui ne voit, en effet, qu'aujourd'hui le principal problème des socialistes devient, ou est devenu, le président de la République lui-même ?

La relation entre le chef de l'Etat et le parti majoritaire est,

sous la V^e République, une question centrale, qui commande le bon fonctionnement du régime. La logique de l'Etat du suffrage universel est, de ce point de vue, double et contradictoire : il lui faut cesser d'être le chef d'un camp contre un autre, pour devenir promptement, selon la formule consacrée, le président de tous les Français ; il doit aussi conserver un outil partisan.

Lire la suite page 9

L'affaire De Havilland

L'interdiction faite par la Commission de Bruxelles à l'Aérospatiale et à Alenia de racheter la firme canadienne De Havilland a provoqué de vives réactions durant le week-end. Paris a demandé à la Commission de revoir sa position. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a condamné ce veto tandis que M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a estimé que « la loi européenne était faite pour encourager l'industrie et non pour l'entraver ».

Lire page 21 l'article de CHRISTIAN CHARTIER

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Un débat sur les entreprises publiques : « La logique du cœur financier » ; « L'impasse du secteur concurrentiel » ; Conjoncture : une menace de léthargie ; Le trou noir des statistiques ; La chronique de Paul Fabra : « Retour à la normalité »

pages 23 à 26

OLIVIER DUHAMEL

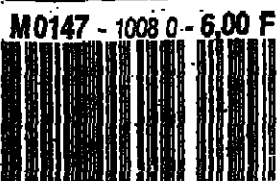
Le pouvoir politique en France

DROIT CONSTITUTIONNEL. 1

« Pour le citoyen en quête de lui-même ». Georges Vedel. Le Monde.

Collection « Premier Cycle » - 448 pages - 98 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



DÉBATS

Un entretien avec Claude Lévi-Strauss

« Plus le savoir progresse, plus il comprend pourquoi il ne peut aboutir »

Né en 1908, élu en 1958 au Collège de France, membre de l'Académie française depuis 1973, Claude Lévi-Strauss est sans conteste l'anthropologue le plus important de notre temps. Ses travaux principaux, dont la publication s'échelonne de l'après-guerre à aujourd'hui, tels les Structures élémentaires de la parenté (PUF, 1949), Anthropologie structurale (II, Plon, 1958 - I, Plon, 1973), ou les quatre volumes des Mythologiques (Plon, 1964 à 1973), sont devenus des classiques de ce siècle. Tristes tropiques (Plon, 1955) a révélé un écrivain que les Goncourt regretteraient de ne pouvoir primer.

En une vingtaine d'ouvrages, il a

profondément renouvelé la compréhension des mécanismes sociaux et culturels. A tel point qu'aucune réflexion sur les hommes et leurs créations ne peut aujourd'hui ignorer son apport, qu'elle l'approuve ou qu'elle le conteste.

Philosophe par formation, mythologiste par choix, structuraliste par méthode, Claude Lévi-Strauss est styliste par sobriété, sceptique par lucidité comme par hygiène. Après la parution de son plus récent ouvrage - Histoire de Lynx (Plon), auquel notre supplément « Livres - Idées » a consacré trois articles le 6 septembre dernier, - il évoque ici certains aspects de ses relations aux sciences, à l'époque et à la philosophie.



« Les sciences de la nature, qui construisent des modèles mathématiques et conduisent des expérimentations, paraissent avoir nettement rompu, de longue date, avec toute forme de mythologie. Or, dans l'introduction à Histoire de Lynx, que vous venez de publier, vous écrivez : « De la façon la moins attendue, c'est le dialogue avec la science qui rend la pensée mythique à nouveau actuelle. » Quel sens a cette remarque ?

« Je n'ai jamais voulu dire ni insinuer que la pensée scientifique moderne rejoignait la mythologie. Je voulais simplement souligner que, pour nous qui ne sommes ni des astrophysiciens ni des biologistes, le monde que nous laissons entrevoir les scientifiques d'aujourd'hui est aussi incompréhensible, et peut-être même bien davantage, que celui que décrivait les mythes.

« Ce n'est donc pas le travail des savants eux-mêmes qui est en cause. C'est l'infirmité de l'homme de la rue - c'est-à-dire de nous tous, ou peu s'en faut - face aux connaissances positives élaborées actuellement par les sciences. Le fossé se creuse irrémédiablement entre des équations que nous sommes incapables de comprendre et la perception quotidienne que nous avons du monde.

« Sans vouloir confondre science et mythologie, ni même les rapprocher, j'ai tenté de dire qu'un écart de plus en plus considérable s'est creusé entre les connaissances en expansion de la physique ou de la biologie et les pouvoirs étiologiques de l'imagination. Du coup, pour essayer de nous expliquer ce qu'ils font, les savants doivent recourir à des apologies, à des récits, qui restaurent, à l'usage du profane, de vieux modes de pensée.

« Cette réutilisation inattendue de la pensée mythique est destinée à servir de médiation entre les découvertes des scientifiques et l'homme de la rue, incapable de comprendre de telles découvertes de l'intérieur, et réduit par là même à l'apercuiv seulement sous la forme d'un monde imaginaire paradoxal, étrange et déroutant, qui présente à ses yeux les mêmes propriétés que celui des mythes.

« Est-ce seulement à l'intention des non-scientifiques que sont construites ces représentations qui ressemblent à des mythes ? Ne pourrait-on pas dire que la physique quantique et ses

paradoxes, ou les cosmologies actuelles, avec le Big Bang, conduisent les scientifiques à élaborer des récits imaginaires à leur propre usage ?

« C'est parfois le cas. J'y fais d'ailleurs allusion dans cet avant-propos à Histoire de Lynx, en soulignant au passage que le savant consent à restaurer de vieux modes de pensée pour notre usage, et parfois regrettablement pour le sien...

« Regrettablement, ou bien nécessairement ?

« Je ne sais pas. Le fait est que certains physiciens vont, sur ce point, beaucoup plus loin que je ne l'oserais. Voyez par exemple Niels Bohr, l'un des « pères fondateurs » de la physique quantique. Il va jusqu'à dire que, pour approcher de la logique quantique, le langage de la logique et de la raison n'est plus approprié, et qu'il convient d'emprunter à celui de la psychologie ou à celui de l'art.

« Bohr nous fait trop d'honneur. Sous un certain angle, c'est peut-être vrai. Mais, vue sous un autre angle, la réalité physique prend la forme d'équations mathématiques qui sont vérifiables ou réfutables : cela, nous ne l'avons pas et ne l'avons sans doute jamais.

« Les sciences humaines ne sont des sciences que par une flatteuse imposture »

« Ce qui vaut pour les sciences dites dures ne saurait valoir un jour pour les sciences humaines ?

« Les « sciences humaines » ne sont des sciences que par une flatteuse imposture. Elles se heurtent à une limite infranchissable, car les réalités qu'elles aspirent à connaître sont du même ordre de complexité que les moyens intellectuels qu'elles mettent en œuvre. De ce fait elles sont et seront toujours incapables de maîtriser leur objet.

« Jusqu'au dix-neuvième siècle au

moins, la chance des sciences « dures » a été que leurs objets furent considérés comme moins complexes que les moyens dont l'homme dispose pour les étudier. La physique quantique est en train de nous apprendre que cela n'est plus vrai et qu'à cet égard une convergence apparaît entre les différentes sciences (ou prétendues telles). C'est ainsi, me semble-t-il, qu'il faut entendre les propos de Niels Bohr. Seulement, même si les réalités dernières du monde physique sont inconnues, le physicien parvient à découvrir entre elles des rapports exprimables en termes mathématiques, et dont des expériences lui permettent de démontrer l'exactitude.

« Pour nous autres des sciences humaines, ces expériences sont hors de portée. Aussi, quand nous nous efforçons - et c'est ici le sens de l'entreprise structuraliste - de substituer, à la connaissance illusoire de réalités impénétrables, la connaissance - possible, celle-ci - des relations qui les unissent, nous en sommes réduits aux tentatives maladroites et aux balbutiements.

« De volumineux balbutiements, toutefois !

« On écrit au Moyen Âge d'énormes traités, qui ne sont que balbutiements au regard de la science contemporaine. Nous en sommes toujours là.

« Est-ce ainsi que vous considérez l'œuvre que vous avez faite au cours d'un demi-siècle de travail ?

« Par rapport à ce que font les sciences « dures », très certainement. Par rapport à ce que fait généralement l'anthropologie, je pense que cela marche un peu mieux, provisoirement. Dans dix ou vingt ans, ou dans un siècle, on trouvera quelque chose qui manquera un peu mieux encore que ce que j'ai essayé de faire. Et ainsi de suite, indéfiniment.

« Si quelque chose se dégage, je l'espère, des pages finales d'Histoire de Lynx - peut-être mon dernier livre - c'est que tout l'effort que j'ai accompli s'articule au seuil de terres inconnues. Même dans les domaines restreints sur lesquels je me suis évertué à travailler pendant cinquante ans, je suis tout à fait conscient qu'il y a des choses qui échappent et échapperont probablement toujours à notre compréhension.

« Cela me paraît valoir pour toute forme de connaissance : plus le savoir progresse, plus il comprend pourquoi il ne peut aboutir. Chaque fois que nous avons le sentiment d'avoir fait un certain progrès dans la connaissance, nous voyons qu'il suscite d'autres problèmes, et que le progrès suivant sera encore plus difficile. En avançant, la connaissance se convainc de son infirmité.

« Pourquoi, dès lors, veut-on toujours poursuivre la recherche ?

« Parce que la seule satisfaction, peut-être, que nous pouvons trouver dans l'existence, ou du moins l'une des principales satisfactions, est d'avoir le sentiment que nous parvenons à comprendre des phénomènes qui, auparavant, nous demeuraient inintelligibles. Mais, en même temps que nous les comprenons, nous saisissons aussi pourquoi nous ne comprendrons jamais tout. Nous apercevons ainsi que toute compréhension, dans le fond, peut être considérée comme vaine, et en un sens comme illusoire.

« Cela vous mènerait-il jusqu'à faire votre point de vue des législateurs boudhistes ? « Ce qu'il y a à comprendre, c'est qu'il n'y a rien à comprendre » ?

« Je pense que la sagesse conduit à une formule de ce genre. Mais

nous sommes des Occidentaux. C'est en Occident que la science est née et s'est développée, et nous ne pouvons pas nous dégoûter de notre destin. C'est pourquoi notre façon d'accepter l'existence ne peut être qu'une sorte de compromis entre l'appât de savoir, la conquête laborieuse des connaissances et, d'autre part, la conviction que, vis de loin ou en nous plaçant à un niveau plus profond, ces efforts sont dépourvus d'un sens dernier. Nous vivons dans la contradiction. Il faut en prendre son parti.

« Comme Montaigne ? Vous parlez, à propos du caractère insurmontable des contradictions qu'il installe au centre de sa démarche, d'une « gestion lucide de la schizophrénie », par laquelle le sage trouve « son hygiène intellectuelle et morale ». S'agit-il ici de la même chose ?

« Disons qu'il faut faire comme si l'on reconnaissait l'absence d'existence, tout en sachant qu'elle n'en a pas.

« Cette réponse n'est-elle pas, en son fond, bouddhiste ?

« Je laisse chacun en juger.

« Dans Tristes tropiques, vous classez, selon un ordre décroissant de sagesse, le bouddhisme, puis le christianisme, enfin l'islam, envers lequel vous avez des mots très durs. Maintiendriez-vous aujourd'hui...

« Je vous avoue, car je n'ai de compétence ni sur le bouddhisme ni sur l'islam. Qu'ai-je raconté, dans le livre auquel vous faites allusion ? Mes réactions épidémiques de promoteur à travers des pays qui étaient les uns bouddhistes, les autres musulmans. C'est tout. Je n'ai pas fait une théorie. Avec l'islam, je n'ai pas, comme on dit, accroché. Avec le bouddhisme, au contraire, je me suis senti chez moi. J'ai laissé parler ma subjectivité.

« Quelles sont vos « impressions subjectives » présentes face à l'activité destructrice de l'humanité d'aujourd'hui ?

« Je ne suis pas heureux dans le siècle où je suis né. Je l'ai souvent dit et n'ai pas à le cacher. Le seul sentiment du sacré que je possède, ou du moins ce que je m'imagine pouvoir rassembler de très loin à ce que d'autres appellent le sacré, est lié à la contemplation éternelle d'une plante ou d'un animal. Donc, tout ce qui menace leur survie, le maintien de leur diversité, j'en souffre, oui.

« Cela signifie-t-il comme on l'a souvent cru pour vous le reprocher, que vous jugez négatifs ou réalistes tous les aspects de l'époque actuelle ?

« Certainement pas. Le développement prodigieux de la connaissance scientifique au cours des dernières décennies est ce qui m'intéresse au premier chef. Mais, en même temps que nous avons assisté à cette fulguration des connaissances, j'ai le sentiment que nous assistons aussi à la dégradation de tout le reste. Expliquer comment les deux peuvent coexister, je ne m'y risquerais pas.

« Que répondriez-vous à ceux qui voient entre le développement des sciences et le sacral de la planète une relation sinon de cause à conséquence, du moins d'interdépendance ?

« Que je ne vois pas où se situait véritablement une telle relation. Il y eut en effet, dans le passé, d'autres périodes d'expansion des connaissances (il suffit de penser au dix-septième et au dix-huitième siècle) qui n'ont pas été accompagnées d'une dégradation planétaire comme celle à laquelle nous assistons. Il ne me semble donc pas que ces deux

faits majeurs de notre siècle soient forcément reliés.

« Il n'est peut-être pas nécessaire d'aller chercher bien loin les causes des maux mondiaux actuels. Il pourrait suffire de songer à la furieuse explosion démographique que connaît notre espèce. On nous assure aujourd'hui que cette explosion va se stabiliser, peut-être même régresser. Il n'en reste pas moins que, continuant sur son erre, dans vingt ans la population du globe aura doublé, même si elle tend vers un maximum qu'elle ne dépassera plus.

« Or j'ai la naïveté de croire que ce maximum est déjà dépassé depuis un ou deux siècles. Je considère en effet que ce fut un luxe insoupçonné pour l'humanité, et une chance pour toutes les formes de la vie, quand deux ou trois milliards seulement d'individus habitaient la planète. Ce luxe est désormais hors de notre portée.

« La question de l'expansion démographique vous paraît donc plus déterminante que la question de la technique ?

« Le développement des techniques a consisté pour une large part à apporter des remèdes, ou des solutions boiteuses, aux maux que régulent de l'expansion démographique.

« Ce fut un luxe insoupçonné, quand deux ou trois milliards seulement d'individus habitaient la planète. »

« La démographie galopante n'est donc pas à écarter sans examen sous son aspect quantitatif...

« Sûrement pas. Une des questions les plus intéressantes dans les domaines qu'on appelle « sciences humaines » concerne les relations entre le quantitatif et le qualitatif.

« Lorsque je fus secrétaire général du Conseil international des sciences sociales, vers le milieu des années 50, j'ai tenté de mobiliser les sociologues, économistes, psychologues, ethnologues, etc., autour de cette question : à quels moments un saut quantitatif se traduit par un changement qualitatif ? Ce projet a avorté, comme d'autres que j'ai tenté de réaliser. Mais des chercheurs s'en préoccupent toujours, fût-ce de manière plus limitée, et dans des domaines restreints. A mes

yeux, cette question demeure essentielle.

« Ce problème est au cœur de théories récemment élaborées par la pensée scientifique, à propos notamment de l'auto-organisation. Qu'en pensez-vous ?

« J'ai lu sur ces questions beaucoup de choses passionnantes. Mais à une condition : ne pas faire de ces théories de nouvelles métaphysiques. Il s'agit de considérer les processus d'auto-organisation, par exemple, comme des phénomènes locaux, des renversements temporaires d'une tendance générale vers la perte de sens.

« Dans le domaine très réduit où je travaille, je tente d'isoler, dans le chaos des faits sociaux, des régions très limitées où se produisent des phénomènes d'auto-organisation, et l'essai de comprendre leur mécanisme. Mais je demeure conscient du fait que ces constructions régionales de significations ne peuvent être étendues à la totalité des phénomènes. Ce ne sont que des îlots dans une grande mer où le désordre règne. On m'a souvent reproché d'ignorer l'histoire. C'est tout à fait faux : je m'incline devant elle comme devant le règne de la contingence, avec laquelle il faut compter.

« Telle serait votre philosophie ?

« Je ne pense pas qu'il faille tenter de tirer de mon travail, ni même de ce que vous venez de me faire dire, des propositions philosophiques et morales. Il est certain que j'ai été formé par la philosophie, et qu'il en reste quelque chose. Il est vrai que je me suis laissé aller, en quelques lignes, rarement, à la fin de tel ou tel de mes livres, à indiquer vers quoi conduiraient peut-être, sur le plan philosophique, des réflexions que j'ai élaborées sur un plan tout à fait différent. Mais seule compte, pour moi, la tentative de faire progresser la connaissance dans quelques domaines étroitement délimités.

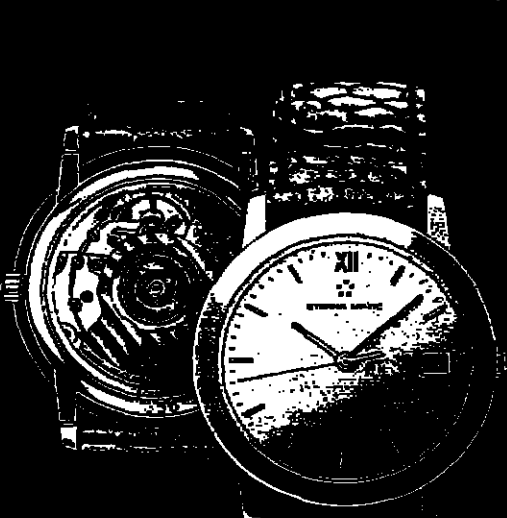
« Si je m'en suis tenu à quelques vagues considérations philosophiques, c'est pour en rester là. Je n'ai pas du tout l'intention de les développer ni de les justifier. Sinon j'en aurais fait. Je considère même ces quelques pages dispersées comme le négatif de mon travail. Ce sont des trous que je laisse où et là béants, sans essayer de les remplir.

« Que peuvent en faire vos lecteurs ?

« Ce qu'ils veulent. Pour ma part, je ne défendrais pas mes positions en ce domaine avec la même conviction que je peux mettre à justifier des analyses relevant d'une tentative de connaissance. De mes rares escapades en direction de la philosophie je dirais, citant Montaigne : « Je ne serais pas si hardy à porter s'il m'appartenait d'en estre creu. »

Propos recueillis par ROGER-POL DROIT

LA FASCINATION DES FORMES PURES



ETERNA

CLAUDE MEDARD

17, rue Georges-Clemenceau
78000 VERSAILLES
Tél. : 39-50-30-08

FLINOIS

GUILDE DES ORFÈVRES
29, rue des Trois-Calloux
80000 AMIENS
Tél. : 22-91-57-58

ÉTRANGER

La poursuite des combats en Croatie et les réactions occidentales

Les Douze menacent la Yougoslavie d'un embargo commercial total

Pour la première fois depuis l'éclatement de la crise yougoslave, la Communauté européenne s'est montrée, dimanche 6 octobre, sceptique quant à l'efficacité de sa médiation et a affirmé à voix haute ce qui ne se disait jusqu'à présent qu'à voix basse dans certaines capitales : « Des doutes graves existent quant à la volonté des parties de régler leurs différends de manière pacifique. » Les Douze exigent que les hostilités cessent, lundi 7 octobre à minuit.

HAARZUILENS

de notre envoyé spécial

Réunis, samedi 5 et dimanche 6 octobre, à Haarzuilens, dans le centre des Pays-Bas, les ministres des affaires étrangères des Douze ont condamné le premier jour « la prise de pouvoir de la présidence fédérale par certains de ses membres » ; le second, ils ont dénoncé « la poursuite des combats, en dépit des accords passés à La Haye le 4 octobre » (Le Monde daté 6-7 octobre). Sur la base des rapports - « clairs et inquiétants », selon le chef de la diplomatie britannique Douglas Hurd - envoyés par les observateurs européens déployés en Croatie, les ministres de la CEE se déclarent « alarmés ».

en particulier du rôle joué par l'armée fédérale qui « n'est plus une institution neutre et disciplinée ». Mais les Douze constatent que « la violence et la rupture des accords de cesse-le-feu sont imputables à toutes les parties en conflit » et ils déplorent que « les responsables politiques et militaires du pays aient perdu toute emprise sur la situation ou bien qu'ils fassent preuve de mauvaise foi en signant tous les accords de cesse-le-feu élaborés sous l'égide de la CEE (...) sans mettre leurs gestes en concordance avec leurs paroles ».

« Discrimination positive »

La réunion, informelle, de Haarzuilens paraît marquer un triple tournant. En premier lieu, les pays européens changent de ton, voire de stratégie. Quarante-huit heures après avoir mané « la carotte » de la reconnaissance - conditionnelle et à terme - des Républiques yougoslaves souhaitant leur indépendance, ils brandissent le bâton en formulant un ultimatum. Ils exigent que les hostilités cessent « au plus tard lundi 7 octobre à 24 heures », sous peine de sanctions économiques dirigées contre « celles des parties continuant à nier le désir des autres [parties] et de la communauté internationale » de voir aboutir la conférence de La Haye. En fin de semaine der-

nière, les Douze voulaient forcer le dialogue en offrant à l'ensemble des Républiques yougoslaves la perspective d'une coexistence renouvelée, dans un cadre politique reconnu au niveau international ; il s'agit aujourd'hui de préciser que les pays européens sont prêts à se montrer sélectifs et à récompenser par leur soutien économique, pour commencer, celles des Républiques jouant le jeu des négociations.

En pratique, la CEE dénoncera le traité de coopération économique signé avec la Yougoslavie en tant que telle et elle limitera le bénéfice d'un nouvel accord à celles des Républiques « contribuant au processus de paix ». Évoquée à plusieurs reprises au cours des dernières semaines, cette politique de la « discrimination positive » entre les Républiques yougoslaves, sans doute difficile à mettre en œuvre, ouvre psychologiquement la voie à une reconnaissance tacite de certaines Républiques. D'ailleurs, l'ultimatum adressé par les Douze aux belligérants expire à la fin du mois de juillet, par la Croatie et la Slovénie.

« La rupture de l'accord de coopération commerciale sera extrêmement préjudiciable (à la Yougoslavie) », a répliqué Jacques Delors, faisant valoir que « 60 % du commerce extérieur yougoslave dépend des pays euro-

péens ». Le président de la Commission de Bruxelles a ajouté que « la possibilité d'un embargo total » était également à l'étude, notamment en ce qui concerne la livraison de produits pétroliers.

Appel à l'ONU

Second tournant amorcé ce week-end par les Douze : alors qu'il n'avait jamais été question jusqu'ici que de l'accroissement du nombre des observateurs civils déployés par la CEE et quatre pays de la CSCE, l'hypothèse du retrait des « casques blancs » commencent à être envisagée. Les Douze affirment, en effet, que « leurs observateurs continueront à assurer leur mission aussi longtemps que leur sécurité sera garantie ».

Enfin, troisième évolution perceptible à Haarzuilens : les ministres européens accentuent leur appel à l'ONU, dont le secrétaire général doit rencontrer cette semaine lord Carrington. Au nom des Douze, M. Van den Broek a souligné que le Conseil de sécurité se saisisse à nouveau de l'affaire yougoslave et « prouve, s'il le faut, ses responsabilités ». Selon le ministre néerlandais, la Communauté « voit ses efforts compromis par la détérioration constante de la situation, et approche de la limite de ses possibilités ».

CHRISTIAN CHARTIER

Trieste hostile au transit des blindés fédéraux

« Ils ne passeront pas ! »

ROME

de notre correspondante

La « guerre de Trieste » n'aura (peut-être) pas lieu... C'est, en substance, la phrase apaisante lâchée, dimanche 6 octobre, à la presse - après deux jours d'une épre polémique - par un des sous-secrétaires italiens aux affaires étrangères. Les conditions, a-t-il expliqué, ne sont pas réunies actuellement pour faire transiter par Trieste le dernier contingent de blindés de l'armée fédérale yougoslave qui doit évacuer la Slovénie. Cette idée de permettre aux chars yougoslaves de s'embarquer à Trieste pour gagner le port de Titograd au Monténégro, en évitant la Croatie, avait été lancée par le président de la République, M. Francesco Cossiga, samedi à Trieste, à l'issue d'une banale réunion à la préfecture. Effet de surprise garanti.

À Trieste d'abord, où les habitants, qui n'ont pas encore oublié les quarante-cinq jours d'occupation sauvage de l'armée de Tito en 1945, ont pris comme une gifle cette annonce intempestive : attroupements immédiats sur les places publiques ; banderoles de protestation ; et, le soir même, retraite aux flambeaux sur le thème : « Ils ne passeront pas. » Et, tard dans la nuit, le maire démocrate-chrétien, Franco Richetti, devait convoquer lundi une réunion extraordinaire du conseil municipal, avec une étonnante unanimité, unis pour une fois, l'extrême droite et les nationalistes-populaires se proposant « de faire, si besoin est, des barricades pour s'opposer physiquement au passage des troupes ».

Le gouvernement dut se résoudre à donner des précisions, expliquant qu'il s'agissait, en fait, d'une demande yougoslave qui avait eu l'aval de la CEE et qui avait été transmise à l'Italie au cours de la dernière réunion de La Haye.

Quant aux explications techniques proprement dites, le port de Capodistria, destination a priori logique pour un tel « exode », n'était pas assez profond pour des bateaux de transport de troupes. Personne, à vrai dire, ne s'est contenté de ces éléments de réponse. Certains voient dans ce passage hypothétique à Trieste une aide déguisée à la Serbie, car elle permet à des troupes de revenir ensuite au combat. D'autres, plus pratiques, se résoudraient à accepter le passage des blindés mais en exigeant de « confisquer » les armes fédérales lors de leur transit en territoire italien.

Quant à la presse, elle s'interroge longuement sur les manœuvres et les éventuelles tractations politiques qui seraient menées. M. Cossiga a donné son accord et elle se demande : « Pourquoi ? »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Mobilisation générale

Suite de la première page

À sud de Zagreb, le centre industriel de Sisak et la ville de Karlovac ont essuyé des tirs de mortier. Des heures ont écoulé aux alentours des casernes de Karlovac ainsi que dans le centre de la ville. A Zagreb même, les sirènes ont retenti à quatre reprises dimanche. Dans l'après-midi, l'aéroport situé aux abords de la capitale croate a été détruit par l'aviation yougoslave.

La guerre s'est également poursuivie sur la côte adriatique. Dimanche après-midi, l'armée fédérale a progressé jusqu'à un kilomètre de Zadar, dont la zone industrielle a été bombardée par la marine yougoslave, selon la radio croate, qui a précisé que le centre historique de la cité était intact. Plus au sud, à une soixantaine de kilomètres de Dubrovnik, un nouveau front a été ouvert samedi à Neum, petite ville côtière de Bosnie-Herzégovine qui avait jusqu'à présent échappé au conflit. La situation reste critique à Dubrovnik et dans la région sud, jusqu'à la frontière monténégrine.

Les affrontements entre l'armée

yougoslave et les forces croates, qui ont débuté dans cette région le 30 septembre, ont fait plusieurs centaines de morts. L'armée a réussi, dimanche matin, à prendre l'aéroport de Čilipi, situé à vingt kilomètres au sud de Dubrovnik et continuait à avancer vers Cavtat. Des tirs provenant de navires de guerre ont provoqué des incendies dans le quartier de Ploce, adossé aux remparts de la cité historique de Dubrovnik.

Dans une allocution télévisée samedi soir, le président croate, M. Franjo Tuđman, a décrété la mobilisation générale en Croatie. Accusant les « impérialistes grand-serbes et les restes sanguinaires de l'armée communiste d'être passés à l'offensive générale contre la Croatie, violent tous les accords de paix internationaux », M. Tuđman a appelé tous les hommes à rejoindre les unités de l'armée croate et le peuple à s'organiser pour les besoins de la défense de la patrie. « Nous voulons la paix et c'est une sale guerre dévastatrice qui nous a été imposée ».

Cet appel à « la mobilisation de toutes les forces pour une guerre de

défense », diffusé toutes les demi-heures par la radio croate pendant la journée de dimanche, suit de 24 heures l'annonce à Belgrade de la mobilisation « partielle » décrétée par le bloc serbe de la présidence fédérale. Il intervient aussi après l'échec d'un nouveau cesse-le-feu demandé par la Communauté européenne vendredi à La Haye. Après l'accord conclu vendredi devant le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Van den Broek, et le médiateur européen, Lord Carrington, M. Tuđman avait refusé de lever le blocus des casernes fédérales, exigeant - préalablement ou simultanément - l'arrêt de toutes les opérations de l'armée fédérale en Croatie. Les propositions du président Tuđman ont été rejetées par le ministre fédéral de la défense, le général Kadijević.

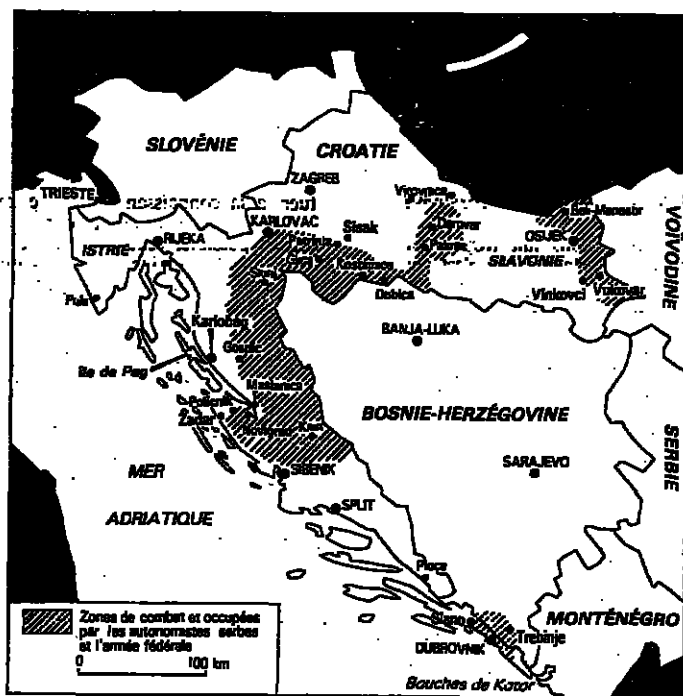
De son côté, le général Andrija Raseta, commandant adjoint de la 5^e Région militaire (couvrant notamment une partie de la Croatie) a déclaré à Zagreb : « La paix en Croatie dépend à 100 % du président Tuđman (...) Je suis convaincu que le président croate levait le blocus des casernes et des bâtiments de l'armée, les opérations militaires cesseraient. » Le général Raseta a par ailleurs condamné l'offensive de mobilisation générale en Croatie et estimé que les autorités croates avaient violé le premier point du nouvel accord de La Haye qui stipulait notamment la levée, avec effet immédiat, du blocus des casernes ennemies.

Statut spécial

Comme les précédents accords de cesse-le-feu, celui de vendredi à La Haye a échoué pour des raisons de divergences d'interprétation - simultanément ou non de l'arrêt des combats et de la levée du blocus des casernes : les positions se radicalisent de plus en plus, empêchant toute négociation véritable, et rien ne semble pouvoir empêcher la catastrophe, en dépit de bilans qu'aucune des deux parties n'a eu à diffuser. Ainsi, M. Zorko, le ministre de l'Intérieur du Parlement croate, a-t-il réaffirmé ce week-end que « la Croatie ne peut renoncer aux territoires qui constituent le pilier de son économie et de son unité ».

Il a annoncé la mise en œuvre, dès mardi 8 octobre, de la déclaration d'indépendance de la Croatie qui avait été proclamée le 25 juin dernier et suspendue, le 7 juillet, pour trois mois sur intervention européenne. « Le 8 octobre, la Croatie sera un État indépendant », a affirmé M. Domjanin en ajoutant que l'existence d'un tel État supposait la création d'une nouvelle monnaie et la délivrance de passeports et de visas.

Pour sa part, le ministre serbe des affaires étrangères, M. Jovanović, a déclaré samedi qu'« en aucun cas les Serbes de la Krajina de Knin et de Slavonie [les deux principales enclaves serbes de Croatie] n'accepteront de vivre dans une Croatie indépendante ». La seule solution, a-t-il précisé, est « leur indépendance à l'égard de la Croatie et leur dépendance vis-à-vis de la Yougoslavie ». Les déclarations du ministre serbe vont à l'encontre de l'accord du



4 octobre de La Haye qui garantissait notamment un statut spécial pour les Serbes en Croatie. L'incompréhension de ces deux points de vue laisse présager une aggravation de la situation dans les jours à venir.

Le bloc serbe de la présidence collégiale yougoslave, qui s'est emparé jeudi du pouvoir en s'accrochant certaines prérogatives du Parlement, s'est réuni à deux reprises ce week-end. Samedi, les quatre alliés serbes ont adopté des mesures visant à centraliser le fonctionnement des tribunaux militaires et ont annoncé qu'en

militaires de carrière sont encore plus sévères, et la peine de mort est prévue dans presque tous les cas. À l'issue de la session de dimanche, le bloc serbe a accusé la Croatie de « violer constamment les accords de cesse-le-feu et de tenter de provoquer les conflits armés à d'autres Républiques ».

Réagissant à l'ultimatum lancé dimanche par la Communauté européenne, le bloc serbe de la présidence a estimé que seul le tribunal constitutionnel yougoslave pouvait porter un jugement sur les décisions de la présidence du 3 octobre, soulignant qu'il s'agissait « d'une affaire intérieure yougoslave ». D'autre part, les quatre membres de cette présidence « tronquée » ont rappelé à la Communauté européenne qu'elle s'était engagée, lors de sa médiation dans la crise yougoslave, à convaincre les Serbes et la Croatie de ne pas contraindre, avant le 8 octobre, le fonctionnement des instances fédérales, en l'occurrence du Parlement et de la présidence.

En effet, la Serbie et son allié le Monténégro continuent à affirmer que le coup de force de jeudi dernier visait uniquement à soumettre la crise institutionnelle provoquée par l'obstruction de la Croatie et de la Slovénie. D'autre part, les représentants serbes et croates à la présidence collégiale, MM. Mesic et Dravovsek, se sont réunis samedi après-midi à Ljubljana pour condamner le détournement de pouvoirs du bloc serbe. Ils ont constaté à cette occasion que « les négociations entre les Républiques yougoslaves n'étaient désormais possibles que dans le cadre de la Conférence de paix de La Haye et non plus dans celui des institutions fédérales ».

FLORENCE HARTMANN

« Vive le roi, vive la Serbie ! »

BELGRADE

de notre correspondante

Le prince Alexandre Karadjordjevic, héritier du trône de Yougoslavie, revenu à Belgrade pour la première fois, a offert, samedi 5 octobre, de se mettre « au service de la patrie comme ambassadeur de paix dans le monde et comme protecteur de tous les Serbes partout où ils se trouvent... ». Devant des milliers de personnes qui étaient venues acclamer le fils d'Alexandre 1^{er}, assassiné le 8 octobre 1934 à Marseille par des terroristes croates, le prince Alexandre a estimé que l'accueil triomphal qui lui a été fait était « un cri de désespoir et de colère après quarante-cinq ans de pauvreté, d'oppression et de manque de liberté ».

Le retour de l'héritier de la couronne yougoslave avait été sollicité il y a un mois par l'ensemble de l'opposition de Serbie. La Serbie officielle avait fui par céder, tout en refusant de lui reconnaître sa citoyenneté. Les milliers de personnes qui l'attendaient, samedi, à l'aéroport de Belgrade et, dimanche matin, à Oplenac, au sud de Belgrade, où le prince Alexandre s'est rendu sur la

tombe de ses aïeux, puis devant la basilique Saint-Sava, dans le centre de Belgrade, et enfin devant la cathédrale de la vieille ville, où le patriarche Pavle de l'Eglise orthodoxe serbe a prononcé une liturgie à la mémoire du roi Alexandre 1^{er}, n'étaient pas de simples curieux. Sympathisants du Mouvement du renouveau serbe de M. Draskovic, de l'opposition nationaliste ou des partis royalistes, ils avaient bien voulu profiter de l'occasion pour renverser le régime de M. Slobodan Milosevic (président de Serbie). Leurs slogans étaient anti-communistes et ils criaient « Vive le roi, vive la Serbie ». Lorsque le prince a parlé de « démocratie parlementaire, liberté politique et liberté des citoyens », la foule lui a demandé de rester.

Dans la soirée de dimanche, Tomislav Karadjordjevic, le frère d'Alexandre 1^{er}, est arrivé à l'aéroport de Belgrade. Un autre membre de la dynastie Karadjordjevic, Vladimir, frère cadet d'Alexandre 1^{er}, est lui aussi attendu ces jours-ci à Belgrade. Vladimir Karadjordjevic s'était récemment porté volontaire pour aller se battre en Slavonie (Croatie) aux côtés des Serbes.

F. H.

EDUARDO MENDOZA

Par l'auteur de
La ville des prodiges

L'ÎLE ENCHANTÉE

130 F

Editions du Seuil

هنا من الأصيل

EUROPE

ALLEMAGNE : nouvelles exactions

La tombe de Konrad Adenauer a été profanée

Les violences xénophobes se sont multipliées, samedi 5 et dimanche 6 octobre, en Allemagne. Plusieurs étrangers ont été blessés, dont certains grièvement, par des extrémistes de droite. La tombe de Konrad Adenauer, premier chancelier de la RFA, a été profanée, au cimetière de Bad Honnef, dans la nuit de vendredi à samedi, par des inconnus qui ont arraché des fleurs fraîchement plantées, descellé des pierres d'un monument funéraire et tracé à la peinture des croix gammées. Des symboles nazis et SS ont été tracés sur d'autres tombes. Au début de la semaine, vingt et une tombes, dont celles du compositeur Robert Schumann et de sa femme Clara, avaient été saccagées dans un cimetière près de Bonn.

Une cinquantaine d'agressions contre des étrangers, soit deux fois plus que le week-end précédent, ont été rapportées samedi et dimanche. Les attaques à coups de pierres et de cocktails Molotov contre des foyers d'immigrés se sont poursuivies, à l'est comme à l'ouest. A Brühl, quatre Africains ont été frappés à coups de bâtons et de bouteilles par de jeunes extrémistes. L'un d'eux a été hospitalisé avec une fracture du crâne. Plusieurs manifestations, notamment à Stuttgart, Karlsruhe, Munich, ont ras-



semblé plusieurs milliers d'opposants à ces violences. A Hambourg et Brême, des habitants se sont organisés pour monter une garde nocturne devant les foyers menacés.

Lors d'une réunion au monastère de Kloster Banz, en Bavière, la CDU et la CSU se sont entendues pour demander le plus tôt possible

une modification de la Constitution (qui garantit que « les persécutés politiques jouissent du droit d'asile ») nécessaire pour trouver une « solution » au problème de l'accueil des étrangers, a déclaré le chancelier Kohl, qui a condamné les agressions racistes, qualifiées de honte pour l'Allemagne. — (AFP)

GRANDE-BRETAGNE

«The Observer» publie de nouvelles révélations sur le rôle du NKVD dans le massacre de 15 000 officiers polonais

Plus de cinquante ans après les faits, de nouvelles révélations, publiées dimanche 6 octobre par l'hebdomadaire britannique *The Observer*, apportent des précisions sur le massacre de quelque 15 000 militaires polonais par le NKVD (police politique soviétique) au début de la Seconde Guerre mondiale.

LONDRES

de notre correspondant

Les corps de 4 500 de ces officiers polonais avaient été découverts, exécutés d'une balle dans la nuque, dans des fosses communes dans la forêt de Katyn, à l'ouest de Smolensk (à la frontière entre la Russie et la Biélorussie) en avril 1943 par les Allemands, qui accusèrent les Soviétiques.

Ceux-ci n'étaient toute responsabilité dans le massacre jusqu'à l'année dernière, où la culpabilité de la police politique de Staline fut reconnue, mais on ignorait toujours le sort des dix mille autres militaires polonais, arrêtés comme ceux de Katyn lors de l'invasion de la Pologne par l'Armée rouge, en septembre 1939, mais détenus dans

deux autres camps : Ostachkov (près de Kalinine) et Starobelsk (près de Kharkov, en Ukraine). Selon les dépositions de deux anciens responsables du NKVD, recueillies par des enquêteurs de la justice militaire soviétique et dont *The Observer* affirme avoir vu la bande vidéo, 6 295 prisonniers polonais, détenus au camp d'Ostachkov, ont été exécutés à Kalinine au siège du NKVD.

250 exécutions par nuit

La première confession est celle de Vladimir Stepanovitch Tokaiev, qui, aveuglé, est aujourd'hui âgé de quatre-vingt-neuf ans. A l'époque, il était chef du NKVD pour le district de Kalinine. Il raconte aux enquêteurs, qui ont interrogé une centaine de personnes, comment 6 295 Polonais furent emmenés du camp de Ostachkov à Kalinine et exécutés. Le second témoignage est celui de Piotr Karpovitch Soprounenko. En 1940, il était l'officier du NKVD chargé de superviser toutes les questions relatives aux prisonniers de guerre polonais et, selon l'enquête, il aurait personnellement fait le tri entre ceux qui devaient mourir et ceux qui resteraient en vie. Le 1^{er} avril 1940, trois cents prisonniers furent exécutés un par

un, une trentaine de membres du NKVD participant à ces massacres. Les prisonniers étaient introduits dans une salle inscrite et abstruse d'une balle dans la nuque. « Ils étaient trois cents cette première nuit, rapporte Tokaiev, je me souviens de *Soukharev, mon chauffeur, se vantant de ce qu'il avait été un dur travail nocturne. Mais ils étaient trop nombreux, parce qu'il fallait faire l'ordre d'opérer de nuit. Aussi, ils réduisirent le nombre à deux cents cinquante par nuit. Combien de nuits cela a-t-il duré? Faites le calcul: six mille hommes par nuit. Avec les périodes de repos, cela fait environ un mois, tout le mois d'avril 1940. »*

Les corps furent enterrés dans des fosses communes près du village de Miednoie, à environ 35 km de Kalinine. Outre ces exécutions, 4 403 prisonniers polonais furent également exécutés à Kharkov, en Ukraine. La justice militaire soviétique a reçu l'ordre de faire toute la lumière sur ces massacres, en novembre 1990 sur décision du président Gorbatchev. Selon le récit de *The Observer*, de fortes pressions émanant du KGB et de l'Armée s'exercent encore aujourd'hui pour mettre fin aux investigations.

L. Z.

PORTUGAL : les élections législatives

M. Anibal Cavaco Silva conserve la majorité absolue au Parlement

Le Parti social-démocrate (PSD, centre droit) du premier ministre portugais sortant, M. Anibal Cavaco Silva, a obtenu la majorité absolue des suffrages (50,4 %) aux élections législatives du dimanche 6 octobre. Il devance largement les socialistes, qui fléchi la barre des 30 %.

LISBONNE

de notre correspondant

Les rues de Lisbonne ont été, dimanche soir 6 octobre, le théâtre d'un véritable carroussel de voitures klaxonnant, drapeau orange au vent, avec leurs passagers hurlants, pour saluer la large victoire du premier ministre sortant, M. Anibal Cavaco Silva : le PSD obtient non seulement la majorité absolue, mais améliore très légèrement son score de juillet 1987 (de 50,2 % à 50,4 %). Il relègue loin derrière lui son principal rival, le Parti socialiste, qui n'a pu franchir la barre des 30 % (29,25 %), selon des résultats provisoires et incomplets, puisque 83 sièges sur 220 n'ont pas encore été pourvus lundi matin.

M. Cavaco Silva a donc facilement gagné son pari en forme de quiproquo ou doublet (*Le Monde* du 2 octobre et daté 6-7 octobre). Le scrutin a été un véritable plébiscite en faveur d'un homme qui a permis au Portugal de renouer avec la stabilité politique et à sa faveur un certain décollage économique. Victoire sans bavure, avec cependant deux ombres au tableau : un taux d'abstentions très élevé (31,8 %), soit presque dix points de plus qu'en 1987, et un gain en voix faible, puisqu'il n'est que de 42 000. Le PS, en revanche, pro-

gresse de 406 000 suffrages. Si le parti de M. Jorge Sampaio n'a pas à rougir de son score, le maire de Lisbonne n'est pas parvenu à empêcher M. Cavaco Silva d'atteindre son objectif — la majorité absolue — ni à faire mieux que M. Mario Soares en 1983, ce qui aurait conforté l'assise du tout récent secrétaire général de la formation socialiste.

Néanmoins, le PS a probablement grignoté des voix sur son rival communiste, qui, pour la première fois de son histoire, passe en dessous de la barre des 10 % (8,84 %) et perd 183 000 voix par rapport aux 684 000 obtenues en 1987. M. Alvaro Cunhal a d'ailleurs reconnu qu'il s'agissait là d'un revers, tout en estimant que la CDU — coalition qui domine le Parti communiste — allait prendre un nouveau départ : « Ce n'est pas le début de la fin, a-t-il ironisé, mais le début du début. »

«La démocratie du succès»

Plus grave pour le PC, son bastion traditionnel de l'Alentejo s'effondre, et il a perdu du terrain à Évora. Conséquence des événements à l'est, et surtout en Union soviétique, avec le soutien précipité accordé aux putschistes du 19 août? Sans doute. M. Cunhal, en tout cas, a proposé à nouveau aux socialistes de former une alliance. Il n'a pas dissimulé que l'opposition se porterait sur le terrain social pour contester le régime de M. Cavaco Silva, qu'il accuse de reconstruire les grands monopoles.

Autre perdant de cette consultation : le Centre démocratique et social (CDS, droite) qui stagne à 4,4 %, ce qui a conduit son dirigeant, M. Diogo Freitas do Ama-

ral, à annoncer qu'il allait présenter sa démission et redevenir un simple militant. Comme prévu, enfin, le Parti rénovateur démocratique (PRD) de l'ancien président Ramalho Eanes disparaît du Parlement de São Bento.

M. Cavaco Silva va donc pouvoir en toute quiétude poursuivre, au cours de cette dernière législature, ce qu'il a appelé « la démocratie du succès ». Un succès dû à la mise en application des principes d'une économie libérale, aux privatisations menées tambour battant, et aux retombées, sous la forme d'un fonds structurel, de l'entrée du Portugal, en janvier 1986, dans la Communauté européenne. Néanmoins, cette manne va commencer à se tarir. Si M. Cavaco Silva a invité les Portugais à se mettre au travail dès aujourd'hui, ce n'est pas une simple formule. La seconde législature du premier ministre risque de ne pas être aussi facile. Il va bien falloir moderniser l'agriculture et opérer des coupes claires dans l'industrie textile, sans parler de l'inflation de 13,7 % qu'on devra se résoudre à combattre.

M. Cavaco Silva s'est présenté, tout au long de sa campagne, comme l'homme providentiel qui va préparer son pays à l'Europe de 1993. Sûr de lui — parce qu'il ne se trompe jamais, comme il l'a déclaré à la télévision — cet économiste s'emploie à faire rattraper au Portugal le retard qu'il a sur ses partenaires européens. Le pays lui a largement accordé sa confiance, pour la deuxième fois, en dépit d'un style jugé autocratique. Ce travers fait redouter à beaucoup les risques d'une dérive vers un pouvoir trop personnalisé, d'autant que le Parlement n'est qu'une chambre d'enregistrement, qui n'exerce aucun contrôle sur le gouvernement.

MICHEL BOLE-RICHARD

URSS

Le Parlement géorgien tente de trouver une issue pacifique à la crise

Le Parlement géorgien a repris, dimanche 6 octobre, sa session extraordinaire à huis clos, entamée la veille, pour tenter de résoudre le différend entre partisans et opposants au président Zviad Gamsakhouria. Ce dernier exhortivement apparut dimanche, à deux reprises, pour répéter son appel au calme devant plusieurs centaines de ses partisans massés aux portes du Parlement. Un député de l'opposition avait précédemment indiqué que les débats portaient sur plusieurs exigences de l'opposition, notamment la libération des prisonniers politiques, la réduction des pouvoirs présidentiels et la levée des restrictions à l'expression de l'opposition à la télévision et dans les autres médias.

Le bilan officiel des affrontements qui ont opposé, dans la nuit de vendredi à samedi, partisans et adversaires du président s'élève à deux morts et une soixantaine de blessés. Des versions contradictoires continuent à circuler quant à l'origine de ces incidents. Un jour-

naliste local, proche de l'opposition, a rapporté que les forces de sécurité avaient ouvert le feu sur un groupe d'une centaine de manifestants. Le service de presse de la présidence a, pour sa part, accusé les manifestants d'avoir provoqué les affrontements en tentant, à trois

reprises, de prendre d'assaut le Parlement. Un porte-parole de l'Assemblée a affirmé, dimanche, que des membres de la garde nationale, favorables à l'opposition, avaient bloqué le principal axe ferroviaire reliant la capitale Tbilissi à deux ports de la mer Noire. — (AFP)

□ Démission du président procommuniste du Tadjikistan. — Le président procommuniste du Tadjikistan, M. Rakhmon Nabiev, cédant aux pressions croissantes de l'opposition, a annoncé sa démission, dimanche 6 octobre.

□ Cinquantième anniversaire des massacres de Babi Yar en Ukraine. — Le président ukrainien, M. Léonid Kravtchouk, a présenté, samedi 5 octobre, des excuses au peuple juif à l'occasion du cinquantième anniversaire du massacre de Babi Yar. Le président a, pour la première fois, admis que ses compatriotes n'avaient rien fait

pour empêcher les nazis de massacrer des milliers de juifs ukrainiens, près de Kiev, et qu'en conséquence ils portaient une part de responsabilité dans cette tragédie. — (Reuters)

□ Un chanteur assassiné lors d'un concert à Saint-Petersbourg. — Le chanteur soviétique Igor Tolkov a été tué d'une balle à bout portant dans le cœur, dimanche 6 octobre, alors qu'il donnait un concert pop au Palais des sports de Saint-Petersbourg. « L'assassin a réussi à s'enfuir en profitant de la panique », a précisé l'ass. — (Reuters)

EN BREF

□ ALBANIE : des milliers de manifestants réclament la démission du président Alia. — Quelque 30 000 manifestants ont réclaté, dimanche 6 octobre, à Tirana, la démission du président Ramiz Alia et l'investiture d'un dirigeant communiste, dont la veuve du dictateur Enver Hoxha. Samedi, une manifestation analogue avait rassemblé environ 15 000 personnes dans le centre de la capitale. Les manifestants répondaient à un appel du Parti démocratique albanais (PDA), principale formation d'opposition.

□ AUTRICHE : nouvelle victoire de la droite nationaliste aux élections régionales. — Les élections en Haute-Autriche, dimanche 6 octobre, ont confirmé la perte du Parti libéral (FPÖ, droite nationaliste), qui a triplé son score par rapport à 1985 en obtenant 17,7 % des suffrages, au détriment du Parti social-démocrate (SPÖ) et du Parti populaire (ÖVP, chrétien-démocrate), qui se partagent le pouvoir depuis 1945. — (Corresp.)

□ GRÈCE : le président Karolos Papandréou hospitalisé. — Le président grec, M. Constantin Karolos Papandréou, âgé de quatre-vingt-quatre ans, a été hospitalisé, samedi 5 octobre à Athènes, après un diagnostic d'hypertension artérielle établi jeudi dernier. L'état de santé de M. Papandréou n'inspire cependant pas d'inquiétude et le

chef de l'Etat devrait quitter l'hôpital mardi. — (AFP)

□ Un diplomate turc assassiné à Athènes. — L'attaché de presse adjoint de l'ambassade de Turquie à Athènes, Cédric Gergo, a été assassiné, lundi matin 7 octobre, dans le quartier Pangrati, non loin du centre de la capitale grecque. Le diplomate était dans sa voiture lorsque deux inconnus ont ouvert le feu.

SPECIAL INGENIEURS

ENTREE GRATUITE

7^e SALON DE LA FONCTION INGENIEUR

11 et 12 octobre - PARC DES EXPOSITIONS - PORTE DE VERSAILLES

Vendredi 11 octobre : 9h30 - 19h - Samedi 12 octobre : 9h30 - 17h30

80 stands : Entreprises : tous secteurs d'activité Prestataires de services

Conférences Espace conseil "Carrière" Festival de films

INGENIEURS, votre métier évolue !

Perspectives de carrière... ouverture européenne... Rémunération... Mobilité... Emploi... Secteurs porteurs... Accroissement des responsabilités...

Venez faire le point sur votre fonction :

A TOP INGENIEURS, vous rencontrerez des ingénieurs de tous horizons et des responsables de PME, PMI et grandes entreprises actives.

A travers les conférences et les dialogues sur les stands, vous saurez comment vous situer et bouger dans l'environnement technologique et économique actuel.

Pour toute information

Accès facile

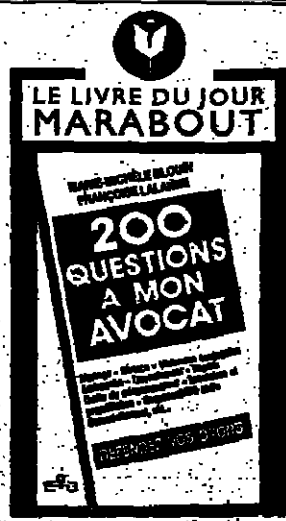
Bus : 39 - 49

PC

Métro : Porte de Versailles

TEL: 43 87 13 19

MINITEL: 36 16 code FTB TOP



هكنا من الكحل

• La Monde • Mardi 8 octobre 1991 5

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. A CONSOMMER AVEC MODÉRATION

L
BLACK LABEL

L
ROSÉ

L
MILLÉSIMÉ

L
NOBLE CUVÉE

C H A M P A G N E



SANTINI & SANTINI ADVERTISING

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

DIPLOMATIE

Liquidation des armes nucléaires tactiques et volonté de coopérer à une défense antimissile

La déclaration de M. Gorbatchev et ses conséquences sur les arsenaux des deux grandes puissances

Voici le texte intégral du discours prononcé samedi 5 octobre par M. Gorbatchev sur la réduction des armements nucléaires, tel qu'il a été diffusé par l'agence Tass. Nous avons indiqué, entre crochets, les conséquences qui découlent de ce programme pour les arsenaux des deux grandes puissances nucléaires, à la lumière des accords START du 31 juillet dernier et des réductions annoncées le 28 septembre par le président Bush.

«Chers compatriotes, Voici une semaine, le président américain George Bush a annoncé une importante initiative sur les armes nucléaires. Cette initiative confirme que la nouvelle pensée jouit d'un large soutien dans la communauté internationale. Les propositions de George Bush sont le prolongement de la démarche entamée à Reykjavik [il s'agit du sommet Reagan-Gorbatchev de 1986, qui avait annoncé d'ambitieuses intentions en matière de désarmement nucléaire]. Je sais que c'est aussi l'avis de Boris Eltsine et des dirigeants d'autres Républiques.

Par cette déclaration, j'annonce nos mesures de réciprocité et nos contre-propositions.

La liquidation des armes tactiques

1) «Tout d'abord, les mesures suivantes seront prises concernant les armes nucléaires tactiques :
- toutes les munitions de l'artillerie nucléaire et toutes les têtes nucléaires des missiles tactiques seront détruites ;
- les têtes nucléaires des missiles anti-aériens seront retirées des unités et stockées dans des bases du centre. Une partie sera détruite. Toutes les mines nucléaires seront éliminées ;
- toutes les armes nucléaires tactiques seront retirées des navires de surface et des sous-marins à missions multiples. Ces armes, ainsi que celles de l'aviation navale basée à terre, seront envoyées dans des dépôts centraux. Une partie sera détruite ;
- l'Union soviétique et les États-Unis prendront donc des mesures radicales et réciproques qui mènent à l'élimination des armes tactiques.

De plus, nous proposons que les États-Unis éliminent sur une base de réciprocité, et détruisent, les

armes nucléaires tactiques de la marine. De même, sur une base réciproque, nous pourrions retirer des unités actives de l'aviation tactique toutes les munitions nucléaires (bombes et missiles de croisière) et les stocker dans des dépôts centralisés.

L'Union soviétique exhorte les autres puissances nucléaires à se joindre à ces mesures soviéto-américaines d'une grande portée concernant les armes tactiques.

101. Gorbatchev va, dans le domaine des armes tactiques, plus loin que le président Bush, qui avait annoncé l'élimination des armes tactiques sur terre et en mer et souligné en revanche la nécessité de conserver une «capacité nucléaire séparée». L'OTAN, qui voit dans ces armements le seul moyen de «couplage» entre les forces stratégiques américaines et la défense de l'Europe, dispose actuellement d'environ 1 400 bombes à gravitation larguées d'aviation. Les États-Unis envisagent de moderniser cet arsenal en déployant dès 1995 en Europe un nouveau missile air-sol, le TASM (Tactical Air-to-Surface Missile).

Le président soviétique propose, quant à lui, de renoncer aux bombes à gravitation d'aviation, mais sur une base de réciprocité avec les États-Unis. En cas d'accord sur ce point, il en résulterait une dénucléarisation totale du sol européen, ce que la diplomatie soviétique a toujours préconisé dans le passé. La seule exception sera la France, qui, outre sa force aérienne nucléaire, dispose d'un arsenal basé à terre avec les missiles du plateau d'Albion et le missile à courte portée Hadès, non déployés à ce jour.

Pour le reste, les réductions unilatérales annoncées par M. Gorbatchev sont les mêmes que celles décidées par M. Bush et vont même un peu au-delà, dans la mesure où l'URSS disposerait d'armes tactiques des Américains : ainsi des têtes nucléaires chargées sur des missiles sol-air, dont le président soviétique confirme l'existence.

Armes stratégiques : le «gel»

2) «Comme le président américain, je souhaite la ratification la plus tôt possible du traité sur les armements stratégiques offensifs. Cette question doit être discutée par la première session du nouveau Soviet suprême de l'URSS.

Compte tenu des mesures unilatérales annoncées par le président George Bush dans le domaine des armes stratégiques offensives, nous prenons les mesures suivantes :
- nos bombardiers lourds, comme ceux des États-Unis, ne seront plus en état d'alerte, et leurs armes nucléaires seront contreposées dans des dépôts de l'armée ;
- nous arrêtons la mise au point d'un nouveau missile à courte portée modifié, destiné aux bombardiers lourds soviétiques ;
- l'Union soviétique arrêtera la

mise au point d'un missile mobile balistique intercontinental de petite taille ;

- le nombre de lanceurs de missiles balistiques intercontinentaux sur rails n'augmentera pas et les missiles existants de ce type ne seront pas modernisés. Ainsi, le nombre de nos missiles balistiques mobiles à têtes multiples n'augmentera pas ;

- à titre de réciprocité, nous retirons du service opérationnel 503 missiles balistiques intercontinentaux, notamment 134 missiles à têtes multiples ;

- nous avons déjà retiré des forces actives trois sous-marins nucléaires lanceurs d'engins avec 44 lanceurs de missiles balistiques. Nous en retirons encore trois, équipés de 48 lanceurs.

3) Nous avons décidé de réduire nos armements stratégiques offensifs de manière plus radicale que prévu par le traité START. En conséquence, dans sept ans, nous aurons 5 000 têtes nucléaires au lieu des 6 000 prévues par le traité. Nous nous féliciterions de mesures réciproques de la part des États-Unis.

Nous proposons que, immédiatement après la ratification du traité, les États-Unis et l'Union soviétique entament des négociations sur de nouvelles réductions radicales, d'environ 50 %, des armements stratégiques offensifs.

En réponse au président Bush, qui avait annoncé la mise au point d'un nouveau missile américain MX, M. Gorbatchev annonce le gel dans l'état actuel de son arsenal intercontinental mobile. Selon l'«Union des études stratégiques de Leningrad», l'URSS disposait l'an dernier de 225 SS-25 (engin mobile sur route) et de 60 SS-24 (déployé sur rail).

Si les six sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de l'URSS, dont 134 missiles, sont retirés du service, appartenant probablement à l'ancienne génération, le retrait de 503 missiles intercontinentaux (ICBM), dont 134 «multitêtes», est plus sérieux. Cette mesure est en effet la plus importante de l'arsenal soviétique, fût-elle de 1 398 ICBM. La réduction dépasse en effet le nombre de missiles mobiles SS-25 (360 exemplaires en 1990) et SS-13 (60 exemplaires) déployés entre 1968 et 1975.

Dans son rapport sur l'Armée soviétique diffusé dimanche 1^{er} septembre, le général Sergueï Akhromeev a énuméré quatre éléments dans les programmes stratégiques soviétiques : modernisation des missiles lourds SS-18, déploiement de missiles mobiles SS-25, accomplissement de l'élimination de systèmes nucléaires et achèvement du déploiement des missiles SS-24 sur rails et SS-24/2 en silos.

«Nous sommes prêts à discuter de propositions américaines sur des systèmes anti-aériens non nucléaires. Nous proposons également à la partie américaine d'examiner la possibilité de créer des systèmes conjoints pour étudier des systèmes conjoints d'alerte,

avec des éléments basés au sol et dans l'espace, contre une attaque de missiles nucléaires.

12. C'est la plus grande nouveauté du plan soviétique, puisque M. Gorbatchev semble ainsi ne pas vouloir se rallier à l'idée d'une défense antimissile, mais accepter aussi la suggestion faite à l'origine par Ronald Reagan de partager avec les Américains les secrets de la «guerre des étoiles». On savait que ce projet de bouclier spatial, autrefois dénoncé par Moscou, et tout particulièrement au sommet de Reykjavik, causait le principal obstacle à tout accord avec Washington, n'en était plus un. Mais M. Gorbatchev va plus loin en acceptant en fait de renoncer au traité ABM de 1972 sur la défense antimissile, comme l'avait demandé le 28 septembre le président Bush. C'est là probablement un effet de la guerre du Golfe et des réticences sur l'accord nucléaire bilatéral.

4) «Nous déclarons à partir d'aujourd'hui un moratoire unilatéral d'un an sur les essais nucléaires militaires. Nous espérons que les autres puissances nucléaires suivront notre exemple, ouvrant ainsi la voie vers un arrêt total, le plus vite possible, des essais nucléaires.

Nous espérons conclure un accord avec les États-Unis sur un arrêt contrôlé de la production de tous les matériaux fissiles à usage militaire.

13. Les États-Unis, mais aussi les autres puissances nucléaires occidentales, ont toujours été hostiles à nos essais nucléaires, arguant que ceux-ci sont nécessaires tout d'abord à la sécurité. M. Gorbatchev reste au contraire fidèle à une longue tradition de la diplomatie soviétique. Il avait inauguré son règne en 1985 en annonçant un moratoire nucléaire, qui avait pris fin après dix-huit mois, en février 1987.

5) «Nous sommes prêts à entamer un dialogue concret avec les États-Unis sur la mise au point de techniques sûres et écologiquement propres pour le stockage et le transport de têtes nucléaires, ainsi que sur les modalités d'utilisation d'explosifs nucléaires et l'accroissement de la sécurité en matière nucléaire.

Pour accroître la sûreté du contrôle des armes nucléaires, nous plaçons toutes les armes nucléaires stratégiques sous un contrôle unique et intégrons les systèmes stratégiques défensifs dans un corps unique.

14. Cette annonce n'aurait pas été une nouveauté, puisque toutes les armes nucléaires soviétiques sont en principe regroupées depuis le début des années 60 dans un seul corps des «troupes de missiles stratégiques». Mais il est rare que le contrôle soit réellement à l'œuvre et les divers régimes soviétiques s'entraident activement sur les armes nucléaires situées sur leur sol.

6) «Nous espérons que les autres puissances nucléaires s'asso-

cieront en fin de compte aux efforts de l'URSS et des États-Unis.

Je crois le moment venu pour toutes les puissances nucléaires de faire une déclaration commune les engageant à ne pas recourir en premier à l'arme nucléaire. L'Union soviétique adhère depuis longtemps à ce principe. Je suis convaincu que si les États-Unis faisaient de même, cela jouerait un rôle énorme.

15. La aussi, la reconnaissance à l'emploi en premier de l'arme nucléaire est une vieille tradition de la diplomatie soviétique : Lénine avait pris solennellement cet engagement au début des années 30. Les Occidentaux s'y sont toujours refusés, estimant que les armes nucléaires devaient servir à dissuader toute agression, y compris une agression conventionnelle.

700 000 hommes démobilisés

7) «Nous nous félicitons des projets américains de réduction de leurs forces armées de 500 000 hommes ces prochaines années. De notre côté, nous entendons réduire nos forces armées de 700 000 hommes.

16. Gorbatchev confirme ici les chiffres déjà annoncés par son nouveau ministre de la Défense. Celui-ci s'ajoutent à la réduction de 500 000 hommes qu'il avait lui-même annoncée, en 1987. En fait, il s'agit pour le moment du minimum inévitable, après la liquidation du pacte de Varsovie et l'effondrement du pouvoir central à Moscou après les événements du mois d'août.

«En conclusion, je voudrais souligner que, en prenant des mesures unilatérales et bilatérales et en négociant, nous faisons progresser le processus de désarmement et nous nous approchons de l'objectif proclamé au début de 1986 : un monde sans armes nucléaires, plus sûr et plus stable. Les gouvernements, les experts et les institutions auront beaucoup à faire dans ce domaine. Ce sera une nouvelle étape de l'évolution internationale dans une de ses principales orientations.

La question d'un nouveau sommet soviéto-américain se pose à l'évidence. Je viens de m'entretenir par téléphone avec le président Bush et je lui ai parlé de notre réponse à son initiative. Nous avons eu une bonne discussion. Le président américain a donné un avis positif sur nos propositions et a exprimé sa satisfaction en ce qui concerne notre façon d'aborder les principaux problèmes de la politique mondiale. Merci.

Satisfaction dans les capitales occidentales

Le premier ministre britannique, M. John Major, a accueilli avec satisfaction, dimanche 6 octobre, les propositions du président Gorbatchev en matière de désarmement, qui représentent, selon lui, un «tournant dans le processus de paix», et peuvent être «une occasion unique de voir une désescalade spectaculaire dans l'armement nucléaire».

Le premier ministre a néanmoins affirmé que le programme de sous-marins nucléaires équipés de missiles Trident «est la défense essentielle minimum dont nous avons besoin dans ce pays, et nous devons (la) maintenir». L'URSS est toujours «une puissance nucléaire immense, une puissance militaire immense, et nous avons besoin de cette force de dissuasion essentielle minimum que fournit Trident», a ajouté M. Major.

A Bonn, le chancelier Helmut Kohl a qualifié la proposition de M. Gorbatchev de «nouveau pas décisif vers plus de sécurité et de stabilité en Europe». Pour le chancelier, l'initiative soviétique «est une confirmation de la politique de la RFA, qui depuis des années a œuvré en faveur d'un désarmement équilibré à l'Est et à l'Ouest, afin d'arriver à la paix avec moins d'armes».

De son côté, M. Roland Dumas a affirmé «trouver dans le discours de M. Gorbatchev des propositions qui ouvrent la possibilité de discussions qui iront plus loin encore, notamment dans le domaine stratégique». Le ministre français des affaires étrangères a tenu à faire observer que les propositions soviétiques «répondent point par point aux propositions du président Bush sur le problème du désarmement nucléaire tactique».

Le commandant en chef des forces alliées en Europe, le général américain John Galvin, s'est également félicité de l'initiative soviétique, mais a souligné que l'OTAN conserverait des armes tactiques aéroporées, conformément aux souhaits de Moscou. «Il y aura toujours des avions dans de nombreux pays de l'OTAN capables de transporter des armes nucléaires tactiques», a-t-il précisé.

L'alliance atlantique, a souligné le général Galvin, reste indispensable pour faire face à «l'instabilité» en Europe et à sa périphérie et pour assurer un «équilibre des capacités» militaires. Même si Moscou n'a plus d'intentions agressives, l'URSS — et particulièrement la Russie — garde, selon lui, des forces militaires «énormes». — (AFP, Reuters.)

Malgré des réserves sur certaines propositions

Washington se félicite de la réponse soviétique au plan de M. George Bush

Le président George Bush s'est félicité, samedi 5 octobre, des propositions de désarmement que venait de faire M. Gorbatchev. M. Bush a toutefois jugé «prématurée» l'idée d'un sommet américano-soviétique.

WASHINGTON

de notre correspondant

Décidément, les règles du jeu ont changé. Entre les deux super-puissances nucléaires, il n'y a plus de négociation sur le désarmement, mais des initiatives unilatérales par lesquelles chacun s'efforce de faire «monter la mise», c'est-à-dire, en l'espèce, d'annoncer des «coups» sans cesse plus importants dans son arsenal pour obliger l'autre à «suivre».

C'est «la course au désarmement», disait-on à Washington, dimanche 6 octobre, en commentant la réponse du président Mikhail Gorbatchev à l'initiative de désarmement annoncée il y a neuf jours par le président George Bush. On se félicite évidemment que M. Gorbatchev ait répondu si positivement aux propositions américaines, et même au-delà. «Voilà une bonne nouvelle pour le monde entier», a observé M. Bush, l'Union soviétique a fait un grand pas.

On rappelle que le traité START signé en juillet dernier devait être ratifié ce mois-ci par le Sénat. On précise, enfin, qu'une délégation d'experts militaires américains, sous la conduite d'un secrétaire d'Etat adjoint, M. Reginald Bartholomew, se trouve déjà à Moscou pour faire le point de la situation en matière de désarmement.

Pour les États-Unis, le point le plus satisfaisant du dispositif annoncé par M. Gorbatchev ne porte pas sur la réduction de telle ou telle catégorie d'engins, mais sur l'acceptation par Moscou d'envisager de discuter les propositions américaines sur les «systèmes de défense antimissiles» (point numéro trois du discours du président soviétique).

C'est une «première» : très attachée au traité ABM de 1972, qui limite le déploiement de ces systèmes, l'URSS s'était, jusqu'à présent, toujours refusée à la moindre évolution dans ce domaine. Elle avait condamné comme bénéfique l'initiative de défense stratégique (IDS, la «guerre des étoiles») du président Ronald Reagan, qui, en 1983, avait pourtant offert aux Soviétiques de développer ces systèmes en commun avec les États-Unis.

Pour l'URSS, il y avait là le risque d'une rupture dans la logique de la dissuasion, donc une évolution déstabilisante : si les missiles soviétiques ne peuvent plus atteindre les États-

Unis, les Américains peuvent être tentés par une première frappe nucléaire sur l'URSS. Il y avait aussi le risque de se voir entraîner dans une course technologique dans un domaine dans lequel les États-Unis ont plusieurs longueurs d'avance sur l'URSS.

Du bout des lèvres, donc, M. Gorbatchev veut bien «envisager» de modifier la position soviétique. Cette concession peut signifier que les deux pays vont renégocier le traité ABM. Le président Bush y tient, qui entend poursuivre un programme de déploiement d'un ensemble de propositions américaines sur des systèmes anti-aériens non nucléaires. Nous proposons également à la partie américaine d'examiner la possibilité de créer des systèmes conjoints pour étudier des systèmes conjoints d'alerte,

ment par annonce unilatérale recèle aussi quelques coups tordus. En l'espèce, l'ensemble présenté par M. Gorbatchev contient un point décisif pour les États-Unis et les Européens. M. Gorbatchev propose non pas d'éliminer totalement mais de «limiter» («constraindre») dans la traduction anglaise) le déploiement de la seule catégorie d'armes tactiques qui n'était pas visée par l'initiative de M. Bush : les bombes nucléaires aéroporées en Europe.

Quand les États-Unis auront retiré du théâtre européen toutes les armes nucléaires tactiques basées au sol — obus d'artillerie et fusées — et désarmé ou ramené en Amérique toutes celles se trouvant à bord de leurs bâtiments, il ne restera plus que les bombes aéroporées pour incarner la présence nucléaire américaine en Europe.

Autrement dit, si les États-Unis et les autres membres de l'OTAN s'estiment obligés de donner suite à la proposition gorbatchévienne, cette dernière catégorie d'armes nucléaires tactiques en Europe pourrait être amenée à disparaître. Ce serait la fin du dernier lien stratégique nucléaire entre l'Europe et les États-Unis, la fin du fameux «couplage», un des piliers de la doctrine de l'OTAN que Moscou a toujours cherché à ébranler.

ALAIN FRACHON

CENTRE DE FORMATION PERMANENTE DU GROUPE ESSEC

MARKETING
ACTION COMMERCIALE
MARKETING DIRECT
COMMUNICATION
AFFAIRES INTERNATIONALES

Élargissez le cercle de vos compétences.

La grande mutation des entreprises, la proximité du grand marché européen. Autant de raisons d'élargir au plus vite le cercle de vos compétences et de vous en donner tous les moyens.

Nos programmes marketing, action commerciale, affaires internationales, répondent pleinement aux besoins spécifiques des cadres dans leur entreprise. Pour acquérir ou perfectionner vos connaissances, des sessions de 9 semaines, réparties sur 3 à 4 mois, sont organisées sur ces différents thèmes.

En voici quelques-uns : «marketing fondamental», «marketing industriel», «marketing des services», «direction des ventes», «communication», «marketing international», «politique de marketing».

Ces modules permettent d'acquérir une spécialisation complète dans un domaine de gestion d'entreprises et peuvent être validés par le diplôme ESSEC (homologué au niveau maîtrise universitaire).

• Sessions à partir d'octobre 1991
• Durée : 9 jours échelonnés sur 3 ou 4 mois.

ESSEC
11, rue de la République
92000 Nanterre
(1) 46 92 71 00

ESSEC
11, rue de la République
92000 Nanterre
(1) 46 92 71 00

ESSEC
11, rue de la République
92000 Nanterre
(1) 46 92 71 00

MM. Havel, Walesa
une forme d'assur

Le traité d'ami

Pour ces
certaines en
mettent toutes
de leur

DIPLOMATIE

Réunion à Cracovie des dirigeants de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et de la Hongrie

MM. Havel, Walesa et Antall demandent une forme d'association avec l'OTAN

Très inquiets du « vide stratégique » laissé en Europe centrale par la disparition du pacte de Varsovie et par la crise yougoslave, les présidents Vaclav Havel de Tchécoslovaquie, Lech Walesa de Pologne, et le premier ministre hongrois, József Antall, ont demandé une forme d'association avec l'OTAN et ont proposé l'envoi de « forces de paix internationales » en Yougoslavie.

Réunis, dimanche 6 octobre, à Cracovie (sud de la Pologne) pour la première fois depuis l'écroulement de la crise yougoslave et l'échec du putsch de Moscou, les dirigeants des trois pays, confrontés aux mêmes difficultés économiques et stratégiques, ont adopté une « déclaration de Cracovie » qui vise à renforcer leur coopération régionale.

MM. Walesa, Havel et Antall ont souhaité formaliser « leurs relations avec l'Alliance atlantique, dans l'esprit des initiatives récentes américaine et allemande », ainsi

qu'avec l'UEO, seule organisation européenne de défense. M. Havel a ainsi souligné qu'une « coopération étroite était nécessaire, y compris une institutionnalisation adéquate là où cela est possible ». « Cette coopération, a-t-il souligné, pourrait prendre la forme d'une certaine association ».

De leur côté, les ministres des affaires étrangères, qui avaient préparé le sommet, ont « accueilli avec joie » la proposition du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, et du chef de la diplomatie allemande, M. Hans-Dietrich Genscher, d'organiser des rencontres périodiques entre l'OTAN, les pays de l'Est et l'Union soviétique dans le cadre d'un Conseil de coopération de l'Atlantique nord.

Les dirigeants des trois pays ont également rappelé que l'association à la Communauté européenne, qui pourrait être réalisée dans les prochaines semaines, constitue « l'objectif prioritaire de leurs politiques étrangères ». En même temps, ils

ont affirmé que les exportations de leurs produits vers l'URSS, financées par la CEE, « ne peuvent être un substitut à un accès au marché de la Communauté ». Cette formule, concernant les exportations de viande, avait permis récemment de débloquer les négociations avec la CEE.

M. Lech Walesa a d'ailleurs vivement critiqué l'Occident qui « fait devant ses responsabilités et s'engage difficilement dans la transformation économique » de leurs pays. « C'est de la myopie, pire, de la légèreté », a-t-il ajouté.

En dépit de divergences sur le rythme de la libéralisation du commerce des trois pays, M. Havel a déclaré que « l'objectif était la création d'une zone de libre-échange ». Les questions liées à la circulation des capitaux, la protection de l'environnement, les transports et les communications seront examinés lors d'une réunion en novembre, à Varsovie, des ministres économiques. — (AFP)

Court-circuitant la présidence néerlandaise de la Communauté

Paris et Bonn cherchent à reprendre l'initiative sur l'union politique

MM. Dumas et Genscher ont provoqué la colère de la présidence néerlandaise de la Communauté en annonçant dimanche 6 octobre, à l'issue de la réunion qui avait rassemblé les douze ministres européens des affaires étrangères à Haarlem aux Pays-Bas, qu'ils organiseraient vendredi 11 octobre à Paris une rencontre sur le projet d'union politique européenne « avec tous les collègues qui sont sur la même longueur d'ondes », selon l'expression de M. Genscher.

Cette initiative est apparue comme un désaveu, voire comme un camouflet à la présidence néerlandaise qui n'avait pas été informée, pas plus d'ailleurs que la présidence de la Commission. « C'est complètement contraire aux procédures de la Communauté », a fait remarquer M. Dig Isha, le porte-parole du ministre néerlandais des affaires étrangères. « S'ils ont des observations à faire, ils sont libres de les faire dans le cadre des procédures acceptées par tous. Ils n'ont rien dit pendant la réunion, c'est un peu bizarre ».

M. Dumas, à l'origine de cette initiative à laquelle il a rallié le ministre allemand, n'en avait effectivement pas dit mot durant la réunion à Douze, ce qui, du point de vue de la méthode, ne témoigne pas vraiment d'un excès d'esprit communautaire. Les ministres français et allemand ont ensuite présenté ce projet, lors d'une conférence de presse commune, comme une tentative de venir en aide à la présidence néerlandaise : il s'agissait de résoudre les divergences de vues entre Européens à propos de la politique étrangère et de sécurité commune sur laquelle achoppent les négociations sur la future union politique, pour faire en sorte qu'un accord soit effectivement trouvé avant le sommet européen de Maastricht début décembre.

Cette proposition cherche surtout à faire échec à l'initiative italo-britannique présentée la semaine dernière sur la défense européenne, et à préserver le rôle traditionnellement reconnu à « l'axe » franco-allemand dans les affaires communautaires. M. Hord et

M. De Michelis (on ne sait apparemment pas exactement si ce dernier représente son gouvernement ou seulement lui-même dans cette affaire) s'étaient mis d'accord sur un texte qui affirmait certes, que l'Europe doit se doter à terme d'une défense commune.

C'était l'aspect positif de leur démarche, l'unanimité étant désormais réalisée entre les Douze sur ce point. Mais leur proposition représentait, à propos du rôle de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) notamment, l'essentiel des thèses britanniques auxquelles la France est hostile car elle y voit un droit de regard consenti à l'OTAN et auxquelles elle oppose l'autonomie d'une UEO qui ne représenterait que les Européens.

M. Dumas a reconnu dimanche que les deux approches restaient « fondamentalement » différentes. L'approche franco-allemande a le soutien de l'Espagne. La réunion de vendredi permettra de compter ses autres appuis.

C. T.

Le traité d'amitié germano-tchécoslovaque va être paraphé à Prague

BERLIN

de notre correspondant

Après de longues négociations rendues difficiles par les revendications des associations d'expatriés allemands des Sudètes, le traité d'amitié entre l'Allemagne réunifiée et la Tchécoslovaquie devait être paraphé, mardi 8 octobre, à Prague par les ministres des affaires étrangères des deux pays, à l'occasion de la visite d'Etat qu'y entamait, lundi, le président de la République fédérale d'Allemagne, M. Richard von Weizsäcker.

Quatre mois après la signature avec Varsovie des deux accords fixant le tracé de la frontière germano-polonaise et réglant le problème de la minorité allemande de Pologne, ce traité permet à l'Allemagne d'achever la normalisation de ses relations avec ses voisins de l'Est. Dans l'un et l'autre cas, les négociations étaient compliquées par, d'un côté, les demandes d'indemnisation présentées à l'Allemagne pour les préjudices subis pendant la seconde guerre mondiale, et de l'autre les exigences des minorités allemandes et des associations représentant les populations allemandes expulsées de Pologne et de Tchécoslovaquie après la guerre.

Avec la « défileté hitlérienne » et le

redécoupage des frontières, des millions d'Allemands avaient été contraints de quitter leurs régions d'origine, souvent dans des conditions dramatiques. Ils se sont regroupés dans des associations d'expatriés qui ont âprement défendu leurs droits et ceux des minorités restées sur place, en profitant de leur influence dans les partis chrétiens-démocrates et chrétiens-sociaux de Bavière. Les « Silésiens » ont longtemps empoisonné les relations avec la Pologne en s'opposant à la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse et en demandant pour la minorité allemande de Silésie — aujourd'hui polonaise — le droit à l'autodétermination.

Les « Sudètes » exigeaient pour leur part d'être indemnisés pour les biens abandonnés lors de leur exode et de

se voir reconnaître un droit au retour et à la liberté d'installation. Très nombreux en Bavière, ils avaient l'appui du parti gouvernemental régional, la CSU, membre de la coalition au pouvoir à Bonn. Après la chute des communistes en Tchécoslovaquie, le président Vaclav Havel avait admis que le bannissement des Sudètes après la guerre, bien que décidé par un gouvernement encore démocratique avec l'assentiment des Alliés, avait été « un acte contraire à la morale ». Mais il proposait d'annuler purement et simplement les demandes d'indemnisation formulées des deux côtés. Son ministre des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier, avait à plusieurs reprises exprimé son irritation à l'égard des revendications allemandes.

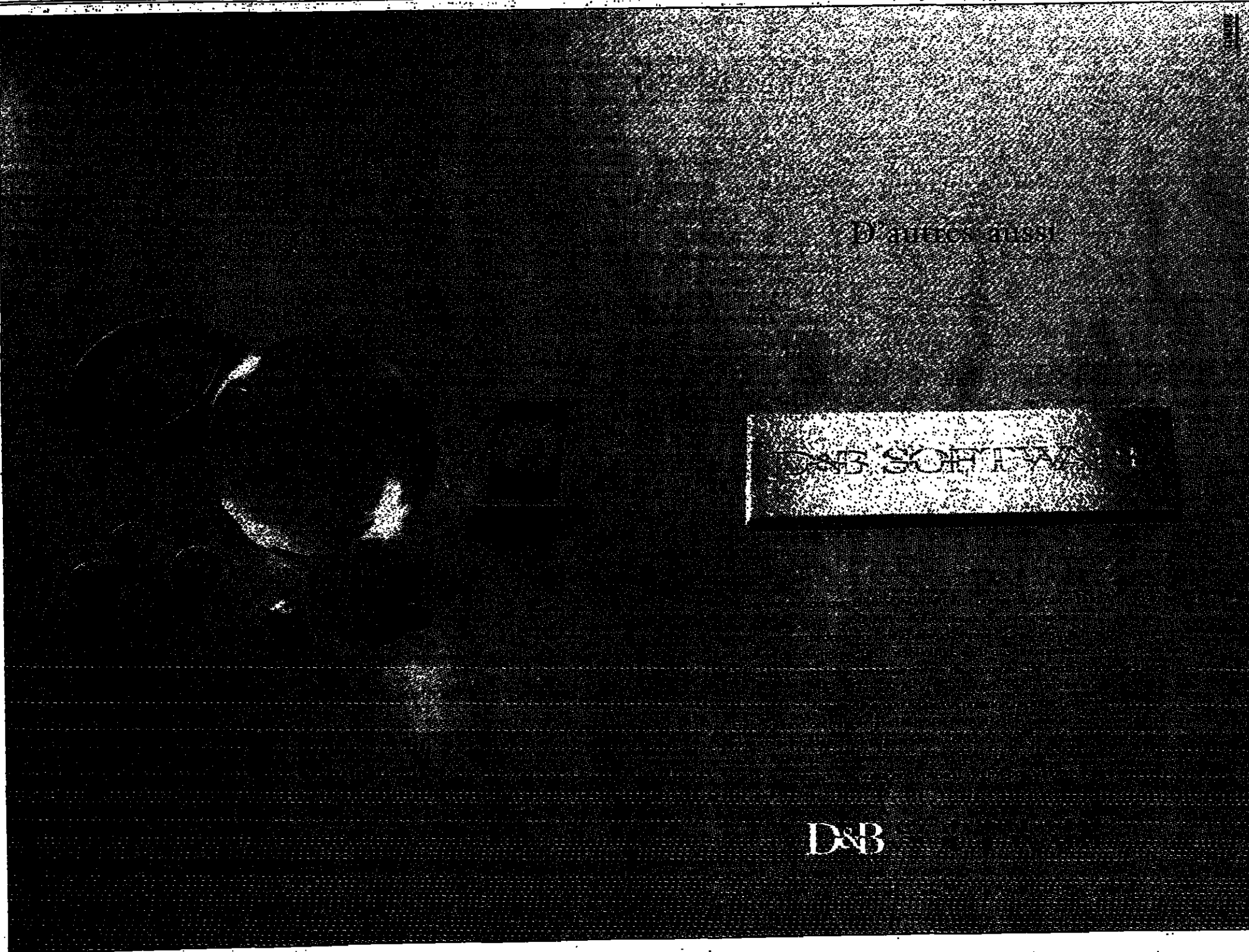
Pour pouvoir conclure le traité, on s'est finalement mis d'accord pour ne pas régler la question et la mettre entre parenthèses. La législation tchécoslovaque actuelle ne reconnaît aucune demande d'indemnisation ou de restitution pour des expropriations antérieures à 1945.

Les problèmes, lors de la ratification par les Parlements, risquent pourtant de venir de Tchécoslovaquie. Les nationalistes slovaques ont protesté contre la formulation retenue dans le texte du traité déclarant nul et non avenu le dépeçage de la Tchécoslovaquie en 1938 par Hitler et affirmant du même coup la continuité juridique de l'Etat tchécoslovaque depuis sa création en 1918. Hitler avait constitué en 1939 un Etat slovaque autonome et fasciste,

que les indépendantistes invoquent comme un précédent à l'appui de leur revendication nationale.

Recevant les journalistes allemands à Prague, le président Havel n'a pas caché que, à ses yeux, le traité ne résolvait pas tous les problèmes. Il a estimé qu'il avait au moins l'avantage de permettre à la Tchécoslovaquie de progresser dans l'approfondissement de ses liens avec la Communauté européenne et de fonder ses relations commerciales avec l'Allemagne sur une nouvelle base. Le ton était plus volontariste à Bonn, où l'on préférait souligner qu'avec ce document et la visite du président von Weizsäcker s'ouvrait un nouveau chapitre des relations entre les deux pays.

HENRI DE BRESSON



D'autre côté...

D&B SOFTWARE

D&B

Le Monde de la Fonction Commerciale

PAUL FABRA

AFRIQUE

ALGÉRIE : changement dans les relations avec l'Union soviétique

Moscou ne veut plus livrer de matériel militaire « aux conditions antérieures »

Les troubles qui agitent l'URSS sont l'objet d'une attention soutenue de la part de l'Algérie, qui entretient avec l'ancienne patrie du socialisme d'importants liens économiques, politiques et, surtout, militaires. Déjà les Soviétiques manifestent un changement d'attitude en se disant obligés de considérer l'importance de la dette algérienne à leur égard et de se montrer plus stricts, notamment pour les fournitures d'armements.

ALGER

de notre correspondant

Au lendemain de la tentative de putsch menée contre M. Gorbatchev, Alger, qui s'était abstenu de toute réaction durant ces jours difficiles, a poliment félicité le président soviétique de l'échec des comploteurs. Réaction qui témoignait d'un significatif manque de chaleur, comparée aux discours emphatiques qui, il n'y a pas si longtemps, étaient encore de règle lorsqu'il était célébré l'amitié unissant les deux pays.

Officiellement, entre Moscou et Alger, les rapports ne se sont pas détériorés, mais manifestement on ne s'en sent pas de la même façon.

Comme beaucoup de pays arabes, l'Algérie a été prise au dépourvu par les rapides bouleversements survenus dans l'est de l'Europe, particulièrement en URSS, qui l'obligent à remettre en cause certains de ses dogmes, les mieux assis. Qu'il s'agisse de la guerre du Golfe ou du dossier palestinien, Alger n'a com-

pris que tardivement le changement, ne dissimulant pas toujours son dépit. De l'autre côté, ainsi que l'affirme M. Alexandre Alexeyev, ambassadeur soviétique en Algérie, la situation de l'URSS ne lui permet plus de faire du sentiment, ni de se laisser guider par des « critères idéologiques » dans ses relations avec les pays tiers. Désormais il faudra payer cash.

Cette nouvelle démarche affecte tous les domaines des relations soviéto-algériennes, y compris le domaine militaire, le plus important de tous. Commandée par des cadres nombreux à avoir suivi une formation en Union soviétique ou dans les pays de l'ex-pacte de Varsovie, l'armée algérienne est dotée, quasi exclusivement, de matériel soviétique. Témoins de cette dépendance, un tiers des techniciens soviétiques actuellement en poste en Algérie, y travaillent, directement ou indirectement, au titre de la coopération militaire. On estime à quelque quatre mille cinq cents personnes le nombre de citoyens soviétiques, hommes, femmes et enfants, qui aujourd'hui résident dans ce pays.

Le poids de la dette

Selon l'ambassadeur soviétique, les nouvelles conceptions de son pays ne devraient pas remettre en cause cette coopération militaire avec l'Algérie, qui « même une politique raisonnable et équilibrée ». Pour autant le ciel des relations algéro-soviétiques n'est pas sans nuages. Comme les Etats occidentaux, Moscou, qui traverse une crise économique et politique majeure, s'inquiète du remboursement de la dette algérienne qu'elle évalue à quelque 4 milliards de dollars.

ZAIRE

Le désaccord persiste entre le président Mobutu et le premier ministre

Le président Mobutu et le nouveau premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, devaient se rencontrer à nouveau, lundi 7 octobre, pour tenter de s'entendre sur la composition du futur gouvernement. Les deux hommes continuent d'être, notamment, en désaccord sur l'attribution des portefeuilles de la défense et de la sécurité.

« Tout est dans la Constitution, sans équivoque : mes prérogatives en tant que chef suprême des armées, en tant que responsable de la diplomatie de mon pays, mon droit républicain de battre monnaie », affirme le

président Mobutu dans un entretien publié lundi par le quotidien *Libération*. Le chef de l'Etat évoque la possibilité de révoquer M. Tshisekedi. « Je n'ai pas le devoir de nommer, je peux aussi révoquer », dit-il.

Interrogé sur les propos de M. Roland Dumas selon lesquels son régime est « à bout de souffle », M. Mobutu estime ces propos « exagérés ». « Il y a eu une mutinerie, ajoute-t-il, c'est arrivé ailleurs, y compris en France pendant la guerre 1914-1918. Or le peuple du Zaïre ne me lâche pas. C'est l'essentiel. »

ASIE

CORÉE DU NORD

Le président Kim Il-Sung en visite en Chine

Le maréchal Kim Il-Sung, chef de l'Etat et du Parti communiste de la Corée du Nord, a rencontré, le 5 octobre à Pékin, le premier ministre chinois Li Peng et le secrétaire général du PCC Jiang Zemin, à l'occasion d'une visite officielle d'une dizaine de jours en Chine, commencée la veille. Ce

déplacement, dont les détails sont entourés du plus grand secret, a une portée essentiellement économique, a indiqué l'agence Chine nouvelle. Les deux pays ont un intérêt mutuel à réaffirmer ainsi ostensiblement leur solidarité à l'heure de l'effondrement des régimes communistes à travers le monde.

EN BREF

■ INDE : affrontements entre soldats indiens et séparatistes musulmans. - Plusieurs graves incidents ont fait cinquante-trois morts le week-end dernier au Cachemire où, depuis janvier 1990, se manifeste de façon particulièrement vive l'activisme de séparatistes musulmans décidés à obtenir l'indépendance de cet ancien royaume.

■ AFGHANISTAN : Kaboul sollicite l'aide du roi Zahir Shah. - Le Premier ministre afghan, M. Fazlulhaq Khaleqyar, a annoncé dimanche 6 octobre qu'une réunion aurait lieu vers le fin d'octobre à Genève entre des représentants du gouvernement de Kaboul et des factions modérées de la résistance. L'ancien roi Zahir Shah, qui vit en exil à Rome depuis sa destitution en 1973, a été sollicité d'y participer. Un porte-parole du souverain a cependant indiqué n'avoir pas encore été contacté. La rencontre devrait se tenir en présence du secrétaire général des Nations-Unies.

M. Perez de Cuellar, a assuré M. Khaleqyar. - (AFP, Reuters.)

■ IRAK : nominations à la tête du régime. - Le Conseil du commandement de la révolution (CCR), la plus haute instance dirigeante en Irak, a nommé trois nouveaux membres pour occuper des postes vacants. Il s'agit de MM. Hamza el Zoubaidi (premier ministre), Ali Hassan el Majid (intérieur) et Mubarak Khedr Hadi (membre de la direction du Baas).

■ PAKISTAN : attentat à Karachi. - Quatre voitures piégées ont explosé le samedi 5 octobre à Karachi, tuant cinq personnes et en blessant trente-quatre autres. Les véhicules avaient été placés devant un commissariat de police et en face des locaux du chef de gouvernement de la province du Sindh, M. Jam Suddiq Ali, qui n'a pas été touché par l'attentat, a indirectement accusé le PPP, parti de l'ancien Premier ministre Benazir Bhutto, d'être à l'origine de ce crime. - (AFP, UPI.)

Selon certaines sources, 90 % de cette somme seraient d'ordre militaire, proportion qui n'est pas propre à l'Algérie puisque, d'après les Soviétiques eux-mêmes, 82 % de l'argent que leur doivent les pays en voie de développement (exceptés Cuba, le Vietnam et la Mongolie) relève du domaine militaire.

Or, constatent aujourd'hui les Soviétiques, l'Algérie qui, jusque en 1986, remboursait ponctuellement ses achats d'armements et de matériels rencontre depuis cette date des difficultés à honorer ses engagements. Les accords de rééchelonnement conclus en 1987 et en 1989 entre les deux parties n'ont pas, semble-t-il, aplani les difficultés. A en croire les Soviétiques, les Algériens n'auraient toujours pas honoré l'échéance due pour la période 1989-1990 et estimée à 500 millions de roubles. Moscou, dans ces conditions, affirme n'être plus en mesure de continuer ses livraisons « aux conditions antérieures ». On ignore dans quelle mesure un arrêt des fournitures militaires soviétiques affecterait les capacités de l'armée algérienne. On ne sait pas non plus si d'autres pays seraient capables, techniquement ou financièrement, de remplacer rapidement le fournisseur défaillant.

Lors de la rencontre entre les gouvernements et les partis, le 30 juillet dernier, le premier ministre algérien, M. Sid Ahmed Ghozali, avait brièvement évoqué, pour la première fois publiquement, cette question de la dette militaire qui alourdit sensiblement les 24 milliards de dollars de dette civile qui pèsent sur son pays (le Monde du 1^{er} août 1991). Ce problème ne semble cependant pas avoir un caractère de réelle urgence. Contrairement aux sommes dues, à des échéances rapprochées, aux banques occidentales, la dette algérienne vis-à-vis de l'Union soviétique est étalée jusqu'en l'an 2010. Un délai qui devrait raisonnablement permettre de trouver une solution.

GEORGES MARION

AMÉRIQUES

HAÏTI

Des parlementaires proposent la nomination d'un « président par intérim »

L'Organisation des Etats américains (OEA) dont une délégation a rencontré vendredi 4 et samedi 5 octobre à Port-au-Prince le chef des putschistes, le général Raoul Cédras, a catégoriquement exclu dimanche de reconnaître un éventuel président intérimaire en Haïti, solution de compromis avancée par des parlementaires haïtiens. L'OEA, qui doit de nouveau se réunir mardi à Washington, a réaffirmé le maintien de sanctions politiques et économiques jusqu'au retour au pouvoir du président Jean-Bertrand Aristide, une hypothèse que le général Cédras a pour la première fois envisagée au cours du week-end, sous de « strictes conditions », qu'il n'a pas détaillées.

■ ETATS-UNIS : M. Eugene McCarthy candidat pour la cinquième fois à la présidence. - L'ancien sénateur du Minnesota Eugene McCarthy, âgé de soixante-cinq ans, est devenu, samedi 5 octobre, le sixième candidat à briguer l'investiture du Parti démocrate en vue de l'élection présidentielle de 1992. Il avait déjà brigué sans succès cette investiture, en 1968, 1972 et 1976, et était entré en 1989 dans la course à la présidence comme candidat indépendant. - (AFP.)

■ NICARAGUA : d'anciens combattants fondent un parti politique. - D'anciens rebelles de la Contra - contrairement à ceux qui ont repris les armes, notamment dans le nord du pays - ont annoncé, dimanche 6 octobre, la création d'un parti de la résistance nicaraguayenne pour s'opposer « spécifiquement » aux sandinistes, qui continuent de contrôler l'armée et la police. « Nous ne pouvons pas vivre tout le temps en guerre », a déclaré le président de la nouvelle formation, M. Luis Angel Lopez,

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : protestation de juifs ultra-orthodoxes contre l'ouverture d'une avenue le samedi

La troisième « guerre du sabbat » à Jérusalem

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Na-zis, Na-zis ! » Branle-bas de combat, samedi 5 octobre, à Mea Shearim, l'un des plus anciens quartiers juifs de Jérusalem et des plus orthodoxes. Une foule compacte de plusieurs milliers d'hommes en noir fait face à un cordon de policiers équipés de longues matraques. La ton monte, les insultes fusent, des heurts, brèves mais violents, ne tardent pas à éclater. La « troisième guerre du sabbat » a commencé.

Dès l'office du matin, dans les synagogues, des rabbins avaient appelé leurs ouailles à se rassembler, en début d'après-midi, à la filière nord du quartier pour protester pacifiquement contre l'ouverture, le samedi saint, de la « route numéro un », une nouvelle avenue qui permet de relier le centre engorgé de Jérusalem aux nouveaux quartiers nord, tout en contournant la partie orientale et arabe de la cité. Jusqu'ici, les automobilistes qui s'aventuraient dans cette partie de la ville risquaient, en effet, de recevoir les pierres de l'intifada dans leur pare-brise. Désormais, le samedi, ils pourront aller le même risque.

Conformément au vœu des rabbins, la manifestation fut calme à ses débuts. Conscients d'avoir quelque peu bousculé les tables de la Loi, en autorisant la circulation automobile durant le sabbat, à l'intérieur du quartier des « hommes en noirs », comme on les nomme souvent en Israël, les autorités municipales avaient permis la manifestation. Redingotes sombres, caf-tans rayés, feutres noirs, toques

de fourrure brune, papillotes blondes et barbes grises, toutes les sectes de l'ultra-orthodoxie juive semblaient avoir, pour une fois, oublié leurs querelles pour affronter, en rang serré, l'ennemi commun, le pouvoir laïc.

Ces religieux ont déjà été à Jérusalem deux grandes campagnes, ces dernières années, pour faire respecter « la Loi » qui, selon eux, interdit toute activité le jour du sabbat. En vain, puisque de nombreux cinémas et restaurants sont désormais ouverts le vendredi soir dans la ville sainte, et une première route sacrée, qui longe Mea Shearim demeure ouverte le samedi. Nul doute que les laïcs gagneront cette troisième « guerre du sabbat ». Mais les religieux, qui comptent quelque trente mille âmes à Jérusalem et qui payent, comme tout un chacun, de lourdes taxes municipales, semblent décidés à ne pas se rendre sans combattre.

« Nous reviendrons samedi prochain »

Dans le brouhaha des slogans, les premiers coups de poing partent. Quelques minutes après, complètement débordés, les « fantassins » de la police se retirent, faisant place à leurs collègues à cheval. Première charge, bousculade générale et course de matraque. Papillotes en bataille sur un visage sueur, un jeune élève d'un yeshiva voisin (école talmudique) hurle l'insulte suprême : « Nazi ! », reprise avec colère. « Ces types sont des antisémites ! » crie un solide quadragenaire à la barbe rousse. « Mais ce sont des juifs », lui rétorque-

ton. Il réplique : « Et alors ? » La bataille continue. Quelques pierres sont lancées sur les forces de l'ordre. Bientôt, la police monte à charge et de jeunes druzes de la garde des frontières - un corps qui a la réputation d'avoir la main lourde - arrive en renfort. Débâcle du côté des « hommes en noir ». Des kippas (calottes) volent dans la poussière, de longues redingotes sont maculées, des « shtroummels » (toque) de fourrure roulent sur le sol, des gens tombent, se relèvent, s'enfuient en criant. Un journaliste qui a eu le malheur de sortir son stylo, est immédiatement rappelé à l'interdiction sacrée du travail le samedi. Prudent, il obtient et range son carnet de notes.

A cent mètres, quelques dizaines de laïcs, en jeans et chemisette, applaudissent joyeusement chaque fois que les policiers réussissent à tirer un manifestant vers leur panier à salade. Et chaque fois, aux balcons des petits immeubles de pierre qui entourent le champ de bataille, des familles entières d'orthodoxes, avec femmes et enfants, hurlent leur haine des uniformes et scandent avec force le slogan du jour : « Sab-bat ! Sab-bat ! »

Bien de la première bataille de cette nouvelle « guerre » entre religieux et autorités laïques : neuf blessés, dont quatre policiers et onze arrestations. « Nous reviendrons samedi prochain et tous les samedis suivants », ont juré quelques activistes. « Nous aussi, et la prochaine fois, ont rétorqué des policiers, nous ne ferons pas de quartier. »

PATRICE CLAUDE

Pour l'anniversaire de la fusillade de l'esplanade des Mosquées

Les Palestiniens des territoires occupés interdits de séjour à Jérusalem

Les Palestiniens des territoires occupés ont été interdits de séjour à Jérusalem pendant 48 heures, à partir de lundi 7 octobre à l'aube, à l'occasion du premier anniversaire de la fusillade de l'esplanade des Mosquées : lors d'une manifestation, le 8 octobre 1990, la police avait ouvert le feu et dix-huit personnes avaient été tuées.

Dimanche, deux Palestiniens ont été tués et douze autres blessés par balle au cours d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre israéliennes dans les territoires occupés. Les incidents les plus violents

M. Abie Nathan condamné à 18 mois de prison pour avoir rencontré M. Arafat

Un tribunal israélien a condamné, dimanche 6 octobre, M. Nathan à dix-huit mois de prison ferme pour avoir rencontré à Tunis le dirigeant du FOLP, Yasser Arafat. Le tribunal, militant pacifiste israélien, a été reconnu coupable d'avoir violé une loi datant de 1948, amendée par une loi en 1986, interdisant tout contact avec « des membres d'une organisation terroriste », terme qui inclut YOLP. M. Nathan, soixante-quatre ans, a annoncé qu'il ne ferait pas appel. « Dès ma sortie de prison, je me rendrais de nouveau à Tunis pour rencontrer Yasser Arafat », a-t-il déclaré.

M. Nathan a déjà été condamné en 1989 à dix-huit mois de prison, dont six mois ferme pour avoir rencontré un an plus tôt M. Arafat. Il avait été relâché après quatre mois pour « bonne conduite ». Il a ensuite « récidivé » en rencontrant à trois reprises le chef de FOLP à Tunis (le 16 mai 1990, le 29 juin et le 4 juillet 1991). En mai et juin derniers, M. Nathan a également observé une grève de la faim de quarante jours pour obtenir l'abrogation de l'interdiction interdisant tout contact avec FOLP qu'il a qualifié dimanche, une nouvelle fois, de « loi injuste ».

A leur retour à Jérusalem, dimanche, deux des principaux représentants palestiniens des territoires occupés, M. Fayçal Hussein et M. Hanane Ashraoui, ont été informés par la police israélienne « qu'ils seront bientôt convoqués pour un interrogatoire », pour avoir participé, le 26 septembre à Alger, au Conseil national palestinien, le parlement de FOLP. - (AFP.)

L'Iran répondra « bientôt » à une requête de la justice française dans l'affaire Bakhtiar

M. Alain Vivien, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, qui présidait la journée française de la Foire internationale de Téhéran, a affirmé, dimanche 6 octobre, que le chef de la diplomatie iranienne, M. Ali Akbar Velayati, lui a assuré qu'une réponse de l'Iran serait « bientôt faite » à la justice française qui a demandé à pouvoir enquêter en Iran sur l'assassinat à Paris de Chahpour Bakhtiar, ancien premier ministre du Shah. « Pour nous, ce n'est pas une affaire d'Etat, c'est une affaire de justice... un incident qui a perturbé l'évolution heureuse et linéaire de nos relations avec l'Iran. Mais, il faut distinguer l'exécutoire du judiciaire et il faut qu'un dialogue s'établisse entre les justices française et iranienne », a déclaré M. Vivien, qui a ajouté que les dirigeants iraniens pensent que ce meurtre « est une affaire interne à l'opposition iranienne ».

Interrogé sur la visite du président François Mitterrand en Iran, qui avait été annoncée pour l'automne, il a souligné que « les Iraniens y attachent un intérêt particulier » et a ajouté : « Il n'y a pas lieu de parler d'ajournement, mais il faut qu'elle se passe pour le mieux et soit l'occasion de sceller de vraies retrouvailles. » - (AFP.)

LIBAN : une déclaration télévisée de l'otage américain

Les ravisseurs de Terry Anderson lui ont annoncé de « très bonnes nouvelles pour très bientôt »

Débuté depuis six ans et demi au Liban par le jihad islamique, le journaliste américain Terry Anderson a appelé, dimanche 6 octobre, à la libération de « tous les otages » dans une déclaration de douze minutes, diffusée par la chaîne de télévision américaine CNN. « Ce n'est plus le moment de négocier pour essayer de gagner de petits avantages. C'est le moment (...) de faire tout ce qui est nécessaire pour libérer tous les otages (...) pas seulement les Occidentaux (...), mais aussi les centaines de Libanais dont la libération est absolument nécessaire », a-t-il affirmé.

Terry Anderson a indiqué que lui et ses deux compagnons de captivité, l'Américain Thomas Sutherland, et le Britannique Terry Waite, étaient « traités avec respect ». « Nous avons la radio, nous avons des revues et nous pouvons un peu regarder la télévision. Nous parlons un peu de tout, raconte-t-il, c'est vraiment ce qui nous a sauvés. »

Il a indiqué que ses ravisseurs lui avaient récemment annoncé pour « très bientôt » de « très bonnes nouvelles » pour tous ses compagnons d'infortune. Selon CNN, un communiqué du jihad islamique accompagnait ce message de Terry Anderson, dans lequel ses ravisseurs expliquent que leur initiative « est la suite du processus qui a commencé avec la libération du Britannique John McCort » au mois d'août. - (AFP, Reuters.)

LE TROISIÈME TEMPLE DE JÉRUSALEM

Un inédit biblique dévoilé par

- LA AGGADAH DE KIPPOUR -



Un prestigieux livre d'art
Souscritez le livre
Documentation gratuite sur demande
ÉDITIONS ELIAH
9, av. Franco-Russe 75007 PARIS
45.55.76.80

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Les députés commencent l'examen du chapitre « sécurité publique » du code pénal

L'Assemblée nationale devait examiner, en première lecture, lundi 7 octobre, le livre IV du code pénal, qui traite des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique. Qualifié de « symbolique » par M. François Colcombet (PS, Allier), rapporteur de la commission des lois, parce qu'il consacre des principes acquis parfois depuis un siècle ou deux, auxquels on ne saurait porter atteinte impunément, sans à risque de remettre en cause les fondements mêmes de l'Etat, ce livre réunit les atteintes aux intérêts fondamentaux de l'Etat, les dispositions relatives au terrorisme, ainsi que les atteintes à l'autorité de l'Etat et à la confiance publique.

Alors que le livre II du projet de code pénal, consacré aux crimes et délits contre les personnes, est « en sursis » entre le Sénat et l'Assemblée nationale (le livre I, qui énonce les principes généraux, a fait l'objet d'un accord en commission mixte paritaire), l'impression va être faite provisoirement sur le livre III, qui porte sur les crimes et délits contre les biens. Les parlementaires vont se pencher directement sur le livre IV, qui recense les atteintes aux intérêts fondamentaux de l'Etat. Le dernier livre du projet, le livre V, consacré au droit pénal spécial, sera examiné ultérieurement.

En matière de code pénal, les glissements sémantiques sont rares et indifférents. Ainsi en va-t-il, dans ce livre IV, des crimes contre la sûreté de l'Etat, convertis en « atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation ». Ce passage consacre, en fait, l'élargissement de ces infractions, autrefois cantonnées aux institutions et à la défense nationale, « au potentiel scientifique, économique », au « milieu naturel » et à « son environnement ». Le rapporteur du texte, M. Colcombet, a d'ailleurs souligné que « soit pris en compte, aussi, le patrimoine culturel ».

« Symbolique » lorsqu'il regroupe, à propos des atteintes à la confiance publique, les dispositions relatives à la fausseté des titres ou des marques émis par l'autorité publique, le livre IV l'est tout autant, pour le rapporteur, à propos des dispositions innovantes relatives au terrorisme. Contrairement à la loi du 9 septembre 1986, qui n'avait pas créé une infraction autonome d'actes de terrorisme, mais qui prévoyait, pour les infractions commises dans un contexte spécifique caractérisant le terrorisme, des règles de procédure et de droit pénal particulières, le livre IV définit « une catégorie nouvelle d'infractions, en qualifiant d'actes terroristes divers agissements réprimés par ailleurs dans le code pénal » lorsqu'ils s'inscrivent dans ce même contexte particulier. Cette qualification entraîne, d'ailleurs, une aggravation des peines applicables. Sont qualifiés d'actes de terrorisme les infractions en relation « avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'incitation ou par la terreur ».

Le terrorisme

A l'évidence, le passage du texte de 1986 (considéré à l'époque, par de nombreux socialistes et par le Syndicat de la magistrature, comme « du Peyrefitte aggravé ») à celui du livre IV tient plus de la continuité que de la rupture. Révisant sur certains termes de la définition de terrorisme, le rapporteur, après avoir constaté au travers de ses consultations que « la loi de 1986 a été appliquée de manière raisonnable », souligne, d'ailleurs, que le gouvernement, à propos de l'expression caractérisant les actes de terrorisme, « s'appuie moi pour moi sur les termes de la loi de 1986 ».

Attaché au principe actuel de centralisation des poursuites, M. Colcombet propose de compléter la liste des actes de terrorisme, qui prendra en compte les risques liés à l'information et à la communication, à une nouvelle de terrorisme écologique, par différents délits liés au port d'arme ou à la fabrication d'engins dangereux. A propos des dispositions relatives au repentir, la commission

des lois a modifié le dispositif d'exemption de peine préparé par le gouvernement. Dans le texte du projet, une personne ayant tenté de fausser un acte de terrorisme ne peut bénéficier de l'exemption de peine que si elle permet, en avertissant les autorités, d'éviter, d'une part, que l'infraction ne se réalise et d'identifier, d'autre part, les autres coupables. La commission a décidé, sur proposition de M. Jacques Toubon (RPR, Paris), que l'exemption serait accordée si une seule des deux conditions était remplie.

Une autre des dispositions innovantes du projet, la création de l'infraction de création de formation paramilitaire présentant le caractère d'un groupe de combat, figure au chapitre des atteintes à l'autorité de l'Etat, plus particulièrement à propos des atteintes à la paix publique. Des divergences sont apparues, au sein de la commission des lois, à propos de ces mêmes atteintes à la paix publique. La majorité a suivi le gouvernement, qui définit l'attroupement comme un assemblé sur la voie publique susceptible de troubler l'ordre public, alors que les députés de l'opposition voulaient le définir par la volonté de troubler l'ordre public.

Le délit d'ingérence

Toujours au chapitre des atteintes à l'autorité de l'Etat, la commission des lois de l'Assemblée nationale a souhaité réviser une partie du paragraphe consacré au délit d'ingérence. Le gouvernement, s'inscrivant dans le droit-fil d'une modification apportée en 1967 et permettant aux maires des communes de moins de 150 habitants de porter des maires élus avec les communes qu'ils représentent pour des mandats inférieurs à 75 000 francs, a proposé de porter cette somme à 100 000 francs et de relever le seuil à 2000 habitants. La commission des lois a adopté deux amendements de M. Colcombet : l'un portant à 3 500 habitants le seuil requis, pour mieux prendre en compte la réalité des petites communes, le second ramenant le plafond à 75 000 francs, pour préserver l'efficacité du dispositif, compte tenu

de la modestie de certains budgets communaux.

En revanche, la commission a suivi le gouvernement, qui propose de permettre aux maires, adjoints ou conseillers municipaux délégués ou agissant en remplacement du maire de ces communes, et selon certaines modalités, d'acquiescer une parcelle d'un lotissement communal pour y édifier leur habitation personnelle ou conclure des baux d'habitation avec la commune. La commission, suivant en cela M. Pascal Clément (UDF, Loire) — et en dépit des réticences de M. Colcombet, qui redoute que cette disposition ne « jette le trouble dans l'opinion publique » — a voté un amendement permettant aux élus, quelle que soit la taille de leur commune, d'acquiescer un lot communal pour le développement d'une activité professionnelle. La commission a enfin adopté sans modification l'article relatif au « toutouillage » pour les fonctionnaires ayant définitivement cessé leurs fonctions. Sont assimilés aux entreprises privées dans lesquelles ces fonctionnaires ne peuvent prendre ou recevoir un intérêt les entreprises publiques exerçant leur activité dans le secteur concurrenciel et selon les règles du droit privé.

Dans un tout autre registre, à combiner « symbolique », lui aussi, la célébration d'un mariage religieux sans mariage civil préalable, M. Colcombet a fait adopter par la commission un amendement maintenant le caractère délictueux de l'infraction (tout ministre du culte étant passible de six mois de prison et de 50 000 francs d'amende) si elle est commise de manière habituelle. M. Colcombet a en effet estimé que cette disposition garantissait « la laïcité de l'Etat et l'intégration des personnes de nationalité étrangère dans le respect de ce principe ». Contre l'avis du rapporteur, en revanche, la commission a adopté, dans la partie consacrée aux atteintes à l'autorité de la justice, un amendement qui reprend l'incrimination de l'acte pénal, réprimant le fait de jeter le discrédit sur un acte ou une décision judiciaire.

et PASCALE ROBERT-DIARD

En réponse aux propositions de M. Mauroy

Les centristes ne sont pas hostiles à une réforme du mode de scrutin

M. Jean-Claude Gaudin, sénateur des Bouches-du-Rhône, président (UDF-PR) du conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, s'est déclaré prêt, dimanche 6 octobre, à « l'heure de vérité » d'Antenne 2, à « ouvrir une discussion » sur la proposition socialiste de réforme des modes de scrutin.

M. Jacques Barrot, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale, a expliqué, au « Grand jury RTL-le Monde », que les centristes sont « favorables à un scrutin majoritaire avec une certaine dose de proportionnelle », mais que « l'initiative revient au gouvernement », que les scrutins ne doivent pas être changés par une majorité simple et que la réforme ne doit pas intervenir « la veille des scrutins, car il y a, alors, trop de risques de manipulation ». Du côté du gouvernement, la démarche de M. Pierre Mauroy a été plus

clairement approuvée. M. Brice Lalonde, ministre de l'Environnement, président de Génération écologie, s'est prononcé, dans un entretien publié par le *Journal du dimanche*, pour une « table ronde » destinée à « reconsidérer les mécanismes institutionnels » et pour « le retour à une dose de proportionnelle » dans le mode d'élection des députés. « Un renouvellement de 20 % du personnel politique ne serait pas un luxe », estime M. Lalonde.

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a expliqué, au « Forum » de Radio-Monte-Carlo et de l'Express, que le système majoritaire doit être conservé, « avec une dose de proportionnelle permettant à 10 %, 15 % ou 20 % de la population française — écologistes d'un côté, Front national de l'autre — d'être présente à l'Assemblée nationale ».

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Barrot dénonce les ravages de la « présidentielle aiguë »

Invité, dimanche 6 octobre, du « Grand Jury RTL-le Monde », M. Jacques Barrot a dénoncé les ravages, à gauche et à droite, de « la présidentielle aiguë ». L'opposition, a-t-il souligné, dans les mois qui viennent, dans les mois qui viennent, confie à quelques-uns de ses membres, connus pour leur compétence et leur autorité, le soin de définir, non pas un énième programme, mais les quelques priorités absolues sur lesquelles elle va s'engager. S'il doit y avoir, après les élections de 1993, une cohabitation, c'est le président qui aura la clé des hommes. Quant à nous, nous avons la clé des idées. Il sera bientôt trop tard si l'opposition ne se dote pas de quelques idées fortes. »

M. Barrot a affirmé que l'ambition du groupe qu'il présidait était « de parler et de voter », sans pour autant devenir « le S. O. S. dépannage du gouvernement ». Il a souhaité également que les députés soient saisis au plus tôt d'une réforme du code de la nationalité inspirée du rapport de M. Marcel Long. Il a demandé au président de la République de recevoir tous les chefs de partis afin de les consulter sur les positions de la France avant le sommet européen de Maastricht. Enfin, M. Barrot n'a pas exclu qu'au lendemain des élections régionales, « des contrats » puissent être passés avec les écologistes, « s'ils dépassent le stade du front du refus ».

Le président contre le PS

Suite de la première page

En effet, le président a besoin d'une majorité parlementaire, d'ordre de jeu puis en cours de mandat, puisqu'une législature est plus courte qu'un septennat.

Des solutions variables ont été apportées à ce problème, mais la tendance était plutôt à la réduction des conflits entre président et parti majoritaire. Charles de Gaulle, qui, comme chacun sait, rejetait le système des partis, avait, en 1962, nommé un premier ministre hors d'une UNR qu'il n'aimait pas, puis était entré en conflit avec Georges Pompidou au moment où celui-ci avait réussi son OPA sur ce qui était devenu l'UDF République. Lequel Georges Pompidou devenait président, avait dû affronter rapidement une querelle interne entre ses propres partisans et les chababistes.

Puis vint Valéry Giscard d'Estaing, qui, faute de parti ad hoc, créa de toutes pièces, en cours de septennat, l'UDF. Il apporta la preuve par l'exemple qu'un président doit s'appuyer sur un parti qui soit au moins majoritaire dans la majorité. Chacun de ces trois présidents évolua d'une distance initiale vers une plus grande proximité. Le mitterrandisme, au contraire, tend vers une distanciation

croissante, qui va d'un parti considéré comme l'un des trois pôles de l'exécutif, au début du premier septennat (MM. Mitterrand, Mauroy et Jospin), à une situation où le président semble jouer contre le parti : ce n'est pas la plus mince des difficultés que doit affronter le pouvoir.

Un plaisir gâché

Cette dissociation, au demeurant, était apparue dès 1988. M. Mitterrand s'est fait redire largement sans le PS, armé d'un thème — l'ouverture — et d'un schéma — la « France unie » — qui laissait le parti de côté. Ce dernier en a pris conscience en intégrant au président de placer à sa tête un homme — M. Fabius — perçu comme porteur d'un projet de transformation radicale du PS en un parti démocrate à l'américaine. Cette manifestation d'indépendance des socialistes avait, à l'époque, gâché au président le plaisir de sa réélection.

Opiniâtre, comme toujours, M. Mitterrand chercha sa revanche : ce fut le désastreux congrès de Rennes, que l'opinion, aujourd'hui encore, n'a pas oublié. Ce que cette même opinion n'avait peut-être pas mesuré, c'est que le pays a froid, ces jours-là.

une crise de régime : le président a fait obstacle à la constitution, au sein du PS, d'une majorité de gouvernement dont le premier ministre, M. Rocard, eût été la cheville ouvrière. Cette lutte présidentielle pour le contrôle du PS a évidemment fortement pollué, par la suite, la relation entre M. Mitterrand et M. Rocard.

Mais la distance réciproque ne s'arrête pas là : face à l'affaiblissement actuel des partis, qui polarisent le rejet de la politique, le président encourage de toutes les façons possibles les expériences, les aventures, les opérations qui peuvent être, dans le cadre d'une recomposition, mais qui, dans l'immédiat, contribuent à affaiblir davantage le PS. Qu'il s'agisse de Génération écologie, autour de Brice Lalonde, du leadership régional confié à Bernard Tapie (quelque semble se mode du PS comme de sa première affaire) ou de la tentative de constituer l'Assemblée un groupe FRG unie (en invitant les députés MRG à quitter un groupe, celui du PS, auquel ils sont rattachés depuis 1973), le président perdrait de fait l'étiquette partisane ne fait plus recette et il contribue, par ses initiatives, à dévaloriser un PS qui tourne royalement autour de 25 % d'intentions de vote, alors qu'il pesait 38 % au scrutin de 1988.

Dans ce contexte, M. Mitterrand a fait le choix d'un premier ministre qui n'était pas l'un des chefs de file socialistes. Au contraire. Il s'est d'ailleurs flatté d'avoir remplacé quelqu'un qu'il n'a toujours considéré que comme un chef de courant par une femme qui s'est soigneusement tenue à l'écart des

débats du congrès de Rennes. Mais l'échec, à Cresson, de l'opération, est celui du président, aggravé désormais la prise de distance entre le parti et le président.

Le choix d'une Chambre ingouvernable

Celle-ci devient plus forte encore lorsqu'on envisage les différentes perspectives électorales. En premier lieu viennent les élections régionales. M. Rocard avait, en son temps, proposé une réforme du mode de scrutin et de la circonscription électorale (la région et non plus les départements qui la composent) qui avait l'aval d'une partie de l'opposition, et qui était donc majoritaire à l'Assemblée nationale. Le schéma de M. Rocard aurait permis au PS de capitaliser l'aura de ses vedettes, chacune pouvant tirer vers le haut le score du PS dans sa région (M. Lang dans le Centre, M. Fabius en Haute-Normandie, M. Delabarre dans le Nord-Pas-de-Calais, M. Jospin en Midi-Pyrénées, etc.). Mais, quelles que soient les qualités de ces hommes-là, ils seront étouffés par le cadre départemental et la proportionnelle à un tour.

M. Mitterrand n'est pourtant pas suicidaire. Il est plutôt du genre à s'accrocher, quoi qu'il en coûte. Son comportement n'est donc pas aberrant : il est dicté par des considérations tactiques. Le chef de l'Etat a manifestement tiré un trait sur le scrutin régional. Il mise, au contraire, sur la décomposition et l'espoir que les assemblées seront ingouvernables. Faute

de majorité, la droite sera donc conduite à renouveler, voire à multiplier, ses alliances locales avec le Front national : ainsi, le président pense pouvoir disposer d'un levier — la peur de l'extrême droite — pour mener campagne aux législatives.

C'est donc le même homme qui a refusé la réforme régionale dont le pays aurait profité et dont le PS avait besoin (en l'espèce, les intérêts nationaux et partisans se confondaient) qui s'apprête à imposer à ce même PS une refonte du mode de scrutin législatif qui ne correspond pas nécessairement à ses intérêts de parti.

Car, là encore, le choix du président (pour autant que l'impopularité actuelle du pouvoir se maintienne) est celui d'une Chambre ingouvernable. Choix relatif, bien sûr, car il s'agit pour lui d'éviter le Sedan électoral qui pointe à l'horizon, où il serait non seulement vaincu, mais prisonnier d'une cohabitation « dure ». Il semble donc miser de nouveau sur la proportionnelle, dont on se doute bien qu'elle lui permettrait de tirer son épingle du jeu, entre une droite écartée, un Front national fort et des écologistes divisés mais en nette progression.

Un outil inadapte

La difficulté, dans ce cas, serait pour le PS : à l'inverse de 1986, où la proportionnelle avait permis aux socialistes de sauver les meubles, ces derniers verraient par le même moyen leur faiblesse entérinée, face à un phénomène écologiste qui serait, au contraire, stabilisé à un haut niveau. Il ne faut

donc pas écarter l'idée d'une crise ouverte à l'occasion de ce débat-là.

Au fond, aujourd'hui, le PS est devenu un instrument dépassé par rapport aux objectifs présidentiels, un outil largement inadapte. A l'inverse, si le PS veut préserver son avenir, et construire l'après-Mitterrand, rebâtir un idéal, il lui faudra prendre davantage de distance encore avec le chef de l'Etat. Car pour qu'une formation politique, fût-elle celle du président, puisse faire face au problème de son adaptation, de sa rénovation et peut-être, comme le suggèrent dans nos colonnes M. Delebarre, de son dépassement, il lui faut au plus tôt régler ses problèmes internes, et se doter d'une majorité de combat, décidée à reconstruire. Or ce qui reste de la tutelle présidentielle paralyse toute initiative en ce sens et conduit, au contraire, au gel du débat interne.

Pour l'heure, un seul constat s'impose : M. Mitterrand et le PS sont en passe de défaire, chacun de son côté, ce qu'ils avaient construit ensemble.

JEAN-MARIE COLOMBANI

« M^{me} Veil recommande à M^{me} Cresson d'être « plus autoritaire ». — M^{me} Simone Veil a déclaré, dimanche 6 octobre sur le Cinq, qu'elle ne croyait pas que le départ de M^{me} Edith Cresson de Matignon « serait une bonne chose ». Reconnaissant au premier ministre « une qualité assez rare chez les politiques le courage », l'ancienne présidente du Parlement européen l'a invitée à être « plus autoritaire ».

Drame sanglant dans le métro, un clochard affamé mord un exhibitionniste

France inter ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

RIEN À CIRER
Dimanche 10 h
Laurent RUQUIER

SOCIÉTÉ

A leur domicile privé

Deux journalistes de « Libération » placés sur écoute

La ligne téléphonique de deux journalistes de Libération, Marie-Eve Chamard et Philippe Kieffer, était placée sur écoute à leur domicile parisien du onzième arrondissement, a révélé le quotidien dans son édition du lundi 7 octobre. C'est le gérant de l'immeuble qui a repéré une anomalie dans les fils téléphoniques de l'appartement des deux journalistes, vendredi 4 octobre. Remarquant une dérivation électrique sur la ligne des Télécommunications en direction d'un boîtier EDF, le gérant et les journalistes ont découvert un petit enregistreur magnétique se déclenchant avec la sonnerie du téléphone.

Les enquêteurs spécialisés de la préfecture de police de Paris ont mis une surveillance en place. Dimanche 6 octobre, vers 6 heures

du matin, ils ont interpellé un homme venu relever la cassette de l'appareil. Se présentant « détective privé » et portant une carte professionnelle à son nom, l'homme a déclaré travailler pour un commanditaire rencontré aux États-Unis, via un intermédiaire français. Il était toujours en garde à vue lundi 7 octobre au matin.

Spécialistes des médias, Marie-Eve Chamard et Philippe Kieffer « ne comprennent pas les raisons de cette surveillance téléphonique ». Ils travaillent notamment sur les restructurations dans l'audiovisuel et préparent un livre, « dont l'enquête n'est pas terminée », sur l'histoire de la télévision au cours des dix dernières années. Les deux journalistes ont déposé plainte contre X et sont décidés à se constituer partie civile.

De six jours à un an de prison

Tout particulier coupable d'avoir installé des appareils d'écoutes sauvages est désormais passible d'une peine allant de six jours à un an d'emprisonnement et d'une amende de 5 000 à 100 000 F, en vertu de la loi du 10 juillet 1991 sur le secret des correspondances émises par la voie des télécommunications. Cette nouvelle législation a fixé un cadre d'ensemble pour les écoutes téléphoniques, qu'elles soient administratives, judiciaires ou « sauvages ». (Le Monde du 16 mai).

S'agissant des écoutes opérées par des particuliers, l'interdiction est absolue et la disposition pénale correspondante a été renforcée. Seule l'autorité publique est autorisée à recourir à l'interception des communications, dans des cas limitativement prévus par la loi et correspondant à une « nécessité d'intérêt public ». En ce qui concerne les écoutes dites

administratives — effectuées sur autorisation gouvernementale par les services de police, de gendarmerie ou de renseignement —, la loi a créé une Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité chargée de veiller à la légalité de celles-ci et de protéger les citoyens contre les abus. M. Paul Bouchet, conseiller d'Etat, vient d'être nommé à la tête de cette autorité administrative indépendante, qui sera mise en place dans les tout prochains jours.

Enfin, la loi a prévu de limiter la vente des matériels conçus pour réaliser des écoutes téléphoniques, matériels jusqu'alors en vente libre. Préparés par le ministère des postes et télécommunications, un décret et un arrêté établissant la liste des équipements d'écoutes interdits sont actuellement en phase d'arbitrage interministériel et devraient voir le jour avant la fin de l'année.

REPÈRES

IMMIGRATION

Le retrait des visas aux « faux touristes »

Les étrangers qui, sous couvert d'un séjour touristique, s'installent en France pourront se voir retirer leur visa. Un décret publié, dimanche 6 octobre, au Journal officiel, autorise les préfets à abroger un visa de tourisme (d'une durée de trois mois au maximum) si son titulaire « exerce en France une activité lucrative sans y avoir été régulièrement autorisé, s'il existe des indices concordants permettant de présumer que l'intéressé est venu en France pour s'y établir ou si son comportement trouble l'ordre public ».

Le préfet qui prononce l'abrogation est tenu d'en aviser « sans délai » le ministère des affaires étrangères. Cette modification de la réglementation, annoncée par le ministre de l'Intérieur par une circulaire aux préfets et préfets de police du 16 juillet dernier, fait partie des mesures de « maîtrise de l'immigration » annoncées par le gouvernement le 10 juillet dernier.

RELIGIONS

Première visite de souverains suédois au Vatican

Pour le six centième anniversaire de la canonisation de sainte Brigitte, une célébration exceptionnelle a eu lieu, dimanche 6 octobre, dans la basilique Saint-Pierre, en l'honneur de la sainte suédoise et en présence du roi Carl-Gustav de Suède, chef de l'Eglise nationale luthérienne, et de son épouse.

Quatre siècles et demi après la Réforme, c'est la première fois que des souverains suédois faisaient une visite au Vatican. Jean-Paul II s'est félicité du progrès du dialogue entre luthériens et catholiques. « L'œcuménisme est un voyage qu'on fait ensemble, dont

on ne peut pas fixer le parcours et la durée, a-t-il dit. Il exige des pas concrets. » Mme Danuta Waleasa, épouse du chef d'Etat polonais, et Violeta Chamorro, présidente du Nicaragua, assistaient à la cérémonie. — (AFP, Reuters)

Manifestation lepéniste contre l'« université » islamique de la Nièvre

Après une messe traditionnelle, trois cents personnes (au lieu des cinq mille annoncées) ont manifesté à l'appel du Front national, dimanche 6 octobre à Saint-Léger-de-Fougeret (Nièvre), pour protester contre un projet d'implantation, au château de Bouteville, d'un institut européen d'études islamiques (Le Monde daté 14-15 juillet). Mme Marie-France Stirbois, maire de Deux-Montagnes, Bruno Gollinisch et Bruno Mégret, membres du bureau politique du Front national, conduisaient le cortège derrière une banderole : « Dehors les barbus ». M. Stirbois a appelé les manifestants à devenir les « croisés du XXI^e siècle ». « Si Château-Chalon (près de Saint-Léger-de-Fougeret) est devenue la Mecque du socialisme, nous ne laisserons pas un petit village devenir la Mecque de l'islamisme », a déclaré M. Stirbois. La chaîne humaine qui devait relier le village de Saint-Léger à Château-Chalon s'est réduite à une procession d'une quarantaine d'individus. — (AFP)

o Rassemblement de SOS-Racisme le 7 décembre à Paris. — SOS-Racisme prépare un rassemblement, le 7 décembre, à Paris à l'occasion de l'arrivée dans la capitale d'un groupe de jeunes de l'Opération banlieues unies (OBU), qui aura sillonné la France cet automne « pour montrer que l'intégration est en marche ». L'organisation antiraciste invite « tous ceux qui auront quotidiennement sur le terrain à la réussite de l'intégration, élus, quelles que soient leurs convictions, associations, syndicalistes » à accueillir cette marche dans leur ville et à se retrouver à Paris.

ENVIRONNEMENT

L'opposition de douze communes à la centrale de Saint-Chamas

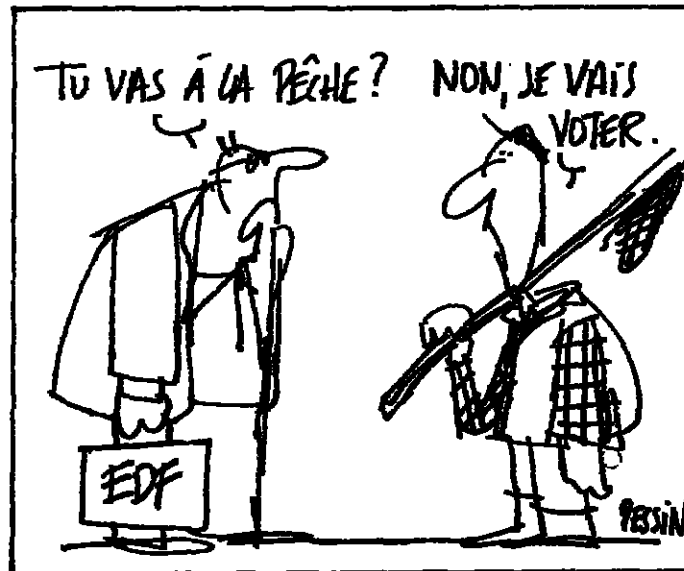
Un référendum pour défendre l'étang de Berre

MARSEILLE

de notre correspondant

« Afin d'éviter la dégradation irréversible de l'étang de Berre, lies-vous favorable à l'arrêt immédiat et absolu de tout déversement d'eau douce et de limons provenant de la centrale EDF de Saint-Chamas ? » Les citoyens de douze communes riveraines du plus grand étang d'eau salée de France (15 500 hectares), soit 106 000 électeurs potentiels, ont été convoqués, dimanche 6 octobre, à répondre par oui ou par non à cette question posée dans le cadre d'un référendum d'initiative locale organisé par le Syndicat intercommunal de sauvegarde de l'étang de Berre (SISEB).

Accusée de bouleverser le milieu naturel de l'étang, qui est salé, en y jetant chaque année 3,5 milliards de mètres cubes d'eau douce (soit quatre fois le volume de l'étang) et 350 000 tonnes de boues, la centrale EDF de Saint-Chamas, qui turbine l'eau de la Durance amenée par un canal, est considérée comme la source majeure des pollutions. Celles-ci font dire à M. Henri d'Attilio,

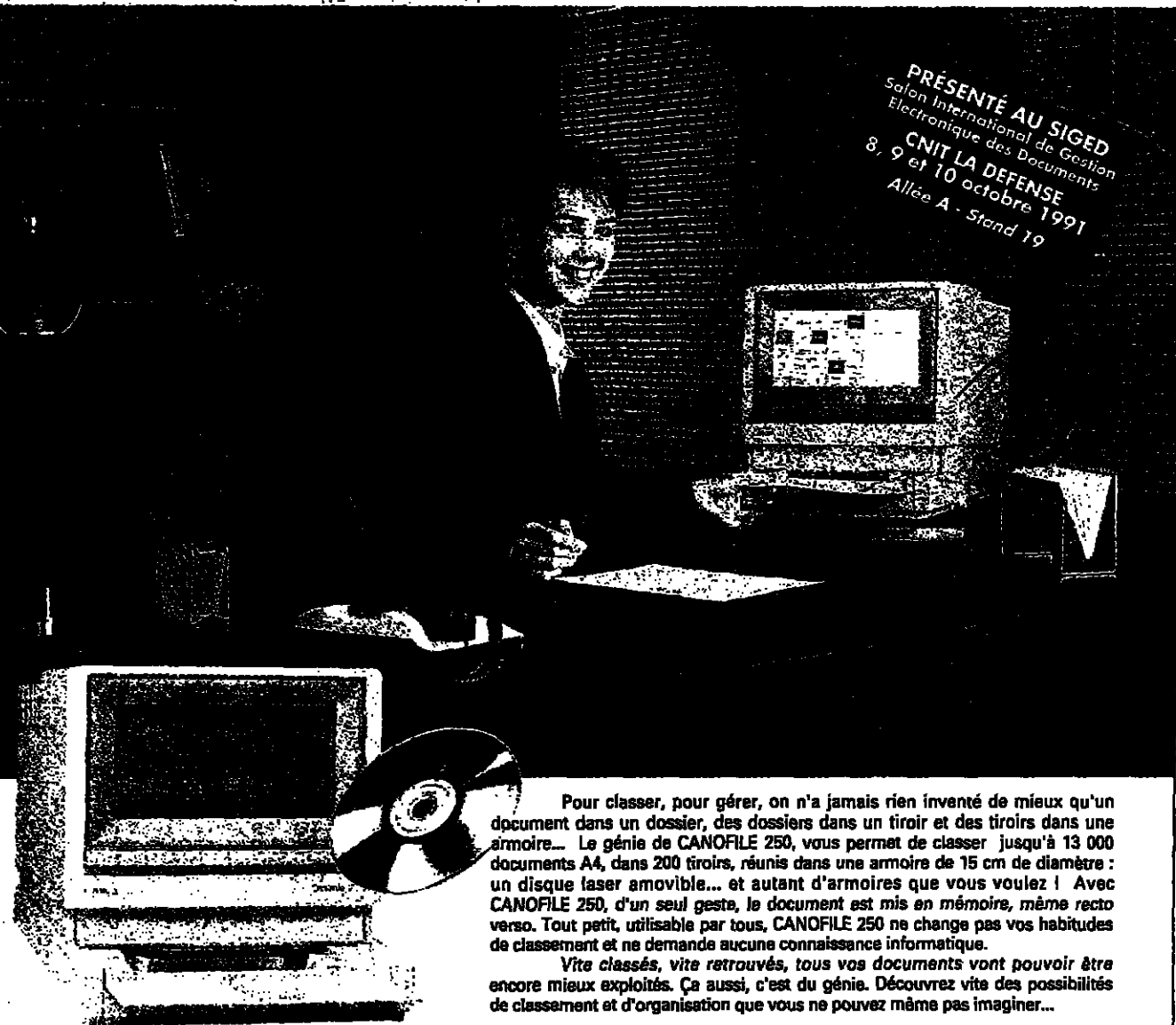


maire (PS) de Châteauneuf-les-Martigues : « Nous sommes au bord d'une catastrophe écologique. » Sur 106 684 inscrits, 45 960 électeurs ont voté (43,08 %). Les opposants l'emportent de façon écrasante avec 42 057 oui (95 %) contre 2 220 non. Deux communes ont établi des records de participation : Berre avec 62,20 % et Châteauneuf-les-Martigues (60,36 %).

La plus faible participation étant enregistrée à Cornillon-Confoux (28,10 %). Les maires de Martigues, M. Paul Lombard (PC), et de Saint-Chamas, M. Henri Desbions (divers droite), ont refusé de s'associer à la consultation. Le premier parce qu'il considère ce référendum « comme une mascarade » dans la mesure où « quel que soit le résultat il n'aboutira pas ». M. Lombard a demandé à ses collègues de « balayer devant leur porte » avant de donner des leçons à EDF. Pour le maire de Saint-Chamas, l'eau de la Durance n'est pas la seule responsable de la pollution. M. Desbions ne cache pas également que la taxe professionnelle versée par EDF à sa commune (1,3 million de francs) n'est pas à négliger.

Les responsables de l'équipement EDF Durance-Verdon (18 centrales hydroélectriques) expliquent que la fermeture de Saint-Chamas remettrait en cause le fonctionnement de l'usine de Salon-de-Provence située en amont sur le canal de la Durance. Selon eux, interrompre des déversements autorisés depuis 1955 amoindrirait la souplesse des capacités de production énergétique de l'ensemble Durance-Verdon et entraînerait la suppression d'une vingtaine d'emplois. JEAN CONTRUCCI

Canofile 250.
C'est aussi simple qu'une armoire,
avec le génie en plus.



Canofile 250
le classement électronique qui respecte vos habitudes.

Canon

Division Systèmes de Gestion du Document et de l'Image.
TEL. 49 39 25 25 - FAX 48 65 22 88



CLASSEMENT PERSONNALISÉ
Afin de vous informer sur les méthodes de classement spécifiques à votre profession, merci de compléter avec précision les informations ci-dessous.

Nom _____ Prénom _____ Ma fonction/service _____
Raison Sociale _____ Notre activité principale _____ Code APE _____
Adresse _____ Code postal _____ Ville _____ Téléphone _____

Merci de renvoyer à CANON, Division Systèmes de Gestion du Document et de l'Image, Centre d'affaires Paris-Nord 93154 LE BLANC-MESNIL, CEDEX.

SOCIÉTÉ

Les suites de la polémique sur les contaminations

Les circonstances de l'éviction, en 1985, du président du Centre

La semaine dernière, à l'Assemblée Nationale, M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, déclarait qu'il allait annoncer, « dans les prochaines semaines, des décisions tendant à resserrer la tutelle des ministères concernés sur l'organisation de la transfusion sanguine et à adapter à la réalité européenne » (le Monde du 4 octobre). Ces décisions, si elles interviennent effectivement, étaient attendues depuis... avril 1985, date à laquelle le professeur Jacques Ruffié avait remis au secrétaire d'Etat à la santé, M. Edmond Hervé, un rapport sur « la transfusion sanguine et les dérivés sanguins ». Pendant six ans, les autorités gouvernementales n'ont rien tenu compte des avis du professeur Ruffié, et il aura fallu, en définitive, qu'éclate l'affaire de la contamination des hémophiles et des transfusés par le virus du sida pour que les pouvoirs publics se décident enfin à réformer la transfusion sanguine française. Plus grave encore, on peut se demander, à la lumière d'un document inédit dont nous révélerons le contenu, si ce silence ne cachait pas en réalité la volonté d'étouffer une autre affaire mettant en cause certains des principaux responsables de la transfusion sanguine en 1984-1985.

Pourquoi le rapport Ruffié est-il resté six années durant au fond d'un tiroir du ministère de la santé ? Pourquoi les pouvoirs publics ont-ils, en février 1985, accepté le limogage de ce professeur au Collège de France par le conseil d'administration de la Fondation Centre national de la transfusion sanguine (CNTS), à peine plus de deux mois après avoir été nommé à la présidence de ce conseil d'administration ? Six années plus tard, la lecture du compte rendu de la réunion du conseil

d'administration du CNTS au cours de laquelle fut obtenu le limogage du professeur Ruffié — et qui ne figure pas dans le rapport Lucas sur la contamination des hémophiles — éclaire d'un jour nouveau la situation qui y régnait à cette époque. Tandis que se nouait le drame de la contamination des hémophiles par le virus du sida, le professeur Jacques Ruffié avait compris que quelque chose de grave se passait au CNTS, et il convenait donc de l'en écarter au plus vite...

18 décembre 1984 : le professeur

Ruffié succède au professeur Jean Bernard à la présidence du Centre national de transfusion sanguine. Agé de soixante-trois ans, il a occupé jusqu'en 1969 la chaire d'hématologie et la direction du centre régional de transfusion sanguine au CHU Purpan (Toulouse). Ses travaux sur l'hématologie et l'hématologie géographique l'ont rendu internationalement célèbre. Quelques mois auparavant, le 3 février 1984, M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, l'avait chargé d'une mission d'information tendant à étudier comment, sans remettre en cause l'idée fondamentale du bénévolat des donneurs de sang, il pourrait être mis fin aux grosses difficultés de trésorerie et de fonctionnement que connaissent les centres de transfusion sanguine.

25 février 1985 : le conseil d'administration de la Fondation Centre national de la transfusion sanguine se réunit sous la présidence du professeur Ruffié. Trente-quatre personnes y assistent parmi lesquelles le professeur Jacques Roux, directeur général de la santé, le professeur Charles Salmon, directeur général du CNTS-Institut, et le docteur Michel Garretta, directeur général du CNTS-Production. La séance s'ouvre par un exposé introductif du professeur Ruffié. D'emblée, ce dernier indique qu'il est

« inquiet pour l'avenir à moyen terme du CNTS ».

Premier sujet d'inquiétude : le nombre de prélèvements, qui décroît de manière régulière, passant de 240 000 en 1975 à 167 000 en 1983. « Pour la première fois dans l'histoire du CNTS, déclare le professeur Ruffié, les centres de l'assistance publique ont prélevé plus que le centre. »

Secret médical

Le deuxième sujet d'inquiétude — pour lequel, rapporte le compte rendu de la réunion, « le professeur Ruffié demande aux administrateurs de respecter le secret médical » — a trait aux « problèmes » qui se posent avec des produits provenant du CNTS. En particulier, indique le professeur Ruffié, des immunoglobulines intraveineuses et de l'albumine utilisée dans des échanges plasmatiques ont donné lieu à des « réactions ». « Devant cette situation, indique-t-il, on peut se demander si le CNTS a choisi les bonnes techniques. » Il ajoute qu'une « enquête approfondie » devrait être effectuée, signalant au passage avoir reçu à ce sujet un courrier allant dans le même sens émanant des élus CGT et CFDT.

Le troisième sujet d'inquiétude du professeur Ruffié, « pas immédiat, mais à moyen terme, est d'ordre financier ». Ce souci, précise-t-il, est « d'ailleurs partagé par le professeur Jean Bernard ». Il précise que la trésorerie globale présenterait un manque de 55 millions de francs, et qu'il est prévu, pour 1985, 70 millions de francs.

Pour terminer, le professeur Ruffié indique que « le président de la République est très sensible aux problèmes de la transfusion sanguine » et qu'il « visiterait avec beaucoup de plaisir les laboratoires de recherche ».

C'est alors au tour de M. Charles Farine, vice-président du conseil d'administration, de prendre la parole : « Après plus de deux mois, il nous appartient aujourd'hui d'examiner la façon dont le professeur Ruffié a exercé son mandat et si nous sommes d'accord avec ce qui a été fait ». Tout d'abord, déclare M. Farine, « le président a exercé ses fonctions avec une méconnaissance totale des textes légaux et réglementaires régissant la matière ». En substance, M. Farine reproche au professeur Ruffié de se croire investi de tous les pouvoirs et de se croire « seul maître à bord après Dieu ». Et il ajoute : « Le président a ainsi créé une situation conflictuelle qui a semé la perturbation dans le centre et a entravé son fonctionnement normal. Cette situation doit cesser au plus tôt. »

Les déclarations du professeur Ruffié, explique M. Farine, sont des reproches du travail accompli avant le 18 décembre 1984, en particulier par le professeur Jean Bernard, le conseil d'administration et le directeur général en exercice jusqu'en septembre 1984, le professeur Jean-Pierre Soulier. « Ces propos alarmistes, ajoute-t-il, qui ont été franchi les murs de cet établissement, tendent à porter le discrédit sur la fondation auprès de nos autorités de tutelle (le ministère s'en est inquiété), ainsi qu'auprès de nos banquiers, clients et fournisseurs. » « Nous n'avons pas élu le professeur Ruffié pour cela », conclut M. Farine.

Propos diffamatoires

S'ensuit alors une violente discussion au cours de laquelle le professeur Ruffié juge « diffamatoires » les propos de M. Farine. Le professeur Salmon déclare que cette situation est « navrante », tente d'apaiser les esprits et justifie la manière dont le professeur Ruffié conçoit son rôle de président. On apprend qu'il a accepté de signer la délégation de pouvoir que lui demandait le professeur Ruffié, mais que le docteur Garretta avait pour sa part refusé d'agir ainsi, estimant qu'il s'agissait là d'une « atteinte à son pouvoir ». La délégation de pouvoir impliquait que le recrutement du personnel cadre, médecin, pharmacien-ingé-

nier, ainsi que les investissements et gros travaux majeurs n'étaient pas de la compétence du directeur général en vertu de l'article 8 du décret du 16 janvier 1954.

Le professeur Streiff, l'un des très rares spécialistes de la transfusion faisant partie du conseil d'administration, prend alors la parole : « Il est impossible de nier, dit-il, qu'un conflit existe entre le président et le directeur général (NDLR : le docteur Garretta), conflit qui commence à être connu de la structure transfusionnelle, et même des médias, à l'occasion d'émissions de télévision ou d'articles (...). Cette situation conflictuelle ne peut plus durer. Le professeur Streiff fait ensuite l'éloge des produits fabriqués par le CNTS — « il y a un modèle de fabrication, c'est le CNTS qui assure la meilleure production de facteur VIII et de super VIII, et peut-être demain de facteur VIII chauffé » — et affirme que les critiques portées sur ces produits ne « sont en aucun cas fondées ».

« En accord avec le premier ministre »

Le ton monte et le docteur Garretta prend la parole. Il indique qu'il est « personnellement très touché de constater à quel point il y a discordance entre la situation réelle et les propos tenus par le professeur Ruffié ». « Les agressions renouvelées sur la situation économique et financière aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Centre depuis deux mois, sont inacceptables », déclare le docteur Garretta, ajoutant qu'il ne peut plus travailler dans des « conditions normales ». Il indique qu'au cours d'une réunion, le professeur Ruffié était allé jusqu'à s'interroger « sur les capacités de Michel Garretta à diriger le CNTS, malgré des qualités humaines qu'il tient particulièrement à souligner ». Le docteur Garretta estime donc qu'il y a remise en cause de la compétence et de l'autorité du directeur général du CNTS.

La réunion s'envenime et M. Farine prend une nouvelle fois la parole en soumettant une motion pour laquelle il demande un vote à bulletin secret : le conseil d'administration, « (...) considérant les faits qui se sont produits depuis le 18 décembre 1984 et constatant que le président, en méconnaissance des dispositions légales et réglementaires régissant les centres de transfusion sanguine, a pris des initiatives qui sont de nature à mettre gravement en cause le fonctionnement, les intérêts supérieurs, ainsi que la crédibilité de la fondation, décide de mettre fin à ses fonctions de président, avec effet immédiat ». Le professeur Salmon regrette immédiatement cette position.

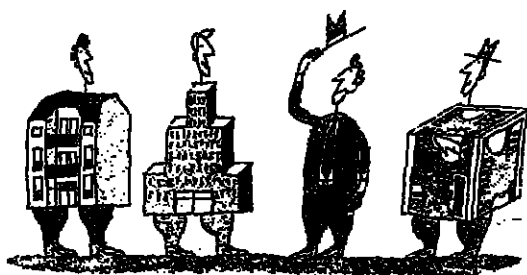
Le professeur Roux, directeur général de la santé, se livre ensuite

Des cocktails Molotov ont été lancés contre la mairie et le centre islamique de Charvieu-Chavagneux.

Deux attentats ont visé, samedi 5 et lundi 7 octobre, l'un la mairie, l'autre la salle de prière islamique de Charvieu-Chavagneux (Isère). Samedi, vers 22 h 40, deux cocktails Molotov ont été lancés par une fenêtre de la mairie, endommageant trois consoles d'ordinateur et des bureaux du service de l'état civil. Cet attentat, le deuxième depuis 1989, n'a pas été revendiqué.

Une deuxième tentative d'attentat a visé la salle de prière du centre islamique, dans la nuit de dimanche à lundi. Vers 4 h 15, des fidèles musulmans ont découvert un cocktail Molotov non explosé. Ces événements interviennent au moment où rebondit le conflit opposant le maire à l'association islamique locale. Le maire, qui avait coupé l'alimentation en eau du centre islamique, mardi 1^{er} octobre (le Monde du 3 octobre), avait assoupli sa position, samedi 5 octobre, en annonçant que l'eau y serait rétablie chaque mercredi pour les enfants qui viennent suivre des cours de soutien en français. Le maire accuse les responsables de l'association islamique de ne pas avoir respecté les termes d'un accord signé en 1989 entre les deux parties prévoyant notamment l'évacuation du lieu de culte dans une villa récemment acquise par l'association.

Près de Nantes, cinq blessés dans l'incendie d'un dépôt d'hydrocarbures. — Une forte explosion a été entendue, lundi 7 octobre à 4 h 15 sur le site de stockage d'hydrocarbures de Saint-Herblain, à l'ouest de Nantes, faisant cinq blessés dont un brûlé au troisième degré. L'accident s'est produit devant une cuve appartenant au Groupement pétrolier nantais (groupe Fina) au moment où un camion chargé de supercarburant. Il semble qu'une étincelle ait provoqué l'incendie au niveau du poste de chargement, entraînant d'abord l'explosion du camion puis la destruction par le feu de la douzaine de poids-lourds qui attendaient. La cuve contenait 11 000 mètres cubes de super a été éjectée et s'est enflammée aussitôt. — (Corresp.)



APPARTEMENTS, BUREAUX, INVESTISSEMENTS.

VOUS
Y METTEZ TOUT DE VOUS MÊME,
NOUS AUSSI.

Les choix en matière d'immobilier font partie de ceux qui
comptent le plus dans la vie d'un particulier,

d'une entreprise ou d'un investisseur.

Prendre la bonne décision dans ce domaine nécessite
le concours d'un véritable partenaire, capable de partager vos
préoccupations, vos ambitions et vos valeurs.

Construire, aménager, commercialiser, administrer,
développer des activités financières et patrimoniales,
pour le compte de particuliers, d'entreprises ou de collectivités

locales... Autant de domaines dans lesquels

le GFF exige : rigueur et qualité.

Parce que vous mettez tout de vous-même dans l'immobilier,
le GFF vous offre une compétence globale

qui saura donner à votre investissement toute sa valeur.

49 93 92 92

L'IMMOBILIER EN VALEUR



SOCIÉTÉ

post-transfusionnelles par le virus du sida

national de transfusion sanguine

à une critique en règle des propos tenus auparavant par M. Farine et le professeur Streiff, allant jusqu'à s'interroger sur le point de savoir si « le ministre n'avait pas été victime d'une manœuvre » de la part de quelques-uns des membres du conseil d'administration. « Je suis en droit de me demander si quelques-uns des membres du conseil n'ont pas voulu permettre au docteur Garretta de devenir directeur général, alors que le professeur Salmon pouvait prétendre à ce poste de directeur, et si le CNTS n'aurait eu un rayonnement autre si le professeur Salmon en avait été le directeur. Je n'accepte pas ce genre de manœuvres. »

Le professeur Roux indique que si dans des délais très courts les structures adoptées par le conseil d'administration du 20 juin 1984 ne sont pas mises en place, « le ministre reviendra sur la lettre d'agréement du docteur Garretta et sur la nomination du professeur Salmon ». Sur le fond, le professeur Roux indique qu'il apparaît y avoir des « problèmes financiers » et que « de graves dangers menacent la Fondation ». En conséquence, il demande la mise en place d'une commission d'enquête sur la valeur technique, médicale et scientifique des investissements réalisés dans les installations d'Orsay, ainsi que sur les stocks. « Le ministre, en vertu de l'article 3 des statuts du CNTS qui précise que celui-ci est placé sous le contrôle technique du ministre chargé de la santé, décidera dans les jours qui viennent de constituer une commission d'enquête composée de hauts scientifiques absolument indépendants du ministre et du CNTS ». Concernant la situation financière, le professeur Roux indique que le ministre n'a pas encore pris de décisions quant à la saisie éventuelle de la Cour des comptes d'une inspection générale. Il rappelle enfin que le professeur Ruffié est chargé par le ministre de la santé, « en accord avec le premier

ministre » d'une mission nationale sur la transfusion sanguine, et que si le conseil suivait la proposition de M. Farine, « cette décision serait prise indiscutablement comme une provocation ». Constatant qu'il est impossible à l'équipe de direction de continuer à travailler dans les conditions actuelles, M. Farine décide de maintenir sa motion. Celle-ci est adoptée par 19 « oui », 3 abstentions et 2 « non ». Le professeur Ruffié donne alors immédiatement sa démission de président et M. Farine est désigné pour assurer l'intérim de la présidence. Le professeur Roux indique alors que le représentant du ministère chargé de la santé ne s'agira plus au conseil d'administration, tant que l'enquête technique qui va être demandée n'aura pas rendu son rapport.

En avril 1985, le rapport Ruffié est rendu public (le Monde du 27 avril 1985). Le 10 avril 1985, la direction générale de la santé adresse une note au cabinet de M. Edmond Hervé pour lui faire part notamment de ses réactions aux propositions contenues dans ce rapport. Tout cela depuis est resté lettre morte.

Qu'en était-il exactement des « inquiétudes » du professeur Ruffié ? Aucun des ministres en charge de la santé n'a, apparemment du moins, jugé utile de poser la question. Il n'est pas possible aujourd'hui d'établir un lien direct entre cette affaire et celle de la contamination des hémophiles par le virus du sida ou du dépistage de l'infection chez les donneurs de sang. On ne manquera pas pourtant de noter que ces faits sont survenus à l'époque des « erreurs » ou des « fautes » - c'est à la justice de trancher - qui aboutirent à cette contamination massive, alors que régnait au sein du CNTS une situation de guerre ouverte. On ne s'explique pas comment les mises en garde répétées du professeur Ruffié n'ont pu, en haut lieu, trouver d'échos. Pourquoi la position de fermeté défendue par le professeur Roux au cours de cette réunion et les menaces de ce dernier d'ont-elles pas été suivies d'effets ? L'affaire du CNTS contient beaucoup de zones d'ombre, sur lesquelles les pouvoirs publics n'ont depuis six ans aucunement cherché à faire la lumière. La justice, saisie depuis de l'affaire, permettra-t-elle d'en savoir plus ? J.-Y.N. et F.N.

La Coordination des infirmières appelle à un rassemblement le 10 octobre devant le ministère de la santé

Après leur manifestation du jeudi 3 octobre, les infirmières et infirmiers entamaient, lundi 7 octobre, leur cinquième journée de « sit-in » devant le ministère de la santé, avenue de Segur. Ils réclament l'ouverture « de réelles négociations » concernant l'augmentation des salaires et des effectifs, ainsi que l'amélioration des conditions de travail. Dans la matinée du jeudi 3 octobre, le ministre de la santé, M. Bruno Durieux, avait rencontré une délégation d'infirmières mais ses propositions avaient été jugées insuffisantes et la poursuite du mouvement avait été décidée pour une durée illimitée.

Selon M. Bernard Désormière, secrétaire général de la CGT-Santé, « le mouvement d'actions revendicatives dans les hôpitaux va s'intensifier dès lundi ». D'après la Coordination et la CGT, des assemblées générales devaient se tenir dans les hôpitaux, à partir du lundi 7 octobre, pour décider de la suite du mouvement. La Coordination et la CGT ont lancé, dimanche 6 octobre, un appel à une nouvelle manifestation, jeudi, devant le ministère de la santé. Le rassemblement des médecins hospitaliers a par ailleurs renouvelé son soutien au mouvement infirmier et annoncé une grève dans tous les hôpitaux le 22 octobre.

« On a acheté la démission du docteur Garretta » nous déclare le professeur Jacques Ruffié

Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, le docteur Jacques Ruffié, professeur au Collège de France et ancien président du Centre national de transfusion sanguine, s'exprime pour la première fois sur l'affaire du sida et des transfusions sanguines. Il estime absolument indispensable de réformer en profondeur les structures du système transfusionnel français.

Où, selon vous, peut-on situer les responsabilités ?

Ce qui me choque ici, c'est que finalement on ne fait qu'accabler les hommes alors que l'on doit accabler le système transfusionnel. A mon sens, le docteur Michel Garretta, directeur général du CNTS à l'époque, n'est pas plus mauvais qu'un autre, mais il a été desservi par une série de circonstances malheureuses. Peut-être a-t-il commis quelques imprudences. Je conserve pourtant pour lui de l'estime. J'ajouterais qu'il n'a pris aucune décision qui n'ait été homologuée par son conseil d'administration. Or, de deux choses l'une. Ou le docteur Garretta n'était pas responsable - ou plus exactement pas seul responsable - et, à ce moment-là, il fallait le laisser en place. Ou il était responsable et le conseil d'administration devait mettre fin à ses fonctions, ou le ministre devait lui retirer l'agréement, ce qui n'a pas été fait. On a en revanche « acheté » sa démission, et peut-être son silence. Qu'est-ce qu'il a voulu faire ? Qu'est-ce que le docteur Garretta aurait pu dire ? Il y a là un profond malaise auquel il faut au plus vite mettre fin dans l'intérêt des malades et plus généralement de la transfusion sanguine française.

« Il est immoral de vendre du sang »

L'hématologie comporte de nombreux domaines de la transfusion : c'est avant tout de l'immunohématologie. Il eût été beaucoup plus logique de faire une aggrégation immunologie et transfusion sanguine. L'hématologie a un sens tellement varié, diversifié, que mettre à la tête d'un centre de transfusion sanguine un très distingué spécialiste de la coagulation, fût-il mondialement connu, est aussi illogique que de mettre un spécialiste de la traumatologie des os ou du cerveau... Il faut une réunification sur le plan national, une collaboration beaucoup plus étroite entre les centres de transfusion et les CHU.

Il faut instaurer un véritable concours national sur le modèle de celui des hématologistes et des centres d'hématologie de Paris. On serait ainsi à l'abri de cer-

ains. Pourquoi ne pas vous être exprimé plus tôt ?

J'ai volontairement été silencieux. Il y avait des gens en place, des enquêtes en cours. Aujourd'hui, vous m'interrogez, je réponds. Au risque d'insister, je répète que l'on a un peu gratuitement accusé le docteur Garretta. S'il a eu des torts, d'autres en ont eu plus que lui mais il fallait un bouc émissaire.

Selon vous, quelles réformes doivent être entreprises dans le domaine de la transfusion sanguine ?

Le premier problème est celui du recrutement des responsables transfusionnels. Dans certains endroits il y a des gens extrêmement compétents ; ailleurs, ils sont moins spécialisés... Les hospitalo-universitaires se sont désintéressés de la transfusion sanguine. La création, tardive, de l'aggrégation hématologie-transfusion sanguine est à mon sens insuffisante.

taines insuffisances et, grâce à un cadre transfusionnel national et à des perspectives de carrière, on attirerait les meilleurs éléments.

D'autre part, il faut supprimer le CNTS qui n'a aucune raison d'être. Ce centre doit devenir un centre régional pour Paris et l'Île-de-France. Ce qui se justifie, en revanche, c'est un institut national de recherche de transfusion sanguine au même titre que le CNRS ou l'INSERM.

Tout cela impose-t-il une remise en cause de la loi de 1952 et des principes généraux du bénévolat et du don du sang sur lesquels est basé le système transfusionnel français ?

Non. Je suis intransigent sur ce point. Il est immoral de vendre du sang. Plusieurs pays européens partagent ce point de vue et je pense que, peu à peu la Communauté dans son ensemble rejoindra le très bel exemple donné par la France. Il faut rendre un grand, un profond hommage à tous les donneurs de sang. Il faut dire aussi à quel point nous tous médecins sommes accablés par le drame que vivent les personnes contaminées par le virus du sida à partir de transfusions sanguines ou de produits dérivés du sang.

Quelle attitude faut-il avoir vis-à-vis des personnes contaminées par le virus du sida à partir de produits sanguins ?

Je pense que l'Etat doit aider financièrement les familles touchées par ce drame. Malheureusement, on ne pourra pas faire revivre les morts.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

ETUDIANTS, 18 - 20 ANS : CIVILEMENT ADULTES, SOCIALEMENT ASSISTES

Pour une majorité civile et sociale à 18 ans

Il y a plusieurs centaines de milliers de jeunes. Ils ont 18, 19 ou 20 ans. La société les considère responsables. Ou du moins suffisamment responsables pour qu'ils exercent leur droit de vote pour l'élection du Président de la République. Ou pour remplir leurs obligations envers elle, par exemple le service national, pour les jeunes gens. Et pourtant ! Parce qu'ils sont étudiants, ou leur refusé un droit essentiel - accordé à tous - celui de bénéficier de leur Sécurité Sociale personnelle. Concrètement, les étudiants, de 18 à 20 ans, sont obligés de passer par leurs parents pour se faire rembourser : ils ne peuvent avoir un accès autonome au système de santé. Qui ne peut comprendre que sur des sujets sensibles relevant de la vie privée d'un jeune, il lui soit parfois difficile d'aborder des problèmes personnels. La conséquence immédiate, pour lui, est évidente : le choix se fait entre une absence de suivi médical ou une absence de remboursement.

C'est un frein à la responsabilité et à la responsabilisation individuelle. Parce que c'est l'âge où les jeunes déterminent leurs comportements dans le domaine de la santé, l'enjeu est d'importance. Pourquoi ne pas leur accorder leur autonomie, leur offrir un cadre adapté à la pédagogie, à la prévention sanitaire et sociale ? Ce cadre existe : c'est le régime étudiant de Sécurité Sociale. L'augmentation très rapide des effectifs étudiants va engendrer une aggravation des problèmes sanitaires et sociaux non résolus. Il conviendra de prendre en compte ces situations nouvelles, en faisant jouer la solidarité, par exemple, au travers d'un Fonds d'Action Sanitaire et Sociale, propre au milieu étudiant, et bien entendu en tenant compte de l'accroissement de ces effectifs dans les remises de gestion des sections locales universitaires du régime étudiant de la Sécurité Sociale. Il faut favoriser la démocratisation de l'enseignement

supérieur dans tous les domaines, au moment où de plus en plus d'étudiants issus de familles modestes y accèdent. C'est pourquoi l'ouverture de la Sécurité Sociale dès l'âge de 18 ans doit aller de pair avec le principe d'une exonération de cotisation sur critères sociaux tels que définis par le droit au prêt du Plan Social Etudiant et en priorité pour les premiers cycles. Alors que les jeunes investissent avec force dans leurs études pour réussir leur avenir, faisons leur confiance ! Donnons leur le droit de construire leur futur ! Les signataires demandent que soit reconnue la majorité sociale à 18 ans, c'est à dire l'abaissement à 18 ans de l'âge d'accès à la Sécurité Sociale étudiante, avec exonération sur critères sociaux.

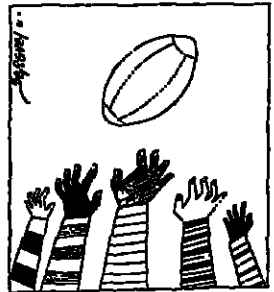
Pour la prévention, l'éducation à la santé et la responsabilisation des jeunes, Pour le droit à la vie privée et à l'autonomie des jeunes, Pour une même protection sociale pour tous les étudiants, LA MAJORITE SOCIALE DOIT ETRE RECONNUE DES 18 ANS. LES ETUDIANTS DOIVENT AVOIR ACCES A 18 ANS A LEUR REGIME DE SECURITE SOCIALE, AVEC EXONERATION DE COTISATION SUR CRITERES SOCIAUX.

Premiers signataires : Pierre CORNILLON, Président de l'Université Paris-Nord et Président de la Commission Questions Sociales et Vie de l'Étudiant de la Conférence des Présidents d'Université. Guy LE NEOUANNIC, Secrétaire Général de la F.E.N. (Fédération de l'Éducation Nationale). Jean Pierre MAILLES, Président de la FCPE (Fédération des Conseils de Parents d'Élèves). Pierre SICARD, Président de la FSEF (Fondation Santé des Étudiants de France). René TEULADE, Président de la FIMF (Fédération Nationale de la Mutualité Française). ANEMF (Association Nationale des Étudiants en Médecine de France). Joseph de BELLECZE, Président de la SMERRA (Société Mutualiste Étudiante de la Région Rhône-Alpes). Philippe BESSET, Président de la FAGE (Fédération des Associations Générales des Étudiants). Christophe BORGEL, Président de l'UNEF-ID (Union Nationale des Étudiants de France Indépendante et Démocratique). Fabrice DUPRAT, Président de la SMECO (Société Mutualiste Étudiante du Centre Ouest). FFACE (Fédération Française des Associations Chrétiennes d'Étudiants). FIDL (Fédération Indépendante et Démocratique des Lycéens). Pascal GODARD, Délégué Général de l'ANGE (Association Nationale Générale des Étudiants). JEC (Jeunesse Étudiante Chrétienne). Lionel LERISSE, Président du CLAME et de l'UNEDSEF (Union Nationale des Étudiants en Droit et Sciences Économiques et Politiques). Dominique LEVEQUE, Président de la MNEF (Mutuelle Nationale des Étudiants de France). Jean Luc MOUDENC, Président de la SMESO (Société Mutualiste Étudiante du Sud-Ouest). Guillaume PARADIS, Président de l'UNECO (Union Nationale des Étudiants en Chirurgie Dentaire). Marc ROCHMAN, Président de l'UEJF (Union des Étudiants Juifs de France). Pierre SENNEAU, Président de l'ANEFF (Association Nationale des Étudiants en Pharmacie de France). Christophe VALLET, Président de la SMERS (Société Mutualiste Étudiante de la Région Bourgogne Franche-Comté).

VOUS POUVEZ, VOUS AUSSI, SIGNER CET APPEL SUR PAPIER LIBRE EN L'ADRESSANT A "CAMPAGNE MAJORITE SOCIALE" B.P. 42 75261 PARIS CEDEX 06

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale



L'équipe des îles Fidji, dominée par celle du Canada (13-3) samedi 5 octobre, à Bayonne, retrouve la quinze de France mardi à Grenoble. Les Français, victorieux des Roumains (30-3) lors de leur première rencontre à Béziers, devront tout de même se méfier de ces joueurs talentueux mais fantasques qu'ils avaient rencontrés en quarts de finale en 1987.

BAYONNE

de notre envoyé spécial

Les Fidjiens sont longtemps restés prostrés sur le terrain de Bayonne, figés dans leur déception. Ils ne parvenaient pas à quitter la pelouse détrempée, comme dans l'attente d'une impossible prolongation, les mains sur les genoux et le regard dans les chaussures. Un peu penauds, très fatigués. Quatre-vingts minutes plus tôt, ils étaient arrivés ambitieux et confiants, persuadés qu'ils domineraient leurs adversaires du jour et préserveraient ainsi leurs chances de qualification pour le second tour.

La main droite sur le cœur, contre le palmier marquant qui orne leur maillot blanc, ils avaient enroulé l'hymne de l'archipel « *Bénissé-nous, ô dieu des nations* » et prêt serment de fidélité à leur rôle de « challengers » de ce tournoi mondial, quatre ans après leur place de quarts de finaliste contre la France (1). Peine perdue ! Dans la bourrasque de la soirée d'automne, à quelques milliers de kilomètres de leurs îles natales, voisines de la Nouvelle-Calédonie, ils se sont inclinés en toute logique, victimes de leur tempérament autant que des surprenants Canadiens.

Leur déception était à la mesure de l'amour qu'ils portent à ce sport. Car cette ancienne colonie britannique, indépendante depuis le 14 octobre 1970, est au rugby ce que le Brésil était jadis au football : le pays du jeu roi, pratiqué dans les écoles, sur les plages ou

DUBLIN

de notre envoyé spécial

Le public de Dublin est fier de lui. Il a réussi une fois de plus à s'apaiser de cet exploit. Peu lui importe que cette vague hurlante, venue du football et de l'Amérique du Sud, ait l'air d'une bête dans les vieux gradins de Lansdowne Road, cathédrale peinte vouée au culte de l'ovale. Peu lui importe aussi que sur le terrain les joueurs continuent à s'éreinter. Les spectateurs irlandais sont repus, ils ont eu leur ration d'essais. Et ils sont trop

les terrains vagues. La fédération compte 20 000 licenciés - pour une population totale de 700 000 habitants - mais les pratiquants occasionnels sont certainement beaucoup plus nombreux. Rares sont les îles habitées (106 sur 322) à ne pas disposer d'au moins une aire de jeu où se disputent chaque jour des matches improvisés entre équipes de villages.

Le port de chaussures n'est obligatoire que depuis 1962, du moins en ce qui concerne les rencontres officielles entre adultes. Pour les enfants, en revanche, les pieds nus sont tolérés jusqu'à l'adolescence. Pourrait-il en être autrement ? Le coût d'une paire de souliers à crampons est souvent dissuasif dans ce pays de modeste condition. Surtout, un tel équipement semblerait bien superflu lors des parties organisées à la va-vite sur les terrains de sable, quand les palmiers font office de poteaux et qu'une noix de coco à vocation de ballon. Alors, le rugby redevient

un jeu de mains (les ardeurs résisteraient mal à un drop avec une noix de coco), une sorte de « passe à dix » qui respecte rarement les règles de l'International Board (le gouvernement du rugby mondial) mais qui s'efforce toujours de rester une question de plaisir.

Tant d'exotisme fascine l'Europe, qui trouve à matière à rêver en ces temps de rugby de tranche et de professionnalisme. Mais, bien qu'ils ne l'avouent pas ouvertement, cela finit aussi par irriter les Fidjiens eux-mêmes, sans doute lassés d'être ainsi présentés comme de « gentils sauvages » ayant découvert les délices de l'ovale en 1884, soit une dizaine d'années après la colonisation des îles par le Royaume-Uni.

Ils rappellent volontiers qu'ils sont également de véritables athlètes, soucieux d'améliorer leurs points faibles, à savoir la conquête des ballons et l'engagement physique. Samisoni Viriviri, l'entraîneur de la sélection, assure ainsi :

« Nous ne voulons pas imiter les All Blacks, mais au moins assurer nos bases. Mes joueurs font de la musculature. Nous travaillons également les touches et la synchronisation entre le lanceur et le sauteur. Dans tous ces secteurs, nous sommes en progrès même si les gens ont parfois du mal à rester concentrés. »

Déroutants saltimbanques

En fait, même s'ils se sont améliorés dans certains domaines, les Fidjiens demeurent de déconcertants saltimbanques de l'attaque à tout-va. Capables des plus grands exploits et des pires bêtises dans la même minute, ils n'ont pas leur pareil pour offrir deux visages totalement différents au cours d'un match. Les spectateurs de Bayonne ont pu s'en rendre compte. Ils ont découvert une joyeuse bande qui n'aurait guère de rivaux au championnat du monde de l'audace,

une digne héritière de Paddy Sheehan, un plombier amoureux du rugby de haute voltige, qui fonda la première équipe en 1913. Les Canadiens alignaient-ils six joueurs de plus de 100 kilos, bâtis comme des bûcherons de l'Ontario ? Pen insoumis. Les fureurs du Pacifique sud enchaînaient les passes, tels des gamins hilares dans une cour de récréation. Le ballon, savamment glissé d'imprévisibles, filait de main en main. Il allait de l'un à l'autre, transpirait par la deuxième ligne latérale, plagiste de profession, pour ensuite arriver jusqu'au demi d'ouverture Vaisale Seruvi, facteur et héros national. Mais, déçus sur l'ensemble de la partie, ils n'ont pu inscrire le moindre essai.

Si cette Coupe du monde était celle du rugby à sept - un « petit frère » qui privilégie le jeu à la main - les Fidjiens n'auraient pas perdu ce match, eux qui ont remporté deux ans de suite le Tournoi de Hongkong (la plus grande compétition à sept) en 1990 et 1991. Mais c'est bien de Quinze qu'il s'agit et, dans ces conditions, les étonnants Canadiens leur étaient supérieurs car plus rigoureux en défense et plus efficaces en attaque (ils ont marqué un essai par l'ailier Pat Palmer en première mi-temps).

Les joueurs de l'hémisphère Sud, même s'ils peuvent se targuer d'une récente victoire de leur équipe B sur l'Angleterre (27-13, en juillet dernier) ont encore trop de lacunes - nombreuses fautes de placement, insuffisances physiques - pour espérer parvenir au second tour. Pour cela, il leur faudrait battre les Français, mardi 8 octobre à Grenoble, puis les Roumains à Béziers le 12 octobre. Un tel objectif paraît inaccessible mais ils veulent croire en leurs chances, au nom de l'amour du jeu et de ses rebonds capricieux.

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Malgré une étonnante prestation, les Fidjiens s'étaient inclinés contre les Français (31-6). Au premier tour, ils s'étaient imposés face aux Argentins (28-9) mais avaient subi deux défaites contre les All Blacks (74-13) et l'Italie (18-15).

Lire en page 33 la chronique de Pierre Georges

LA COUPE DU MONDE DE RUGBY

POULE 4 : le Canada bat les îles Fidji par 13 à 3

Mêlées exotiques

POULE 3 : les Samoa occidentales battent le pays de Galles par 16 à 13

L'élan des Samoans

Le rugby gallois, triomphant dans les années 70, est en crise. On expliquait les dix défaites, au cours des douze derniers matches, de l'équipe au pouvoir par le déclin économique de la région, les querelles fédérales intestines, l'arrêt de l'enseignement du rugby dans les écoles, les emplacements techniques et l'attrait du jeu à treize sur les meilleurs joueurs. En mémoire de la troisième place prise dans la première Coupe du monde, les organisateurs de la deuxième Coupe du monde avaient néanmoins décidé de leur conserver le rang de tête de série dans la poule 3.

Les Gallois savaient cependant qu'ils jouaient gros lors de leur premier match à l'Arms Park, leur stade-cathédrale de Cardiff. Les Samoans, qualifiés dans cette

Coupe du monde à la place du Tonga, ont été formés à la redoutable école néo-zélandaise. Et ils ont montré dimanche qu'ils avaient bien appris la leçon : commandés par un troisième ligne explosif, Pat Lam, ils ont infligé une véritable humiliation aux Gallois, battus 16-13. Après une première période relativement équilibrée (3-3), l'équipe des Samoa s'est détachée 13-3 avec deux essais, le premier, discuté, accordé au centre Vaea par l'arbitre français Patrick Robin, le second, inscrit par le troisième ligne Vaisale, étant, en revanche, tout à fait valable. Malgré la sortie de trois joueurs blessés, les Gallois ont réagi avec un essai de l'ailier Emyr transformé par Fing. Les Samoans ont porté le coup de grâce avec un coup de

piéd de pénalité de Vaea (78), l'essai d'Ewens, l'autre ailier gallois, marqué lors des arrêts de jeu, arrivant trop tard.

Les Samoa occidentales avaient été battues deux fois en deux tests par Galles (14-32 à Apple en 1986 et 6-28 à Cardiff en 1988). Leur victoire sur les joueurs au maillot rouge est le premier exploit de cette Coupe du monde. Après la performance des Argentins face aux Australiens et le succès du Canada sur les Fidji, elle donne corps au projet des promoteurs de cette compétition acceptée du bout des lèvres par les traditionalistes : rendre le rugby universel.

A. G.

POULE 2 : l'Irlande bat le Zimbabwe par 55 à 11

Le roux et le Noir

L'équipe d'Irlande a facilement battu celle du Zimbabwe 55-11, dimanche 6 octobre à Dublin, dans la poule 2 de la Coupe du monde de rugby. Dix essais - dont huit pour l'Irlande - ont été marqués dans une partie déséquilibrée par la faiblesse du pack de la seule équipe africaine de la compétition. Le Quinze du Triflor rejoint ainsi en tête de la poule l'Ecosse, qui a battu le Japon 47-9, samedi 5 octobre à Edimbourg.

DUBLIN

de notre envoyé spécial

Le public de Dublin est fier de lui. Il a réussi une fois de plus à s'apaiser de cet exploit. Peu lui importe que cette vague hurlante, venue du football et de l'Amérique du Sud, ait l'air d'une bête dans les vieux gradins de Lansdowne Road, cathédrale peinte vouée au culte de l'ovale. Peu lui importe aussi que sur le terrain les joueurs continuent à s'éreinter. Les spectateurs irlandais sont repus, ils ont eu leur ration d'essais. Et ils sont trop

connaissent pour prendre la victoire de leur équipe complètement au sérieux.

Sur la pelouse, les affaires sont en effet réglées depuis longtemps. Les Irlandais ont pris l'équipe du Zimbabwe « à balle en tête », et, tout au long de la première période, le score a augmenté au rythme de l'horloge. Neuf à zéro au bout de neuf minutes, quinze points au quart d'heure. Les essais défilent, l'ouvreur Keyes passe tranquillement transformations et pénalités entre des poteaux bercés par un vent glacial. Pour une équipe du Zimbabwe venue du printemps austral et qui a souffert toute la semaine de maux de gorge et de rhumes, le diagnostic, à la mi-temps, est sans pitié : dites trente-trois... à zéro.

Juste avant la pause, l'ailier blond Simon Geoghegan, révélation du dernier Tournoi des cinq nations et nouvelle idole du stade, s'est fendu de son essai habituel. Mais le héros du match est un autre joueur, que personne n'attendait. Il passe difficilement inaperçu pourtant : il paraît d'autant plus grand qu'un large bandeau rouge se chevauche rousse. Il s'appelle Brian Robinson, et vient de Belfast, en Irlande du Nord, où il est maître d'école.

Dimanche, les spectateurs n'ont vu que lui, en touche, en mêlée et dans

le jeu déployé. Pour sa sixième sélection, Robinson a ainsi marqué quatre essais. Pour les trois premiers, il a profité de sa position de numéro huit. A trois reprises, en effet, le pack vert a humilié son vis-à-vis, en le faisant reculer au-delà de sa ligne d'en-but. Le grand rouquin, qui gardait sagement la balle entre ses pieds, n'a eu qu'à applaudir avant d'aller poliment remercier ses camarades. Le quatrième essai, en revanche, Brian Robinson s'en est chargé tout seul : un départ au ras de la mêlée, une charge rectiligne de trente mètres qui transperce toute la défense. L'histoire de ce petit triomphe est d'autant plus moutonnée que le carrière de Robinson avait failli s'interrompre en 1987, à la suite d'une blessure au genou lors d'une tournée avec l'équipe d'Irlande, au Zimbabwe justement.

Tsimba en armure

Face à lui, un joueur dont on attendait beaucoup - trop ? - a déçu : Richard Tsimba. Il est le premier Noir à avoir joué avec une équipe du Zimbabwe qui garde de vieilles habitudes coloniales (1). Cet ailier s'était révélé en 1987, lors de la précédente Coupe du monde, par un essai fabuleux contre la Roumanie.

Tsimba était parti de ses quarante mètres, avait ridiculisé quatre défenseurs et s'était retrouvé seul devant la ligne. Pour marquer le coup, le joueur, s'était offert un plongeon royal. Tellement royal qu'il s'en était démis l'épaule et qu'il dut sortir du terrain. Le Zimbabwe, à qui il avait redonné l'avantage, perdit d'un point, et Tsimba ne put jouer le match suivant.

Cet exploit avait suffi à sa gloire. Richard Tsimba décida d'en profiter et de partir en Amérique. « Pendant trois ans, je me suis baladé entre les Etats-Unis et le Canada, en jouant un peu au rugby », dit-il. Sans préciser que, là-bas, il s'est aussi gâté de hamburgers. Tsimba, qui a réintégré l'équipe du Zimbabwe en juillet dernier, spécialement pour cette Coupe du monde, pèse aujourd'hui vingt kilos de plus. Et sur un terrain, le joueur paraît engoncé dans une armure. A Dublin, il a gaspillé les rares ballons qu'il a touchés par des passes trop imprécises, sans participer aux superbes mouvements qui ont abouti aux deux essais de l'équipe. Ce qui n'a pas franchement aidé les rares supporters aïnés, et blancs, qui ont fait le voyage pour soutenir leur sélection. Ils trouvent Tsimba « arrogant » et lui reprochent de ne penser qu'à l'argent.

Sans doute lui en veulent-ils aussi d'avoir provoqué, par ses exploits, un vrai engouement pour le rugby chez les jeunes Noirs du pays. Même si la composition de l'équipe nationale ne le reflète pas encore, les quatre cinquièmes des adolescents qui participent à ce sport, traditionnellement réservé à la bourgeoisie blanche, sont aujourd'hui de couleur. Et leurs professeurs en disent le plus grand bien.

En attendant cette relève, l'équipe actuelle a dû se serrer à la ceinture. Les avants ont explosé en mêlée et ont été pignoliers en touche. Certes, dans cette phase de jeu, ils avaient des circonstances atténuantes. La fédération ne brillait pas par ses finances, les joueurs se sont entraînés séparément : la moitié à Harare, la capitale, les autres à Bulawayo, au nord du pays. Le lanceur a ainsi toujours été désemparé. Et le retard n'a pu être rattrapé en une semaine. En quittant Lansdowne Road, les joueurs ont certainement entendu la mise en garde du speaker, qui s'étranglait en voyant le public envahir le terrain : « Attention, il reste encore des matches à jouer. »

JÉRÔME FÉNOGLIO

(1) Quatre autres joueurs noirs font partie de la sélection mais n'ont pas été choisis pour ce match.

Les autres résultats sportifs du week-end

AUTOMOBILISME

Voitures de sport
Championnat du monde

L'écurie Peugeot a enlevé les deux premières places des 430 km de Mexico, l'évent-dernière épreuve du championnat du monde des voitures de sport, dimanche 6 octobre, au Mexique. L'équipage Kato Rosberg-Yannick Dalmas (Finlande/France) est arrivé en tête devant le duo Mauro Baldi-Philippe Alliot (Italie/France). La Porsche Joest de Bernd Schneider et John Winter (Allemagne) s'est classée troisième. Au classement du championnat du monde des constructeurs, Peugeot occupe la seconde place avec soixante-neuf points, soit vingt-quatre points de retard sur Saab. Cui Jaguar

933 points) qui ne pourra pas être rejoint lors de la dernière épreuve, le 27 octobre à Autopols (Laponie).

BASKET-BALL

Championnat de France
NATIONALE I (A)
(Chaque tour « aller »)
Pau-Orthez b. Racing Paris 92-78
Montpellier b. Limoges 89-84
CRO Lyon b. La Marse 106-93
Villeneuve b. Roanne 102-82
Cholet b. Tours 106-71
Gravelines b. Dijon 75-56
Mulhouse b. Reims 79-68
Antibes b. Saint-Quentin 87-78

FOOTBALL

Championnat de France
PREMIÈRE DIVISION
(Troisième journée)
Montpellier et Nîmes 0-0
Toulouse b. Monaco 2-0
Rennes b. Caen 1-0
Toulon b. Paris SG 3-2
Marseille b. Nantes 2-0
Metz b. Lille 1-0
La Havre b. Auxerre 1-0
Nancy b. Lens 3-1
Lyon et Saint-Etienne 0-0

Canne b. Sochaux 2-1
Classement : 1. Marseille, 20 pts ; 2. Monaco, 18 ; 3. Paris SG, 17 ; 4. Metz, Nantes et La Havre, 15 ; 5. Lille et Nîmes, 14 ; 6. Caen, Caen et Montpellier, 13 ; 12. Auxerre, Lens et Toulouse, 12 ; 15. Saint-Etienne, 11 ; 16. Lyon et Toulon, 10 ; 18. Sochaux et Rennes, 9 ; 20. Nancy, 7.

DEUXIÈME DIVISION

(Troisième journée)
GROUPE A
Dunkerque b. Red Star 1-0
Valenciennes b. Louhans-Cuiseaux 2-1
Amiens et Orléans 1-1
Tours b. Sedan 3-0
Beauvais b. Bourges 3-0

La Roche-sur-Yon b. Rouen 1-0
Angers b. Angers 1-0
Brest b. La Marse 1-0
Laval b. Gungamp 1-0
Classement : 1. Brest, 18 pts ; 2. Valenciennes, 18 ; 3. Angers, 17 ; 4. Rouen, 15 ; 5. Louhans-Cuiseaux, Angers, Laval et La Marse, 14.

GROUPE B
Aix et Bordeaux 1-1
Strasbourg b. Martigues 1-0
Nîmes b. Gascogne 1-0
Saint-Omer et Châteauroux 0-0
Rodez b. Nice 4-1
Guingamp b. Istres 5-3
Saint-Saurin b. Epinal 3-0
Ajaccio b. Perpignan 2-1
Bastia et Amay 1-1

CADRAGE

Le mail déroulé

Souvent, dans un match, le jeu fluide se coagule. Les joueurs de l'équipe attaquante butent, accidentellement ou volontairement, sur les défenseurs adverses. Un caillot peut alors se former : c'est le mail, groupe de rugbymen liés au corps à corps autour du ballon. Comparé à une mêlée bien ordonnée, le mail fait un peu désordre. Le nombre de participants n'est pas précisé : trois joueurs peuvent le former, comme l'équipe entière, si cela lui chante.

Seules trois grandes lois régissent ce regroupement, mais elles sont draconniennes.

Primo, les joueurs doivent être debout, l'un d'eux portant le ballon ; s'ils sont à terre, il s'agit d'une mêlée ouverte (ou mêlée spontanée, ou ruck pour les Britanniques) (1). Secundo, tous les participants doivent être en contact. Les joueurs qui ne se mêlent pas à la lutte sont tenus de reculer au niveau du pied du dernier combattant de leur équipe, et ils n'ont plus qu'à attendre que la masse compacte accouche du ballon. Tercio, à l'intérieur du mail, c'est la position du ballon à l'endroit du premier blocage qui décide de la ligne de séparation entre les deux camps. Les joueurs qui la dépassent s'exposent à une sanction pour hors jeu. De la théorie à la pratique, il y a la rudesse du contact.

L'école des All Blacks

Le mail est devenu une phase de jeu décisive dans le rugby moderne. « Jusque dans les années 70, explique Daniel Herrero, l'ancien entraîneur de l'équipe de France, le mail était un jeu de hasard. Les joueurs avaient le ventre gras, ils s'occupaient uniquement de la conquête. Les arrières faisaient progresser le ballon. Aujourd'hui, le mail est un des principaux lieux du combat collectif. Et il permet le mouvement, puisqu'il se joue debout. Le mail est effectivement de plus en plus mobile. Les avants poussent autour du porteur du ballon et progressent, si la résistance adverse est inférieure. »

Quelques grandes équipes ont fait école dans ce domaine. A l'étranger, les All Blacks, qui ont toujours misé sur le dynamisme de leurs avants. En France, le RC Toulon des années 80 avec son « mail déroulé », ou Biggles, l'actuel champion de France, avec sa variante « virile appelée « tortue ». « C'est un mouvement d'équipe à forte personnalité », dit Daniel Herrero. Car un mail qui progresse est aveugle. Il est guidé par les sensations du groupe entier. De l'extérieur, cela peut paraître lourd, et pourtant, c'est un phénomène d'équilibre qui demande des centaines d'heures d'entraînement. Un seul joueur mal placé, un seul un peu en travers de la poussée et c'est le drame. Le mail est évanéissant. »

J. Fé.

(1) L'équipe attaquante a toujours le droit de transformer un mail improductif en mêlée ouverte, en mettant volontairement le ballon au sol.

De pyramide

La dernière édition du tournoi de la Coupe du monde de rugby à sept, organisée à Paris, a été marquée par une victoire surprise de l'équipe de France. Les joueurs ont été récompensés par une médaille d'argent. Le tournoi a été organisé par la Fédération Française de Rugby à Sept (FFRS). Les participants ont été sélectionnés à partir de clubs professionnels et amateurs. Le tournoi a été disputé sur un terrain de 20 mètres de long et 10 mètres de large. Les équipes ont joué pendant une durée de 15 minutes. Les règles du jeu sont simplifiées par rapport au rugby à XV. Les joueurs sont autorisés à porter le ballon à la main et à le passer à leurs coéquipiers. Les équipes sont composées de sept joueurs. Les équipes qui ont terminé en tête de chaque poule ont été qualifiées pour la finale. Les équipes qui ont terminé à la deuxième place ont été qualifiées pour la demi-finale. Les équipes qui ont terminé à la troisième place ont été qualifiées pour la troisième place. Les équipes qui ont terminé à la quatrième place ont été qualifiées pour la quatrième place. Les équipes qui ont terminé à la cinquième place ont été qualifiées pour la cinquième place. Les équipes qui ont terminé à la sixième place ont été qualifiées pour la sixième place. Les équipes qui ont terminé à la septième place ont été qualifiées pour la septième place. Les équipes qui ont terminé à la huitième place ont été qualifiées pour la huitième place. Les équipes qui ont terminé à la neuvième place ont été qualifiées pour la neuvième place. Les équipes qui ont terminé à la dixième place ont été qualifiées pour la dixième place. Les équipes qui ont terminé à la onzième place ont été qualifiées pour la onzième place. Les équipes qui ont terminé à la douzième place ont été qualifiées pour la douzième place. Les équipes qui ont terminé à la treizième place ont été qualifiées pour la treizième place. Les équipes qui ont terminé à la quatorzième place ont été qualifiées pour la quatorzième place. Les équipes qui ont terminé à la quinzième place ont été qualifiées pour la quinzième place. Les équipes qui ont terminé à la seizième place ont été qualifiées pour la seizième place. Les équipes qui ont terminé à la dix-septième place ont été qualifiées pour la dix-septième place. Les équipes qui ont terminé à la dix-huitième place ont été qualifiées pour la dix-huitième place. Les équipes qui ont terminé à la dix-neuvième place ont été qualifiées pour la dix-neuvième place. Les équipes qui ont terminé à la vingtième place ont été qualifiées pour la vingtième place.

Les équipes qui ont terminé à la vingt-et-unième place ont été qualifiées pour la vingt-et-unième place. Les équipes qui ont terminé à la vingt-deuxième place ont été qualifiées pour la vingt-deuxième place. Les équipes qui ont terminé à la vingt-troisième place ont été qualifiées pour la vingt-troisième place. Les équipes qui ont terminé à la vingt-quatrième place ont été qualifiées pour la vingt-quatrième place. Les équipes qui ont terminé à la vingt-cinquième place ont été qualifiées pour la vingt-cinquième place. Les équipes qui ont terminé à la vingt-sixième place ont été qualifiées pour la vingt-sixième place. Les équipes qui ont terminé à la vingt-septième place ont été qualifiées pour la vingt-septième place. Les équipes qui ont terminé à la vingt-huitième place ont été qualifiées pour la vingt-huitième place. Les équipes qui ont terminé à la vingt-neuvième place ont été qualifiées pour la vingt-neuvième place. Les équipes qui ont terminé à la trentième place ont été qualifiées pour la trentième place.

Des caprices de p...

Les équipes qui ont terminé à la trentième place ont été qualifiées pour la trentième place. Les équipes qui ont terminé à la trente-et-unième place ont été qualifiées pour la trente-et-unième place. Les équipes qui ont terminé à la trente-deuxième place ont été qualifiées pour la trente-deuxième place. Les équipes qui ont terminé à la trente-troisième place ont été qualifiées pour la trente-troisième place. Les équipes qui ont terminé à la trente-quatrième place ont été qualifiées pour la trente-quatrième place. Les équipes qui ont terminé à la trente-cinquième place ont été qualifiées pour la trente-cinquième place. Les équipes qui ont terminé à la trente-sixième place ont été qualifiées pour la trente-sixième place. Les équipes qui ont terminé à la trente-septième place ont été qualifiées pour la trente-septième place. Les équipes qui ont terminé à la trente-huitième place ont été qualifiées pour la trente-huitième place. Les équipes qui ont terminé à la trente-neuvième place ont été qualifiées pour la trente-neuvième place. Les équipes qui ont terminé à la quarantième place ont été qualifiées pour la quarantième place.

Les équipes qui ont terminé à la quarantième place ont été qualifiées pour la quarantième place. Les équipes qui ont terminé à la quarante-et-unième place ont été qualifiées pour la quarante-et-unième place. Les équipes qui ont terminé à la quarante-deuxième place ont été qualifiées pour la quarante-deuxième place. Les équipes qui ont terminé à la quarante-troisième place ont été qualifiées pour la quarante-troisième place. Les équipes qui ont terminé à la quarante-quatrième place ont été qualifiées pour la quarante-quatrième place. Les équipes qui ont terminé à la quarante-cinquième place ont été qualifiées pour la quarante-cinquième place. Les équipes qui ont terminé à la quarante-sixième place ont été qualifiées pour la quarante-sixième place. Les équipes qui ont terminé à la quarante-septième place ont été qualifiées pour la quarante-septième place. Les équipes qui ont terminé à la quarante-huitième place ont été qualifiées pour la quarante-huitième place. Les équipes qui ont terminé à la quarante-neuvième place ont été qualifiées pour la quarante-neuvième place. Les équipes qui ont terminé à la cinquantième place ont été qualifiées pour la cinquantième place.

Les équipes qui ont terminé à la cinquantième place ont été qualifiées pour la cinquantième place. Les équipes qui ont terminé à la cinquante-et-unième place ont été qualifiées pour la cinquante-et-unième place. Les équipes qui ont terminé à la cinquante-deuxième place ont été qualifiées pour la cinquante-deuxième place. Les équipes qui ont terminé à la cinquante-troisième place ont été qualifiées pour la cinquante-troisième place. Les équipes qui ont terminé à la cinquante-quatrième place ont été qualifiées pour la cinquante-quatrième place. Les équipes qui ont terminé à la cinquante-cinquième place ont été qualifiées pour la cinquante-cinquième place. Les équipes qui ont terminé à la cinquante-sixième place ont été qualifiées pour la cinquante-sixième place. Les équipes qui ont terminé à la cinquante-septième place ont été qualifiées pour la cinquante-septième place. Les équipes qui ont terminé à la cinquante-huitième place ont été qualifiées pour la cinquante-huitième place. Les équipes qui ont terminé à la cinquante-neuvième place ont été qualifiées pour la cinquante-neuvième place. Les équipes qui ont terminé à la soixantième place ont été qualifiées pour la soixantième place.

Les équipes qui ont terminé à la soixantième place ont été qualifiées pour la soixantième place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-et-unième place ont été qualifiées pour la soixante-et-unième place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-deuxième place ont été qualifiées pour la soixante-deuxième place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-troisième place ont été qualifiées pour la soixante-troisième place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-quatrième place ont été qualifiées pour la soixante-quatrième place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-cinquième place ont été qualifiées pour la soixante-cinquième place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-sixième place ont été qualifiées pour la soixante-sixième place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-septième place ont été qualifiées pour la soixante-septième place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-huitième place ont été qualifiées pour la soixante-huitième place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-neuvième place ont été qualifiées pour la soixante-neuvième place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-dixième place ont été qualifiées pour la soixante-dixième place.

Les équipes qui ont terminé à la soixante-dixième place ont été qualifiées pour la soixante-dixième place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-et-une place ont été qualifiées pour la soixante-et-une place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-deux place ont été qualifiées pour la soixante-deux place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-trois place ont été qualifiées pour la soixante-trois place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-quatre place ont été qualifiées pour la soixante-quatre place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-cinq place ont été qualifiées pour la soixante-cinq place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-six place ont été qualifiées pour la soixante-six place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-sept place ont été qualifiées pour la soixante-sept place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-huit place ont été qualifiées pour la soixante-huit place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-neuf place ont été qualifiées pour la soixante-neuf place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-dix place ont été qualifiées pour la soixante-dix place.

Les équipes qui ont terminé à la soixante-dix place ont été qualifiées pour la soixante-dix place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-et-une place ont été qualifiées pour la soixante-et-une place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-deux place ont été qualifiées pour la soixante-deux place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-trois place ont été qualifiées pour la soixante-trois place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-quatre place ont été qualifiées pour la soixante-quatre place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-cinq place ont été qualifiées pour la soixante-cinq place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-six place ont été qualifiées pour la soixante-six place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-sept place ont été qualifiées pour la soixante-sept place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-huit place ont été qualifiées pour la soixante-huit place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-neuf place ont été qualifiées pour la soixante-neuf place. Les équipes qui ont terminé à la soixante-dix place ont été qualifiées pour la soixante-dix place.

SPORTS

AUTOMOBILISME : le Rallye des pharaons

De pyramide en pyramide

La dixième édition du Rallye des pharaons a pris le départ, dimanche 6 octobre, à Alexandrie, pour 4 574 kilomètres de course et onze « spéciales » dont cinq de sable pur. En raison de l'annulation, pour des raisons diverses, de plusieurs compétitions du même type - l'Atlas et la Tunisie après la guerre du Golfe, le premier Paris-Pékin après le coup d'Etat en URSS - ce rallye constitue pour les professionnels le premier rendez-vous de l'année avant l'épreuve reine, l'ex-Paris-Dakar, transformé cette fois en un Paris-Tripoli-Le Cap.

LE CAIRE

de notre envoyée spéciale

Avec 110 voitures et 72 motos engagées, le Rallye des pharaons compte une vingtaine de participants de moins que l'an passé. Les grandes équipes japonaises Mitsubishi et Toyota, qui avaient privilégié le Paris-Pékin, ne se sont pas reportées sur l'Égypte dans la catégorie des voitures. Nouvelle venue l'an dernier, la firme Citroën se

retrouve donc cette fois en position hégémonique. Il suffisait pour s'en rendre compte de voir les quatre monstres jaunes, quatre ogres à ailerons alignés dimanche matin sur un quai du port d'Alexandrie, à l'ombre d'un paquebot de croisière dont un employé nettoyait les vitres avec un pinceau ficelé à une perche.

C'était le jour de la fête nationale commémorant l'entrée des troupes égyptiennes dans le Sinaï pendant la guerre du Kippour. Cela n'empêchait pas nombre d'Égyptiens de travailler, ni les organisateurs de porter sur la tête des bidons ou des sacs de dattes. Et malgré la présence parmi les concurrents d'une équipe nationale égyptienne, assez largement composée d'ailleurs de binationaux, les spectateurs étaient rares à l'arrivée de la première étape sabbatique, à l'entrée du désert, même si on apercevait encore les tours du centre du Caire.

Des motos prometteuses

Peu de suspense donc dans la catégorie voitures, si ce n'est à l'intérieur même de l'équipe Citroën, où Jacky Ickx et Ari Vatanen comptent reprendre un

vif débat interne qu'il leur est déjà arrivé de solder à pile ou face. Ickx possède une 2X modifiée, de 30 centimètres plus large que celle de Vatanen, véhicule que Citroën entend tester avant le Paris-Le Cap. De Vatanen, le champion belge dit qu'il n'aime pas que l'on aille plus vite que lui. Mais, ajoute-t-il : « Cela n'arrive pas trop souvent. C'est lui le leader. »

Mais une course prometteuse, en revanche, dans la catégorie motos, où l'on attend le match des Yamaha françaises et italiennes de Stéphane Peterhansel, Thierry Magnaldi, Alessandro De Petri contre les Cagiva d'Edy Orioli ou de l'Américain Dany Laporte.

Dimanche, dans la première spéciale de 18,5 kilomètres entre la pyramide de Khops (137 mètres de haut) et celle de Saqqarah, moins élevée mais plus « exotique » si l'on peut dire puisqu'elle compte des degrés, presque des marches, Peterhansel a fait une chute juste avant la ligne d'arrivée. Il fallait que ce soit fait. « Tous les ans je tombe au moins une fois aux Pharaons », a dit le vainqueur du Dakar 1991. De pyramide en pyramide, le Rallye des pharaons s'achèvera le 16 octobre.

CORINE LESNES

HIPPIQUE : le Prix de l'Arc de Triomphe à Longchamp

Des caprices de pur-sang

En remportant facilement le Prix de l'Arc de Triomphe, dimanche 6 octobre à Longchamp, Suave Dancer, le poulain de trois ans, a pris une revanche sur le grand favori du même âge, Generous. Celui-ci l'avait précédé dans le Derby d'Irlande au printemps dernier. Une nouvelle preuve de la fragilité et de l'instabilité de ces athlètes de haut niveau que sont les pur-sang.

Plus nombreux que les Français sur l'hippodrome du bois de Boulogne, qu'ils avaient envahi dimanche midi, arrivés par charniers spéciaux, près de quinze mille touristes anglais, à 16 h 30, poussaient des « hurrahs ! ». Ils étaient déçus de l'ouverture des stalles de départ libérant les quatre concurrents d'une épreuve considérée comme le championnat du monde des chevaux de galop (cinq millions au vainqueur).

À l'entrée de la ligne droite, aux deux tiers d'un parcours long de 2 400 mètres, les entraîneurs, N'hésitant pas à prendre tous les risques, contournant le peloton, le jeune jockey A. Munro lançait à l'abandon leur idole Generous. Ce dernier, un court moment, prenait l'avantage et semblait pouvoir prétendre à une victoire facile, venant couronner une réputation de quasi-invincibilité, acquise cette année grâce à trois victoires successives dans les épreuves de sélection les plus réputées, à Epsom, au Curragh et à Ascot. À chaque fois, ce jockey pouvait aisément pulvériser ses adversaires.

Mais là, en quelques dizaines de mètres, le combat changea d'âme. Les chevaux britanniques se retrouvaient sans voix. Le champion, comme un ressort brisé, se recroquevillait, raccourci dans son action. Absorbé par le peloton, il devait terminer tristement à la huitième place.

Pistolet Bleu, le courageux représentant de M. Daniel Wildenstein, prenait le relais en tête

de la course et donnait l'impression de pouvoir aller jusqu'au bout de ses ambitions. Mais il avait probablement présumé de ses forces, rejoint, puis dépassé par deux adversaires Magic Night, une petite poularde de rien du tout, Condition dans la cour des grands, abandonnée aux ventes de yearlings il y a deux ans, révélateur avant d'être vendue pour un million de dollars à des propriétaires japonais. Mais elle-même, bientôt, baissait pavillon, contrée par Suave Dancer, dernier assaillant piloté avec sang-froid et technique par le Texan Cash Asmussen, cravache d'or en France.

Une Marseillaise à contre-cœur

Connaissant son cheval sur le bout des rênes, l'ayant lui-même importé des États-Unis, il laissait la course se décamper. Puis il se rapprochait à hauteur du groupe de tête, venant de l'arrière-garde, et plaçait ensuite une seconde accélération. En quelques foulées, l'écart était comblé et le poulain d'arrivée atteignait avec deux longueurs d'avance, quasiment au galop. Les hussards de la Garde britannique, en grande tenue sur le champ de courses, jouaient la Marseillaise sans fausses notes, sinon à contre-cœur.

En effet, le cheval vainqueur est entraîné en France, mais par un professionnel d'outre-Manche, John Hammond, et il appartient au PDG d'une grande compagnie d'assurances (MEFA), M. Henri Chalouh, de nationalités libanaise et canadienne, basé à Chypre mais se déclarant « plus Français que beaucoup d'autres », ayant investi judicieusement, quoique à un niveau élevé, pour se constituer une écurie d'une quarantaine de chevaux. Il en touche rapidement les dividendes et, surtout, il connaît la gloire.

Les courses de pur-sang se révèlent plus internationales que jamais, les chevaux et les croissements de sang aussi. Certains attribuent à ce brassage, axé sur la vitesse au détriment de la tenue, l'instabilité flagrante de beaucoup de chevaux. Si la victoire de Suave Dancer n'a rien d'incongru - il avait enlevé le Jockey-Club avec désinvolture au printemps - il paraissait toutefois nettement barré par Generous, dont le palmarès était encore meilleur.

La défaite, sans excuses et sans explications, de ce dernier a rendu amers et sceptiques tous les puristes. Ce n'est ni la première ni la dernière contre-performance d'un grand cheval de course. Mais on peut se demander si les pur-sang ne sont pas surexploités très jeunes, dès trois ans, en vue d'objectifs précis, pour quelques semaines de super mise en forme. Ils se retrouvent ensuite incapables de tenir la route toute une année.

Hier, les bookmakers anglais ont gagné beaucoup d'argent. Un favori battu, c'est pour eux de l'or en barre. Quant aux amateurs de verdicts logiques, ils ont perdu de nouvelles illusions.

GUY DE LA BROSSE

FOOTBALL

Incidents à Rennes et à Paris

Trois personnes ont été blessées lors d'un début d'incendie dans les gradins du stade de football de Rennes au moment du coup d'envoi de la rencontre entre l'équipe locale et celle de Caen, samedi 5 octobre, en Bretagne. Deux spectateurs ont été brûlés, dont un assez grièvement au visage. Un troisième s'est blessé en tombant dans les tribunes. Les trois victimes ont été hospitalisées. La mise à feu de fumigènes utilisés par des supporters serait à l'origine de l'accident.

Le même soir, à Paris, des incidents se sont produits au Parc des Princes à l'occasion de la rencontre Paris SG-Toulon. Durant le match, de jeunes supporters de l'équipe de la capitale ont arraché de nombreux sièges du stade. Après la partie, les incidents se sont poursuivis dans le quartier où deux camionnettes ont été renversées et des vitrines brisées. Huit jeunes gens ont été interpellés. Ils ont été libérés dimanche dans la matinée mais seront poursuivis pour « dégradation de biens privés, outrage et rébellion ».

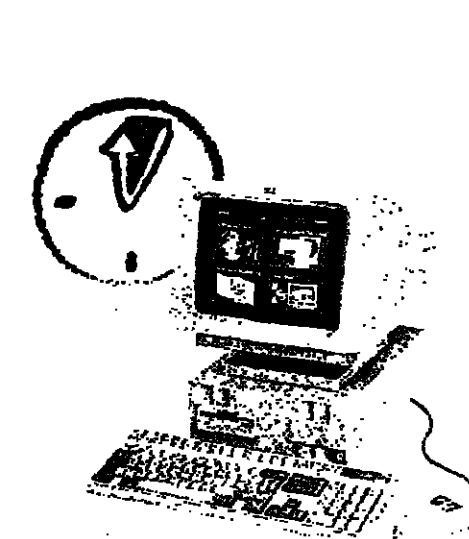
Le président de l'OGC Nice écroulé

Le feuilleton de l'OGC Nice, le club de football de la Côte d'Azur qui connaît de graves problèmes financiers, a connu un nouveau rebondissement samedi 5 octobre avec l'inculpation et la mise sous mandat de dépôt de son président, Richard Pogliano. Alors que l'équipe jouait à Rodez, celui-ci était entendu au Palais de Justice de Nice où le juge d'instruction Martine Aurioi l'avait convoqué en compagnie de son « lieutenant », l'imprimeur Christian Pettinati. À l'issue de cette entrevue, les deux hommes ont été inculpés de faux en écriture et d'usage de faux et de falsification de chèque et usage, et écroués à la prison de Nice.

Richard Pogliano et Christian Pettinati sont accusés d'avoir établi un faux chèque de 2 millions de francs destiné à servir de garantie à la reprise de la gestion du club rétrogradé en deuxième division au début de la saison, en raison d'un important découvert. Le faux dossier soumis au tribunal de grande instance de Nice - qui devait statuer lundi 7 octobre entre une mise en liquidation judiciaire et quatre candidats à la reprise du club - comportait deux faux contrats de sponsoring d'un montant de 5 millions de francs et la photocopie d'un prétendu chèque, d'un montant de 2 millions de francs.

Cet argent aurait permis au président en exercice de briguer la reprise du club. Richard Pogliano, président depuis le 1^{er} juillet, avait promis à diverses reprises de faire revivre le club en injectant l'argent de sponsoring. Mais, convoqué plusieurs fois devant les instances nationales, il n'avait jamais pu prouver l'existence de ces supports. Avec un déficit de 57 millions de francs, l'OGC Nice avait ainsi été relégué en 2^e division. Richard Pogliano, ancien conseiller régional et municipal de Nice avait été exclu du Parti socialiste en juin dernier. - (AFP, APJ)

AUJOURD'HUI 7 OCTOBRE 1991, JAMAIS LA PUISSANCE N'A ÉTÉ AUSSI ACCESSIBLE.



NOUVEAU PS/1 386 SX

Avec le nouveau et puissant APS/1 386 SX d'IBM, vous accédez tout de suite à l'informatique. Rapidement, facilement et pour longtemps. Car ses possibilités vont vous mener très loin, comme aucun micro de ce prix-là ne l'avait fait jusqu'à présent. Avec le nouveau micro PS/1 d'IBM, vous entrez dans le monde de l'informatique par la grande porte.

Micro PS/1 IBM.
Cinq minutes et vous êtes dans le coup.

Pour en savoir plus, appelez le Point réponse IBM : 05.03.03.03 ou consultez votre Minitel : 3616 IBM.



ECHECS

La Coupe du monde

Ivanchouk ne lâche pas Karpov

Une victoire chacun dans la dixième ronde (Karpov sur Andersson, Ivanchouk, avec les Noirs, sur Khalifman), une nulle chacun dans la onzième (face à Seirawan et à Gurevich), les deux premiers du tournoi de la Coupe du monde d'échecs à Reykjavik ne se lâchent pas. Seirawan, qui a battu, avec les Noirs, Beliavsky avant de partager le point avec Karpov, n'est pas loin devant les Youngsters Nikolic et Ljubojevic.

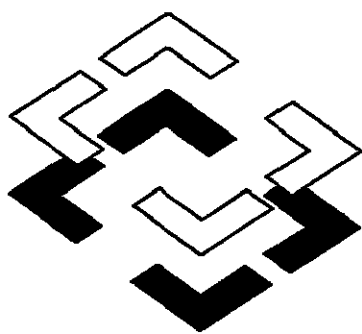
Classement après onze rondes : 1. Karpov, 8 ; 2. Ivanchouk, 7,5 ; 3. Seirawan, 7 ; 4. Nikolic et Ljubojevic, 6 et une ajournée chacun ; 5. Speelman, 6 ; etc. Il reste quatre rondes.

propos des pays de l'Est européen,

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

(Publicité)



BIBLIOTHEQUE DE FRANCE

1, place Valhubert, 75013 Paris.

Tél. : 44-06-01-00

L'établissement public de la Bibliothèque de France tient à remercier quelques-uns de ceux qui ont bien voulu, au sein des groupes de travail qu'il a mis en place depuis 1989, le faire profiter de leur compétence et de leurs avis dans l'élaboration du projet de la Bibliothèque de France, et notamment :

CHERCHEURS ET UNIVERSITAIRES

AIGRAIN Philippe
Université Paul-Sabatier (Toulouse).

ANDLER Daniel
Professeur à l'Université Lille-II - CREA. Ecole polytechnique.

ARMAND Jean-Claude
Président du directoire, directeur général de l'Institut méditerranéen de technologie, professeur d'université.

BALLAND Viviane
Maître de conférences, UFR de géographie, Université Panthéon-Sorbonne.

BARRAT Pierre
Maître de conférences de mathématiques, Université Paris-VII.

BARBE Louis
Directeur du CEDIA.

BARRET-KRIEGLER Blandine
Chercheur au CNRS.

BAUDELOT Christian
Laboratoire de sciences sociales, Ecole normale supérieure.

BEYLIE Claude
Maître de conférences à Paris-XI.

BOURGEOIS Bernard
Philosophe, professeur à l'Université Paris-I.

BOUVIER Jean-Claude
CARIU Marie
Philosophe, professeur à l'Université Jean-Moulin - Lyon-III.

COLAS Dominique
Poliologue, professeur à l'Université Nancy-II.

DAGOGNET François
Historien des sciences, professeur à l'Université Paris-I.

DANCHIN Antoine
Directeur de recherches au CNRS, Institut Pasteur.

DELAGE Christian
DEMOULE Jean-Paul
Université Paris-I.

FERRO Marc
FOUCHARD Philippe
Professeur à la Faculté de droit - Paris-II.

FREYSSINET-DOMINON Jacqueline
Maître de conférences, Paris-I.

GIRARDET Raoul
GOLFIER Michel
Professeur, Laboratoire de chimie organique de synthèse, Université Paris-Sud.

HUDRISIER Henri
Université Paris-VIII.

JACOB Christian
Chercheur au CNRS.

KINTZLER Catherine
Philosophe, directeur de programme au Collège international de philosophie.

LALOE Franck
Physicien, directeur de recherche, Ecole normale supérieure.

LEGAY Raymond
Doyen de la Faculté de droit de Poitiers.

MASSIN Brigitte
MIEGE Bernard
MILLER Judith
Psychanalyste, directrice de l'Ané (revue).

N GUYEN Trong Anh
Département de chimie, Ecole polytechnique.

OSTER Jacques
PARADIS Bruno
Collège international de philosophie.

PARODI Catherine
Professeur, direction de la valorisation à la Bibliothèque nationale.

PATURLE Thierry
PETITMENGIN Pierre
Directeur de la bibliothèque de l'Ecole normale supérieure, rue d'Ulm.

ROQUES Georges
Chargé de mission à la Maison de la géographie, CIP RECLUS.

SEGUI Juan
Directeur de l'Année psychologique.

SEIBEL Bernadette
Chercheur associé au CERCOM, Ecole des hautes études en sciences sociales, coordonnateur scientifique, Observatoire de la lecture, France-Loisirs.

STIEGLER Bernard
Université de technologie de Compiègne.

TREINER Jacques
Institut de physique nucléaire, Orsay.

TRUQUET Monique
Directeur scientifique du Centre TOBIA, Université Paul-Sabatier (Toulouse).

VIRBEL Jacques
Université Paul-Sabatier (Toulouse).

CONSERVATEURS BIBLIOTHECAIRES

ARNOULT Jean-Marie
Directeur technique, Bibliothèque nationale.

AVRIL Marie
Bibliothèque nationale, département des entrées étrangères, langues slaves et asiatiques.

BAZIN Patrick
Conservateur à la Bibliothèque municipale de Lyon.

BEAUDIQUEZ Marcelle
Directeur du Centre de coordination bibliographique et technique, Bibliothèque nationale.

BELAYCHE Claudine
Directeur Bibliothèque municipale de Reims.

BERNARD Annick
Directeur du département des entrées françaises et des publications officielles, Bibliothèque nationale.

BETHERY Annie
Conservateur en chef, directeur de Médiadix.

BLASSELLE Bruno
Conservateur, département des livres imprimés, responsable du fonds général (Bibliothèque nationale).

BOISSET Michel
Directeur de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg.

BONNEFOY Alain
Directeur de la Bibliothèque municipale de Caen.

BOTINEAU Pierre
Directeur de la Bibliothèque municipale de Bordeaux.

BOURGAIN Jacques
Directeur de la Bibliothèque publique d'information.

CALAS Marie-France
Directeur du département de la phonothèque nationale et de l'audiovisuel, Bibliothèque nationale.

CARBONE Pierre
Conservateur, Bureau de la coordination documentaire au ministère de l'Éducation nationale.

CARPENTIER Andrée
Directeur de la Bibliothèque universitaire Panthéon-Cujas.

CHAUVEINC Marc
Inspecteur général des bibliothèques.

CHEVALLIER Alix
Directeur scientifique, Bibliothèque nationale.

CLOITRE-TRINCANO Melle
Bibliothèque interuniversitaire Jussieu-cartothèque.

COHEN Monique
Directeur du département des langues orientales, Bibliothèque nationale.

COMPTE Jean-Marie
Directeur de la Bibliothèque municipale de Poitiers.

CORON Antoine
Conservateur à la réserve (Bibliothèque nationale).

DEGUILLY Francis
Directeur de la Bibliothèque municipale d'Orléans.

DUCHENIN Pierre-Yves
Bibliothèque nationale (département des cartes et plans).

DUCLOS-FAURE Danielle
Publications officielles, Bibliothèque nationale.

DUCREUX Monique
Directeur de la bibliothèque du Muséum national.

FRESCHARD Chantal
Directeur du Centre national du catalogue collectif national des publications en série (ministère de l'Éducation nationale).

GRATTAN III Robert
Directeur de l'American Library in Paris.

HELLINGA Lotte
British Library, Deputy Keeper of Humanities and Social Sciences.

JAMMES Bruno
Conservateur, médiathèque de la Cité des sciences et de l'industrie.

JOLLY Claude
Directeur de la bibliothèque de la Sorbonne.

JOSEPH Bernadette
Bibliothèque de la Sorbonne, CADIST de géographie.

JULLIAN Nathalie
Directeur de la bibliothèque interuniversitaire des Langues orientales.

KERIGUY Jacques
Directeur de l'Ecole nationale supérieure des bibliothécaires (ENSB, Villeurbanne).

KLEB Claudine
Bibliothèque interuniversitaire Jussieu, CADIST des sciences de la Terre.

LAPELIERE François
Directeur de la Bibliothèque universitaire d'Aix-Marseille, Luminy.

LE CROSNIER Hervé
Conservateur à la Bibliothèque universitaire de Caen.

LE NAN Danielle
Directeur du département des périodiques (Bibliothèque nationale).

LERESCHE Françoise
Conservateur, Centre de coordination bibliographique et technique (Bibliothèque nationale).

LUPOVICI Christian
Conservateur, INIST-CNRS.

MALLET Françoise
Directeur de la bibliothèque interuniversitaire de pharmacie.

MARCEITEAU Agnès
Conservateur, Bibliothèque municipale de Nantes.

MASSON Francine
Directeur de la Bibliothèque de l'Ecole polytechnique.

MELOT Michel
Vice-président du Conseil supérieur des bibliothèques.

MOTAIS DE NARBONNE Annie
Conservateur, sous-direction des bibliothèques. Responsable du PAN-CATALOGUE.

OPPETIT Danièle
Directrice de la Bibliothèque municipale d'Aix-en-Provence.

PALLIER Denis
Inspecteur général des bibliothèques.

PASTOUREAU Mireille
Conservateur, département des cartes et plans (Bibliothèque nationale).

PERREC Paulette
Bibliothèque nationale, département des entrées étrangères.

PETITOU Françoise
Conservateur, département des périodiques (Bibliothèque nationale).

PEZERIL Marguerite
Directrice de la Bibliothèque interuniversitaire de Montpellier.

POIROT Albert
Directeur de la Bibliothèque municipale de Dijon.

POLLIN Christiane
Directrice de la Bibliothèque municipale de Chartres.

POUILLAS Marie-Thérèse
Directrice de la Bibliothèque municipale de Rennes.

POULAIN Martine
Directeur du service des études et recherche de la Bibliothèque publique d'information.

REINER François
Directeur de la médiathèque de la Cité des sciences et de l'industrie.

ROBERT Danièle
Conservateur, Bibliothèque municipale de Bordeaux.

ROBIN Marie-Cécile
Conservateur, responsable de la section des déficients visuels, Bibliothèque publique d'information.

ROZET Brigitte
Directeur de la bibliothèque du Conservatoire national des arts et métiers.

SANSON Jacqueline
Directeur du département des livres imprimés (Bibliothèque nationale).

SCHMITT Catherine
Directeur du centre de documentation du Musée national d'art moderne.

SECKEL Josée
Conservateur, salle des catalogues (Bibliothèque nationale).

SIMON Nicole
Directeur du département des entrées étrangères (Bibliothèque nationale).

SURGET Eric
Directeur de la Bibliothèque municipale de Niort.

THEVENOT Marie-Christine
Bibliothèque nationale, département des périodiques.

TOULET Jean
Directeur de la réserve (Bibliothèque nationale).

TURQUET Brigitte
Conservateur de la bibliothèque universitaire Cujas.

VEITH Blandine
Responsable de la bibliothèque de sociologie du CNRS-RESO.

VEYRIN-FORRER Jeanne
Conservateur en chef.

VILATTE Elisabeth
Bibliothèque nationale, département des entrées étrangères.

VIGEANNE-LARIVE Odile
Bibliothèque interuniversitaire Jussieu-mathématiques-recherche.

WIEGANDT-SAKOUN Caroline
Conservateur, responsable du département gestion et fourniture des documents primaires (CNRS-INIST, Institut national de l'information scientifique et technique).

ZALI Anne
Direction de la valorisation et de la communication (Bibliothèque nationale).

ADMINISTRATEURS

BASSY Alain-Marie
Chargé de la sous-direction de la promotion, de la diffusion et des ventes (La Documentation française).

BENHAMOU Françoise
Bibliothèque nationale, chargée de mission auprès de l'administrateur général.

BISBROUCK Marie-Françoise
Conservateur en chef, chargée de mission au ministère de l'Éducation nationale.

BLANGONNET Catherine
BONHOMME Pierre
BREITENBACH Nancy
Responsable des actions « handicapés », Fondation de France.

BRIAND Gérard
Direction du livre et de la lecture.

CHAMBAUD Serge
Mission musées Éducation nationale.

CHOUQUET Jean-François
Conseiller technique auprès du ministre de la Culture, directeur de la Réunion des musées nationaux (ministère de la Culture).

DELACOTE Goery
Physicien alors directeur de l'information scientifique et technique au CNRS.

DESCHAMPS Christine
Conservateur en chef, ministère de l'Éducation nationale, DPDU, chef du bureau de la modernisation des bibliothèques.

DESMERGER Michèle
Directeur de l'AGATE.

DEGUZIDE Geneviève
ELICHTY Patrice
GARDEN Maurice
Directeur scientifique, direction de la recherche et des études doctorales (ministère de l'Éducation nationale).

GRATON Jean-Loup
LATARJET Bernard
LECLERCQ Pascal

LEMELE Françoise
Direction du livre et de la lecture, chef de bureau au département des bibliothèques publiques (ministère de la Culture).

LOUVEAU Serge
Secrétaire général de l'Établissement public du Grand Louvre (ministère de la Culture).

PHÉLINE Christian
Administrateur civil, directeur général adjoint, Centre national de la cinématographie (CNC).

ROMAND-MONNIER Michel
RULLIER Elisabeth

INGÉNIEURS

BERTRAND Roland
Chargé de mission à la Mission musées (Éducation nationale).

BUCCOURT Robert
Laboratoire THERAMEX.

BURGAUD Jean-Loup
Directeur de la recherche scientifique - Ecole centrale des arts et manufactures.

CATHALY-PRETOU Gérard
INIST-CNRS.

FLIEDER Françoise
Directeur du centre de recherche sur la conservation des documents graphiques.

GROSSBOIS Louis-Pierre
Urbaniste architecte DPLG, professeur à l'école d'architecture de Paris-La Villette.

LAHANIER Christian
Chargé de mission scientifique - Laboratoire de recherche des Musées de France.

LIBRAIRES ÉDITEURS

CAUSSE Henri
Directeur commercial, Editions de Minuit.

GALEY Marie-Pierre
Librairie, librairie Compagnie.

GEFFARD Francis
Librairie, librairie Millepages.

MUSSARD Simone
Alors directeur du service produits-Éditions FNAC.

PRIGENT Michel
Directeur éditorial aux Presses universitaires de France.

VIARDOT Jean
Librairie, expert pour les livres rares près la Cote d'appel.

AUTRES PROFESSIONS

BETTO Bernard
Maire adjoint de Grenoble, chargé de la culture et de l'enseignement.

BORDIER Jean-Marc
Maire adjoint de Poitiers, chargé de la culture.

COGNAT Bruno
Secrétaire général de la ville de Saint-Etienne.

FOUCHE Pascal
Directeur du développement, Cercle de la librairie.

FOURNIER Michèle
Responsable du service Électre bibliographie, Cercle de la librairie.

JAUBER Alain
LERIN Christian
Ingénieur informaticien, chef du service d'organisation et d'informatique (Bibliothèque nationale).

MONTEAGLE Alain
Conseiller technique au cabinet du ministre des relations avec le Parlement.

REMOND Alain
Journaliste à Télérama.

SPIRE Antoine
Ecrivain.

PERSONNALITÉS DE L'AUDIOVISUEL

BOUTANG Pierre-André
CAUJOLLE Christian
CAYLA Véronique
DELPIRE Robert
DENEL Francis
DUMAYET Pierre
JAIGU Yves
OFFROY Martine
PAINI Dominique
PASSEK Jean-Loup
PHILIPPE Claude-Jean
RABOURDIN Dominique
ROZIER Jacques
SELIGMANN Guy
THERY Isabelle
THEVENET Michel

CULTURE

Les mésaventures du Centre de recherche sur les métiers de l'image et du son

Rapport d'inactivité

En 1990 était signée une convention entre la Fondation européenne des métiers de l'image et du son (FEMIS) et Jean-Luc Godard, prévoyant la création par le réalisateur, et au sein de cette institution, d'un centre de recherche baptisé Periphéria. Il était alors prévu que Periphéria, défini par Godard comme « un atelier de travaux pratiques », adresserait régulièrement un rapport d'activité à son bailleur de fonds, le Centre national du cinéma. La décision d'effectuer des travaux au Palais de Tokyo a empêché le démarrage effectif des activités de Periphéria. Godard n'en a pas moins rédigé son rapport, que nous publions ci-contre.

par Jean-Luc Godard

Il n'est guère possible de séparer entièrement la technique et l'esthétique - le culturel - la circulation du sang de celle des idées (voir les études sur la parole et l'outil de Leroi-Gourhan). L'atelier de Periphéria (une salle de montage, une bibliothèque, un secrétariat de production) vise à réunir sous les yeux et les mains de quoi faire un film en entier, à l'exception du laboratoire chimique - mais à inclure l'enregistrement optique du son de cinéma, en particulier l'encodage digital. Si l'on empruntait une image à l'athlétisme, ce serait au décathlon qu'il faudrait comparer cet atelier. Pas de spécialiste de ceci ou cela - avec leurs règles trop rigides en provenance d'un surplus d'absence d'imagination, surplus que l'edit spécialiste transforme en création de sacro-saintes lois (les anciennes super-prises Jack encore en vigueur à TDF, alliance de l'armurier Thomson et du prolétaire-capitaliste de la CGT).

Possibilité pour l'élève débutant ou en fin de cours de la FEMIS de voir et de toucher tout ce qui compose la création cinématographique, et de choisir selon ses possibilités propres, et ses goûts saills par le soi-disant audio-visuel européen. Choisir entre le faire-savoir des présentateurs TV et le savoir-faire de Cézanne.

Voir ses droits à la création - mixer dès le début du montage ou à la fin - et voir aussi ses devoirs - nettoyer et démonter une simple colleuse. Lorsque nous avons proposé à deux élèves de fin d'année de venir collaborer au montage de *Nouvelle Vague*, grande fut notre surprise de constater que ces demoiselles n'avaient jamais tenu leurs doigts une bobine de 6/25.

Ce serait une très grande réussite si le travail de Periphéria parvenait déjà à l'abandon par l'industrie européenne du cinéma de la vitesse 24 images/seconde

- puisque son secteur est le 25 images (1) - copiée servilement de la vitesse américaine, tel un vassal sans honneur copie la voix de son maître. On devrait pouvoir entendre la voix de M^{me} Romy Schneider à la télévision sans qu'elle soit accélérée. La haute définition, c'est aussi cela.

Pourquoi la haute définition est-elle basse ?

A propos de haute définition, il importerait d'abord d'en faire un peu l'historique, au sens banal du terme. Car le fait est d'abord que l'on diminue la hauteur de l'écran pour en augmenter la largeur, et qu'on se rapproche d'une idée et d'un sentiment de « couché » plutôt que de « debout », à tel point que Mautz n'aurait plus à peindre le mastaba d'Olympia. Parler de « format cinéma », à propos non même du 1/66 mais du 1/85 anglo-saxon, sur l'antenne ou le câble est plaisant : ce format était le « Cinémascope du pauvre » dans les années 60, quand certains exploitants disaient « panoramique » alors qu'ils voulaient simplement faire l'économie d'un impôt à la Fox.

Ce terme de « haute » - fidélité, définition - ne viendrait-il pas, via la germanisation des États-Unis dont parle Siegfried à son amie dans le roman de Giraudoux, de « Herr Oberst » ou « Ober Kommando » ? Je me souviens de toutes les plaques indicatrices dans les rues de Paris sous l'Occupation.

Et puis, qu'appelle-t-on « mieux défini » ? M^{me} Charlotte du Val d'Ogne, d'Angers ou de David, est-elle mieux définie qu'une liseuse de Renoir ? La Vénus d'Urbino mieux définie qu'une princesse de Goya ? Et puisque les sous-hommes derrière les caméras de plateau de télévision n'aiment pas la vie des villages, lorsqu'un homme politique se présentera à l'heure de vérité en TVHD, ce sera sa couche de plâtre qui sera de mieux en mieux définie.

Avec le projet *Bérénice*, aujourd'hui annulé pour quelques années (dans un mois, dans un an) faute de pouvoir s'installer pratiquement comme prévu par la convention du 3 avril 1990, il s'agissait de marier, ou de fiancer pour le moins, définition de l'âme et définition du corps - corps de l'État pour Titus. De voir et d'entendre ce qu'est devenue cette rime en notre temps, et d'en tirer non des règles obligatoires, mais à calculer le monde qui est à nous, en mariant, ou fiançant pour le moins, l'objet de la recherche avec le sujet de la découverte.

Associer les élèves qui le désirent à cela. Leur suggérer qu'un scénario ne se fait pas lors de trois semaines au vert car, revenu dans la ville, le film risque de se peindre avec les seules couleurs de celle-ci, avec du gris sur du gris, ce qui est signe - Hegel - qu'une manifestation de la vie achève de vieillir.

Autre film où la présence de quelques élèves aurait été utile : *Science sans conscience*, lui aussi abandonné car la peinture (celle de Delacroix : « J'ai trouvé la peinture quand je n'avais plus de dents » ; celle de Picasso : « En prison, je peindrai avec ma merde ») ne se peint pas dans une enfilade de bureaux, même appelée, à la rescousse, Espace François-Truffaut.

Projets arrêtés

Autre film encore abandonné, alors même qu'il était inscrit en priorité dans la convention du 3 avril 1990 : *Histoire(s) du cinéma, suite et fin*, puisqu'on ne peut monter sa bibliothèque et y faire le travail de Cuvier avec les élèves soucieux de pratiquer une relation vraie avec leurs parents dans la discipline qu'ils ont choisie. Bibliothèque agréementée d'un mur de tennis et d'une copieuse à laser - merci, Monsieur Canon. Non pas jouer au cinéma, mais du

cinéma ou de la vidéo, comme on dit jouer du violon.

Annulée aussi notre invitation au cinéaste arménien Arthur Pelenchian de venir monter *Homo sapiens* dans le Palais de l'image, et d'apprendre avec lui ce qui reste de l'héritage de Barnet ou d'Eisenstein (celui qui nommait le Greco « le monsieur de Tolède »). Apprendre à l'élève et au professeur, s'ils le désirent, que l'on peut - et doit - imprimer sa propre brochure de presse, au même titre que son cahier d'étalonnage ou/et de mixage, avec les couleurs exactes, et qu'à tout moment du processus la création est là ; et le mariage, ou les fiançailles pour le moins, du sujet et de l'objet, de l'idée/sentiment et de la technique.

L'art et la culture l'Europe et l'Amérique

Tout Français à 10000 francs par mois possède aujourd'hui une chaîne hi-fi de correcte qualité. Aucun ne sait sortir le son de la TV sur sa chaîne pour avoir le bénéfice de ce son correct. Et il paie deux fois ce son en achetant le produit faussement futuriste du grand armurier Thomson.

Rappelons que Periphéria n'est d'aucune façon salarié pour exposer ces vérités premières ou secondes, mais y trouve, si le projet existe, un bénéfice culturel, c'est-à-dire moral (« l'esthétique de l'avenir », disait un vieux Russe) autant que technique.

Il faut à notre sens séparer la notion d'art de celle de culture. Quand Beethoven compose la Septième, ce sera de l'art. Et si Bruno Walter la dirige, aussi. Quand Karajan la dirige, cela deviendra vite de la culture. Et ce sera définitivement de la culture lorsque CBS/Sony en organisera la diffusion par compact-disc. Cela peut redevenir de l'art si un auditeur sincère l'écoute.

Les États-Unis nourrissent une plus ou moins bonne partie du monde avec leur agriculture. Ils font de même avec leur culture.

C'est le droit de cette plus ou moins bonne partie du monde de faire ce choix, mais ce n'est certainement pas son devoir.

Le jour où chaque télévision d'Europe diffusera régulièrement un film grec, portugais ou slovaque, insipide ou pas, l'Europe sera faite. Sinon, elle restera américaine. La France lance Ariane, mais Thésée est américain, et comme tel, vendu d'avance au Minotaure.

« Ne raconte donc pas d'histoires », me disait-on, petit, lorsque j'inventais. « Raconte des histoires, mon grand », me dit-on encore aujourd'hui, alors même que je n'invente rien. De quelle histoire s'agit-il, alors ? Celle de la bataille de Borodino, et de la fin de la domination française, racontée par Tolstoï ? Celle de la bataille de Bagdad, racontée par CNN, celle du triomphe de la télévision américaine et de ses domestiques ?

Un Allemand, Erich Pommer, fondateur d'Universal (aujourd'hui Matsushita Electronics), s'exclamait : « Je ferai pleurer le monde entier dans son fauteuil ». Peut-on dire qu'il a réussi ? D'une part, il est vrai que les journaux et télévisions du monde entier ne montrent que de la mort et des larmes ; mais, d'autre part, il est vrai aussi que ceux qui restent à regarder la télévision, n'ayant plus de larmes à pleurer, tout simplement n'y portent pas attention.

Oui, quelle histoire voulons-nous ? A supposer que nous soyons dignes de la *Charreusse* et de *Crimes et châtiments*. Voilà ce que demandait David O. Selznick : « Je veux Del Rio et Mc Crea dans une romance ayant pour cadre les mers du Sud - peu m'importe l'histoire pourvu qu'elle s'intitule Bird of Paradise et que Del Rio saute à la fin dans un volcan ! »

(1) 25 images/seconde : vitesse de défilement des images à la télévision.

(Les surtitres, titres, intertitres et notes sont de la rédaction.)

meubles en bois massif
Chapo
banquette à coulisses
14, bd de l'Hôpital, 75005 Paris.
Tél. 40.51.23.13
303, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.
Tél. 40.51.06.70
Route Saint-Saturne, 54220 Gimex.
Tél. 22.72.02.55



Frais dentaires.
Fini d'être remboursé
des "haricots".
Voici
la Sécurité Libérale
de la Strasbourgeoise.

Prenons un exemple tout simple : votre dentiste vous pose une couronne. Coût : 2.400 F. La Sécurité Sociale ne vous rembourse que 529 F (autant dire des "haricots"), vous en êtes de votre poche pour 1.871 F ! Avec la Sécurité Libérale de la Strasbourgeoise, ces 1.871 F peuvent vous être remboursés intégralement et rapidement.

La Sécurité Libérale vous permet de choisir entre de nombreuses possibilités de remboursements complémentaires adaptées à vos besoins et à vos moyens. Vous pouvez ainsi privilégier tel ou tel domaine : hospitalisation, lunettes, frais dentaires, pharmacie... Et en cas de séjour à l'hôpital, ou en clinique, vous ne déboursez rien.

La Sécurité Libérale, une nouvelle conception de l'assurance des personnes, vous fait bénéficier en plus et automatiquement de Santé Service, une assistance exclusive en cas de maladie ou d'accident, à votre domicile et en déplacement dans le monde entier.

La Sécurité Libérale, c'est aussi une autre considération de l'assuré, une information régulière en matière de santé et la disponibilité de véritables spécialistes.

Contactez la Strasbourgeoise B.P. 405, 67001 Strasbourg Cedex. Tél. 88.62.90.27 ou 46, rue de Provence, 75009 Paris. Tél. (16) 1.42.85.00.36.

Strasbourgeoise
ASSURANCE MUTUELLE
Partenaire Santé du Groupe Azur **GRUPE AZUR**

Si vous désirez rencontrer un professionnel de l'Assurance proposant la Sécurité Libérale, téléphonez au 88.62.90.27 ou tapez sur votre Minitel : 3615 STRAS.

propos des pays de l'Est européen, Thémis. PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

CULTURE

MUSIQUES

Le retour de Robbie Robertson

A la Nouvelle-Orléans, l'ancien guitariste du Band revient aux sources



CLAUDE GASSIAN

Il a fallu plus de deux ans à Robbie Robertson pour enregistrer *Storyville*. Bien sûr, à mi-parcours, le guitariste et chanteur canadien s'est égaré des sentiers battus, mais pour sortir de l'impasse dans laquelle il se sentait enfoncé. Mais le reste du temps, il a travaillé chaque jour à ce projet, à ce disque, le second seulement à sortir sous son nom, treize ans après la dissolution du Band.

Depuis cette dernière valve, Robbie Robertson avait écrit des musiques de film, participé à diverses commémorations de l'histoire du rock - de son histoire, depuis les débuts, avant les Beatles, à la rencontre avec Dylan et à la fondation d'un rock adulte avec les trois premiers albums du Band. Et il a exploré sa solitude nouvellement acquise, le plaisir de travailler à son rythme.

« Depuis 1969, je voulais raconter une histoire en chansons. À l'époque, je n'avais même pas l'idée d'un sujet. Plus tard, quand il a cessé de rougir à l'idée de dire une histoire d'amour, Robbie Robertson a commencé à tourner autour de ce qui deviendrait *Storyville* qu'il définit en tant que « *Dante et Béatrice dans les bas quartiers* », une quête amoureuse à travers l'Amérique. Là-dessus s'est greffé un autre désir, celui de construire un disque autour de la musique de la Nouvelle-Orléans.

Ce qui nous ramène un peu en arrière. Robbie Robertson est né au Canada. Il venait à peine d'avoir seize ans quand il a rejoint le groupe de Ronnie Hawkins, star canadienne du rock and roll, un homme qui a toujours été plus proche du vaudo-rock de Bo Diddley que des révoltes urbaines d'Eddie Cochran. C'est à cette époque (le début des années 60) que Robbie Robertson fait remonter sa fascination pour la Nouvelle-Orléans et le Sud, dont l'expression la plus remarquable fut jusqu'ici *The night they drove old dice down*, épique sudiste de quatre minutes com-

posée et enregistrée avec le Band en 1969.

« A la Nouvelle-Orléans, je suis allé chercher Bo Diddley et les Wild Magnolias [un groupe d'indiens de carnaval] ou le Rebirth Brass Band [une fanfare de rues qui est à l'avant-garde de la renaissance des *parade bands* de la Nouvelle-Orléans]. Des gens que la musique populaire a jusqu'ici soigneusement évités. J'ai trouvé un jeune arrangeur de cuivres qui s'appelle Wardell Quezergue. »

Voilà pourquoi le disque s'appelle *Storyville*, parce que c'est une histoire, parce que c'est aussi un hommage au berceau de la musique populaire américaine, *Storyville*, quartier de bordels et de bars créés à la fin du siècle dernier par la municipalité de la Nouvelle-Orléans pour contenir la débauche dans des limites bien définies et rasés depuis longtemps.

Le disque est parsemé d'autres rencontres. Le groupe écossais Blue Nile, Rick Danko et Garth Hudson, les anciens compagnons du Band, Neil Young, un autre Canadien, chante en harmonie sur *Scaphox Preacher* (le pasteur des rues). « Je voulais sa voix, mais aussi le personnage, le physique de Neil Young. Son côté bizarre, échoué, et sa sagesse correspondant à mon précepte, tel que je me l'imagine. »

Les personnages, leurs rencontres et leurs tribulations se devinent à l'écoute de *Storyville*. Sans doute instruit par la douloureuse expérience de ses pairs (Pete Townshend avec *Tommy*, Ray Davies avec *Arthur*), Robbie Robertson a gonflé tout ce qui pouvait faire ressembler son disque à un opéra-rock ou à une comédie musicale. « Vous pouvez très bien l'écouter sans même découvrir l'histoire, l'important est qu'elle soit là pour moi. »

THOMAS SOTINEL

► *Storyville*, Gaffin GED 24303, distribution BMG.

La belle impatiente

SAPHO à la Cigale

Contrairement à ce que pourrait laisser croire son affiche, Sapho, à la Cigale, ne chante pas en costume de Lady Godiva. Elle porte une robe de chambre blanche, plus deux fourreaux noirs, dont l'un éternel, l'autre mat et stretch qui flatta sa longue silhouette sinuosa. Très sobre, donc, si ce n'est, à un moment, un grand éventail attaché dans le dos, version noire du truc en plumes.

Sapho est accompagnée par sept musiciens et deux choristes, athlètes noirs au torse nu. Elle donne toute la force rauque de sa voix pour des airs arabes, ou pour clamer « Je suis une basanée », mais ne se situe pas en porte-parole féministe. Son spectacle a pour titre « La traversée du désert ». Du désert, Sapho chante la sauvagerie, exprime l'avidité innocente. Même quand elle parle d'Éros et Thanatos, elle ressemble à une adolescente impatiente et joyeuse, avec la dose de cruauté que fournit la violence de la jeunesse.

La tendresse n'est pas au rendez-vous. Sapho ne s'attarde pas, ne s'égare pas, même son spectacle sans faille, sans faiblesse, tourne sur elle-même, fait tourner ses longs cheveux, danse, saute, tape du pied, rit. Ses deux athlètes entourent « De qui as-tu peur, de ne plus avoir peur ? » qu'elle reprend en fin de spectacle et fait chanter aux spectateurs.

Domage qu'à la Cigale, la réverbération de la sono mange une partie des textes. On aimerait entendre tout ce que dit Sapho, deviner ce qu'elle se refuse à dire. On aimerait connaître les fins fonds secrets de cette énergie superlativement maîtrisée, trop peut-être. Sapho s'est forgé une réputation de folle. Elle joue avec l'excès, le frôle, fait craindre le dérapage, mais finalement mesure le danger et pile sa voix à sa volonté.

Pour aller au plus loin d'elle-même, il lui faudrait une direction, un regard autre. Un mortier en scène, sans doute.

COLETTE GODARD

► Jusqu'au 8 octobre à 20 h 30. Tél.: 43-70-33-73 puis en tournée.

L'Italie se joue du baroque

Essor de deux formations, nouveaux festivals, exhumation d'œuvres anciennes : redécouverte italienne du patrimoine baroque

LECCE

de notre envoyée spéciale

Les « baroqueux » italiens s'amusent. Ils partent à la recherche de partitions abandonnées, oubliées. Ou apprennent à restaurer les instruments anciens. Tandis que la musique baroque s'épanouit en France, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, eux commencent à peine à la redécouvrir et ils aiment ça.

Certains jeunes formations en ont remporté au Festival de Lecce - l'une des rares manifestations du genre, avec Viterbo notamment - qui s'est tenu à la fin du mois de septembre. Cité bourgeoise des Pouilles, Lecce correspond parfaitement à l'humour du moment. Les Italiens l'appellent « Città esagerata », la « ville emphatique ». Coincée entre deux mers, balayée par le sud-ouest, dévorée par l'humidité, elle ruisselle d'une architecture inouïe, pleine d'un humour goguenard qui rendrait pâle d'austérité le style romain.

« J'ai l'impression d'être un Don Quichotte corsé dans un espace réduit, qui se bat contre des moulins à vent. L'Etat - quand il est là - s'intéresse surtout aux grandes institutions lyriques et aux orchestres symphoniques, tradition musicale et public obligent... La musique baroque est à la mode, mais elle ne peut pas se transformer en mouvement de fond si les pouvoirs publics n'y prêtent pas un peu d'attention. Faut-il rappeler qu'il n'existe pas en Italie de ministère de la culture ? » Barbe soignée, carrure massive, regard doux, Antonio Florio est directeur artistique du Centro di musica antica Santa Maria dont fait partie la Cappella della pietà de Turcchini de Naples, formation fondée il y a cinq ans, exclusivement financée

par des fonds privés et qu'il dirige également. Il pense aux Arts florissants de William Christie, établis des contacts avec le Centre de musique baroque de Versailles et, à son exemple, aimerait transformer son église abandonnée de Naples en atelier d'études et de recherches qui pourrait sauver des œuvres oubliées, les jouer, favoriser leur diffusion dans le pays comme à l'étranger (*Le Monde* du 17 septembre).

Epaulé par des musicologues, il effectue des recherches sur la musique vocale napolitaine sacrée et profane du dix-septième siècle. Ainsi, une formidable *Chasse au sorcier* pour cinq voix et instruments de Cristoforo Carissimi. Ou ce *Dialogo* ou la passion de Francesco Provenzale, retrouvé il y a dix-huit mois dans une bibliothèque de Milan et interprété pour la première fois au Duomo de Lecce.

Maisons de disques confidentielles

« Même avec la meilleure volonté, nous ne nous en sortons pas sans structures », confirme Marco Biscaglia, claviciniste de la Cappella palatina, spécialisé dans la musique baroque des Pouilles. « Les concerts se multiplient en Italie, mais l'enseignement ne suit pas. Les classes de clavicin, de viole de gambe sont très rares. Seule la Scuola civica de Milan a ouvert un département spécial quand elle a été créée au début des années 80. Alors, pour apprendre, il faut rencontrer des gens de passage. J'ai eu la chance de croiser un claviciniste néerlandais et un organiste américain. Le dernier privé, lui, est capricieux. A Naples, par exemple, l'Institut de France, qui a organisé un festival en mai dernier, ne pourra pas compter l'an prochain sur le

soutien du Banco di Napoli, son principal mécène.

Antonio Florio doit bientôt publier des partitions avec les éditions Ricordi. Il sait que la reconnaissance de la musique baroque en Italie viendra de sa meilleure diffusion. Mais les maisons de disques restent confidentielles et il est plus facile à Lecce de trouver des enregistrements de la Chapelle royale ou des Arts florissants que ceux de chefs de file comme Rinaldo Alessandrini ou Alessandro De Marchi. Fabio Biondi a trouvé la solution : il a enregistré chez le français Ovidis.

L'étranger ? Ils en rêvent tous comme de pays de cocagne. Si de nombreux musiciens italiens sont pour un temps absorbés par les autres formations européennes, le courage n'est pourtant pas dans la fuite. Avant de repartir pour les États-Unis, le pianiste Salvatore Moliterni (qui s'amuse, lui, à jeter des ponts entre musique contemporaine et musique baroque) ne s'est pas privé de dire vivement au commissaire des affaires culturelles local que son statut d'émigrant de luxe était une honte pour le pays, transformant un dîner très mondain en soirée très baroque.

L'étranger, ce n'est d'ailleurs pas la peine d'aller le chercher plus loin. Il est sicilien, milanais ou romain. Même en musique, la fracture entre le Nord et le Sud n'est pas guérie. « Il y a trop d'écoles différentes ici : Venise, Bologne, Naples et Parme et puis Milan, constate Antonio Florio. Nous sommes étouffés par la richesse de notre patrimoine. Nous devons apprendre et respecter les règles du jeu de nos voisins avant de pouvoir jouer à la même table que nos homologues européens. »

BÉNÉDICTE MATHIEU

Du bon dosage de la chanson

Quatrième édition des Nuits de Champagne à Troyes et premiers jours de tournée pour Bernard Lavilliers

TROYES

de notre envoyée spéciale

De la maille et du champagne. Du travail et de l'esthétique. Un Musée de l'outil, un autre d'art moderne. Troyes, ses maisons à colombages, ses bords de Seine, sa bonneterie en crise et ses envies de haute technologie, fait de la résistance. Il fallait donc un festival à la ville du député et maire Robert Galley (RPR) plutôt à l'automne, une saison qui sied bien à l'esprit des lieux, mi-octobre, mi-fleurs tardives. Un festival de chansons, pour attirer la foule, habituellement contrainte d'aller jusqu'à Paris ou Nîmes, mais avec un soupçon de chic, comme les chemises Lacoste ou le champagne, justement.

Nées en 1988, les Nuits de Champagne, ont logiquement hérité des nouveaux desirs de la préfecture de l'Aube : ni quinzaine commerciale, malgré un budget de 7 millions de francs, ni cercle culturel.

Chacun devait y trouver chaussure à son pied : à l'espace Argence, une ancienne cour d'école transformée en salle de trois mille places, les grosses pointures (cette année : Dave Stewart, Yves Duteil), un chanteur de Top 50 (François Feldman), une Nuit du rock pour les jeunes (Jean Rozoff, FFF).

La programmation avait gardé ses audaces - peu de découvertes, mais pour des salles plus intimes, une sélection de musiciens qui auraient eu peu de chances de s'y faire connaître : Pigalle, Enzo Enzo, Cormen et Tuscado, ou le très original groupe portugais Madredeus. Enfin, entre musées et

bibliothèque, Nicole Garcia, Michel Cardozo ou Jacques Weber lisent des textes. Car les Nuits de Champagne portent, très discrètement, l'étiquette fort courue aujourd'hui, de « festival de la voix ».

Imaginaire de baroudeur

Samedi soir, Bernard Lavilliers, comme Carole Laure la veille, prenait ses marques d'avant-Olympia (fin novembre) au Théâtre de Champagne (onze cents places). Il crève d'embûches le climat en compagnie de ses répertoires de 1975, *Les Barbares*, *French Valley*, en rockier anarchiste, travaillé par Léo Ferré. Détour au Brésil, mythomane exaspérant (*Caravara*), joueur de mots et d'atmosphères sans peur (*Uruba*, *Fortaleza*). Passage obligé et tonique par la salsa et le reggae.

Puis, le voilà en 1991, en Asie, source d'inspiration de son dernier album, *Solo*, sur fond d'idéogrammes projetés, mélodiste à la voix grave (*Outre-Mer*), mauvais joueur de sensations promises (*Solo*), flingueur d'injures calculées (*Fais divers*, sur un tempo accéléré, réponse approximative aux rumeurs sur la baisse de tonus du monsieur).

En réalité, Bernard Lavilliers récapitule avec une incontestable maîtrise et un groupe de six musiciens très soudés (dont Pascal Arroyo à la basse et Marco Papanizian à la guitare), les grandes incertitudes de sa carrière, qu'une prédilection pour la boxe, la magie et les tropiques ont toujours réussi à ressourcer.

Dès qu'il se trouve sur le terrain

de son dernier album, le chanteur marche sur des œufs, se demandant comment désapprendre un Brésil qu'il a longtemps rêché par cœur, dont il n'a su transmettre, non sans talent, que quelques morceaux choisis retenus par son imagination d'un coup de cœur. Deux heures plus tard, après quelques postures à la Nougaro, un blues bien tourné, une déclaration grandiloquente à Jim Morrison (*Plus dure sera la chute*, de 1975), Lavilliers sort de scène à peine essouffé. Tant mieux. Du travail l'attend.

Il l'a dit et répété, il ne chantera plus que dans des « salles à dimensions humaines ». De celles qui poussent à se livrer sans l'encombrement des images convenues. Peut-être devra-t-il à l'occasion inverser la maxime très personnelle selon la quelle « on apprend plus en une nuit blanche qu'en dix ans de sommeil », pour enfin revenir à des rêves plus colorés, plus spontanés, sous peine de susciter chez le spectateur les envies d'oreiller pressenties dans *Solo*.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

ARCHITECTURE Un diplôme pour les jardins

L'Ecole d'architecture de Paris-La Villette et l'Ecole des hautes études en sciences sociales ont obtenu du ministre de l'Éducation nationale la création du premier DEA (diplôme d'études approfondies) consacré au paysage.

Celui-ci est intitulé « Jardins, paysages, territoires ». Il est placé sous la responsabilité de Bernard Lassus, plasticien qui a marqué plusieurs générations de l'école du paysage, qui est intervenu à plusieurs reprises sur le terrain, à proximité de grands ensembles comme au bord des autoroutes.

Ce diplôme est destiné aux nouveaux professionnels qui auront à travailler sur les transformations de l'environnement liées aux mutations de notre société.

► Ecole d'architecture de Paris-La Villette, tél.: 40-36-79-70. Ecole des hautes études en sciences sociales, tél.: 49-54-25-25.

VENTES

Fétiches pour lacaniens

On trouve tout à l'Hôtel Drouot. Samedi 5 octobre, badauds ou amateurs éclairés, dilettantes ou passionnés pouvaient s'y approvisionner en pin's en s'adressant aux hôtes, ou acquérir des fourrures et des bijoux ayant appartenu à n'importe qui, ou encore des meubles, bibelots et objets variés ayant appartenu au psychanalyste Jacques Lacan, mort il y a dix ans.

A chacun selon ses besoins, ses moyens, ses envies, ses kables ? Difficile à dire au vu de la foule qui se pressait salle 16 pour regarder ou acheter, ou savoir qui obtiendrait le chien d'analyse du Maître (98 000 francs avec les nappes de tôle, la table de travail de sa maison de campagne (18 500 francs pour une planche et une paire de tréteaux), l'un ou l'autre lit du psychanalyste, etc.

On n'a rien du, du reste, pas même si une telle connaissance pouvait présenter la moindre intérêt. L'acheteur du divan à dit - comme beaucoup d'autres - que ce n'était pas pour lui, la dame qui avait payé 13 000 francs le lit (épouse du Directeur) a assuré que c'était pour quel'un de sa famille qui y tenait pour une raison importante et secrète.

Il y avait aussi dans cet ensemble hétéroclite, fruit d'un tirage au sort jeté à l'encre par l'une des filles de Jacques Lacan peu soucieuse de fétichisme ou de souvenirs trop encombrants : des bibelots d'intérêt négligeable, un instrument de musique en forme de serpent, comme vous en voyez rarement (20 500 francs), un rhyton (petit vase de faïence) en céramique du XIV^e (80 000 francs), un sacrement de vigne (6 500 francs) que l'on pouvait jadis contempler dans la salle d'attente du psychanalyste avant de se dénouer l'inconscient.

Le commissaire-priseur, M. Lüdmer, s'est senti venir un peu particulier, avec l'humour et dignité. Il a dit : « Je ne vois pas ce qu'il y a de comique », pour arrêter les rires après l'apparition d'une jardinière en métal blanc qui succédait à un porte-parapluie en fonte cassé. Quand un employé trop zélé a voulu faire bondir le prix d'un petit groupe en bois sculpté, il y a mis bon ordre : « Vous ne pouvez pas faire un jump de 70 300 à 78 000 francs, Robert ! »

Robert l'a bien compris. M. Elisabeth Rousselle, historienne du mouvement psychanalytique français, qui lança force enchères « sans rien acheter », aurait, elle, bien compris que l'on payait 100 000 francs le divan de Lacan. Tout est subjectif, et elle le convenue, en soulignant que ces objets représentent pour elle et d'autres : des fragments du « patrimoine culturel français », laissés par un penseur important.

M. Rousselle rêve d'un « vrai grand musée Lacan », à l'image du musée Freud à Londres. Elle ne s'y est toutefois pas trompée. L'événement de samedi n'était pas « théorique ». Simplement, « anecdotique et amusant ».

MICHEL KAJMAN

Sept millions de francs pour les années 50 art déco. - La première vente aux enchères, organisée le 6 octobre à Paris, d'une importante collection d'art décoratif des années 50 a rapporté 7 millions de francs le *Monde* du 6 et 7 octobre. Proposée à Drouot-Montaigne, la collection, réunie par la galerie Alan, comportait 220 lots, dont certains ont été préemptés par le Centre Georges-Pompidou et la délégation aux arts plastiques du ministre de la culture.



CINÉ MÉMOIRE
MER 9 OCT. 18H
AIMEZ-VOUS
LES UNS LES AUTRES
de C. T. Dreyer
cinéma muet en concert
musique J. F. Zygel
Ensemble Rexus

40F / 20 F - LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

هنا من الأفضل

SPECTACLES

LUNDI 7 OCTOBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

La Restauration de la couleur, 9 h 30 ; les Plus Beaux Evénements du monde (1930), Follow Thru (1930), de L. Schwab, 14 h ; Rossignol, petit rossignol (1936), de N. Elk, 16 h ; les Grandes Eaux de Versailles (1910), 18 h ; The House On (1948), de B. Falestad, Sarabande (1948), de B. Dearden, 20 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-28)

Le Cinéma australien : On the Waves of the Adriatic (1980, v.o. s.t.), de Brian McFarlane, 14 h 30 ; Dead to the World (1981, v.o. s.t.), de Rose Gibson, 17 h 30 ; Trois récits (1987, v.o. s.t.), de Cecil Holmes, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (A., v.o.) : Cinoches, 8 (46-33-10-82).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).

ATLANTIS (Fr.) : Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

AY CARMELA I (Esp., v.o.) : Latina, 8 (42-19-47-88) ; Epoca Saint-Michel, 8 (44-07-20-49) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

BACKDRAFT (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-06-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-83) ; Bretagne, 8 (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Alésia, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86).

LA BANDE A PISCOS (A., v.o.) : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Cinoches, 8 (45-35-10-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-85) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

BARTON FINK (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-06-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) ; UGC Denfert, 8 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-40-40) ; Mex Under Paroiss, 8 (48-24-68-88) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Eucurial, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Par-

nasians, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; UGC Mafiot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-84) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-84) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 8 (42-22-67-23) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-10-00) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

BOY'N THE HOOD (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 8 (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) ; 14 Juillet Parnasse, 8 (43-25-58-83).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-44-57-34).

LA CHAIR (It., v.o.) : Latina, 8 (42-78-47-88) ; Lucerna, 8 (45-44-57-34).

CHES (Fr.-Alg.) : Epée de Bois, 5 (43-37-47-87).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

LE CHOUX D'ARMER (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-93-50).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-37-47-87) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18) ; Club Gaumont Publicis Montparnasse, 8 (45-39-52-43).

LES DOORS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-47-87) ; Grand Pavois, 15 (45-44-57-34).

DOUBLE IMPACT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (45-63-18-18) ; v.f. : UGC Opéra, 8 (45-74-94-84) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Mistral, 14 (45-39-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

FISHER KING, Film américain de Terry Gilliam, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Action Riva Gaucha, 5 (43-28-44-40) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-83) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-26-02) ; UGC Mafiot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86).

PROSPERO'S BOOKS, Film britannique-hollandais de Peter Greenaway, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Racine Odéon, 8 (43-25-58-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Eucurial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

RAOSAHEB, Film indien de Vijaya Mehta, v.o. : Utopia, 5 (43-26-84-65).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33).

L'EXPERIENCE INTERDITE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-44-57-34).

LES FRÈRES KRAYS (A., v.o.) : Paris Ciné, 10 (47-70-21-71).

GREEN CARD (A., v.o.) : Cinoches, 8 (46-33-10-82).

HALFMOON (Fr.-Tur., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-47-87).

HENRY V (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65) ; 14 Juillet Parnasse, 8 (43-25-58-83).

HOMICIDE (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Studio 28, 18 (48-06-35-07).

HUDSON HAWK, GENTLEMAN ET CAMBRIOLLEUR (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40) ; Studio 28, 18 (48-06-35-07) ; v.f. : UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-84).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTÉ (A., v.o.) : Cinoches, 8 (46-33-10-82).

J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-48-18) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).

JAMAIS SANS MA FILLE (A., v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-84) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-85) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86).

JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 8 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-44-57-34).

LIFE IS SWEET (Brit., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34).

LOS ANGELES STORY (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).

MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-25-58-83).

MILLER'S CROSSING (A., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-47-87) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

MISERY (A., v.o.) : Cinoches, 8 (46-33-10-82).

MISSISSIPPI MASALA (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Les Trois Balcons, 8 (46-33-77-77) ; L'Entreop, 14 (45-43-41-03).

LA MORT D'UN MAÎTRE DE THÉ (A., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

NAVY SEALS (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) : Studio Gahande, 8 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-44-57-34).

NIKITA (Fr.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

NUIT ET JOUR (Fr.-Bel.-Suis.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) ; Les Trois Balcons, 8 (46-33-77-77) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-10-00) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

POINT BREAK (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Denfert, 14 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-85) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Cinoches, 8 (45-33-10-82).

RAGE IN HARLEM (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-83) ; UGC Normandie, 8 (45-53-16-16) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-84) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59).

RIO NEGRO (Fr.-vénézuélien, v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-88).

ROBIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Bretagne, 8 (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-53-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Bretagne, 8 (42-22-57-97) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86).

LE ROI DES ROSES (Ail., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-47-87).

SAILOR ET LULA (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) ; Studio Gahande, 8 (43-54-72-71).

SEX, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) ; Studio des Urzins, 8 (43-26-19-09).

LE SILENCE DES AGNEAUX (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

SIMPLE MORTEL (Fr.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-26-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; v.f. : Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

THE VOYAGER (Ail.-Fr.-Gr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) ; Denfert, 14 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; v.f. : UGC Convention, 15 (48-28-42-27).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) ; Le Berry Zabre, 11 (43-57-51-55).

LES TORTUES NINJA II (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Montparnasse), 8 (43-59-31-97) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-Ail.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-10-00).

TROUBLES (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-84) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-85) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01).

TWENTY ONE (A.-Brit., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; George V, 8 (45-62-41-48).

URGA (Fr.-Sov., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Hauteville, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-85) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Mafiot, 17 (40-68-00-16).

LA VIE DES MORTS (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hauteville, 6 (48-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Mafiot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LE VOLEUR D'ENFANTS (Fr.-It.-Esp.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hauteville, 6 (48-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

Lire la suite page 20



NE QUI JE PRENDS

APPEL

SIGNAL D'APPEL

POUR PRENDRE UN APPEL QUAND VOUS ÊTES DÉJÀ EN LIGNE.

POUR 10 F PAR MOIS

Parents, amis, on cherche à vous joindre, mais la ligne est occupée. Savez-vous que vous pouvez prendre cet appel même si vous êtes déjà en communication ? Avec le Signal d'Appel, un "bip" vous prévient qu'un deuxième correspondant cherche à vous joindre. Il suffit d'appuyer sur deux touches de votre téléphone pour prendre cet appel et passer d'un interlocuteur à l'autre. Ainsi, vous restez toujours disponible. Pour en savoir plus, et pour vous abonner, contactez votre Agence Commerciale FRANCE TELECOM (14, appel gratuit).

FRANCE TELECOM

UN AVENIR D'AVANCE



Téléphone, le fil de la vie.

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

SPECTACLES

LUNDI 7 OCTOBRE

CINÉMAS

Suite de la page 19

Y A-T-IL UN FUC POUR SAUVER LE PRÉSIDENT ? (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 5 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8 (42-63-16-18) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-75-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-26-83-83) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Mistinguette, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).
LES YEUX D'UN ANGE (A., v.f.) : Pathe Impérial, 2 (47-42-72-52).

LES SÉANCES SPÉCIALES

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 8 (46-33-87-77) 12 h.
AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 15 h 30.
ARIZONA JUNIOR (A., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) 22 h 15.
BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68) 21 h.
BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-85) 18 h.
BLADE RUNNER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 20 h.
BRAZIL (Br., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 20 h 10.
LE CHAGRIN ET LA PITIÉ (All.-Suis.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) 11 h 50.
LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 16 h.
LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Accatone, 5 (46-33-86-86) 21 h 50.
LE DÉCALOGUE 10. TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'AUTRUI (Pol.) : Reflet Média Logos salle Louis-Jourvet, 5 (43-54-42-34) 12 h.

LE DÉCALOGUE 9. TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'AUTRUI (Pol.) : Reflet Média Logos salle Louis-Jourvet, 5 (43-54-42-34).
DER SOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68) 21 h.
LES DIABLES (Fr.) : Accatone, 5 (46-33-86-86) 12 h.
EASY RIDER (A., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) 22 h.
EUROPA EUROPA (Fr.-All., v.o.) : Danfert, 14 (43-21-41-01) 13 h 50.
EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68) 15 h 30.
L'EXTRAVAGANT MR RUGGLES (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68) 19 h.
LA FEMME FLAMBÉE (It.) (All., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h 20.
LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 17 h 15.
L'HOMME BLESSÉ (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) 10 h 50.
HOTEL DU NORD (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68) 17 h.
HUSBANDS (A., v.o.) : Accatone, 5 (46-33-86-86) 15 h 40.
L'INCINÉRATEUR DE CADAVRES (Italoque, v.o.) : Accatone, 5 (46-33-86-86) 13 h 50.
INDIA SONG (Fr.) : Danfert, 14 (43-21-41-01) 17 h 30.
JE T'AIME, MOI NON PLUS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) 11 h.
LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Danfert, 14 (43-21-41-01) 18 h.
LE LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 20 h 50.
LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 12 h 30.
MACBETH (Br., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 18 h 15.
MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) 10 h 40.
1984 (Br., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 18 h.

MISSISSIPPI BLUES (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) 12 h.
LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 22 h.
PASSION (Fr.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 18 h 20.
LE PORTEUR DE SERVIETTE (It.-Fr., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-85) 18 h 10.
PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) 12 h 20.
LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 8 (46-33-87-77) 12 h.
QUERELLE (Fr.-All., v.f.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 22 h 30.
RAGING BULL (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68) 19 h.
REVENGE (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 12 h.
SA MAJESTÉ DES MOUCHES (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 14 h 15.
SCÈNES DE MÉNAGE DANS UN CENTRE COMMERCIAL (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) 14 h.
LA STRADA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68) 15 h.
STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-85) 14 h.
TAXI DRIVER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 17 h 30.
LES VOYAGES DE GULLIVER (A.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68) 13 h 30.
ZOO (Brit., v.o.) : Accatone, 5 (46-33-86-86) 18 h.

LES GRANDES REPRISES

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Danfert, 14 (43-21-41-01).
L'ASSASSIN HABITE AU 21 (Fr.) : Elysée Lincoln, 4 (43-59-36-14).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).
DEUX TÊTES FOLLES (A., v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).
EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).
FANTASIA (A.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

THÉÂTRES

ARCANES (43-38-19-70). Des mots et des mots : 20 h 30.
BOBINO (43-27-75-75). Cinémaniac : 19 h 30.
CAFÉ DE LA GARÉ (42-78-52-51). No Woman's Land : 20 h.
CIRQUE D'HIVER (42-74-22-77). Mus. Roi Noces (marionnettes sur eau du Vietnam) : 20 h 30.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Violences, un drame, Corps et tentations : 20 h 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). La Tragedie du roi Christophe : 20 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14). Couac ! le Grand Orchestre du Splendid : 20 h 45.
EDGAR (43-20-85-11). Les Faux Jurons : 20 h 15. Les Babas cadres : 22 h.
ESPACE PIERRE CARDIN (43-27-88-61). Rame-ménage : 19 h. Pedro et le Capitaine : 20 h 20. Une femme seule : 22 h 15.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Le Légon : 20 h 30. Poème à New-York : 21 h 30.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Petite salle. Poèmes voyous : 20 h 15. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Les Egarés du cœur et de l'esprit : 20 h 30. Théâtre rouge. Une saison en enfer : 18 h 30. Mademoiselle Else : 20 h. Joseph et Nadjia ou Théâtre au Kremlin : 21 h 30.

GLORIA (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 8 (46-33-87-77).
LADY FOR A DAY (A., v.o.) : 14 Juillet Montparnasse, 8 (43-26-58-00).
MINNIE AND MOSKOWITZ (A., v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).
MODERATO CANTABILE (Fr.) : Europa Parthenon (ex-Reflet Parthenon), 5 (43-54-15-04).
LE NARCISSE NOIR (Brit., v.o.) : Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34).

MARIE-STUART (45-08-17-80). La Querre au ciel. Monologue de l'ange : 18 h 30 et 20 h 30.
MAUBEL-MICHEL GALABRU (43-36-07-30). Rictus Marquassant : 20 h 30.
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-89). Les Lettres de mon moulin : 20 h 30.
PALAI DES GLACES (PETIT PALAI) (48-03-11-38). Chantal Ladesou : 20 h 30.
PALAI ROYAL (42-97-59-51). Valérie Lemerrier au Palais-Royal : 20 h 30.
RENAISSANCE (42-09-19-50). L'Eloge de la chose : 18 h 30. Écrit sur l'eau : 21 h.
THE SWEENEY (48-87-88-37). Wax Museum et Here's Herbie : 20 h.
THÉÂTRE DE LA MAINATE (42-08-83-30). La Fée de Bassem : 20 h 30.
THÉÂTRE DE MONTMONTANT (40-09-88-75). L'Oiseau à l'envers : 20 h 30.
THÉÂTRE DE NESLE (46-34-81-04). Cours de danse pour adultes et élèves : 20 h 30. Les Gastronomes : 20 h 30. Noël Hardy : 22 h.
THÉÂTRE MODERNE (48-74-10-75). Maman n'est pas contente : 20 h 45.
THÉÂTRE TI-RORO ET TI-JOS (43-22-57-89). Sketches et gags de Roro et Jojo : 20 h 30.

NON, TU EXAGÈRES (A.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-48-48-14).
PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
POUR ÉPATER LES POULES (A.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-48-48-14).
LE PRINCE NOBEL (Su.) : Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (40-48-48-14).
SUNSET BOULEVARD (A., v.o.) : Action Fête Gasche, 5 (43-28-44-40).

TOURTOUR

(48-87-82-48). Un sucre ou pas du tout : 20 h 45.

LES CAFÉS-THÉÂTRES

AU BEC FIN (42-98-28-35). Le Poirat de Dorine Gray : 20 h 30. Faix réveur : 22 h.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. Salade de nuit : 20 h 15. Cher et Cher : 21 h 30. J'dois pas être normal : 22 h 30. Salle II. Les Sœurs Montez : 20 h 15. Finissez, les melons je vais chercher le rô : 21 h 30. Costa-Vegnon : 22 h 30.
CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Fatah dans son premier festival-show : 20 h 15. Manguesses d'hommes : 21 h 30. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h 30.
LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça sache : 20 h 30. 22 h et 24 h.
LE GRENIER (43-80-68-01). Salade Sissol : 22 h.
MOVIES (42-74-14-22). Géméus dedans : 20 h 30.
PLATEAU 26 (48-87-10-75). Si Josa : 20 h 15. Gendarmes nationale : 21 h 15.
POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Manuel Pratt : 20 h. Des mots pour le rire : 21 h 15. Charnac mais fou : 22 h 30.

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)
COTÉ RIMBAUD. Maubel-Michel Galabru (43-36-07-30) (dim. soir, lun. 20 h 30; dim. 17 h 12).
DELYRES DE STATUE. Sateau-Théâtre (face au 3, quai Malaquais) (40-51-84-53) (dim., lun.) 20 h 30.
LA DERNIÈRE BANDE. Neully-sur-Seine (46-24-03-03) (dim., lun., mar.) 20 h 30.
ABRAHAM ET SAMUEL. Poche Montparnasse (45-48-92-97) (dim. soir, lun.) 21 h; sam. 18 h; dim. 15 h 12.
PÉTITION. Espace Critic (Nouvel espace Cardin) (42-54-37-33) (dim. soir, lun., mar.) 21 h 45; dim. 18 h 15 (2).
VERMISSE. Espace Critic (Nouvel espace Cardin) (42-54-37-33) (dim. soir, lun., mar.) 20 h 30; dim. 15 h 12.
REVUE. Artiste-Athévain (48-06-38-02) (dim. soir, lun.) 20 h 30; jeudi 19 h; sam. et dim. 16 h 12.
NO WOMAN'S LAND. Café de la Gare (42-78-52-51) (dim.) 20 h 12.
AIRS POUR UN AMANT ET UNE AMANTE. Nouveau Théâtre Mouffetard (43-31-11-89) (jeu., ven., sam.) 18 h 30 (2).
JÉSUS ÉTAIT SON NOM. Palais des Sports (48-28-40-90) (dim. soir, lun., jeu.) 20 h 30; mar. 14 h; sam. 15 h, dim. 14 h et 17 h 30 (4).
MADAME ANTOINE. Beaurond-Centre Wallonie-Bruxelles (42-71-26-16) (dim. soir, lun.) 20 h 30; dim. 17 h 12.
CHIMÈNES (FABLES). Scaux. Les Géméus (48-61-38-67) (ven. et sam.) 20 h 30 (4).
LE TEMPS ET LA CHAMBRE. Théâtre national de l'Odéon (43-25-70-32) (dim. soir, lun.) 20 h 30; sam. et dim. 16 h 14).
LA NUIT DE VALOGNES. Comédie des Champs-Élysées (47-23-37-21) (dim., lun.) 21 h; sam. 18 h 14).
NOUS, CHARLES XII. Champigny-sur-Marne (TSM Gérard-Philippe) (48-80-80-80) (dim. soir, mar., ven.) 21 h; sam. 10 h; dim. 16 h 16).
LE TREMPONT. Point-Virgule (42-78-67-03). Tous les samedis à 17 h. Un invité différent chaque semaine (8).
TROIS HOMMES ET UN POU-LAIN. Emont. Théâtre Pierre-Frémont (34-15-09-48) (dim.) 16 h 16).
UNE FEMME SEULE. Guichet-Montparnasse (43-27-88-61) (dim.) 22 h 15 (7).
L'OISEAU À L'ENVERS. Théâtre de Montmoutant (40-09-88-75) (sam., dim.) 20 h 30 (7).
MARCHAND DE RÊVE. Métamorphoses. Théâtre Salom d'enchaînement. Sur barge (42-51-33-70) (dim. soir, lun.) 21 h; dim. 15 h 16).
MÈRES, PORTRAITS. Espace Pierre Cardin (42-65-27-41) (dim.) 20 h 30 (7).
LE MISANTHROPE. Athénée-Louis-Jourvet (47-42-67-27) mar. 18 h; mer., jeu., ven., sam. à 20 h 30; dim. 16 h 16).
BELLE FAMILLE. Montreuil. Salle Barthélemy (48-58-04-22) 20 h 30 (8).
CHRONIQUE D'UN PIANO-FEMME. Cartoucherie Austerlitz. Cheudron (43-28-97-04) 20 h 30 (8).
LE CIMETIÈRE DES ÉLÉPHANTS. Théâtre Paris-Plaine (40-43-01-82) 20 h 30; dim. 17 h 16).
COMPLAINTE POUR UNE SOURIS. Le Funambule. Théâtre-Restaurant (42-23-86-83) 19 h 16).
QUELQUES HEURES DE L'HEPTAMÉRON. Hôtel de Sully (44-61-21-50) 20 h 30 (8).
AJAX. Gennévilliers. Théâtre (47-83-28-30) 20 h 30 (8).
AS YOU LIKE IT. Gennévilliers. Théâtre (47-83-28-30) 20 h 30 (8).
DE L'AUTRE CÔTÉ. Amandiers de Paris (43-89-42-17) 20 h 30 (8).
LE DEALER. Théâtre de la Main-d'Or. Salle-de-Mai (48-05-67-89) 19 h (8).

PARIS EN VISITES

MARDI 8 OCTOBRE

« Promenade insolite dans le quartier chinois et ses lieux de culte », 15 h, métro Porte-de-Choisy (P.-Y. Jassé).
« Le palais de justice en activité », 14 h, devant les grilles du palais (M. Lenoir).
« Le quartier Saint-André-des-Arts », 14 h 30, devant la fontaine Saint-Michel.
« Couvents et monastères : les Bénédictins », 14 h 30, 249, rue Saint-Jacques (Monuments historiques).
« Les passages marchands du XIX^e siècle, une promenade hors du temps », 14 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris Aurore).
« L'île Saint-Louis », 14 h 30, 1, rue Saint-Louis-en-l'Île (Tourisme culturel).
« Les places pittoresques de Paris rive droite », 14 h 30, square Emile-Chautemps (A nous deux Paris).
« Hôtels et jardins du Marais sud. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).
« Charmes et curiosités du Marais entre Saint-Paul et Saint-Gervais », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lotie (D. Fleuriot).
« Charme autumnal de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Approche de l'Arg).
« Le cellier gothique du collège des Bernardins », 15 h, métro Cardinal-LeMoine (P.-Y. Jassé).

100.000 LIVRES EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE JOUR DU MONDE
9 RUE DE LA POMPE 75004 PARIS

Histoire de la presse des jeunes et des journaux pour enfants
Par Alain FOURMENT
Édition Éole 450 F

LES "PRIX UAP - PRÉVENTION" ATTENDENT VOS PROJETS

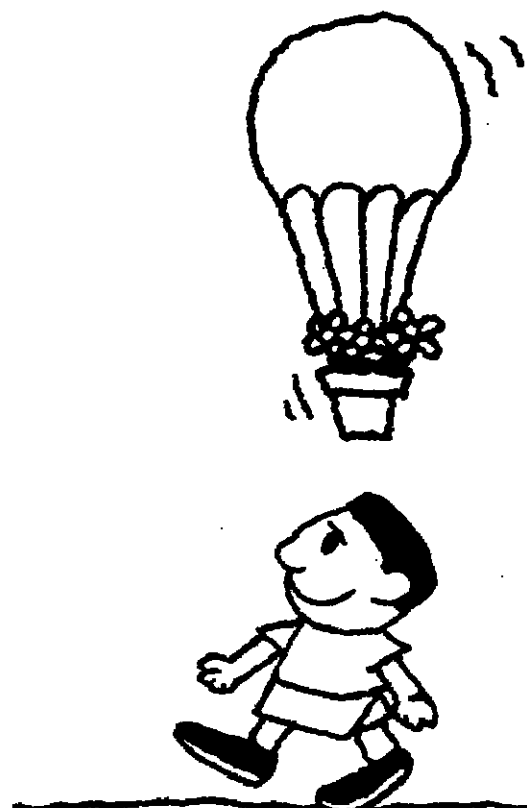
Vous avez élaboré un solide projet de prévention des accidents domestiques ou des accidents de la route, de protection de l'environnement ou de médecine préventive. Parce que vous donner une chance, c'est donner des chances supplémentaires à la vie. UAP-PRÉVENTION va vous aider. Les prix, d'une somme globale de 320 000 francs, iront aux projets les plus efficaces. Demandez dès aujourd'hui

à UAP-PRÉVENTION le règlement ainsi que votre dossier de candidature, à retourner au plus tard le 6 janvier 1992. UAP-PRÉVENTION - Tour LITWIN - 10, rue Jean-Jaurès - 92807 PUTEAUX CEDEX - Tél. (16-1) 47 74 50 41.

L'UAP-PRÉVENTION et la vie comptent sur vous.

Quelque chose nous dit que de plus en plus d'accidents vont rater leur coup.

UAP PRÉVENTION



22 La précarité de l'emploi
M. Bérégovoy et la dévaluation

27 Un plan de modernisation de l'hôtellerie
30 Marchés financiers

31 Bourse de Paris
32 Communication

BILLET

Les capitaux boudent le Sud

L'aide publique et privée japonaise aux pays en développement a chuté l'an dernier d'un cinquième, soit 21 %, a récemment annoncé le ministre japonais des finances à la fin de la semaine dernière. Une mauvaise, très mauvaise, nouvelle pour le Sud, rendue pire encore par l'analyse du phénomène. Car ce ne sont pas les fonds publics qui ont baissé : à 9,2 milliards de dollars, les aides publiques au développement progressent encore, à un rythme (+ 2,9 %) certes limité par la discipline budgétaire féroce du gouvernement nippon, mais elles progressent. Ce sont les capitaux privés qui font dramatiquement défaut, en baisse de plus de la moitié (-53,6 %) par rapport à l'an dernier.

La phénoménologie est générale et catastrophique. Comme le souligne le dernier rapport annuel de la Société financière internationale, la filiale de la Banque mondiale chargée d'encourager les transferts de capitaux privés vers les pays en développement, les perspectives des investissements privés dans le tiers-monde restent très incertaines au cours de la décennie 90. Or ce sont ces investissements privés qui, depuis la crise de la dette, au milieu des années 80, ont pris le relais des aides et surtout des prêts publics, au point de représenter 60 % du total des investissements dans le tiers-monde.

Il faudra de moins en moins compter sur eux. Motif : la pénurie mondiale de capitaux qui s'annonce. La politique du Japon, devenu depuis quelques mois un importateur net de capitaux, les besoins de l'Allemagne, qui va drainer une partie de l'épargne mondiale, joints aux nouveaux besoins créés au Proche-Orient par les séquelles de la guerre du Golfe et en Europe de l'Est par la transformation des systèmes économiques et politiques, devraient tirer vers le haut les taux d'intérêt réels.

Les conséquences de cette situation pour les entreprises privées des pays en développement sont claires, estiment les experts de l'institution : « Seuls les investissements potentiellement très rentables ont des chances d'être financés. » Et encore pas partout ! Dans l'ensemble du tiers-monde, seuls les quelques pays qui ont mis en œuvre à temps de vastes réformes structurelles favorisant le secteur privé ont des chances de continuer à attirer des fonds. Indonésie, Thaïlande, Malaisie, Chili, Mexique et Venezuela, la liste des « privilégiés » établie par la SFI, n'est pas longue. Pour le reste, la situation apparaît bel et bien désespérée. Faute de capitaux privés, qui constituent, l'expérience le montre, le meilleur stimulant du décollage, comment pourrions-nous, sauf un improbable rebond des aides publiques, parvenir à financer leur développement ?

VERONIQUE MAURUS

En se rendant à la fin de la semaine dernière à Vancouver pour prendre contact avec l'ensemble des conseillers commerciaux et des conseillers français du commerce extérieur pour l'Amérique du Nord réunis en conclave, M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, n'imaginait pas que l'un des principaux sujets de discussion aurait trait, une fois encore, à l'Europe. En l'occurrence, le veto mis par la Commission de Bruxelles au projet de rachat du canadien De Havilland par la société française Aérospatiale et la société italienne Alenia. Et, avec ce veto, tous les problèmes soulevés par la construction d'un grand marché unique.

VANCOUVER

de notre envoyé spécial

Interrogé par la presse locale sur la construction européenne en général et l'affaire De Havilland en particulier, M. Jean-Noël Jeanneney a souligné, au cours d'une conférence de presse réunie samedi 5 octobre, que la France appartient à une communauté économique qui constitue l'ensemble le moins protectionniste du monde. Mais, a

expliqué en substance le secrétaire d'Etat, on peut être ouvert à la concurrence internationale tout en bloquant des décisions ou des attitudes qui entravent des politiques industrielles ou mettent en cause des politiques sociales et régionales. Et de citer d'une part le refus du rachat du canadien De Havilland au groupe Boeing, d'autre part les pressions exercées par les Etats-Unis sur l'Europe pour l'élimination rapide des aides à l'agriculture.

Le traité de libre-échange

Sur le premier point, l'affaire De Havilland est « très regrettable », a expliqué M. Jeanneney, qui, ne retenant pas l'argument d'une Commission se grandissant en démontrant son impartialité, a vu bien davantage le résultat d'une vision myope à court terme de son commissaire à la concurrence. L'avenir de l'industrie aéronautique ne se joue pas seulement « entre pays européens mais au niveau mondial ». La notion de concurrence sur laquelle semble raisonner Sir Leon Brittan est beaucoup trop étroite. « L'industrie aéronautique européenne ayant besoin pour être forte et vivante d'opérer des restructurations ».

Sur le deuxième point, celui des négociations multilatérales menées dans le cadre de l'Uruguay Round, M. Jeanneney a fait la même démonstration : d'accord pour la concurrence et donc pour une réduction progressive et à long

terme des soutiens aux prix agricoles, mais pas d'accord pour renoncer à nos politiques d'équilibres sociaux et spatiaux. « On ne peut aller vers un accord au sein du GATT que s'il y a réciprocité, mais aussi respect du rythme des corps sociaux ». Pour parvenir à leurs fins dans le domaine agricole, « il serait dangereux que les pays d'Amérique du Nord prennent en otage tous les autres sujets de la négociation. On ne peut pas faire de la réforme de la politique agricole commune un préalable. Il faut que l'on parle de tout le reste et notamment des diverses formes de subventions, des marchés publics, des services. Pourquoi par exemple les services maritimes seraient-ils exclus des négociations comme le demandent les Etats-Unis ? »

Dans un pays secoué par la concurrence internationale et une dépression économique dont les effets se font toujours durement sentir, de tels propos ne pouvaient qu'intéresser. Le Canada applique depuis janvier 1989 un accord de libre-échange avec les Etats-Unis, qui devrait grosso modo conduire au bout de dix ans à la suppression de tous les droits de douane sur la plupart des produits ayant un contenu nord-américain de plus de 30 %. Si la plus grosse partie du commerce entre les deux pays (80 % environ) était totalement libérée de tous droits dès avant la signature du traité, les secteurs sensibles de l'industrie canadienne (vêtements et meubles en particu-

lier) resteraient protégés.

Il y a là, avec la clause du traitement national (chaque pays devra accorder à l'autre les mêmes droits que les siens), un sujet d'inquiétude populaire, inquiétude qui s'était très fortement exprimée lors de la campagne pour les élections législatives de novembre 1988. Le Parti conservateur au pouvoir l'avait emporté, confortant le choix fait par le premier ministre, M. Brian Mulroney. Il n'empêche que demeure ce qui avait alors été dit par les syndicats et les partis d'opposition, notamment par le Nouveau Parti démocratique (NPD) est encore dans les esprits : l'économie et la culture canadiennes seront progressivement absorbées par l'ogre américain.

Trois ans - ou presque - après la signature de l'accord, la situation économique est mauvaise. Plus de 200 000 emplois ont été perdus, et certains secteurs comme la sidérurgie ont particulièrement souffert. Les articles de la presse canadienne décrivent et énumèrent régulièrement les fermetures d'entreprises ou leurs délocalisations aux Etats-Unis, là où les salaires sont moins élevés, les impôts plus légers, les prix du sol inférieurs et finalement les syndicats moins « extrémistes » dans leur pratique des grèves.

Une politique de bloc régional

Ce que les Canadiens appellent le « fer à cheval d'or », c'est-à-dire la région très industrialisée qui s'étend à l'ouest du lac Ontario et au sud-ouest de la province, est en pleine crise. En juin dernier, la grande firme Uniroyal Goodrich Tire Co. a annoncé qu'elle allait fermer une ou même deux usines à Kitchener, non loin de Toronto, mettant en chômage 2 000 personnes et aggravant la situation du marché du travail en Ontario, région qui a déjà perdu 90 000 emplois l'année dernière. Cela après que d'assez nombreuses firmes ont choisi de plier bagages pour aller s'installer de l'autre côté de la frontière, comme l'a fait Varsity Corporation (Massey Ferguson), l'un des grands noms de l'industrie canadienne.

Les conseillers commerciaux et les conseillers français du commerce extérieur réunis à Vancouver ont essayé au cours de leurs travaux de la fin de la semaine dernière de rendre à César ce qui appartient à César et au traité de libre-échange américain-canadien ce qui peut lui être imputé. Si les pertes d'emplois au Canada - en Ontario en particulier - sont nombreuses, si les fermetures d'entreprises se multiplient et avec elles les délocalisations, la faute n'en revient probablement pas au seul Free Trade Agreement.

Le niveau élevé des taux d'intérêt qu'a provoqué la Banque centrale pour juguler l'inflation, l'appréciation du dollar canadien qu'on peut raisonnablement estimer survalué par rapport au dollar américain, la dure récession enfin dont le pays est en train de sortir lentement, expliquent tout autant et même probablement davantage les actuelles difficultés de l'économie canadienne.

Un certain nombre d'observateurs estiment que le Free Trade Agreement, même s'il est à court terme destructeur d'emplois et d'entreprises industrielles, est à long terme la seule chance de survie de l'économie canadienne, actuellement trop peu productive. L'accord de libre-échange est ainsi décrit comme l'aiguillon nécessaire à un changement radical de certaines habitudes et structures : durée du travail, salaires, attitude des syndicats trop portés aux grèves suicidaires, comme cela a été le cas dans une usine de transformation d'aluminium installée au Québec par Montpetit, qui devait à terme créer de nombreux emplois mais risque de disparaître, épuisée par un long conflit qui a duré presque un an.

Le temps presse car, comme l'ont fait ressortir les travaux des conseillers français du commerce extérieur, non seulement les Etats-Unis négocient un traité de libre-échange avec le Mexique, dans lequel ils entraînent bon gré mal gré le Canada, mais l'administration Bush, décidément très en vogue, est en train de multiplier des accords bilatéraux avec les pays d'Amérique du Sud. Ainsi se met en place une politique de bloc régional qui permettra à M. Bush, lors de la campagne électorale pour les élections de novembre 1992, de faire oublier le probable échec des négociations multilatérales de l'Uruguay Round et la déception que cela causera aux agriculteurs américains, très demandeurs d'une disparition de la PAC (politique agricole commune).

« Le GATT, l'Europe, tout cela est bien compliqué et souvent décevant. Mais, sur notre continent, il y a la technologie des Etats-Unis, avec au nord les matières premières du Canada et au sud le main-d'œuvre du Mexique. » Cette remarque d'un membre de l'administration Bush, rapportée au cours du conclave de Vancouver par M. Jacques Desponts, directeur des relations économiques extérieures du ministère de l'Economie et des Finances, en dit plus long qu'un long discours. On comprend pourquoi les Canadiens, embarqués dans une périlleuse aventure, demandent maintenant aux Européens : « Mais vous, en Europe, comment réglez-vous vos problèmes ? »

ALAIN VERNHOLLES

Les décisions de la Commission

Paris demande à la CEE de revoir sa position sur l'interdiction du rachat de De Havilland

Plusieurs membres du gouvernement ont demandé à Bruxelles de revoir sa position et critiqué, à leur tour, la Commission à propos de l'interdiction faite à l'avionneur français Aérospatiale et à son confrère italien Alenia de racheter la société canadienne De Havilland. M. Pierre Bérégovoy a « condamné » le veto à l'encontre de ce qui était un « bon accord » et demandé, au micro de RMC : « Est-ce que la Commission va accepter que l'Europe se donne les moyens d'affronter la compétition économique face au Japon et aux Américains ? » Enfin, M. Jacques Delors, président de la Commission, a pris dimanche 6 octobre la défense de l'exécutif européen et annoncé que le président de l'Aérospatiale serait reçu, le 7 octobre, par la Commission.

HAARZUILENS

de notre envoyé spécial

La polémique qui oppose les autorités françaises à la Commission de Bruxelles à propos de l'interdiction du rachat de la firme canadienne De Havilland par Aérospatiale et Alenia a rebondi ce week-end, à l'occasion d'une réunion informelle des ministres des affaires étrangères de la CEE à Haarzuilens aux Pays-Bas. Par presse interposée, le chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas, et le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, ont échangé des propos plus sages que doux.

Le premier, qui avait promis de saisir ses collègues européens de l'affaire, a tenu parole en expliquant que « la loi européenne était

faite pour encourager l'industrie et non pour l'entraver ». Le second, qui s'est publiquement « étouffé » du fait que le ministre des affaires étrangères ait choisi de tenir sa conférence de presse en même temps que celle donnée par les présidents de la Commission et de la CEE, s'est déclaré « solidaire de la décision de la Commission ».

M. Delors a expliqué que, s'il s'était abstenu lors de la mise au vote du veto proposé par le commissaire à la concurrence, Sir Leon Brittan, c'est parce qu'il n'était pas d'accord avec ce dernier. Mais il s'est interdit de voter contre sa proposition « par éthique : mon devoir de président est de maintenir l'esprit collégial de la Commission ».

S'adressant à ceux de ses détracteurs qui le soupçonnent de mots couverts d'avoir en quelque sorte

trahi par défaut la cause d'une entreprise française, M. Delors a contre-attaqué avec véhémence : « Lorsque s'en prend à la Commission, on attaque le système institutionnel. Aux Français je dis que la construction européenne est comme un mariage : il y a des avantages et des inconvénients. Si vous voulez cette construction européenne, il faut accepter de faire des compromis. Si vous n'en voulez pas, il faut en sortir. Mais que serait par exemple la politique agricole de la France sans la politique agricole commune ? »

En matière industrielle, le président de la Commission a reproché aux milieux politiques français d'avoir une vision par trop égoïste de l'Europe et une mémoire sélective : « Il faudrait que les hommes politiques français se rappellent que dans d'autres affaires - Renault, Orkem, Pechiney, Air France, UTA - on a toujours trouvé une solution satisfaisante pour les intérêts français. » A propos d'Aérospatiale et de l'interdiction de la CEE, il a souligné que « ces deux entreprises se développent » et rappelé que la Commission « était toujours soucieuse de trouver une solution ».

Enfin, le président de la Commission européenne s'est estimé victime d'un « mauvais procès » intenté pour des raisons liées à l'avenir politique hexagonal que certains lui prêtent.

CHRISTIAN CHARTIER

Après l'abandon de la BCCI Grande-Bretagne par Abou-Dhabi

Les financiers arabes pourraient accélérer leur retrait de la City

La décision de l'émirat d'Abou-Dhabi, actionnaire majoritaire de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), annoncée le 3 octobre, de ne pas faire redémarrer les activités de la banque en Grande-Bretagne (le Monde du 5 octobre) a semé la discorde parmi les déposants.

LONDRES

correspondance

Les milieux de la City redoutent surtout aujourd'hui que les retombées du scandale de la BCCI n'accroissent le mouvement de repli des milieux d'affaires arabes de Londres, qui ont commencé à plier bagage lors de la guerre du Golfe. Les plus gros clients de la BCCI, plusieurs centaines au total, dont les pertes pourraient dépasser

le milliard de dollars (5,7 milliards de francs), veulent permettre à l'actionnaire principal de réaliser les actifs de la banque en évitant la liquidation pure et simple souhaitée par la Banque d'Angleterre. Mais la majorité des quarante mille clients britanniques disposant de comptes en sterling sont des petits déposants, favorables à la mise en liquidation pure et simple qui permettrait d'activer le déblocage des crédits du fonds britannique de protection, qui prévoit une indemnisation allant jusqu'à 15 000 livres (150 000 francs) par compte.

« L'effet de scandale de la BCCI sur les milieux d'affaires arabes de Londres, déjà traumatisés par la guerre du Golfe, est dévastateur », commente un expert anglais travaillant pour une banque saoudienne de la City après la décision de l'émirat d'Abou-Dhabi, actionnaire principal de la BCCI avec 77,4 % du capital, de mettre fin

aux espoirs de sauvetage de ses activités en Grande-Bretagne.

De l'avis général, l'affaire BCCI risque d'accroître le mouvement de repli de Londres des princes ou hommes d'affaires saoudiens ou du Golfe constaté depuis l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août 1990.

Hostilité de la Banque d'Angleterre

Un nombre croissant de ressortissants arabes, qui s'étaient transférés avec armes et bagages à l'ombre de la cathédrale Saint-Paul dans la foulée de l'explosion des pétrosterlings des années 70-80, ont choisi de rentrer chez eux ou de chercher une nouvelle patrie. « Les Arabes quittent Londres : le quotidien local Evening Standard s'inquiète. Car les faits sont là : cette communauté qui était aujourd'hui au ralenti, après avoir jonglé avec les millions, a déserté

ses lieux favoris que sont le grand magasin Harrods, les hôtels Churchill et Carlton Towers, ainsi que l'Express Café.

Selon des informations recueillies auprès de la firme d'avocats représentant le cheikh Zayed, émir d'Abou-Dhabi et président des Emirats arabes unis, l'hostilité à peine feutrée de la Banque d'Angleterre aux projets de relance partielle de la BCCI est tenue pour responsable de l'échec de l'opération tentée par la banque d'affaires Schroder-Wagg.

Sous couvert de neutralité, la « Vieille Dame » qui a fait fermer la BCCI le 5 juillet n'a guère encouragé les temples financiers de la place de Londres, invités par Schroder-Wagg à participer en tant qu'actionnaires minoritaires au plan de sauvetage.

MARC ROCHE

Lire la suite page 30

CHALLENGES
COMPRENDRE, C'EST GAGNER

ILS SONT SEPT MILLIONS ET PESENT 660 MILLIARDS

Les CÉLIBATAIRES
UN MARCHÉ À PRENDRE

Première étude quantitative sur une population qui, bien qu'affichant des goûts et des besoins communs ne semble intéresser ni les gourous du marketing, ni les entreprises.

ET AUSSI

- DOSSIER INFORMATIQUE : Une grande enquête sur la crise de croissance d'un secteur qui n'en finit pas de faire sa révolution.
- COMMENT AIDER LA RUSSIE : par Alexandre Adler

EN KIOSQUE 30 F



propos des pays de l'Est européen, A. Fabra

Le Monde de la Fonction Commerciale

ÉCONOMIE

SOCIAL

L'intérim plafonne, les contrats à durée déterminée diminuent légèrement

La précarité de l'emploi s'est maintenue à un niveau élevé en 1990

L'affirmation selon laquelle la précarité de l'emploi aurait diminué en 1990 avait beaucoup circulé. On parlait d'un regain pour la création d'emplois stables. En réalité, cette tendance apparaît moins nette, au vu de deux études, publiées simultanément par l'INSEE et par le ministère du travail, qui portent, l'une, sur le niveau d'activité de l'intérim au cours de l'année passée, l'autre, sur les recrutements à durée déterminée.

Contrairement à une idée reçue, accordée par le ralentissement économique intervenu à la fin du deuxième trimestre, l'activité du travail temporaire a atteint des sommets en 1990. Au cours de l'année, le nombre de contrats conclus par les agences d'intérim a dépassé les 7,5 millions, en progression de 12 % par rapport à l'année précédente, et sans comparaison avec les 2,3 millions obtenus en 1984. Jamais, non plus, le nombre d'intérimaires n'a été aussi important. Ensemble, ils ont fourni un volume de travail équivalent à 338 000 salariés permanents à temps plein, soit 9,3 % de plus qu'en 1989, là aussi à comparer aux 102 000 de 1984.

Si, donc, il n'y a pas eu de baisse, il faut cependant reconnaître que les rythmes de croissance ont été plus faibles l'an passé. Rien à voir, en effet, avec les bonds des années précédentes, quand les taux d'évolution, comme en 1987, 1988 et 1989, tournaient autour de 20 % et même 30 %. Après des performances qui portaient à l'euphorie, et à un tel niveau, il paraît normal que la croissance finisse par marquer le pas. Ce que confirment d'ailleurs les premiers résultats connus pour le premier trimestre de 1991, puisque, avec 1,6 million de contrats, la pro-

fession enregistre un recul de 6 % par rapport à la même période de 1990. Mais ce coup de frein est intervenu dans un climat morose, dont on peut percevoir les signes grâce à plusieurs indices. D'une façon générale, les employeurs ont réduit leur recours aux emplois précaires, avant de toucher aux effectifs permanents. Cela est particulièrement vrai dans l'industrie manufacturière, où l'usage des intérimaires s'est stabilisé, et plus encore dans la construction automobile, où la baisse a été de 6 %. En un an, ce secteur a perdu la moitié de ses intérimaires, soit l'équivalent de 10 000 emplois à temps plein. En revanche, l'intérim a progressé de 17 % dans le bâtiment, de 26 % dans les industries agricoles et alimentaires.

Une profession sensible

Quand on sait que, globalement, les secteurs de l'industrie et du bâtiment totalisent les trois quarts de l'activité d'intérim, on comprend que cette profession, déjà sensible aux fluctuations économiques, puisse s'enrhumer des secousses des plus grands utilisateurs adoptent une position de repli. En regard, les scores réalisés dans les secteurs du tertiaire pèsent de peu. Même si le volume de travail temporaire a doublé dans les organismes financiers et les assurances, ou augmenté de 38 % dans les services non marchands.

Avec une déstabilisation intervenue plus tôt dans le temps, un phénomène identique s'observe pour les recrutements avec des contrats à durée déterminée, qui s'étaient beaucoup développés jusqu'en 1989 et qui représentent toujours les deux tiers du volume total des embauches. Pour la première fois depuis 1983, ces emplois à durée déterminée baissent de 0,5 point en

1990, tandis que les embauches directement firmes ont augmenté de 0,8 point.

Pour autant, peut-on dire que cette année a été plus favorable aux emplois stables ? L'INSEE, qui avance cette explication, fournit aussi des arguments qui la nuancent. Par exemple, on peut considérer que les employeurs, dans un contexte de ralentissement de la création d'emplois, ont été un peu moins attentistes que prévu en préférant améliorer la part des contrats à durée déterminée dans leurs embauches. Mais on peut aussi prétendre qu'ils ont renoncé, plus que par le passé, à transformer certains contrats à durée déterminée en recrutements définitifs, comme ils avaient l'habitude de le faire. En effet, le nombre des départs d'une entreprise après un contrat à durée déterminée a plutôt

eu tendance à se maintenir. Or, si l'emploi précaire sort de période d'essai, il ne représente, aussi, qu'une faible part de l'emploi salarié total.

Quoique relativement moins importante en 1990, la précarité de l'emploi pèse donc toujours sur le marché du travail, d'après les deux études de l'INSEE et du ministère du travail. Surtout - et les deux documents en apportent la démonstration - on voit bien que ces formes d'emploi s'adressent en priorité à des publics parmi les plus vulnérables. C'est-à-dire les jeunes de moins de vingt-cinq ans, les moins qualifiés, qu'ils soient ouvriers ou employés, et les femmes. Au moindre mouvement défavorable, ce sont eux qui renouent - et qui renouent - avec le chômage.

ALAIN LEBEAUCHE

CORRESPONDANCE

Les suites de l'accident d'Habsheim

Une lettre de M. Norbert Jacquet

M. Norbert Jacquet nous adresse la lettre suivante, après la publication d'un article du Monde du 17 juillet, dans lequel il était cité :

Pilote à Air France, j'avais pris publiquement position sur l'accident d'un Airbus A-320 à Habsheim le 26 juin 1988. Dans les jours qui ont suivi, l'Etat m'a retiré ma licence de pilote sous un faux motif psychiatrique, ce qui a entraîné mon licenciement de la compagnie nationale, sans aucune indemnité. Ces décisions avaient pour objet d'exercer des pressions

sur moi et de me discréditer. En juin 1989, M. Delebarre, ministre des transports, n'a déposé pas moins une plainte contre moi pour diffamation de son administration, et M. Tenenbaum, directeur général de l'aviation civile, et Davidson, chef du bureau enquêtes-accidents, se sont joints à la procédure. MM. Tenenbaum et Davidson ont perdu en première instance et n'ont pas fait appel.

Compte tenu des développements internationaux de cette affaire, l'administration m'a restitué mon aptitude au mois de juin dernier et, en raison des « problèmes mis au jour par [mon] licenciement abusif », M. Quilès a fait savoir par lettre du 15 juillet qu'il demandait une réforme des procédures médicales. Toutefois, il a été fait en sorte que je reste sans emploi et que je ne perçoive aucune indemnité. Alors que la plainte de M. Delebarre, et de lui seul, vient prochainement en appel, je ne dispose plus des moyens matériels suffisants pour me défendre. J'ai porté ces faits à la connaissance du cabinet de M. Quilès et j'ai également informé des conseillers du Premier ministre.

A la demande du gouvernement

Rhône-Poulenc diffère l'annonce de suppressions d'emplois

Le groupe nationalisé Rhône-Poulenc a décidé de repousser à une date ultérieure la réunion du comité central extraordinaire qui devait se tenir le 3 octobre.

Au cours de celle-ci, près d'un millier de suppressions d'emplois devaient, selon les syndicats, être annoncées. Aucune nouvelle date n'a été fixée.

Ce report, précisait-on lundi chez Rhône-Poulenc, est lié à la « demande d'informations complémentaires » formulée par l'Etat. Le 3 octobre devant l'Assemblée nationale, le premier ministre, M. Edith Cresson, avait souligné que « si des licenciements se révèlent nécessaires, les entreprises publiques doivent négocier avec les partenaires sociaux et l'Etat actionnaire ».

ALAIN LEBEAUCHE

FINANCES

M. Bérégovoy affirme qu'il ne sera pas « l'homme de la dévaluation »

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a affirmé dimanche 6 octobre sur Radio Monte-Carlo qu'il ne serait pas « l'homme de la dévaluation », tout en se déclarant persuadé que ni le président de la République ni le premier ministre n'avaient l'intention de changer de politique économique. « Si les uns ou les autres, ici ou ailleurs, envisageaient un changement de politique qui conduise à la dévaluation, je dirais simplement, pas en ce moment. Mais je ne crois pas que le président de la République ou le premier ministre me demandent un jour de dévaluer, ce qui veut dire que ma succession n'est pas ouverte », a déclaré le ministre.

« Si l'ajustement que je juge nécessaire pour que le chômage soit réduit en France, je parviens immédiatement par des lois nationales », a conclu M. Bérégovoy. « Mais si nous tentons de dévaluer, les taux d'intérêt augmenteraient et, au bout de six mois, on compterait 200 000 à 300 000 chômeurs de plus ».

CEE

M. Strauss-Kahn critique les aides aux chantiers navals allemands

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur, critique, dans une interview à Ouest-France le 7 octobre, la Commission européenne pour avoir autorisé des aides à des chantiers navals allemands, alors qu'elle interdit le rachat du constructeur aéronautique canadien de Havilland par le consortium franco-italien Aérospatiale-Alenia.

Interrogé sur le risque de voir les subventions françaises aux chantiers navals interdites par la Commission, le ministre précise qu'il dispose de

900 millions de francs dans son projet de budget (pour 1992) « qui vont aux chantiers de construction », mais il ajoute qu'il y a « un problème avec l'Allemagne ». « Afin de l'aider dans son unification, la Commission vient d'autoriser des aides considérables qui me semblent tout à fait déraisonnables. Elles risquent de déstabiliser l'ensemble du marché européen. Je dis danger quand il y a deux poids, deux mesures. D'un côté on pousse à un libéralisme effréné [le dossier Aérospatiale] et de l'autre [la navale allemande] un interventionnisme exagéré », estime le ministre.

ÉTRANGER

L'URSS obtient un statut d'« associé spécial » auprès du Fonds monétaire international

L'Union soviétique a obtenu un statut d'« associé spécial » auprès du Fonds monétaire international (FMI). Ce statut ne lui permettra pas de bénéficier des prêts qui sont réservés aux membres à part entière du Fonds. En revanche, l'accord conclu samedi 5 octobre à Moscou entre le président Gorbatchev et le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, permettra à l'URSS de bénéficier de l'assistance

technique nécessaire pour mettre en place les réformes économiques. Une mission du FMI doit entamer immédiatement des rencontres avec les responsables soviétiques afin de préparer les programmes d'assistance, au niveau fédéral comme au niveau des différentes républiques. Cette assistance portera notamment sur les politiques économiques, la réforme bancaire et fiscale et sur l'appareil statistique.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREDISUEZ

RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1991

Réuni le 23 septembre 1991 sous la présidence de Monsieur Bernard Egloff, le conseil d'administration de Credisuez a examiné les comptes et l'activité de la société au cours des six premiers mois de l'année.

Au terme du premier semestre 1991, le total du bilan consolidé de Credisuez atteint MF 90.051, en hausse de 8,5 % par rapport au 30 juin 1990. L'encours de crédit à la clientèle représenté MF 72.061, soit un accroissement de 12,5 % au cours des douze derniers mois.

La Banque La Hénin bénéficie d'une progression de 9,5 % de son résultat net consolidé par rapport au premier semestre 1990. Il atteint MF 66,5. L'encours des crédits portés par la Banque a augmenté de 17,5 % au cours de cette période, représentant 40,5 milliards de francs au 30.06.1991.

La Banque Sofinco a enregistré au premier semestre 1991 une quasi-stagnation de sa production dans un marché en régression, les encours au 30 juin 1991 étant supérieurs de 7,9 % à ceux atteints fin juin 1990. La poursuite des gains de productivité a cependant permis d'obtenir une hausse de 12 % du résultat net courant qui atteint MF 85 au 30 juin 1991.

Les actifs gérés par la société Finagest représentaient 25 milliards de francs à la fin du mois de juin 1991, en conformité avec l'ambitieux objectif d'accroissement des masses gérées fixé pour l'exercice 1991, devant ainsi permettre une progression significative du résultat net annuel.

La Compagnie La Hénin Vie a poursuivi son développement à un rythme soutenu. La production de primes nouvelles, en hausse de 94 % par rapport à celle du premier semestre 1990, s'élève à MF 792,6 et conduit à envisager une hausse substantielle du résultat net en 1991.

Les revenus du groupe Credisuez s'élèvent à MF 1.696 (+ 2,5 % par rapport à ceux du premier semestre 1990) et le résultat d'exploitation (MF 252,5) progresse de 12,3 %.

Le bénéfice net total ressort à MF 156,2 en hausse de 2,6 % par rapport au bénéfice enregistré fin juin 1990, qui incluait MF 27 de produits exceptionnels. La progression du résultat net courant atteint 23,5 % (MF 155,1).

Les fonds propres de Credisuez représentent MF 3.748 au 30 juin 1991 dont les deux-tiers sont composés de fonds propres de première catégorie. Ils incluent une avance sur augmentation de capital de MF 250 versée par la Compagnie de Suez.

A l'occasion de l'émission par Credisuez d'un emprunt obligataire à coupon zéro en juin 1991, l'agence Standard and Poor's-AdeF lui a attribué la note « AA- », en raison des fortes positions de la banque sur ses marchés spécifiques et de sa détention à 100 % par la Compagnie de Suez.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EUROCOM

EUROCOM et RSCG viennent de conclure un accord pour fusionner leurs deux groupes sous la nouvelle enseigne EURO RSCG.

Préalablement à cette fusion, RSCG augmentera son capital social d'environ 500 millions de francs.

Pour faciliter le rapprochement des deux groupes, HAVAS souscrira une partie de cette augmentation de capital, et restera le principal actionnaire du nouvel ensemble EURO RSCG avec une participation de l'ordre de 40 %.

Le poids du groupe RSCG dans l'ensemble fusionné sera de l'ordre de 25 %. Les parités définitives seront finalisées après audit et sous réserve du contrôle des Commissaires à la fusion.

Les actionnaires fondateurs de RSCG se sont engagés à conserver la plus grande partie des actions d'EURO RSCG qu'ils recevront lors de la fusion.

La fusion sera soumise à l'approbation des actionnaires d'EUROCOM et de RSCG à la fin de l'année 1991 ou au début de 1992.

EURO RSCG sera le premier groupe de communication européen et le sixième mondial, effectuant plus de 50 % de sa marge brute à l'international avec la perspective d'y réaliser les deux tiers d'ici trois ans.

Pour l'exercice 1992, les Dirigeants des deux groupes se sont fixés comme objectifs :

- de maintenir le bénéfice par action net courant consolidé avant amortissement des survaleurs, part du groupe, au niveau du bénéfice par action d'EUROCOM pour l'exercice 1991 ;
- de réduire l'endettement du nouvel ensemble, endettement qui aura déjà été allégé par l'augmentation de capital de RSCG de 500 millions de francs environ.

EUROCOM

La logique du cœur fin

par France

D

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

Les capitaux privés

CHAMPS ECONOMIQUES

Un débat sur les entreprises publiques

Le sort des entreprises publiques, notamment leur autonomie dans la gestion de leurs effectifs ou leur ouverture à des capitaux privés, est en question. Le débat est là : d'un côté, François Morin défend la création d'un « cœur financier puissant et organisé ». De l'autre, Didier Pène dénonce la constitution d'une toile d'araignée « encore plus ingouvernable ». Face aux modèles anglais et allemand, où va le néo-capitalisme français ? Entre Rhin et Tamise...

La logique du cœur financier

par François Morin

DEPUIS le début de cet été, et dans un laps de temps très court, une sorte d'emballement a saisi le secteur financier public. Celui-ci s'est vu doté par l'Etat de participations industrielles dont le nombre et la qualité ne manquent pas d'impressionner. Par ailleurs, le débat sur les privatisations (et le « ni-ni ») a été relancé par la conférence de presse présidentielle du 11 septembre et par la perspective de la discussion budgétaire.

On ne peut nier le fait de faire le rapprochement entre ces deux séries d'événements. N'obtiennent-ils pas à une certaine logique : la constitution de ce que l'on propose d'appeler ici un cœur financier public puissant et organisé qui apparaîtrait comme le préalable à une ouverture partenariale à des capitaux privés ?

Des capitaux privés

Trois étapes ont marqué la création de ce cœur. La première phase date du début de l'année 1989 avec la formation de groupes-réseaux internes au secteur public : participation coïncide entre la Banque nationale de Paris (BNP) et l'UAP (Union des assurances de Paris) ; prises de contrôle du GAN (Groupe des assurances nationales) sur le Crédit industriel et commercial (CIC) ; participation de la Caisse des dépôts, et plus tard de Thomson, dans le capital du Crédit lyonnais.

Cette recombinaison a eu pour résultat fondamental de renforcer les fonds propres de ces entités financières. Une condition indispensable pour les banques qui doivent respecter les ratios prudentiels internationaux. Dans une deuxième phase, les pôles financiers publics ainsi nouvellement constitués ont eu les moyens de s'engager dans des stratégies vigoureuses de croissance externe. Le Crédit lyonnais s'est montré sans doute le plus actif dans ces opérations. Il a ainsi pris (ou renforcé) des participations dans une série de groupes privés : Bolloré, Navigation mixte, SAE, Lyonnaise des eaux, Bouygues. De son côté, la BNP est aujourd'hui actionnaire de Saint-Gobain, de la Générale des eaux, d'Ha-

chetteville, de Matra, d'Accor, de Saint-Louis.

Pourrait-on, dans une troisième étape, aller plus loin dans ce mouvement sans une injection supplémentaire de fonds propres ? La réponse est venue cet été : l'Etat a autorisé la cession de certaines de ses participations à des banques publiques (soit par apports directs, soit par abandon de ses droits de souscription lors d'opérations d'augmentation de capital) : 20 % d'Usinor ont trouvé preneur auprès du Crédit lyonnais, et environ 10 % d'Air France auprès de la BNP.

En procédant ainsi, l'Etat a fait d'une pierre deux coups. Il poursuit sa politique de renforcement des fonds propres des banques, mais surtout il donne, cette fois-ci, aux entreprises industrielles du secteur public un accès élargi à des ressources longues.

La poursuite logique de ce processus est désormais devant nous. L'ouverture partenariale à des capitaux privés est devenue possible dans la mesure même où les pôles financiers du secteur public se sont considérablement renforcés. Ensemble, par leurs interrelations, ces pôles forment désormais un cœur susceptible de

faire circuler un sang financier nouveau qui alimentera la restructuration du capitalisme français.

Ce cœur présente trois grandes caractéristiques (voir « organigramme ») :

— L'Etat demeure le principal actionnaire des entreprises, mais son pouvoir est désormais partagé avec d'autres organismes du secteur public. La configuration en réseau des alliances entre les groupes du secteur financier public apparaît aujourd'hui irréversible en raison des noyaux stables qui se mettent en place.

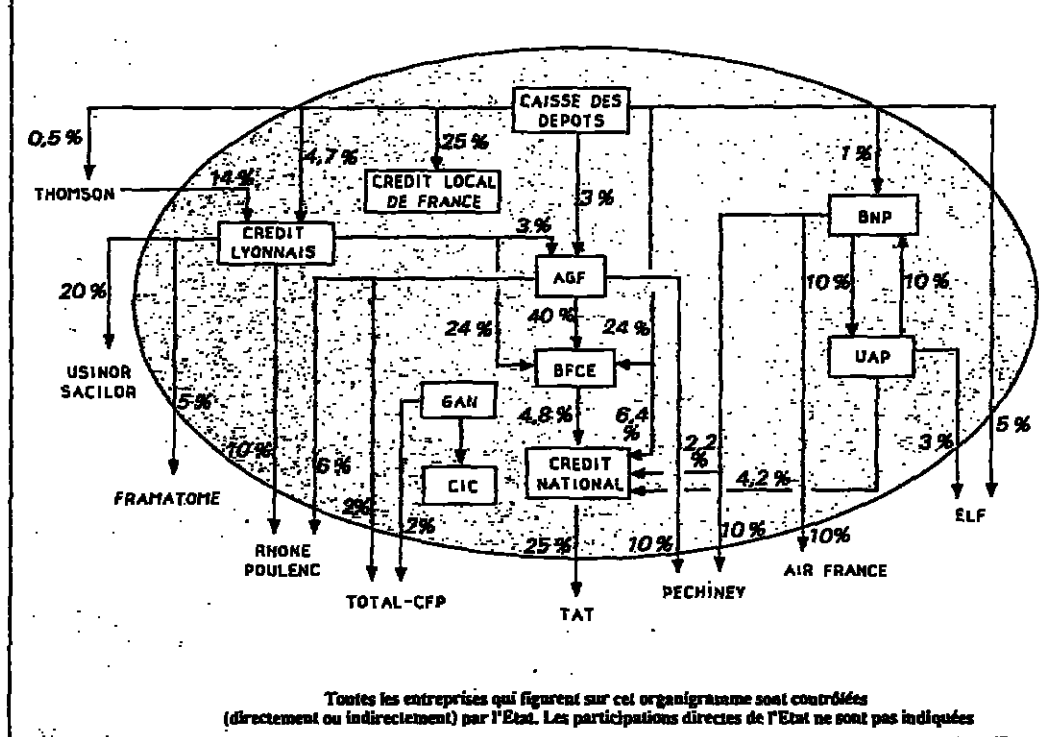
— Parmi ces réseaux, il faut distinguer celui de la Caisse des dépôts qui innove la quasi-totalité des pôles financiers. A ce titre, n'est-il pas appelé à jouer, à côté de l'Etat, un rôle important de régulation dans l'organisation et la gestion des flux financiers ?

Le respect du « ni-ni »

— Deux autres réseaux dominent également : celui du Crédit lyonnais dont la structure développée s'explique par une croissance externe récente et puissante ; et celui du tandem BNP-LIAP, forme assez caractéristique de la « bancassurance » française. Les autres réseaux (du type bancassurance également), ceux des AGF-BFCE (Banque française du commerce extérieur) et du GAN-CIC, sont certes de taille plus réduite mais leur rôle a toutefois été très actif dans les opérations récentes (Pechiney, Rhône-Poulenc, Total...).

Mais cette nouvelle organisation ne manque pas de relancer de vieux débats à la fois idéologiques et pratiques : en proclamant récemment, et sans doute trop vite, la mort du ni-ni, beaucoup d'observateurs font

Au centre du système (septembre 1991)



Toutes les entreprises qui figurent sur cet organigramme sont contrôlées (directement ou indirectement) par l'Etat. Les participations directes de l'Etat ne sont pas indiquées.

au moins deux erreurs d'appréciation. En France, d'après notre Constitution (article 34), pour nationaliser comme pour privatiser, il faut impérativement une loi (d'où le dispositif législatif de février 1982 pour les nationalisations, et celui d'août 1986 pour les privatisations).

Depuis mai 1988, aucune loi n'est intervenue, soit pour étendre, soit pour restreindre le champ du secteur public, et il n'est pas à notre connaissance question d'en déposer une autre. Le ni-ni a donc été jusqu'à présent respecté d'un point de vue légal.

Du point de vue économique, le gouvernement n'envisage absolument pas de privatiser le pouvoir des entreprises publiques. Ce dont il est question, c'est plus simplement une ouverture limitée du capital (dans une fourchette maximale de 49 %) à des capitaux externes. L'initiative publique reste donc entièrement maîtresse des stratégies et des nominations. Le « ni-ni » est donc là aussi respecté.

La nouveauté, bien réelle celle-là, est le principe d'ouverture partenariale des capitaux publics. Jusqu'à présent, l'entrée se faisait au compte-gouttes dans un nombre très limité d'entreprises. La nouvelle stratégie permettra au secteur public une meilleure insertion dans les réseaux internationaux d'alliance, et imposera une plus grande rigueur de gestion du fait d'une appréciation pluraliste des résultats. N'est-ce pas là un des moyens essentiels pour accroître l'efficacité et la flexibilité tant recherchées des entreprises publiques ?

Presque archaïque, le débat sur la nationalisation à 51 % resurgit actuellement : certains commentateurs font observer qu'il eût été plus judicieux de procéder à des nationalisations à 51 % dès 1981 plutôt que de les réaliser maintenant. Quelle revanche de l'Histoire ! a-t-on pu entendre. Mais un tel raisonnement confond sans doute un peu trop rapidement la nationalisation, qui est une expropriation de tous les actionnaires (sauf rupture d'égalité entre eux) autorisée par la loi et la prise de contrôle à 51 % qui induit une tout autre procédure.

Un chemin européen

Sur le plan des moyens, il y a des raisons certaines logiques juridiques, économiques et même historiques à chercher d'abord à nationaliser par voie légale pour ensuite procéder à des rétrocessions partielles, à condition naturellement que les entreprises retenues aient été unies entre-temps en état de santé leur permettant de jouer une ouverture partenariale crédible.

Quant au débat engagé sur l'utilisation des ressources tirées de la vente des actions, il ne pourra pas ne pas avoir une incidence budgétaire sur l'admission de l'ouverture à des investisseurs privés se fera exclusivement par voie d'augmentation de capital. Faut-il alors des mesures ciblées comme une aide à la politi-

que de l'emploi ou une dotation supplémentaire à d'autres entreprises publiques ? Ou bien des mesures à caractère plus général comme un désendettement de l'Etat ?

En termes de politique économique, la baisse de l'endettement produirait sans doute les effets les plus durables en raison de l'allègement du service annuel de la dette : la réduction du déficit budgétaire, qui en découlerait, diminuerait en effet le besoin de financement de celui-ci ; et le moindre appel à l'épargne ne peut alors que favoriser la baisse des taux d'intérêt, avec les conséquences a priori favorables sur la croissance et l'emploi. Les autres solutions provoquent des résultats certes tangibles, mais à plus court terme et à effets limités : ils ont aussi pour eux d'être plus médiatiquement perceptibles.

La dernière interrogation touche le type de capitalisme vers lequel l'économie française tend à se diriger : modèle « libéral » du capitalisme anglo-saxon, ou bien modèle « régulé » du capitalisme continental (essentiellement allemand, suisse et - par extension - japonais) ? Historiquement, le premier symbolise un capitalisme établi et dominateur dont la logique de développement repose sur un principe de compétitivité interne, lui-même fondé sur une politique de concurrence.

Quant au modèle continental, il révèle des forces montantes et déstabilisatrices. C'est un capitalisme conquérant reposant sur deux piliers : une politique industrielle active (destinée à protéger les marchés internes) et la recherche d'une compétitivité externe pour bénéficier d'effets d'échelle sur le marché mondial. Dans ce modèle, les rapports banque-industrie sont essentiels pour canaliser les ressources nécessaires à la recombinaison des systèmes productifs.

L'émergence de pôles publics puissants, à côté de pôles privés non moins puissants (Suez et Paribas notamment), contribue à nous rapprocher un peu plus de ce dernier modèle. Avec un cœur financier structuré dont le rôle régulateur apparaît de plus en plus grand dans le financement des opérations de restructuration, l'économie française cherche à ouvrir le chemin européen.

N'en déplaise aux orientations par trop libérales de la politique de la concurrence de la CEE, la construction de l'Europe est sans doute à ce prix : les économies de marché doivent se contraindre elles-mêmes à s'autoréguler, au risque sinon de disloquer totalement leurs appareils productifs sous les effets dissolvants de la concurrence internationale.

► Professeur à l'université Toulouse-1.

L'impasse du secteur concurrentiel

par Didier Pène

LA gestion des entreprises publiques françaises concurrentielles est l'un des domaines où se sont produits les changements les plus importants et les plus intenses au cours de la dernière décennie. On est passé en dix ans du capitalisme d'Etat renforcé à l'Etat capitaliste à partir de 1983, puis à l'Etat épanoui dans le capitalisme depuis 1988 qui correspond au « triomphe » de l'économie mixte à la française.

Mais la crise actuelle révèle les faiblesses intrinsèques du système. La prochaine étape sera-t-elle la dissolution du secteur public concurrentiel dans le capitalisme, une redéfinition du rôle de ce secteur public dans une économie ouverte ou l'Etat noyé dans le capitalisme ?

La première période, de 1981 à 1983, correspond au renforcement du capitalisme d'Etat, qui régnait déjà. Le premier gouvernement de gauche a donc trouvé un instrument adapté à sa vision des choses. Il s'est contenté d'ajouter à la liste des objectifs essentiellement macro-économiques - comme l'exportation, - la création d'emplois,

la démocratisation de la gestion, le progrès social et la reconquête du marché intérieur, et de prôner une gestion échappant aux contraintes financières « étroites ».

En contrepartie de ces missions, l'Etat devait se comporter en actionnaire généreux. Les performances de ce capitalisme d'Etat renforcé se sont rapidement avérées catastrophiques : les résultats des entreprises du secteur public concurrentiel ont baissé de 1,6 milliard à - 27 milliards de francs entre 1980 et 1984, et les importants apports d'argent de l'Etat n'ont pas été suffisants pour compenser ces handicaps.

Il fallait rapidement abandonner la plupart des missions. Malgré cela, le secteur public risquait de se transformer en tonneau des Danaïdes, et ce type de gestion était de toute façon incompatible avec la politique de rigueur inaugurée en 1983, qui signifiait que les entreprises publiques devaient « sortir du rouge » en 1985.

C'est ainsi que l'on passa à l'Etat capitaliste. La couleur politique des dirigeants se mit à compter moins que leurs compétences, et les restructurations se multiplièrent entre les sociétés nationalisées.

Ces dernières purent commencer

à alléger avec prudence leurs effectifs, même s'il fallut attendre 1985 pour pratiquer des licenciements « secs ». Très rapidement, les entreprises nationalisées se lancèrent dans une stratégie de croissance externe dynamique à l'étranger.

Mais ces actions coûtèrent cher. Or les résultats de ces entreprises, par ailleurs très endettées, ne devaient pour la première fois globalement bénéficier qu'en 1987, et la politique de rigueur du gouvernement socialiste poursuivie par la droite de 1986 à 1988 réduisit les apports de l'Etat de 17,4 milliards de francs en 1986 à environ 5 milliards de francs en 1988.

Inventer des quasi-fonds propres

Par ailleurs, le dogme du contrôle à 100 % par l'Etat empêchait, sauf exception mineure, de laisser ces sociétés vendre des actions nouvelles au public. Il fallait donc inventer des quasi-fonds propres qui ne réduisirent pas le contrôle de l'Etat : ce furent en particulier les titres participatifs sans droit de vote et les certificats d'investissement dont le droit de vote restait entre les mains de l'Etat.

La fin de la cohabitation marqua le passage à l'Etat épanoui dans

le capitalisme au point de ne pas être trop regardant sur le choix des moyens de financement. Ce fut également la période du triomphe du capitalisme de l'Etat à la française, qui se caractérisait essentiellement par les traits suivants : la France est probablement le seul pays au monde qui ait connu un accroissement du secteur public au cours de cette décennie !

Les résultats des entreprises publiques se sont considérablement améliorés entre 1988 et 1990, et elles ont accentué leur croissance externe avec des achats à l'étranger, en particulier aux Etats-Unis, comme ceux de Rorer par Rhône-Poulenc. L'Etat a cédé, dans la plus symbolique de ses entreprises, la régie Renault, aux demandes des dirigeants des entreprises publiques, qui voyaient dans la « vache sacrée » du contrôle à 100 % un empêchement à des associations capitalistiques nécessaires à leur stratégie et à leur financement.

Enfin, un nouveau couubinage privé-public s'est développé sous une bannière discrètement nation-

► Professeur au groupe HEC.

Lire la suite page 26

LE MONDE diplomatique

Octobre 1991

- **PROCHE-ORIENT** : Palestine, par Ignacio Ramonet. - Rancœurs et craintes dans les communautés orientales d'Israël, par Simone Bitton.
- **UNION SOVIÉTIQUE** : Les Républiques tentées par l'autoritarisme, par Bernard Frédéric. - La Russie menacée, à son tour, menacée de démantèlement ? par Marc Ferro. - La troisième semaine d'août, par John Berger.
- **CEE** : L'Europe à hue et à dia, par Bernard Cassen.
- **DÉVELOPPEMENT** : Etre comme eux, par Eduardo Galeano. - Trompe-l'œil et fausses ruptures, par Jacques Decroix. - Péron « ajusté », Péruviens écrasés, par Michel Chossudovsky.
- **ÉCONOMIE** : Puissance et crise des géants américains de l'assurance, par Frédéric F. Clairmonte.
- **CULTURE** : La littérature congolaise, par Jean-Michel Devésa.

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

INSEE
la référence au bout des pages...

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

• 5000 séries chiffrées en 100 tableaux ; les indices calculés en permanence.

• Abonnement 1 an (12 n^{os}) 301 F

INSEE - CNGP - BP 2718 - 80027 AMIENS Cedex

MANAGER LES ÉCRITS
de vos collaborateurs
Par une méthode innovante

FAIRE LA SYNTHÈSE
d'une réunion, d'un dossier, d'un entretien
L'essentiel des décisions, l'essentiel en peu de mots

BIEN ÉCRIRE EN AFFAIRES
Savoir rédiger pour être lu et compris

DEVENIR UN LECTEUR PERFORMANT
Lire plus vite, mieux comprendre et mieux utiliser ce que vous lisez

LES ATOUTS DE LA RÉUSSITE
DUNOD

Eurostaf
Europe Stratégie Analyse Financière

vous présente ses dernières études parues :

- La stratégie des 50 premiers groupes bancaires européens (2 tomes)
- Les cartes de paiement et de crédit en Europe
- Le financement de la production audiovisuelle
- L'industrie européenne des programmes audiovisuels
- L'édition en Europe
- La presse régionale en France
- Les S.S.I.I. face à la restructuration
- L'industrie mécanique en Europe (2 tomes)
- L'électronique de défense dans le monde (édition également en anglais)
- Le transport de fret européen : marché unique et pays de l'Est
- Le traitement des déchets industriels en Europe.

vous annonce ses prochaines parutions :

- Les sociétés de recouvrement de créances et de renseignements commerciaux
- Les groupes leaders européens de l'agro-alimentaire face à leurs concurrents américains.

Pour recevoir la présentation détaillée de ces études, contacter : EUROSTAF - 23, bd des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 49.24.90.50.

ESPRIT
septembre 1991

Paul Ricœur

Le juste, entre le légal et le bon

Le numéro : 70,00 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 480 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - Tél. : 48.04.08.33

Le Monde L'ÉDUCATION
Octobre 1991

ÉVALUATION

LE DEUG DE PSYCHOLOGIE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مركز التحليل

CHAMPS ECONOMIQUES

Conjoncture

Une menace de léthargie

L'accumulation de la dette des ménages et des entreprises empêche une reprise rapide de la croissance

par Claude Levant

A certains moments l'activité s'accroît, l'essor s'affirme, prend les allures d'un boom. Puis brusquement la crise éclate : les prix s'effondrent, les affaires s'arrêtent, la production ralentit, le chômage apparaît... Peu à peu cependant, l'équilibre tend à se rétablir, la reprise se dessine... Et le cycle reprend (1), car, par-delà des soubresauts mécaniques, un concours de circonstances se met en place pour créer les conditions d'une croissance retrouvée.

La production ayant été réduite un certain temps, les stocks auparavant accumulés s'épuisent jusqu'à ne plus suffire pour satisfaire la demande, suscitant ainsi une nouvelle production. La désinflation confirmée, l'érosion du patrimoine des ménages s'atténue, leur permettant de consacrer une part accrue de leurs revenus à la consommation. Les restrictions antérieures donnent lieu à un rattrapage, et la demande se redresse.

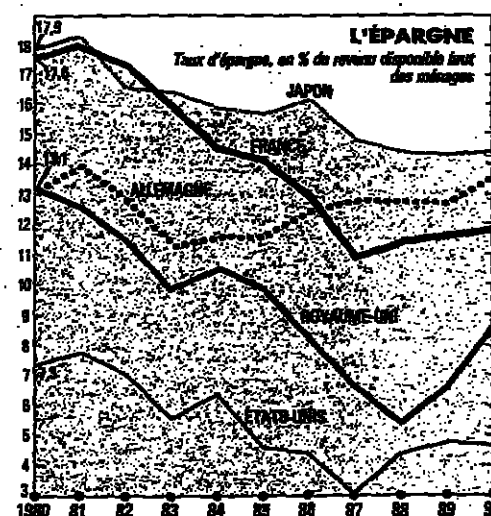
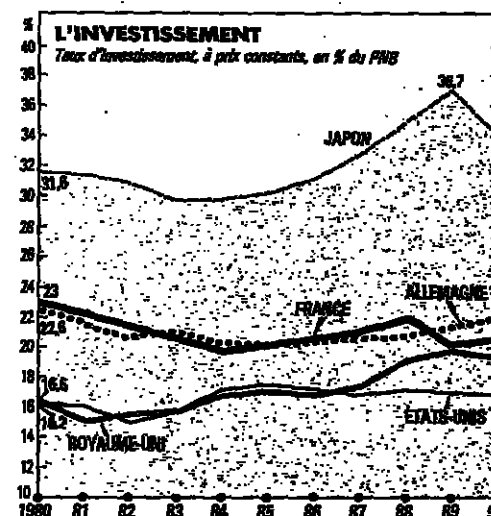
On sait dès lors que les enclenchements cumulatifs multiplient les chances de renouer rapidement avec une croissance vive. Les entreprises devront bientôt réembaucher, tandis que les équipements sont dans un premier temps suffisants pour autoriser davantage de production sans nécessiter de capacités supplémentaires ; leurs profits s'améliorent, créant ainsi les conditions d'une reprise future des investissements.

Toutefois, l'expérience nous a appris combien cette mécanique se grippait facilement, quand l'ossature structurelle des économies se modifie, de sorte que les fluctuations ordinaires de la conjoncture se révèlent d'une sensibilité extrême. Ces périodes troubles, propices à la propagation de prévisions contradictoires, glissent sans délai un climat d'incertitude qui souvent paralyse davantage encore la situation présente.

Un optimisme entretenu

Lorsqu'en début d'été la récession américaine prenait fin, les perspectives d'une amélioration de la conjoncture, tout juste confortées, renchéraient le dollar et déjà les inquiétudes récurrentes sur les moyens de financer une croissance supplémentaire se réveillaient. Le ralentissement de l'activité attendu en Allemagne et au Japon tardant à se manifester, une sortie précocée de la récession outre-Atlantique risquait d'empêcher que se libèrent les surplus nécessaires pour alimenter la croissance des pays débiteurs.

La France entretenait l'opti-



même ; on se gardait d'évoquer les conséquences de ce qui fut une récession sans qu'on le dise, pour insister sur les perspectives rassurantes du second semestre. Ailleurs, en Europe, l'Italie connaissait une conjoncture semblable à celle de la France, tandis que l'Espagne vivait à contre-courant, l'activité y étant notamment soutenue par la préparation des grands chantiers

Car les possibilités ne sont pas nombreuses lorsque se révèle une insuffisance d'épargne : ou bien la croissance peut être alimentée à crédit, ce qui suppose à la fois la présence de prêteurs potentiels et l'existence de marges d'endettement, et la reprise s'effectue, à l'image des années 80, dans un contexte de déséquilibre des comptes courants ; ou bien ces

de défaillance des remboursements. L'état de surendettement des agents absorbe en conséquence les effets de relance des politiques monétaires dans la mesure où celles-ci visent d'abord à alimenter une nouvelle demande de crédits incompatible avec la persistance de risques d'insolvabilité importants.

De fait, l'accumulation de la dette des ménages et des entreprises qui a affecté la plupart des pays industrialisés empêchera que la reprise de la demande privée s'effectue de manière rapide au cours des prochains trimestres. La réduction de l'inflation qui, traditionnellement, permet un redémarrage de la consommation au terme des périodes de récession sera par conséquent d'un impact assurément limité et dans ces conditions les possibilités de renouer avec une croissance soutenue en sont d'autant affectées.

A une consommation défaillante correspondent de faibles perspectives de production et par conséquent un ralentissement du rétablissement des conditions économiques générales. Or les ajustements nécessaires prendront du temps : dans un environnement morne les revenus progresseront peu, retardant d'autant la reconstitution des capacités de financement, tandis que les dérapages actuels des déficits publics absorberont une part importante de ces nouveaux revenus.

En dépit de politiques budgétaires résolument restrictives, 1992, comme 1991, sera parvenue à une année d'amplification des déficits publics. Aux États-Unis, le déficit fédéral récemment estimé par l'administration atteindrait 350 milliards de dollars en 1992 soit 5,8 % du PNB (dans l'hypothèse officielle d'une croissance de 3,6 % l'an prochain), après 284 milliards cette année. En Allemagne, le besoin public d'emprunt global sera encore tiré par les impératifs de limitation des dépenses et de nouvelles vagues de privatisations partielles, comme la France et l'Italie en ont récemment exprimé l'intention. A l'heure où l'économie plaine, ces perspectives sont de fait peu enthousiasmantes car on sait dès lors qu'elles excluent toute éventualité de relance volontariste par le biais budgétaire de sorte que les supports de la croissance future sont en définitive bien limités.

(1) Aperçu d'histoire contemporaine, de Louis Pomery. Ed. Grail, 1992.

Épargne des ménages et déficits publics (en % du PNB)

	Taux d'épargne 1990	1991	1992
ÉTATS-UNIS	3,3	5,0	5,8
ROYAUME-UNI	5,3	1,5	2,5
ALLEMAGNE	7,2	4,5	4,3
FRANCE	8,7	1,2	1,3

Sources : OCDE, prévisions officielles et estimations de l'auteur.

de 1992. Au Royaume-Uni, la gravité de la récession n'entraîne pas à des perspectives plus pessimistes encore, et on envisageait, même sans grande conviction, une reprise avant la fin de l'année.

On a conscience à la lecture des indicateurs récents que ces départs des économies industrialisées au cours des prochains mois, et l'incertitude se cristallise davantage sur la réalité de l'enclenchement d'une reprise que sur les moyens de la financer. Aux États-Unis, les résultats médiocres publiés à partir d'août ont éveillés le doute sur le caractère effectif de la reprise que les abaissés supplémentaires des taux d'intérêt, arbitrés en septembre par la Réserve fédérale, sont venus renforcer. La demande intérieure se contracte au Japon et la production fléchit. En Europe, l'activité reste atone dans les pays les plus affectés par la récession et s'est récemment retournée en Allemagne.

Ainsi, à l'automne, l'enthousiasme du début d'été obéit le pas et rapidement la morosité ambiante fait redouter que la conjoncture internationale s'installe dans un état de profonde léthargie... tel que celui, encore dans les mémoires, de la fin des années 70. Les perspectives de stagnation ne sont assurément pas appropriées, car les économies industrialisées sont globalement parvenues à se débarrasser de la moitié du mal ; mais celles de stagnation imprègnent de jour en jour les esprits, sans qu'on sache clairement en expliciter les raisons.

Si l'on redoutait à juste titre il y a quelque temps qu'une reprise de la croissance se traduise par des tensions dangereuses sur l'équilibre épargne-investissement, le diagnostic actuel constitue à bien des égards le pendant de cette analyse.

conditions se sont pesées et la reprise est ajournée dans l'attente d'une restauration de ces conditions, à l'image peut-être des trimestres à venir.

La première hypothèse est moins accessible dès lors que les pays traditionnellement créditeurs le sont moins et - ou - que les pays débiteurs deviennent proportionnellement plus nombreux que les pourvoyeurs d'épargne. Dans ce cas la répartition des moyens disponibles se réalise en fonction des opportunités de rémunération, qui sont généralement à l'origine de hausses des taux d'intérêt à même de restreindre la demande et l'investissement, comme ce fut le cas au cours des années récentes.

De faibles perspectives

Or, entre 1980 et 1990, la capacité de financement globale de l'OCDE s'est dégradée de près de 3 points de PNB tandis que la contraction des taux d'épargne des ménages était quasi générale : de 7,5 % à 4 % aux États-Unis, de 17,5 % à 12 % en France, de 18 % à 15 % au Japon, l'Allemagne constituant l'exception avec un taux d'épargne remarquablement stable autour de 12,5 %. Les investissements en logement des particuliers se sont fortement réduits, aux États-Unis plus fortement qu'ailleurs, mais aussi de manière notable dans les pays européens, tandis que les taux d'investissement productif restaient inertes durant les deux premiers tiers de la décennie écoulée pour se redresser momentanément entre 1987 et 1989.

La seconde hypothèse est rendue plus difficile lorsque les limites d'endettement supportables sont déjà atteintes, car la charge des dettes pesées ponctionne les revenus courants et multiplie les risques

GRATUIT jusqu'au 31 octobre

NEUBAUER
vous propose en octobre
votre **205, 309, 405**
en série spéciale V.I.P. cuir/bois

avec intérieur complet en cuir et finitions en bois
(planche de bord et rappels sur les portes en cuir d'origine)

NEUBAUER
vend et loue des voitures

3, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42 61 15 66
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42 85 54 34

29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42 93 50 52
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48 21 60 31

LIVRES

POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

CHAMPS ECONOMIQUES

Le trou noir des statistiques

par Monique Fouet

LES bilans courants des grands pays de l'OCDE ont marqué l'actualité de manière spectaculaire depuis le début de l'année avec la disparition brutale du déficit américain et de l'excédent allemand. Ce phénomène a suscité d'abondants commentaires et sans doute contribué à alimenter la monnaie du dollar face au deutschemark. Il est, malheureusement pour la compréhension de la situation mondiale, probablement inexistant.

Assurément, la balance courante américaine a été excédentaire au premier trimestre ; mais elle n'était pas forcément déficitaire auparavant. Quant à la balance allemande, il paraît difficile d'affirmer qu'elle soit réellement déficitaire aujourd'hui. La qualité des statistiques en la matière, pour ces deux pays comme pour les autres, est, en effet, à ce point mauvaise que plus de 80 milliards de dollars disparaissent au niveau mondial.

Le solde de la balance courante se compose du solde commercial (flux de marchandises) et du solde des « invisibles » (services et transferts). Il traduit l'épargne nette de la nation ; lorsqu'un pays dégage une

balance courante déficitaire, il importe dans le même temps des capitaux, c'est-à-dire qu'il fait appel à une épargne étrangère.

Au niveau mondial, ce que les uns exportent, les autres l'importent ; la somme des soldes commerciaux est nulle, la somme des bilans courants est nulle. C'est nécessairement ce qui se passe dans la réalité. Ce n'est hélas pas du tout ce que retracent les statistiques.

Erreurs et incohérences

Le solde de la balance commerciale mondiale, au lieu d'être égal à zéro, est déficitaire depuis 1977. Ce « trou noir » s'est accru lors du second choc pétrolier. C'est pourquoi, en 1983, le FMI, la BFI et l'OCDE s'étaient penchés sur le problème, en avaient identifié les causes principales et avaient en conséquence pu rectifier en partie les statistiques : l'erreur avait été réduite les années suivantes.

Du côté des marchandises, les exportations sont souvent enregistrées avant les importations ; en conséquence l'écart est négatif lorsque le commerce mondial se ralentit. Du côté des invisibles l'essentiel des incohérences se situait

dans le chiffrage des revenus des investissements à l'étranger. Tous les pays ne les comptabilisent pas de la même manière : certains ne prennent en compte que la fraction qui est rapatriée, d'autres, au contraire, les enregistrent en totalité. La mesure même de ces revenus découle d'estimations et non pas d'observations.

Aujourd'hui, en outre, la déréglage de la réglementation des premières années 80 et la multiplication de produits financiers nouveaux ont rendu largement inefficaces les systèmes de saisie statistique. Ceux-ci avaient été mis en place à l'époque où la majeure partie des transactions financières internationales se faisait par l'intermédiaire de grandes institutions, sur la base d'instruments conventionnels et limités en nombre. Il faut ajouter à cela qu'une partie du trou noir des statistiques mondiales est dû aux fraudes fiscales et à l'argent de la drogue.

Austérité et contrainte

Le déficit de la balance courante mondiale est passé de 36 milliards en 1987 à 82 milliards en 1990. Mais cela recouvre deux évolutions de sens opposés. L'erreur sur les marchandises est passée de + 43 à

+ 33 milliards. Celle concernant les invisibles a évolué de - 79 à - 115 milliards. C'est considérable et lourd de conséquences pratiques.

Les pays en voie de développement hors OPEP dégagent statistiquement un excédent courant de

Les pays de l'OCDE affichent globalement un déficit de 90 milliards de dollars, soit probablement à peu près le double de ce qui est en réalité. Combien de pays s'ingénient-ils des politiques d'austérité destinées à retrouver un équilibre extérieur qu'ils possèdent déjà ?

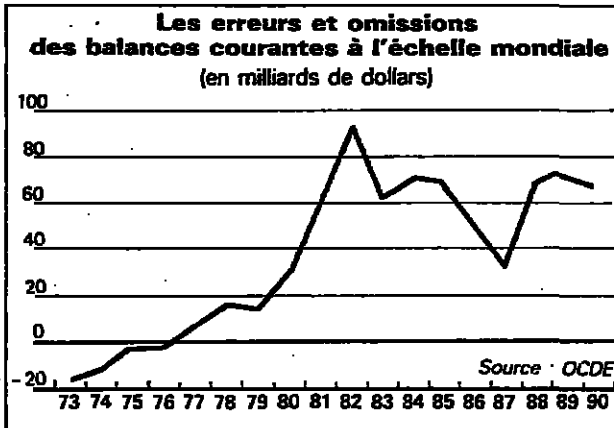
Les Etats-Unis pour leur part ont entrepris des travaux statistiques tendant à rectifier des statistiques qui en avaient à l'évidence de plus en plus besoin. En effet, en 1980, la différence entre balance courante et balance des capitaux (nécessairement nulle en réalité) était statistiquement évaluée à 80 milliards de dollars.

Les premiers résultats montrent que les erreurs provenaient des deux postes : sous-estimation des entrées de capitaux, surestimation du déficit courant. Il s'ensuit que les Etats-Unis ne sont pas devenus aussi massivement débiteurs nets vis-à-vis de l'étranger qu'on l'avait cru pendant plusieurs années.

Tout cela conduit à s'interroger sur la nature de la pénurie d'épargne à l'échelle mondiale qui s'annonce comme l'un des grands problèmes de la décennie 90. Cette pénurie existe, incontestablement ; mais où se situe-t-elle exactement, et quelle est son ampleur pour chacune des parties concernées ?

Il faut espérer que les organismes internationaux réexamineront rapidement la question afin de rectifier les statistiques, car l'ignorance risque de conduire à des erreurs graves de politique économique.

► Economiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).



12 milliards en 1990. Dans la réalité, leur excédent est certainement plus important encore. Cela signifie que ces pays transfèrent massivement vers l'OCDE des capitaux qui font cruellement défaut chez eux.

L'Allemagne va-t-elle elle aussi s'imposer une contrainte qui n'en est peut-être pas vraiment une, et freiner ainsi par son manque de dynamisme l'ensemble de la croissance européenne ?

BIBLIOGRAPHIES

Le modèle du cousin germain

DEPUIS des années, le grand jeu des analystes de l'industrie est de démontrer les ententes japonaises. Qu'ont-elles donc dans le ventre pour se placer avec cette insolence sur les marchés mondiaux ? Curieusement, les voisins allemands n'ont pas excité une telle curiosité. Or elles ne se défendent pas mal non plus. Sans doute le cousin germain suscite-t-il moins les fantasmes que le rival lointain.

Les *Secrets de réussite de l'entreprise allemande*, que vient de publier Maurice Bommensath, montrent qu'il est plus important de regarder outre-Rhin que sous le Soleil Levant. Ne serait-ce que du fait des synergies plus probables entre firmes françaises et allemandes en sein du grand marché de demain.

Notre auteur, qui n'est pas inconnu des lecteurs du *Monde*, fait preuve ici comme dans ses autres recherches de ses dons de clarté d'exposition et d'acharnement à trouver le petit fait vrai, plus parlant que de larges fresques. Il observe ici, aussi bien sur le terrain que dans des « études de cas », comment seulement d'inités.

Espace et temps

Très vite, après avoir posé les jalons indispensables, Maurice Bommensath recherche ce qui, dans la culture allemande, explique l'originalité du modèle d'entreprise et les difficultés de compréhension avec les dirigeants français. Ainsi, l'on sait que la « légitimité » de l'entreprise a été reconnue il y a belle lurette et que l'ingénierie des fonctionnaires dans les décisions est très rare. De même, le social est étroitement intégré à l'économie (gestion), l'enseignement est plus pragmatique et directement adapté aux besoins, la recherche - essentiellement privée - est axée sur les applications.

Il faut aller plus profond. S'appuyant notamment sur les recherches d'ET Hall, notre auteur insiste

d'abord sur la manière de prendre en compte le temps, très différente en Allemagne et en France. La première suit un système « monochronique ». Chaque chose en son temps. La deuxième est « polychronique » : une personne fait plusieurs choses à la fois. Autre différence : la circulation des informations n'est pas la même dans les deux cultures : dans le premier cas, l'univers est cloisonné et l'information ne se répand que suivant des axes déterminés ; dans le second, les informations circulent librement dans tous les sens.

L'espace, aussi, est différent, ne serait-ce que dans la façon de concevoir la « bulle » de chacun : on ferme toutes les portes des bureaux en Allemagne et beaucoup moins en France. D'où les comportements spécifiques : les Allemands privilégient la direction collégiale parce qu'ils ne croient pas à l'« homme universel » et préfèrent la « distance hiérarchique courte », les faits plus que la théorie.

La note de l'ouvrage s'adresse plus à des spécialistes. Ses observations amènent à penser que la machine allemande est « très cohérente mais lourde et lente », surtout dans les prises de décision. Mais ces défauts sont compensés par des gains dans l'exécution, rapide et de haute qualité.

Notre auteur étudie enfin les conséquences de ses remarques pour l'entreprise française. Ses analyses les plus originales portent, là, sur les dispositifs à installer pour attaquer le marché de l'ancienne Allemagne de l'Est. La valeur du livre de Maurice Bommensath est, on le voit, d'avoir su marier les recettes pour aborder un continent et la réflexion beaucoup plus profonde sur les ressorts cachés d'un peuple façonné par ses gènes et son histoire.

PIERRE DROUIN

► *Secrets de réussite de l'entreprise allemande*, de Maurice Bommensath. Editions d'organisation, 214 p., 198 F.

Comprendre le Japon

Utile manuel qui évite les contresens les plus grossiers sur le Japon aux cadres qui se rendent à Tokyo et qui n'ont pas le temps de lire d'autres ouvrages plus épais sur la société nipponne. L'auteur, Jean-Pierre Birat, ingénieur en chef à l'IRSID (Institut de recherche de la sidérurgie française), offre au lecteur des rudiments sur la culture, la langue, l'histoire et

les entreprises et leur place dans la société. Dans un style simple, il explique les rites et codes de la vie confucéenne au Japon. Domage qu'il soit si cher.

E.L.B.

► *Réussir en affaires avec les Japonais*, de Jean-Pierre Birat. Editions du Moniteur, 220 pages, 350 F.

Autre livre fait pour les hommes d'affaires qui veulent percer le protectionnisme nippon : *Cracking the Japanese Market*. Les auteurs, américains, sont des hommes d'entreprise. Jim Morgan a été PDG d'Applied Materials, une société de machines pour semi-conducteurs qui a fait une percée remarquable au Japon. Jeffrey Morgan, PDG de RAD Technologies, a travaillé précédemment chez Mitsui. Le livre

reflète nettement un point de vue américain, mais il donne à découvrir les arcanes du pouvoir des entreprises nipponnes et permet de mieux comprendre la *Japan Way*.

E.L.B.

► *Cracking the Japanese Market*, de James Morgan et Jeffrey Morgan. The Free Press, Macmillan Inc. (Smith and Son), 294 pages, 247,40 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Toutes ces obligations sont vendues. Le présent avis n'est publié qu'à titre d'information.



Crédit National

FF 3.000.000.000
Obligations 9 1/4 % 1991-2001
Prix d'émission : 99,50 %

Crédit Commercial de France • Morgan Stanley International

Caisse des Dépôts et Consignations • Deutsche Bank AG Succursale de Paris

Banque Bruxelles Lambert S.A. • BNP Capital Markets Limited

Crédit Lyonnais • Credit Suisse First Boston France S.A.

IBJ International Limited • J.P. Morgan & Cie S.A.

Paribas Capital Markets Group • Société Générale
S.G. Warburg Securities

ABN Amro • Banque Indosuez

Banque Sampaolo Paris • Barclays de Zoete Wedd Limited

Commerzbank Aktiengesellschaft • Crédit Agricole

Daiwa Europe Limited • Dresdner Bank Aktiengesellschaft

Generale Bank • Nomura International

Swiss Bank Corporation • Westdeutsche Landesbank Girozentrale

Nouvelle émission • 2 octobre 1991

CHAMPS ECONOMIQUES

PAUL FABRA

CHRONIQUE

On ne mettra plus, ou on mettra moins de guillemets à l'adjectif « normal », et à son substantif « normalité ». Cela pourrait être une conséquence indirecte, mais de grande portée, de la chute des régimes socialistes marxistes. Deux ou trois générations ont vécu avec l'idée qu'une sorte d'option se présentait à l'avenir du monde. Ou bien cet avenir serait « capitaliste », ou bien plus ou moins « collectiviste ». Que cette dernière hypothèse, considérée jusqu'à une époque récente (milieu des années 70) comme la plus probable, y compris par maints adversaires du socialisme, ait peu à peu gagné en crédibilité ne changeait guère la perception de la réalité. Demeurait l'idée largement partagée qu'il y avait une alternative. La politique déciderait du choix entre les deux termes.

Quand le régime sous lequel on vit est considéré comme le résultat d'une élection réversible, il cesse par là même d'apparaître tout à fait comme « normal ». Si d'aventure on pensait en son for intérieur qu'il l'était, on le disait rarement comme ça. La normalité semblait jurer avec la modernité. Notre siècle a longtemps cultivé l'ambivalence. Si on n'y aime pas la notion de normal, ce n'est pas, en dernière analyse, parce qu'elle renvoie à l'habituel, au moyen, voire à la médiocrité générale. La raison profonde pourrait bien être opposée. En acceptant le normal, on laisse entrer l'idée d'absolu : quelles normes, quelles valeurs acceptent de se donner pour relatives, pour contingentes ?

Etait-il normal de vivre dans une société libre ? La question ainsi posée aurait paru incongrue à la plupart des esprits jusqu'à, disons, la découverte, à travers les livres de Soljenitsyne, du goulag. C'est à partir de ce moment que, bien tardivement, les sociétés occidentales commencèrent à s'aviser qu'interdire à l'infime minorité de ceux qui écrivent de publier librement, c'est interdire à tout le monde de lire. Mais il fallut la révolte « à la base » des peuples d'Europe orientale et de l'URSS pour qu'on prenne la conscience de ce phénomène inouï : ce que les gens avaient espéré de toutes leurs forces derrière leur rideau de fer, c'était de vivre, comme à l'Ouest, normalement. L'aspiration au confort matériel n'était évidemment pas absente de leur esprit

(comment s'en étonner ?), mais s'inscrivait très logiquement dans cette revendication : l'exemple de l'Ouest ne montre-t-il pas à l'évidence que rien ne s'oppose à ce qu'une économie assure une rapide amélioration du niveau de vie, rien sinon le système absurde de la planification et de la collectivisation des biens ?

Le choc en retour produit à l'Ouest n'a pas fini de développer ses effets. A gauche, on a encore du mal à se faire à cette idée : si le socialisme dans sa version la plus exigeante n'est pas viable, ne doit-on pas en conclure qu'il est « normal » qu'il y ait des riches et des pauvres ? Pour passer l'épreuve, on remet en honneur une formule dont on se moquait naguère : l'égalité des chances. Son prestige retrouvé tient à son pouvoir de mobilisation. L'idée est encore susceptible de soutenir maintes réformes indispensables (dans l'enseignement, la justice, la fiscalité, etc.). L'égalité des chances est indiscutablement un objectif moins utopique et beaucoup plus positif que l'égalité des revenus et des conditions. Au début des années 70, le théoricien le plus prestigieux de la social-démocratie suédoise préconisait une société où le médecin confirmé ne gagnerait pas plus qu'une fois et demie le salaire de l'O.S.

Cependant le slogan américain de l'égalité d'opportunités bute aussi sur une impossibilité. Si l'expression a un sens, elle signifie que la chance est donnée à chacun de gagner plus que les autres (en argent, en reconnaissance sociale), et donc de créer au bénéfice de sa famille une situation de départ où l'égalisation des chances n'existe plus tout à fait.

La problématique est insoluble, il continuera sans doute à nourrir la rhétorique politique. Le fait, toutefois, qu'on ait renoncé à créer une société où il n'y a plus de riches accentuera sans doute une évolution commencée avant l'effondrement des régimes marxistes. Par exemple, une forte pression continuera à s'exercer pour atténuer, sinon supprimer, la progressivité de l'impôt.

Retour à la normalité

Cette dernière n'est pas un principe solide pour bâtir un système fiscal rationnel. A partir du moment où l'on met l'accent sur le caractère redistributif de l'impôt, où l'on fixe le seuil à partir duquel il convient de s'arrêter ? S'il est « juste » que les titulaires de hauts revenus soient taxés à un taux plus élevé, la justice ne sera-t-elle pas d'autant mieux servie que ce taux se rapprochera de 100 % ? On sait à quelles aberrations pratiques avait abouti le vertige de l'égalitarisme fiscal. Jusqu'aux mesures d'allégement prises par M^{re} Thatcher, on voyait toute une catégorie de Britanniques, ceux qui possédaient un gros portefeuille de titres, fuir leur pays où ils pouvaient, dans certains cas, être imposés pour un montant dépassant la totalité de leurs revenus. En Suède, le gouvernement social-démocrate qui vient d'être battu aux élections avait aussi commencé à corriger le tir en ramenant à 60 % le taux maximal de l'imposition.

Dieu sait si, en France, il était de bon ton de brocarder la « sacro-sainte » propriété privée. Moyennant quoi on en a pris à son aise avec un strict état de droit. La puissance publique se donna le beau rôle en opposant l'intérêt général aux intérêts particuliers, parmi lesquels se trouvent les intérêts de propriétaires risquant l'expropriation. C'est ainsi qu'en France les enquêtes d'utilité publique sont rapidement expédiées, les propriétaires concernés n'étant avertis que par voie d'affichage dans les mairies. Dans les grandes villes, cela veut dire que la plupart d'entre eux ne sont avertis que dans la phase finale, au moment de l'enquête dite « parcellaire ». Les arrêtés préfectoraux sont alors déjà pris. On se gaussait volontiers des pays où des consultations systématiques, entreprises dès le début du processus, retardent et parfois empêchent l'installation des voies ferrées, la construction des autoroutes et, naguère, celle des centrales atomiques. Ces deux derniers exemples tendent à prouver que l'intérêt général, présenté comme un absolu, est en réalité contingent,

soumis aux engouements du moment. Le premier choc pétrolier fit abandonner plus d'un projet considéré quelques mois auparavant par les Ponts et Chaussées comme absolument indispensable pour l'aménagement de la sortie de telle ou telle ville. Quant au programme nucléaire d'EDF, n'eût-il pas mieux valu, pour l'économie générale du pays, qu'il fût ralenti dès sa mise en route ?

L'expérience des pays ex-communistes met en lumière l'importance cruciale de la propriété privée pour la vie normale d'une société civilisée (un autre adjectif qui est en train de faire timidement sa réapparition). L'option était donc plus fictive que réelle, dans la mesure où le choix véritable est entre un régime supportable et un autre qui ne l'est pas à la longue. La vérité ne serait-elle pas qu'il est de l'intérêt général de respecter scrupuleusement la propriété privée ? Le bon fonctionnement d'une économie libre est fondé sur la confiance. Les événements en cours à l'Est invitent à jeter un regard neuf sur l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme. La propriété y est qualifiée de « droit inviolable et sacré ». Cela fait vieillir et bourgeois. Cependant, la chose est entre deux constructions juridiques qui transcendent la réflexion positive. L'enjeu, c'est la forme que prendra l'héritage. Ou bien la propriété revient de droit à la « société », qui ne meurt jamais ; ou bien elle échoit aux personnes privées, lesquelles sont supposées se survivre à travers la chaîne de leurs héritiers jusqu'à la fin des temps. Comment échapper à la sacralisation ?

Le discrédit de la notion de normalité appliquée au fonctionnement de nos sociétés « capitalistes » avait aussi des origines internes. La doctrine économique qui domina de la fin des années 30 jusqu'aux récessions des années 70 s'inspirait des théories de John Maynard Keynes. Keynes soutenait qu'il pouvait s'établir des « déséquilibres de sous-emploi ». Jusqu'à lui, les économistes, dans leur grande majorité, avaient considéré le chômage comme

un phénomène exceptionnel ; en d'autres termes, anormal. Pour eux, la prolongation de cette anomalie ne pouvait résulter que de l'application de mesures erronées (un salaire minimum trop élevé, par exemple). L'adoption des recommandations de Keynes a eu une autre conséquence, de grande portée psychologique et par conséquent politique. On a accablé l'idée qu'une nation ne se gouvernait pas comme un ménage. A la suite de quoi il a été admis comme allant de soi — bien que les générations précédentes, depuis Adam Smith, aient pensé le contraire — qu'en période de basse conjoncture le gouvernement doit se faire un devoir d'augmenter les dépenses publiques, quitte à provoquer délibérément l'apparition d'un déficit. Par ce moyen, il est censé suppléer à la demande défectueuse. On sait ce qu'il en est advenu.

A force de pratiquer des politiques anticycliques, les Etats ont accumulé un énorme endettement. La charge du service des emprunts pèse sur les budgets et leur enlève toute souplesse. En France, un Pierre Bérégovoy — c'est pourquoi on commence à ne plus l'aimer du tout — révèle la supercherie des remèdes keynésiens. Il redécouvre, pour l'Etat, la conduite qui s'impose aux ménages : quand les affaires vont mal, on réduit les frais au lieu de les augmenter. Tel était, du temps où les sociétés d'Occident se voulaient « normales », le précepte enseigné par la sagesse des nations. On tenait pour impératif que les autorités responsables renforcent la tendance de l'économie au lieu de la contrarier : en cas de ralentissement de l'activité, on freinait des quatre fers. La manœuvre consistait (simpliciter) à provoquer une baisse (relative) des prix dont on attendait une relance spontanée des exportations propre à ramener à bref délai la conjoncture. Telle était la « règle du jeu » de l'économie de marché.

Il serait paradoxal que nos sociétés ne renouent pas avec la règle alors qu'elles servent de nouveau de référence ou, si l'on préfère, de « norme » pour les pays qui sont revenus des expériences que les utopistes ont voulu pratiquer sur eux. « Surout pas d'expériences », disait, jadis, le chancelier Adenauer : il gagna sur ce thème trois élections successives.

L'impasse du secteur concurrentiel

Suite de la page 23

liste ! Les dirigeants de sociétés privées se sont « résignés » à des prises de participation négociées dans leur capital par les entreprises publiques, ce qui leur procurait une sorte d'assurance contre des convoitises nationales ou étrangères.

Ainsi s'est constituée une toile d'araignée formée par l'ensemble des participations de l'Etat et de ses entreprises dans les sociétés privées, en particulier privatisées, qui lui permet d'avoir un œil dans presque toutes les entreprises qui comptent. Mais, malgré l'amélioration des résultats, cette politique coûtait cher et les instruments de la période précédente avaient trouvé leurs limites. On ne pouvait d'autre part l'annulation de dettes envers l'Etat, comme dans le cas de Renault, et l'introduction en Bourse de filiales, comme Pechiney International.

Une lenteur d'ajustement

Toutefois, cela ne suffisait pas. On devait trouver une grande quantité de capitaux, en particulier sur les marchés internationaux. Il fallait donc satisfaire aux exigences des agences de rating et pour cela émettre aussi souvent que possible des quasi-fonds propres.

Le premier moyen consista à augmenter les capitaux propres d'une société publique par la création d'actions destinées à rémunérer l'apport d'actifs ou de titres effectués par une autre société publique ou l'Etat lui-même. On a en particulier utilisé ce procédé pour permettre à des banques d'atteindre le fameux ratio Cook de 8 % de capitaux propres par rapport aux engagements.

Le procédé est normal quand les deux sociétés concernées sont indépendantes l'une de l'autre, mais quand elles ont le même actionnaire, c'est de la « cavale-

rie », et des sociétés privées ont été traînées devant les tribunaux pour moins que cela. Cet instrument conduit en outre à des « usines à gaz » avec un enchevêtrement de participations croisées et à un capitalisme sans capitaux qui avait été critiqué avec vigueur par les socialistes quand les sociétés privées le pratiquaient.

Le second moyen recouvrait la dette subordonnée, dont l'absence de droit de vote se paie par un taux d'intérêt plus élevé que celui de la dette classique. Cela a obligé l'Etat à fermer les yeux sur l'utilisation par ses entreprises de paradis fiscaux pour en réduire le coût.

Cependant, la récession de 1990 a frappé beaucoup de sociétés privées, mais les publiques ont été en moyenne plus touchées. On a aussi appris que des entreprises comme Air France et Bull devaient opérer de nombreux licenciements alors qu'on disait que leur situation était assainie depuis longtemps.

On redécouvre ainsi les faiblesses traditionnelles de beaucoup d'entreprises publiques, une lenteur plus grande dans les ajustements, des charges fixes plus élevées et des marges souvent moindres qui provoquent une baisse des résultats simplifiée dès que l'activité se réduit, surtout quand on a en plus pratiqué une croissance externe agressive.

On a également constaté que l'Etat, s'il n'a pas mal réussi dans l'emballage, a échoué en tant qu'entrepreneur dans les secteurs stratégiques où sa présence se justifiait le plus, comme l'informatic et les composants. On s'aperçoit aussi que les financements « miraculeux », comme la dette subordonnée, se transforment en charge coûteuse quand les choses vont mal.

Enfin, comme les sociétés publiques ont le plus besoin de l'argent de leur actionnaire quand la mauvaise situation macroéconomique et fiscale empêche ce

dernier de jouer son rôle, et comme on avait épuisé toutes les formes de capitaux propres « Canada Dry », il a fallu encore lâcher sur la règle du taux de participation des actionnaires privés.

On entre ainsi dans la crise actuelle. Un décret de 1991 ouvrirait jusqu'à 49,9 % du capital des sociétés publiques sous forme d'augmentation de capital aux actionnaires privés, qu'ils soient français ou étrangers, à l'exclusion des petits. On voyait se dessiner des possibilités de financement et d'alliance stratégiques, même si l'on renouait ainsi au capitalisme populaire, si l'on tendait à abandonner la « protection du patrimoine industriel national ». Si l'on peut douter de l'intérêt pour des sociétés privées d'apporter des capitaux importants sans disposer de pouvoirs réels.

Mais ce décret est à peine publié qu'on évoque la vente de titres en Bourse et qu'on rend plus une place au capitalisme populaire tout en donnant la priorité aux dépenses courantes liées à l'emploi sur le financement des sociétés publiques. Par ailleurs, on accepte qu'une entreprise japonaise entre dans le capital de Bull, puis on le refuse, puis on l'accepte à nouveau.

La volonté pathétique de l'Etat

On n'est pas surpris de ces hésitations quand on connaît le nombre de gens qui, du président de la République au militant de base, et d'institutions, de l'entreprise concernée au Parti socialiste, qui ont leur mot à dire, sans parler des contrôles et des pressions de Bruxelles, qui se font de plus en plus insistantes. Mais si l'on veut essayer d'y voir clair, il faut aller au-delà de ces contradictions et détecter les lignes de force de l'évolution des dix dernières années, qui montrent :

• Que les objectifs de politique économique ont disparu au profit de ceux des dirigeants et de la volonté pathétique de l'Etat de conserver son contrôle, mais que les entreprises publiques, dans leur ensemble, sont incapables de financer leurs besoins par l'autofinancement, les apports de l'Etat, un endettement normal et même des financements contestables, que la conjoncture soit bonne ou mauvaise ;

• Que pour ces raisons l'Etat atteint de moins en moins son objectif de contrôle, puisqu'il a fallu sept ans pour passer de la règle des 100 % à celle des 75 % et deux ans pour descendre de 75 % à 50 %. Que les choses étant ce qu'elles sont, la barrière des 50 % paraît pour le moins fragile à terme.

Si cette évolution est inductible, il n'y a que trois voies rationnelles.

• Ou bien l'Etat met en œuvre la privatisation dont il a pris le risque en intégrant la France dans une Europe libérale. Ce serait la dissolution progressive du secteur public concurrentiel dans le capitalisme international ;

• Ou bien l'Etat cède des participations prospères pour financer avec les moyens nécessaires les entreprises réellement stratégiques comme Bull et Thomson en préparant les inevitables alliances ;

• Ou bien l'Etat utilise l'actif unique que constitue cet ensemble de sociétés pour démarrer concrètement une politique industrielle européenne, même si nos partenaires n'y sont pas encore prêts, en le faisant avec prudence et de la façon la plus judicieuse possible pour les intérêts industriels français.

La plus vraisemblable, malheureusement, est qu'on va naviguer à vue pour un coût élevé pendant encore longtemps, au gré des conflits à l'intérieur du pouvoir, avec un Etat de plus en plus noyé dans le capitalisme. Car l'Etat risque de se trouver progressivement à la tête d'un immense holding encore plus ingouvernable qu'actuellement. Comment mener une politique cohérente sans stratégie d'ensemble dans une position de plus en plus minoritaire et dispersée, qui risque de transformer l'Etat d'acteur en voyeur ?

La logique privée que le gouvernement a décidé d'appliquer au secteur public concurrentiel l'entraînera toujours plus loin. La seule question est de savoir s'il va continuer à le faire trop tard, contraint et forcé, sous la pression des dirigeants et des besoins financiers, ou s'il va adopter une attitude active en abandonnant ses tabous !

DIDIER PÈNE

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 45-79-41-66 - 45-55-92-94 - 45-78-75-80

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris

Le Monde EDITIONS

REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE

Le N° 17 est paru

AU SOMMAIRE

- Dossier : L'impact des innovations financières sur l'épargne et l'investissement (Michel Aglietta, José Vinals)
- La reconstruction de l'Europe de l'Est (Alfred Steinhilber, Daniel Gros) ; le développement de la Bourse en Europe de l'Est (Jonathan Miller)
- Le cœur financier allemand (Claude Dugny, François Morin) ; la stratégie de la Dresdner Bank en Allemagne orientale (Hartmut Amberger)

A lire également :

Le financement de l'économie mondiale

REF n° 14 et 15

Le dossier du financement de l'industrie (REF n° 16)

EN VENTE EN LIBRAIRIE

ÉCONOMIE

Un soutien technique et financier contre une gestion améliorée

Le ministre du tourisme prépare un plan de modernisation de l'hôtellerie

M. Jean-Michel Baylet, ministre du tourisme, prépare un plan de modernisation de l'hôtellerie qui devrait être présenté au conseil des ministres prochainement. Ce projet, aboutissement d'une recherche déjà ancienne, vise à encourager les petits hôteliers à moderniser leurs établissements et, en même temps, à améliorer la gestion et la commercialisation.

Malgré le développement depuis une dizaine d'années des grandes chaînes intégrées d'hôtels, sur le modèle américain, et la constitution de grands groupes de taille internationale, c'est l'hôtellerie indépendante qui forme le « fond de carte » de l'hôtellerie française : petits établissements de villégiature ou de passage, d'une vingtaine de chambres en moyenne, situés dans un coin tranquille, en ville ou à la campagne, et gérés par leur propriétaire. Ils représentent encore 90 % des 20 300 hôtels français classés et 78 % des 550 000 chambres. On rencontre ces établissements — une ou deux étoiles — dans toutes les

régions, sur les côtes et à la montagne, comme dans les zones rurales ou les petites villes.

Ils ont reçu, selon les statistiques du ministère du tourisme, un tiers des visiteurs étrangers, qui y dépensent au total 10 milliards de francs par an, un apport non négligeable à la balance commerciale française : si la dépense par tête est évidemment moins élevée que dans les trois ou quatre étoiles, elle dépasse nettement celle enregistrée dans les locations meublées.

Mais ces établissements sont d'un niveau de confort encore inférieur au regard des standards actuels, d'une rentabilité variable, et inégalement capables de se moderniser, en fonction des ressources de leurs propriétaires et de leur situation : 40 % seulement ont été adaptés aux « nouvelles normes » définies en 1984 : l'échéance du recensement, qui devait s'achever au 15 mars 1991, a dû encore être repoussée.

Depuis plusieurs années, du côté des professionnels comme du côté de l'administration du tourisme, on cherche à valoriser ce potentiel et l'on a déjà étudié la « mise à niveau » de l'hôtellerie indépendante sous le ministère de M. Olivier Stirn (mai 1988-juillet 1990). Le

plan en préparation vise à aider les hôteliers à moderniser leurs établissements pour répondre aux exigences de confort des touristes français et étrangers — réglant du même coup le problème du recensement, — à en augmenter la capacité et à améliorer l'accueil. On souhaite en effet accueillir dix millions de touristes de plus d'ici à l'an 2000, contribuer au développement de l'emploi (chaque établissement pouvant, estime-t-on, créer quatre ou cinq emplois) et rééquilibrer la fréquentation touristique, pour éviter une concentration excessive sur quelques zones.

Cinq mille établissements

Sur les 15 000 établissements concernés, estime-t-on au ministère comme chez les professionnels, un tiers ont déjà effectué leur modernisation ou sont capables de la réaliser seuls ; à l'inverse, un tiers, vétustes, mal placés ou dépourvus des moyens financiers ou humains nécessaires — notamment parmi les « hôtels de préfecture » non classés — sont à terme condamnés.

Le principe consiste à coupler l'aide technique et financière appor-

tée aux hôteliers avec une amélioration de la gestion et de la commercialisation des établissements : « Beaucoup d'hôteliers ne savent pas lire un bilan ni un compte d'exploitation », reconnaît M. Jacques Thé, président de la Fédération nationale de l'industrie hôtelière (FNIH). L'hôtelier recevant une aide s'engage à suivre une formation et bénéficierait d'un accès privilégié à des stages et d'un suivi au cours des premières années. Reste à préciser les modalités :

• Premier point, le financement de la rénovation des hôtels, « noyau dur » du projet. A 125 000 francs la chambre en moyenne (de 60 000 à 160 000 selon la catégorie), le coût global peut être évalué à 12,5 milliards de francs sur cinq ans. Les hôteliers candidats devraient en prendre à leur charge 25 % : 15 % peuvent être apportés par les régions et les départements, sous forme de primes par exemple (la moitié des départements apportent déjà des aides importantes à la rénovation de l'hôtellerie) ; 60 %, soit 7,5 milliards de francs, devraient être fournis par des emprunts.

Pour que ces prêts soient incitatifs, il faut assurer aux hôteliers des

taux inférieurs de 2 points au moins au taux du marché. Si le recours à des bonifications est écarté, on discute avec le ministère des finances pour l'utilisation des fonds des Codeli, assurant des prêts à 8,75 % au lieu de 11,5 % : le tourisme y a déjà accès aujourd'hui, mais pas de façon systématique.

Le champ précis des bénéficiaires n'est pas non plus complètement fixé. Au départ, on souhaitait réserver cet avantage aux hôtels des campagnes et des petites villes, mais certains (en particulier du côté des professionnels) souhaitent que les grandes villes ne soient pas exclues. Une solution consisterait à laisser le choix aux organismes régionaux du tourisme.

• Pour la formation, il faut définir un programme adapté fournissant aux hôteliers les « outils de gestion » nécessaires et une certaine continuité. Il faut aussi trouver un mode de financement pour les stages — comme pour l'analyse des besoins individuels — les « fonds » actuels concernant seulement les salariés. Le coût est évalué à 50 millions de francs, soit le tiers de ce qui est inscrit au dixième Plan pour la formation aux métiers du tourisme.

• Pour améliorer la commercialisation (afin d'augmenter les taux d'occupation et d'allonger la saison), les hôteliers seraient encouragés à se regrouper, soit en formant des « chaînes volontaires » ou en rejoignant celles qui existent (comme Best Western, Inter-Hôtel, Logis de France ou France Accueil, qui présentent des catalogues communs, discutent avec les tour-opérateurs et parfois possèdent de véritables centrales de réservation), soit, plus simplement, par type d'établissement ou sur la base de « produits » communs (excursions, sports, par exemple) : les centrales de réservation risquent de ne pas être à la portée de tous.

• Ce programme devrait aussi être accompagné de dispositions fiscales pour faciliter les successions, condition de modernisation pour beaucoup d'hôtels dont les propriétaires sont relativement âgés. Enfin, reste à fixer les procédures pour la constitution et l'examen des dossiers (au niveau départemental ou régional), en associant administration, professionnels et banquiers (notamment le CEPME, spécialiste du crédit hôtelier). Un test devrait être fait sur une ou plusieurs régions.

GUY HERZLICH

Sous l'impulsion des chaînes

L'hôtellerie française, si elle pèse peu à côté de l'immobilier de loisirs (1 million de lits pour 10 millions), est, dans l'ensemble, relativement bien placée en Europe, qualitativement et quantitativement. Elle offre un éventail d'hébergements plus diversifié que beaucoup de pays voisins, notamment ceux du Nord (Allemagne, Suisse), où les petits établissements économiques sont rares ; parallèlement, les hôtels français sont souvent, à catégorie équivalente, plus confortables que ceux des pays méditerranéens.

Avec 550 000 chambres au début de 1991, selon les statistiques du ministère du tourisme, elle a augmenté de 40 % sa capacité en moins de vingt ans. Au cours des deux dernières années, notamment, selon une étude réalisée par François Victor Consultants pour le ministère du tourisme, les investissements ont été multipliés par quatre en francs courants. L'augmentation de la capacité a concerné essentiellement les hôtels des catégories « deux étoiles » et « trois étoiles ».

Au détriment des « une étoile »

Ces derniers ont connu une croissance particulièrement rapide depuis 1984, notamment par le développement des grandes chaînes (Novotel et Mercure pour Accor, Altis pour les Wagons-lits). Ils représentent aujourd'hui le quart du parc. Mais la « deux étoiles » en forme près de la moitié : dans cette catégorie, la progression s'est brutalement accélérée depuis 1987, là encore sous l'impulsion des « chaînes intégrées », grandes ou petites (ibis, Arcade, Climats de France, Relais bleus, Confortel, etc.).

Ce développement s'est fait en partie au détriment des « une étoile » : beaucoup de petits hôtels ont disparu ou, à l'inverse, sont passés dans la catégorie supérieure à l'occasion de leur rénovation. Ces disparitions n'ont pas été compensées par l'apparition récente de chaînes nouvelles (Première classe de Taittinger, Nuit d'hôtel d'Elitar, Balladins de Pargest, etc.) (1).

Sur l'ensemble, les « chaînes intégrées » ont évidemment pris de plus en plus de place, notamment au cours des dernières années : leur nombre de chambres s'est accru de 65 % depuis 1987 et elles détiennent aujourd'hui plus de 23 % du total contre moins de 15 % il y a quatre ans (2). Mais les hôteliers indépendants, de leur côté, tendent à se regrouper en « chaînes volontaires » : celles-ci représentent plus de 25 % du parc.

G. H.

(1) Les Formule 1 d'Accor ne sont pas classées.
(2) Leur part est de 73 % pour les « quatre étoiles » et 100 %.

NCR NotePad.

Voici désormais la meilleure position pour se servir d'un portable.

L'arrivée du NCR 3125 NotePad sur le marché des portables bouleverse radicalement les habitudes de travail hors du bureau. L'utilisateur mobile peut désormais quitter sa table et son clavier d'ordinateur. Le NCR NotePad s'emploie comme un bloc-notes, muni d'un écran en guise de papier et d'un stylo ! Plus de fils, ni de clavier, ni de souris.

Calé au creux du bras, c'est un outil indispensable pour tous les utilisateurs qui ne pouvaient se servir jusque-là des portables classiques, inadaptés à leurs besoins de mobilité, tels que les agents commerciaux, les conseillers financiers, les enquêteurs, les magistériels, les experts

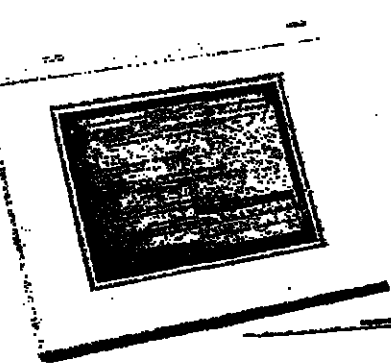
d'assurance, les architectes... Prenons, par exemple, un chef de clinique. Il peut, durant la visite, consulter un dossier d'un patient, le mettre à jour, afficher les résultats des diverses analyses, imprimer une ordonnance...

Résultat : une amélioration considérable de la productivité et un gain de temps indiscutable.

Rien n'a été laissé au hasard. Tout a été pensé en terme de mobilité : son poids de 1,8 kg ; son format réduit (24 cm x 30 cm et 2,5 cm d'épaisseur ; son écran pleine page VGA rétroéclairé ; jusqu'à 8 Mo de mémoire vive ; un disque dur ou de la mémoire flash ; 4 heures d'autonomie et plus... Le tout

orchestré à 20 Mhz par le puissant microprocesseur 386SL. Sans oublier, une grande ouverture vers l'extérieur : modem/fax, imprimante, télécommunications...

Le NCR NotePad est le seul, à ce jour, à fonctionner sur les 3 systèmes d'exploitation standard de l'industrie : PenOS, PenPoint et MS-Windows for Pen Computing. Des systèmes qui permettent l'emploi du stylo, mais surtout d'apprendre et de reconnaître l'écriture de son utilisateur ! De plus, le NCR NotePad peut instantanément authentifier sa signature. Un atout sécurité dissuasif.



Dernier-né des Systèmes NCR 3000, le NCR 3125 NotePad complète la stratégie de la Libre-Informatique qui assure le traitement de l'information de toute l'entreprise, d'un bout à l'autre de son organisation.

Afin de mieux connaître cet ordinateur mobile, NCR vous invite à suivre un séminaire sur le NCR 3125 NotePad.

Veillez remplir le coupon-réponse ci-contre, indiquant le jour de votre choix et renvoyez-le à : NCR France, Dépt. Marketing Direct, Françoise RAGOT, Tour Neptune Cedex 20, 92086 Paris-La Défense. Tél. 49 03 37 75.

SÉMINAIRES PARIS NCR 3125 NOTEPAD

Centre de démonstration
NCR FRANCE - Tour Neptune
20, place de Seine - Paris-La Défense 1

17/10/91 - 9 h 30/17 h

[1] Journée VARS.

22/10/91 - 9 h 30/12 h

[2] Banques - Approche patrimoniale, aide à la vente : de nouvelles perspectives.

22/10/91 - 14 h 30/17 h

[3] Assurances - Une efficacité accrue des commerciaux et des experts.

23/10/91 - 9 h 30/12 h

[4] Banques - Approche patrimoniale, aide à la vente : de nouvelles perspectives.

23/10/91 - 14 h 30/17 h

[5] Le stylo informatique au service du transport et de la logistique.

24/10/91 - 9 h 30/12 h - 14 h 30/17 h

[6] Comment rendre votre force de vente plus efficace et plus productive ?

28/10/91 - 14 h 30/17 h

[7] L'informatique mobile dans la distribution.

29/10/91 - 9 h 30/12 h

[8] L'informatique mobile au service de l'immobilier.

SÉMINAIRES RÉGIONAUX NCR 3125 NOTEPAD

12/11/91 - 16 h/18 h

[9] NCR TOULOUSE - Futuropolis ZAC du Parc de la Plaine 8, rue Marlyse-Hilsz - 31502 Toulouse

13/11/91 - 16 h/18 h

[10] NCR MARSEILLE Parc du Griffon 511, route de la Seds - 13127 Vitrolles

14/11/91 - 16 h/18 h

[11] NCR LYON 56, rue du 11-Novembre 1918 69160 Tassin-La-Demi-Lune

NCR
La Libre-Informatique®
Pour maîtriser le changement.

Are you ready for DOW?



DEVELOPMENT ENGINEER / CHEMIST

DOW EUROPE is a successful international chemical company. We operate 67 sales offices and 35 manufacturing sites throughout Europe, Africa and the Middle East. Our product mix includes plastics, base and specialty chemicals, agricultural and pharmaceutical goods. Latex paper coating products represent an important part of our activities in Europe. To sustain our growth and maintain our position as one of the leading suppliers of paper coating latexes, continued product and application innovation is essential. We are looking for a Development Engineer / Chemist to join our Technical Service and Development section at our laboratories in Horgen (Switzerland) equipped with a modern pilot coater.

Your role is to develop new styrene-butadiene and acrylate based latex and formulations, assist customers in product application and help define for our polymer research group the technical needs of the market place. The ideal candidate has a degree in paper technology, chemistry or paper physics, he (she) is about 30 years of age, fluent in English and French and has preferably a few years of industrial experience in the paper coating industry. We offer appropriate training, significant career opportunities in a multinational company and attractive employment conditions. Are you interested in joining a dynamic team? Then please call or write to Mr. Marc Winet, Recruiting Manager, for our brochure and an application form.

Dow Europe S.A.
Bachstrasse 3
8810 Horgen
Phone: 4411 1 738 22 40

DOW
Morgue - The Dow Chemical Company

SUNDERLAND POLYTECHNIC

L/SL European Studies with Modern Languages

This post has been established to contribute to the development of European Studies within the Polytechnic, and to the programme of language provision integrated into a wide range of degree courses. The successful candidate will manage and lead the open study programmes in French and German, and in European Studies, introduced under the Enterprise in Higher Education Scheme. Specialist expertise in some aspect of the contemporary legal, business and social framework of the E.C. is required, as is a high level of proficiency in either French or German, together with the ability to teach to final year honours.

Salary £9,993-£23,106 depending on age and experience. A generous relocation package will be available in approved cases.

Application forms and further details can be obtained from Personnel Services, Sunderland Polytechnic, Langham Tower, Ryhope Road, Sunderland, S22 7EE, England, or telephone (01044) (091) 515 2429 (answerphone) quoting reference number HJAL61. Closing date 18th October 1991. Working Towards Equal Opportunities.

University of Natal
Pietermaritzburg, South Africa

Chaire de Français
République d'Afrique Du Sud
Ref: P104/94.

Les personnes qualifiées dans les domaines de la langue, de la littérature et de la culture françaises sont invitées à poser leur candidature pour la poste de Professeur Titulaire de la Chaire de Français. La personne nommée au poste devra faire preuve de capacités de direction, d'innovation et de collaboration pour l'enseignement et la recherche dans le domaine des langues modernes continentales européennes et, si possible, de leur évolution dans le cadre de l'Afrique. Le poste bénéficie d'une bonne rémunération et d'avantages sociaux, dont le détail peut être obtenu auprès de la Section du Personnel, (téléphone (0331) 95-5277). Le salaire sera déterminé selon les qualifications et/ou l'expérience du candidat sélectionné. Les personnes désirant poser leur candidature sont priées de s'adresser à The Registrar, University of Natal, P.O. Box 375, Pietermaritzburg 3200, Republic of South Africa, pour obtenir les formulaires de demande de poste et le détail des conditions d'emploi. Ces demandes devront être reçues avant le 30 Novembre 1991.

UN PARTENAIRE DANS LA VOIE DU PROGRES

EMPLOI Chaque lundi
(dans Le Monde daté mardi)

TROIS RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

- Le Monde des Dirigeants
- Le Monde International
- Le Monde des Carrières
- Européennes en Entreprise

Le Monde

L'IDHEAP
INSTITUT DE HAUTES ETUDES EN ADMINISTRATION PUBLIQUE

Fondation autonome associée à l'Université de Lausanne et à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne

L'IDHEAP ouvre une inscription en vue de pourvoir un poste de **PROFESSEUR EN MANAGEMENT PUBLIC** appelé à enseigner notamment les branches de l'organisation et de la direction du personnel, ainsi que les autres aspects de la gestion des ressources humaines dans les organisations du secteur public.

Il s'agit d'un poste à charge complète, comprenant l'enseignement au niveau postgrade et dans le cadre de cours de perfectionnement, ainsi que de la direction de recherche et l'élaboration de mandats.

Titre exigé : doctorat ou titres équivalents. Une expérience pratique en tant que consultant en organisation dans le secteur public serait souhaitable. Entrée en fonction : 1^{er} septembre 1992 ou à convenir.

Les candidatures doivent parvenir avant le 15 novembre 1991 à M. Raimund E. Germann, Directeur de l'IDHEAP, BFSH 1, Université de Lausanne, CH-1015 Lausanne, auquel les personnes intéressées peuvent s'adresser pour connaître les conditions.

YOUNG INTERNATIONAL INNOVATORS FOR CONSUMER ELECTRONICS DEVELOPMENT

SPÉCIALISTES DU DROIT

Retrouvez chaque mardi dans

Le Monde INITIATIVES

vos rubriques d'offres d'emploi

Le Monde des Juristes

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

<p>appartements ventes</p> <p>3^e arrdt PROPRIÉTAIRE VEND Dans bel imm. GRAND STUDIO, Poitiers, Clarté. Ref: 23 000 F le m². Tél: 45-04-23-15</p> <p>5^e arrdt SQUARE ST-MÉDARD Imm. pierre de t. rénové. Asc. 4^e de. Bld. 4 F. 2 bds pos. P. 2 300 000 F. 45-04-24-30</p> <p>8^e arrdt PARIS 8^e, RUE LA BOÉTIE Studio 28 m² dans imm. chr. 1 pbs, a.d.b., wc, chauff. ind. élec. 2^e étage, meublé, digicode, gardien, charges pbs dévies, bon état. Pts: 900 000 F. Tél: (1) 45-48-43-13 tous les jours (16) 78-01-74-15 Lyon après 20 heures</p> <p>12^e arrdt MICHEL-BIZOT Parc. Vd. 100 F3 1990 74 m². Cave, Pts. 2 120 000 F. Tél: 44-76-03-24 + r.p.</p> <p>13^e arrdt LIMITE 14^e, 3 P. Bel imm. 11 cts. très bon état. 1 250 000 F. 43-20-32-71</p>	<p>16^e arrdt MUETTE Prestige vend 2 PCE. 71 confort. Poitiers. 42 m². 1 080 000 F. 45-04-24-30</p> <p>92 Hauts-de-Seine RUEL. Carré 5 P. 100 m². 1985. Double exposition est-ouest. Nomb. rangements. Carr. Park. Stand. Tél. bur.: 40-90-80-03 Domicile: 47-08-55-66</p> <p>NEUILLY SABLONS 70 m². Vaste APPART PROPRETÉ. Parfait état. 47-48-27-40.</p> <p>95- Val-d'Oise PRÉS PONTAISE, A SAINT-OUEN-L'AUXOISE, résidentiel, beau 5 pièces, 108 m², grand confort. 1^{er} étage. 1. belle vue panoramique, près 2^e gare (Saint-Lazare et Paris-Nord), proche tous comm. (plan carré-ville). 900 000 francs. Tél: (1) 45-74-84-28.</p> <p>Province 4 pbs, Mouton, sem. bal. con. piscine, 2 a.d.b., cave, park, vue mer, montagne, proche centre, d'été, piscine, verdure. (16) 55-97-17-56.</p>	<p>appartements achats Rech. URGENT 100 à 120 m² Paris préf. 8^e, 9^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. FAÇE COMPTANT. 45-73-48-07.</p> <p>EMBASSY SERVICE Rech. pour clients ETRANGERS APPARTS DE HAUT DE GAMME PARIS. Résidentiel. Tél: (1) 45-62-16-40</p> <p>POSSEDER 250 000 F RECHERCHE ACHESSEUR 2 PCE SUR PARIS Est Indivisibles. M. BERTRAND. 42-71-94-34</p> <p>Vendre rapidement à débiter d'urgence tous biens immobiliers (logiques et commerciaux) 45-22-53-80</p> <p>LAGRANGE ANGLAIS 153/157, av. G.-Clemenceau 92022 MANTREUIL Cedex Tél: (1) 47-24-53-83</p> <p>CABINET KESSLER 78, Champs-Élysées, 6^e recherche de tte urgence beaux apparts de standing, pbs et cdes surfaces. Evénement grt. sur demande. 43-50-58-04</p> <p>Recherche 2 à 4 p. PARIS, préférence RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chex notaire. 45-73-35-45, même le soir.</p> <p>VOUS DESIREZ VENDRE un apt. avec ou sans ch. Adressez-vous à un spécialiste. Immo Marabout 42-52-01-82.</p>	<p>propriétés BRETAGNE NORD A 30 km de la mer, très belle ferme restaurée en pierre. 2 300 m² terrain, 4 chbres, 2 a.d.b., cheminées. Dans village calme commerçant. Tél: 99-73-90-18.</p> <p>1 h 30 PARIS SUD Sortie Bourg. pont bourgeois. R.C.: cul, m. sol, 1 P. Et: 4 ch, bns. w.c. Garage. dépend. 3 500 m² des bords rivière. Pts: 700 000 F. TITRAULT: (16) 96-91-88-64.</p> <p>pavillons Vds à Marly-le-Roi, de rés. culs, pbs, mtoys, m. culs, 3 chbres, a.d.b., w.c., garage, cave, jardin. 1 500 000 F. T. 47-41-91-08 semaine.</p> <p>fermettes 1 h 30 SUD PARIS Fermette rustique. Vue à l'inf. 54, sol. cul, 4 ch, bns. w.c., chf. cent. Assier, garage, dépend. 4/20 000 m². Pts: 980 000 F. TITRAULT: (16) 96-91-88-64.</p>	<p>bureaux Locations SIÈGE SOCIAL Bureaux équipés à services. Démarches R.C.-R.M. SOCIÉTÉS RESERVES CHPS-ÉLYSÉES 43-23-55-47 NATION 43-41-81-81</p> <p>VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS SAUL. - RC - RM Constitution de sociétés. Démarches et ts services. Permanence téléphonique. 43-55-17-50</p> <p>VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE 10^e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO Bureaux, apparts, pbs, etc. Domicil.: 150 à 350 F/m. CIDES 47-23-84-21.</p> <p>PARIS NORD II ROISSY CH. DE GAULLE IMMOBILIER INDÉPENDANT Face à l'aéroport A 1 Standing. Air climatisé PROX. ATTRACTIF 2 800 m² bureaux: 885 F le m² / an 2 700 m² activités stockage: 450 F le m² / an. JONES LANG WOOTTON 47-76-44-34.</p>	<p>locations non meublées demandes Paris EMBASSY SERVICE 8, av. de Madrid, 7500. PARIS recherche APPARTI DE GRANDE CLASSE ou MEUBLES HOTELS PARTIC. PARIS VILLAS PARIS-EST. Tél: (1) 45-62-30-00.</p> <p>MASTER GROUP recherche apparts vides ou meublés du studio au 7 P. POUR CADRES, DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS ET BANQUES 47, rue Vauveau Paris-7. Tél: 45-22-98-70</p> <p>URGENT, couple rech. F2/F3 avec balcon, pbs, et air Montrouge, Venne, Maleskoff, Loyer env. 3 500 F à 4 000 F. 34-16-48-74 apr. 20 heures.</p> <p>locations meublées demandes Paris RÉSIDENTIE CITY URGENT rech. pour dirigeants étrangers d'importantes grosses entreprises LUXUEUX APPARTEMENTS MEUBLES DURETÉ 1 A 2 ANS. LOYERS GARANTIS. Tél: (1) 45-27-12-19</p>
---	---	---	---	---	--

Dirigeants

CHEZ UN LEADER EUROPEEN

DIRECTEUR DE CENTRE DE PROFITS

EQUIPEMENTS SECOND OEUVRE BATIMENT

Un groupe français, leader européen, renommé pour sa créativité et la qualité de ses produits, dont la croissance se fonde également sur une stratégie claire, des performances industrielles, une rigueur de gestion et le dynamisme de ses équipes commerciales, recherche un Directeur de Département.

Ce département, géré en centre de profits et agissant sur le territoire national, est chargé de la vente, de l'installation et de la maintenance d'une gamme de produits. Son chiffre d'affaires actuel est de 150 MF.

La réussite dans ce poste implique :

- une formation grande école d'ingénieurs ou de gestion
- au minimum 10 ans d'expérience, impliquant animation d'équipes, gestion, développement commercial
- une solide connaissance du domaine second oeuvre bâtiment
- le profil d'un chef d'entreprise, gestionnaire, animateur, réalisateur.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 41 A 2276-1M.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil
75016 Paris

etap

Le Monde des

Carrières Européennes en Entreprises

YOUNG INTERNATIONAL INNOVATORS FOR CONSUMER ELECTRONICS DEVELOPMENT

GRADUATES IN ELECTRICAL OR MECHANICAL ENGINEERING OR SOFTWARE ENGINEERING. ESE, INPG, INSA, ENSAM, UNIVERSITY 3D CYCLE.

Philips Consumer Electronics is one of the top three in consumer electronics and is a high ranking innovator in audio and video equipment. Philips competence centres in Europe and Asia set the standard for tomorrow's consumer electronics systems.

New developments are now on the way : Interactive CD (CD-I), The Digital Compact Cassette (DCC) and High Definition Television (HDTV).

We are looking for highly qualified men and women who can develop new innovations into marketable products and who are able to assume key roles in the field of consumer electronics, all over the world. You will be placed first at one of the European development centres, preferably not in your country of origin.

Your first job

Your first job will be in one of our development centres in Bruges, Hasselt or Louvain (Belgium), Dreux (France), Vienna (Austria), Monza (Italy) or Eindhoven (The Netherlands).

During a period of 4 years we expect you to take part in advanced electronics, mechanical design or development of embedded software. Key areas are audio/video signal processing, digital and analogue IC-design and application, intelligent interfacing, mechatronic systems, new disc and tape drives, optical and magnetic media, data conversion and miniaturization.

As a part of your job, you will follow in-company training. After this period, you are ready for the next step.

The next step

Your next job may be the expert designer, manager of a development group or product manager. This will depend on your exposure during the first years and your technical and business ambitions. Whatever your choice of career, there are opportunities in the European centres, as well as in the Pacific centres of Philips Consumer Electronics in Tokyo, Singapore and Hong-Kong.

Your profile

You are a young graduate in electrical (electronics) or mechanical engineering or software engineering. You combine natural interest in technology with creativity. You have clear and realistic ideas about your own career. Your academic results are well above average. You speak English very well. Candidates must be prepared to move between countries.

Your action

Send your written application with CV and additional relevant information, before October 18, to Pascal Duprez, Philips carrières, Tour Gallien, 2 rue Benoît Malon, BP 313, 92156 Suresnes Cedex. For more information, contact Tom Haak Tel + 31 40 73 20 51

Your selection

Your first interviews will be in France, U.K., Belgium, Denmark or The Netherlands. In November, special selection days will be held at the Corporate Centre of Philips Consumer Electronics in Eindhoven. After this initial selection, further interviews will be held in one of the European development centres.



PHILIPS

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Claude Vitet Consultants

La Filiale Française d'une Société Américaine
recherche pour Paris

Directeur Général Adjoint (Production)

600 KF + Réf. 9149

A la fois Directeur Industriel et Chef d'établissement, âgé de 40 ans minimum, il transférera les fabrications des laboratoires à l'usine pilote, puis de l'usine pilote à celle de production de masse.

Pour assumer cette mission une formation électronique complétée par une expérience de démarrage d'usine ainsi que de production de grandes séries sont requises. Une excellente pratique de l'Anglais est exigée.

Il dépendra hiérarchiquement du Président Directeur Général.

Directeur Général Adjoint (Développement)

600 KF + Réf. 9150

A la fois technicien et commercial, il prendra en charge les relations avec les clients américains et européens. Il aura pour mission de définir et de réaliser les prototypes satisfaisant leurs besoins et prêts à être fabriqués.

Il devra acquérir une compréhension intime de la technologie pour répondre aux applications des clients.

Le candidat retenu aura 40 ans minimum. Parfaitement bilingue Français/Anglais, il possèdera une solide expérience en électronique, connectique, écrans de visualisation.

Il aura un excellent contact humain et sera capable de négocier avec des clients de haut niveau, de diriger une équipe d'ingénieurs, de coordonner leur travail avec des ingénieurs et techniciens de laboratoire.

Il dépendra hiérarchiquement du Président Directeur Général.

Pour ces deux postes les personnalités intéressées sont invitées à adresser C.V., photo et rémunération actuelle en indiquant la référence au : **CABINET CLAUDE VITET CONSULTANTS**
94, avenue Kléber - 75116 PARIS.

GRUPE D'INGENIERIE DE DIMENSION INTERNATIONALE,
nous recherchons pour Paris le

Responsable

de nos
activités
chimie et
environnement

Sous l'autorité immédiate de la Direction Générale du Groupe, vous aurez pour mission d'assurer le développement de nos activités CHIMIE et ENVIRONNEMENT.

Ajouté à votre formation d'ingénieur, votre passé professionnel sera le meilleur gage de votre réussite.

Vous avez :

- dirigé un centre de profit important
- assuré le management de grands projets
- pratiqué des relations commerciales de haut niveau

Vous avez également une solide expérience internationale.

ORHUS
INTERSEARCH
EN FRANCE

ORHUS, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature, sous la référence JMP/31, au 25, rue Michel Salles 92210 SAINT-CLOUD.

36 15
IM

Grâce à 3615 LM,
5 000 cadres ont envoyé
leur candidature par Minitel.
Grâce au Minitel, 200 entreprises
ont reçu vos candidatures.

MARCHÉS FINANCIERS

Les financiers arabes pourraient accélérer leur retrait de la City

Suite de la page 21

Or le syndicat Touche-Ross, chargé du dossier BCCI, avait estimé que les activités britanniques étaient profitables. L'attitude, pour le moins ambiguë, de la Banque d'Angleterre depuis le début de cette affaire irrite non seulement l'émirat d'Abou-Dhabi, allié fidèle de la Couronne, mais atteint la crédibilité extérieure de la place de Londres, indigne-on dans les milieux arabes de la City.

Il paraît bien loin l'âge d'or des milieux financiers arabes de Londres, qui avaient tissé leur réseau à l'échelle internationale à partir des rives de la Tamise. Financiers, spéculateurs et créateurs d'entreprises originaires du Proche-Orient avaient fondé sur les grands magasins, les palaces, les hôpitaux privés, les hôtels, les belles demeures géorgiennes et autres petites affaires britanniques. La prolifération de banques, de maisons financières et de courtiers arabes pour les aider à se lancer dans les eaux tumultueuses du *British business* prouvait la présence et les exigences d'un important public cosmopolite à la recherche de placements rémunérateurs.

Aujourd'hui, changement de décor. Jadis exportateurs nets de capitaux, de nombreux pays de la région (Arabie saoudite, Koweït...) sont devenus emprunteurs sur les marchés internationaux pour faire face au coût de la guerre et de la baisse des recettes pétrolières.

Réexamen des priorités

Les retards dans la restructuration du système bancaire koweïtien et les atermoiements constatés au sommet du Kuwait Investment Office (KIO), le célèbre bureau d'investissements londonien gérant un trésor estimé actuellement à 80 milliards de dollars, pénalisent de nombreux établissements financiers de la région. Les représentants indécidables de l'émirat d'Abou-Dhabi, à la suite du camouflet infligé par l'institut d'émission, ne peuvent qu'accroître la baisse des flux de fonds arabes confiés aux établissements londoniens.

La communauté arabe a été de surcroît traumatisée par le gel des avoirs privés des Koweïtiens décrété par la Banque d'Angleterre

au lendemain de l'entrée des chars irakiens à Koweït-ville pour les protéger d'une mainmise du régime de Bagdad. Même justifiée, cette mesure unilatérale prise par la Banque a fini par faire de Londres une retraite peu discrète pour des capitaux vagabonds. Enfin, la longue récession britannique, la crise de l'immobilier, les difficultés de la vie quotidienne dans la capitale et l'érosion du pouvoir d'achat, conséquences du soubresaut du dollar, ont renforcé le sentiment d'insécurité.

Pour bon nombre d'institutions arabes, installées dans ce territoire jadis réservé des gentlemen, l'heure est au réexamen des priorités. « Elles ont tiré les leçons de la guerre du Golfe et du scandale de la BCCI. Les établissements arabes deviennent plus sélectifs et plus prudents dans leurs opérations internationales », explique M. Edmund O'Sullivan, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Middle East Economic Digest* publié à Londres.

L'époque des supermarchés arabes de la finance offrant toute la palette des services sur la première place boursière européenne paraît bien révolue. Désormais, les investisseurs proche-orientaux préfèrent se concentrer sur des créances stratégiques précises : le financement des courants d'échanges entre l'Europe et le monde arabe, les projets énergétiques, la construction. Sur le plan géographique, Londres leur apparaît excentré dans la CEE.

C'est donc vers les pays du pourtour méditerranéen, France, Italie, Espagne et Chypre, qu'ils préfèrent désormais se tourner. Le choix de Rome par l'Union des banques arabes, pour organiser à la mi-novembre une conférence intitulée « Les défis des années 90 », est à cet égard significatif.

La Suisse profite aussi de cette désaffection, car les coffres de la Confédération helvétique jouissent d'un avantage décisif : le secret bancaire. D'où la popularité, par exemple, des *trust funds* genevois ou zurichois gérant des fonds au profit du bénéficiaire dans l'anonymat le plus complet.

Interrogée en tout cas sur le resac des capitaux arabes, la Banque d'Angleterre s'est contentée pour le moment, d'un « non comment ».

MARC ROCHE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Financière Truffaut Groupe Worms & Cie

Le Conseil d'Administration de FINANCIÈRE TRUFFAUT s'est réuni le 4 octobre 1991 sous la présidence de M. Edouard SILVY pour examiner les comptes semestriels au 30 juin 1991, qui font apparaître un bénéfice net de 28 922 796,19 F contre 40 723 891,24 F pour le premier semestre 1990.

Le Président a fait le point sur l'activité des principales participations de FINANCIÈRE TRUFFAUT en rappelant les événements marquants depuis le début de l'année : acquisition de 20 % de LANCET, cession des participations dans VISTA ALLEGRE, BLENHEIM, JEAN-LOUIS SCHERRER et reclassement de ses intérêts dans TFI.

Au 30 septembre 1991, les investissements s'élèvent à 267 millions de francs et les désinvestissements à 255 millions de francs.

En fonction des éléments actuellement disponibles, le bénéfice net de 1991 devrait être au moins égal à celui de l'exercice 1990, qui s'élevait à 29 953 865,74 F.

Codetour

Le conseil d'administration de Codetour, réuni le 1^{er} octobre 1991 sous la présidence de M. Henri Cuchet, a examiné l'activité de la société pour les trois premiers trimestres et les prévisions de l'exercice en cours.

Le montant des engagements nouveaux au 30 septembre 1991 s'élève à 81 millions de francs dont 75 millions de francs en crédit-bail et 6 millions de francs en location simple.

Conformément à la décision prise par le conseil d'administration du 17 février 1991 et présentée dans son rapport à l'assemblée générale ordinaire du 30 mai 1991, Codetour a opté pour le maintien du statut Sicom jusqu'en 1995.

Le résultat prévisionnel d'exploitation progresse de plus de 10 % et laisse envisager la distribution d'un dividende en augmentation.

Groupe ISM SA

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

26 septembre 1991

Total actif	663 186
dont :	
Or	172 747
Disponibilités à vue à l'étranger	133 212
Ecos	58 122
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 390
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	60 988
Concours au Trésor public	26 440
Titres d'Etat (bons et obligations)	45 887
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	387
Effets privés	73 883
Effets en cours de recouvrement	29 877
Total passif	663 186
dont :	
Bilans en circulation	253 494
Comptes courants des établissements assésés à la constitution de réserves	59 151
Comptes courants du Trésor public	39 400
Reprises de liquidités	9 037
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 722
Ecos à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	59 470
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	186 074

TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9 %
Taux des pensions de 5 à 10 jours	10 %
Taux des avances sur titres	12 %

LONDRES

La FOX ferme son marché à terme sur l'immobilier

La Bourse londonienne des marchés à terme et des options, la FOX (Futures and Options Exchange), a fermé la semaine dernière, mercredi 2 octobre, son marché à terme sur l'immobilier, créé il y a seulement dix mois. Lors d'une réunion extraordinaire, la FOX a pris sa décision pour des raisons visant à préserver l'intégrité du marché. Selon le quotidien britannique *Financial Times*, cette mesure a été provoquée par des spéculations intérieures, découvertes lors d'une inspection de routine par la Securities and Futures Authority, organisme supervisant les opérations de Bourse, chez un courtier membre du marché. La FOX a précisé que la fermeture n'avait aucun lien avec le succès modéré du marché depuis son lancement en mai. « Le volume d'activité n'était pas très élevé, mais ce n'était pas déraisonnable », a déclaré un porte-parole.

FAITS ET RÉSULTATS

■ Nobel Industries renonce à une acquisition sur la reprise par la banque Nordbanken de la participation de M. Erik Penser. - Le conseil d'administration du groupe suédois Nobel Industries a renoncé, lors d'une réunion extraordinaire dimanche 6 octobre, à faire effectuer une enquête sur la reprise par la banque Nordbanken des 66 % du groupe détenus par le financier M. Erik Penser. Cette investigation devait être conduite par un consortium de 14 banques internationales (le *Monde* du 28 août).

■ Pertes de la DG Bank. - M. Bernd Thiemann, président depuis trois mois de la DG Bank, organisme central du réseau des banques coopératives allemandes, prévoit pour l'année 1991 un déficit de 1,4 milliard de deutschemarks (4,75 milliards de francs). Il explique ces mauvais résultats par la hausse des taux d'intérêt à court terme. Les mesures envisagées pour combler ces pertes sont de nature conjoncturelle et structurelle. Les actionnaires ont en effet été sollicités et le montant de leur contribution s'élève à 900 millions de DM. Parallèlement, la DG Bank a prévu de procéder à la vente de participations dans d'autres établissements financiers. Enfin, d'importantes restructurations internes ont été envisagées pour l'année 1992, qui entraîneront plusieurs centaines de licenciements.

■ Augmentation de capital pour la compagnie d'assurances italienne Generali. - L'augmentation de capital à laquelle procède actuellement le groupe Generali et qui porte sur 1,750 milliards de lires, sera soumise à l'examen de la Commission de Bruxelles. Cette opération en effet pourrait permet-

PARIS, 7 octobre

Maussade

La Bourse de Paris restait maussade lundi et, pour la quatrième séance consécutive, le CAC 40 était en baisse. À la séance il perdait 0,60 % à 1 841,87 points.

Le repli était sensible dès l'ouverture (à - 0,47 %) et le marché n'a rien eu que rebondir, souligné un spécialiste, relevant une nouvelle fois la « lourdeur du climat politique » en France qui n'incite pas aux interventions et décourage les investisseurs étrangers.

« On note peu d'entrain et peu d'informations susceptibles de faire évoluer le marché », relevait un opérateur lundi matin. « Le marché est baissier mais sans volume », ce qui rend les mouvements peu significatifs, ajoutait un autre.

Les transactions restent en effet très modestes, avec 700 millions de francs environ échangés en début d'après-midi, dans un marché également peu volatil. Les marchés des taux étaient bien orientés, mais peu actifs. Le taux au jour le jour s'établissait lundi matin à 9 3/16-5/16, très légèrement détendu par rapport au vendredi.

Le titre Eurotunnel a enregistré une activité soutenue après l'annonce de retard pour la livraison finale du charnier, qui se traduira notamment par le report du paiement du premier dividende aux actionnaires.

La baisse et l'activité ont toutefois provoqué une déstabilisation d'un opérateur. Dans l'après-midi, le titre perdait 4,4 %, avec 1,1 million de titres échangés. Parmi les autres baisses, on relevait Métrologie et Sfin. En hausse on notait Radiotechnique, CSE et Salomon.

TOKYO, 7 octobre

Forte baisse

La Bourse de Tokyo a clôturé lundi 7 octobre en baisse de 1,09 %, l'indice Nikkei reculant de 266,07 yens à 24 330,83. À la mi-séance, le Nikkei perdait 180,62 yens (- 0,85 %), à 24 422,29 yens. Le marché japonais ouvert en baisse de 129,53 yens (- 0,53 %) et enregistré un recul de 0,5 % vendredi. Le volume des affaires était de l'ordre de 130 millions de titres, en forte baisse par rapport à vendredi matin (250 millions de titres) et contre 480 millions de titres sur l'ensemble de la séance de vendredi. Les investisseurs se montraient prudents après les fortes hausses de la Bourse de Tokyo ces deux dernières semaines, ont indiqué les courtiers.

VALEURS	Cours de 6 oct.	Cours de 7 oct.
Alcatel	1080	1040
Banqueparibas	1200	1180
Caixa	1070	1050
Crédit	1200	1180
Handa Motors	1550	1540
Motorola	1550	1530
Nissan	1400	1380
Sony Corp.	1500	1480
Toshiba	1550	1530

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cités	3720	3701	Immob. Hôtellerie	820	835
Amis de l'Europe	288	280	Intern. Computer	188 40	...
B.C.C.	130	119 80	LP&M	79	79
Banque Paribas	1200	1180	Loca Invest.	253	250
Bolton (Ly)	320	320	Locat.	76	73 10
Bolton (Ly)	215	220	M&M Comm.	108	109 50
Bolton (Ly)	920	915	M&M	169 50	...
Calsonic	401 80	389 80	Publiinvest	405 10	405 10
Cardif	684	685	Rail	605	...
CEGEF	137	135	Rhône-Alp. (Ly)	321	321
C.F.P.	287	288 10	S.H.M.	175	175
C.N.I.M.	936	940	Saint Invest (Ly)	91 10	390
Codetour	283	285	Sarbo	130	...
Concorde	762	762	S.M.T. Group	285	280
Crédit	1200	1180	S&P	348	341 10
Dalmeida	1200	1180	Thomson H. (Ly)	289	289
Dunachy Worms Co.	390	...	Unilog	201 30	201
Dunachy	918	920	Val et Co.	90 80	88
Devil	290	290	V. St-Laurent Group	877	870
Dolom	145	144			
Edison Beland	270	274 30			
Europ. Population	270	...			
Financ	138 80	...			
Frankfort	125 10	125 10			
GFF (groupement)	161	162			
Grand Litt.	185	186			
Groupement	740	...			
Group Origy	740	...			
Guinot	886	...			
I.C.C.	235	232			
Idemov	118 40	119			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 4 octobre 1991
Nombre de contrats : 117 749

COURS	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dollar	106,70	106,78	107,38
Précédent	106,74	106,86	107,18

CAC40 A TERME			
(MATIF)			
Volume : 7 565			
COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 865	1 877,50	1 889
Précédent	1 878,50	1 891,50	1 909

CAC 40 A TERME

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dollar	1 865	1 877,50	1 889
Précédent	1 876,50	1 891,50	1 909

CHANGES

Dollar : 5,7170 F ↑

Le dollar a clôturé à 129,53 yens lundi à Tokyo, en baisse de 0,67 yen par rapport à la clôture de vendredi (130,20 yens). À Paris, le billet vert était en légère hausse à 5,7170 francs, lundi au fixing contre 5,6800 francs à la cotation officielle du vendredi.

FRANCFORT	4 octobre	7 octobre
Dollar (en DM)	1,6638	1,6786
TOKYO	4 octobre	7 octobre
Dollar (en yen)	130,20	129,53

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (7 octobre) : 9 3/16 - 9 5/16 %
New-York (6 octobre) : 5 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

3 octobre : 4 octobre
Valeurs françaises : 122,10 121,10
Valeurs étrangères : 114,70 115,40
(SIF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC : 495,90 491,60
(SIF, base 1000 : 31-12-97)
Indice CAC 40 : 1867,11 1851,91

NEW-YORK (Index Dow Jones)

3 octobre : 4 octobre

Industrielles : 2 984,79 2 961,16

LONDRES (Index Financial Times)

3 octobre : 4 octobre

100 valeurs : 2 625,60 2 624,60

30 valeurs : 2 019,28 2 018,70

Mises d'or : 159,96 161,20

Fonds d'Etat : 87,44 87,26

FRANCFORT

3 octobre : 4 octobre

Dax : 1 681,73

TOKYO

4 octobre : 7 octobre

Nikkei Dow Jones : 24 330,83 24 330,83

Indice général : 1 883,31 1 872,38

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UNE MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	à 1 mois	à 3 mois	Rep. +	no rep. -	Rep. +	no rep. -	Rep. +	no rep. -
S. E. U.	5,7145	5,7160	+ 216	+ 226	+ 395	+ 415	+ 1120	+ 1180
S. can.	5,6535	5,6571	+ 21	+ 39	+ 65	+ 99	+ 303	+ 368
Yen (100) ..	4,4138	4,4183	+ 98	+ 113	+ 196	+ 216	+ 671	+ 728
DM	3,8051	3,8075	- 5	+ 11	0	+ 22	- 8	+ 46
Florin	3,0219	3,0243	- 1	+ 8	0	+ 15	- 3	+ 26
FF (100) ...	16,2210	16,2300	0	+ 60	+ 20	+ 130	- 10	+ 390
PN	3,8919	3,8943	+ 38	+ 53	+ 75	+ 99	+ 216	+ 278
£ (1 000) ...	4,5534	4,5581	- 85	- 61	- 141	- 111	- 441	- 377
£	9,9289	9,9373	- 118	- 89	- 165	- 119	- 350	- 218

TAUX DES EUROMONNAIES

à 1 mois	à 3 mois	à 6 mois	à 9 mois	à 12 mois	à 18 mois	à 24 mois
S.E.U.	5 1/8	5 3/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/6
Yen	6 7/8	6 1/16	6 3/4	6 1/16	6 1/4	6 9/16
DM	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16
Florin	9 1/2	9 1/4	9 1/4	9 3/16	9 1/4	9 3/16
FF (100)	9 1/2	9 3/8	9 1/8	9 1/4	9 3/16	9 5/16
PN	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4
£ (1 000)	10 1/8	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4
£	9 1/4	9 3/8	9 1/4	9 3/8	9 3/16	9 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinee par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Lundi 7 octobre
Gérard Vallier,
directeur de Lincoln Ressources
humaines.

Mardi 8 octobre
Albert Robin,
président de l'Institut français
de l'énergie.
« Le Monde Initiatives » publie
dans son numéro du 9 octobre
une enquête sur les métiers de
l'énergie.

BOURSE DU 7 OCTOBRE

Cours relevés à 13 h 47

[illegible]

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

4/10

VALEURS	% du mont.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emisison	Frain incl.	Rachet net	VALEURS	Emisison	Frain incl.	Rachet net	VALEURS	Emisison	Frain incl.	Rachet net
Obligations						Etrangères																	
CAJ.M.			1078	1083		Mag.Unipol.	185	185		A.A.A.	1041.50		1021.95		1033.45		Passe Coimosa	2059.32		2061.81			
CLJ.A.M. (R)			2800			Magnat	780	750		Aggraves	701.30		215.38		215.38		Passe Gascion	61783.14		61783.14			
Colson			38.90	38.90		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00		Passe Jolivet	10808.25		10807.25			
Colson			288	287		Méti Dégéval	553	553		Amélie	7070.00		7375.00		7375.00</								

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS prix.	COURS 7/10
Sains-Unite (1 unit)	5 880	5 717
Eau	6 978	6 075
Bouteille (100 dm ³)		340 550
Bouteille (100 P)	16 542	18 533
Pays-Bas (100 P)	302 450	342 217
Italie (100 dm ³)	555	470
Denemark (100 dm ³)	86 100	98 400
Grèce-Soufre (1 L)	9 829	
Grèce (100 dm ³)	3 066	
Suisse (100 P)	389 740	
Rouille (100 dm ³)	1 000	1 000
Maroc (100 P)	87 150	
Autriche (100 dm ³)	48 439	
Espagne (100 pas)	5 381	
Portugal (100 dm ³)	3 987	
Canada (1 L 5 c.)	5 011	
Indes (100 dm ³)	4 378	

Marché libre de l'or

COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COT.
achat	vente			
		Or fin (dolo en barre)	85250	658
		Or fin (en lingot)	85750	652
		Napoleon (200)	371	3
		Pièce Fr 10 0	380	
		Pièce Suisse 20 0	377	3
		Pièce Lustra 20 0	385	
		Souverain	480	4
		Pièce 20 dollars	2100	200
		Pièce 10 dollars	1100	100
		Pièce 5 dollars	585	
		Pièce 50 pesos	2440	240
		Pièce 10 florins	386	30

Hors-cote

Agua Hydro Electrica	310	
Calchagua	111	112 10
C.G.R. Caguas	47	
C.G.R. Formosa	180	
Chamberlain (H.)	978	
Cochon (Hill)	350	
Copacabana	590	
Drexel Amsterdams	403	
EI Anapaz	1400	
Emp. Acapulco	65	
Emp. Sinaloa Ind.	20	
Gachon (S.A.)	82	80
Greater Extension	65	
Gay Daguerre	470	
Hawthorne (S.A.)	216	
Hongkong	257	
HZ	300	
Jaguar	125	
Lectures du Monde	236	
Recluse	781	221
Pataconillo RD	1410	
Pinkig, Pacher	357	
Quercus R.V.	240	
Romero K.L.	207 30	
St-Germain (Hollings)	200	
Santa Maria	206	
S.E.P.R.	1111	
St. Ann. c. B.	353	
Téléphonique Elect.	5380	
Ulfers	340	
Wittemann	1300	

c : coupon de

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - # : marché continu

COMMUNICATION

Procès autour du contrôle de Metro Goldwyn Mayer

Le Crédit lyonnais remporte une manche contre M. Parretti

Le conflit qui oppose l'homme d'affaire italien M. Giancarlo Parretti au Crédit lyonnais, pour le contrôle de Metro Goldwyn Mayer, est en passe de tourner à l'avantage de la banque nationale. Sur deux procès en cours, l'un aux Pays-Bas, l'autre aux États-Unis, les juges néerlandais viennent de donner un avantage décisif à la banque dirigée par M. Jean-Yves Haberer.

La partie se joue aux Pays-Bas et aux États-Unis et la victoire ou la défaite dans le conflit qui oppose le Crédit lyonnais à M. Giancarlo Parretti pour le contrôle de Metro Goldwyn Mayer tient essentiellement à la décision des juges. Vendredi 4 octobre, les magistrats du district de Rotterdam, qui avaient à trancher sur la plainte déposée par M. Parretti contre le Crédit lyonnais Bank Nederland (CLBN) ont penché en faveur de cette dernière. Ils ont estimé que, dans la mesure où les intérêts des créanciers accordés par la filiale néerlandaise du Crédit lyonnais n'étaient plus payés, la banque était en droit d'exiger son remboursement immédiat.

Melia, le holding contrôlé par M. Parretti, étant incapable de satisfaire à cette demande d'exigibilité, devra mettre en jeu les actifs qui garantissent les prêts. Garanties qui ne sont autres que les titres Metro Goldwyn Mayer. Sauf décision contraire en appel, le Crédit lyonnais est depuis vendredi dernier virtuellement actionnaire d'un studio de cinéma à Hollywood.

Le même jour, M. Parretti a subi un second coup dur. M. Florio Fiorini, PDG du holding helvétique Sasea et ex-ami de M. Parretti dans la conquête de MGM, s'est prononcé

pour la suspension de tous les pouvoirs de direction de M. Parretti sur Melia. Sasea, lourdement endettée elle aussi auprès du Crédit lyonnais, est en effet passée du côté de son banquier dans le match qui l'oppose à M. Parretti. Profitant de sa position d'actionnaire numéro deux au sein de Melia (42 % environ) et utilisant les finesses du droit des sociétés helvétique, Sasea a annoncé que M. Parretti et sa femme étaient suspendus pour n'avoir pas consulté les autres actionnaires au moment de prendre des décisions stratégiques pour l'avenir de la société. Aucune précision n'a cependant été apportée sur la nature des décisions mises en cause.

En faisant pencher le plateau de la balance en faveur du Crédit lyonnais - sous réserve d'une action en appel,

les juges néerlandais influent indirectement sur la décision de leurs homologues américains. Depuis la fin du mois d'août, un autre procès oppose, dans l'Etat du Delaware, le Crédit lyonnais à M. Giancarlo Parretti. Après avoir signé, le 15 avril dernier, un protocole d'accord qui le démettait de ses pouvoirs sur MGM au profit d'un comité exécutif dirigé par M. Alan Ladd junior, M. Giancarlo Parretti était passé à la contre-offensive et avait attaqué devant le tribunal du Delaware cette attente à ses droits d'actionnaire. Affirmant que le Crédit lyonnais outrepassait ses droits de créancier, il réclamait aux juges américains le droit d'être réintégré dans ses fonctions de direction. Les audiences étant aujourd'hui achevées, les juges américains ren-

dront leur décision dans le courant du mois d'octobre.

S'il semble vraisemblable que le Crédit lyonnais sorte vainqueur de ce bras de fer juridique, il lui reste à remettre de l'ordre dans ses affaires. Les crédits accordés tant à M. Parretti, pour le rachat de Metro Goldwyn Mayer (1,2 milliard de dollars), qu'à M. Fiorini, pour diverses affaires dans les secteurs immobilier ou hôtelier, représentent en sus plusieurs centaines de millions de dollars. Le désendettement de Sasea est actuellement en cours de négociation. Les biens immobiliers donnés par M. Fiorini, en garantie des concours qui lui ont été accordés par le Lyonnais, pourraient être cédés à un holding ou à l'industriel italien M. Giuseppe Cabassi aurait le premier rôle.

Toshiba et C. Itoh en pourparlers avec le géant américain

Deux groupes japonais vont aider Time-Warner à assumer sa dette

Le fabricant d'électronique Toshiba et la maison de commerce C. Itoh, ont annoncé qu'ils étaient en négociations avec Time-Warner pour entrer dans le capital du géant américain des médias. Les deux firmes japonaises envisagent d'investir 1 milliard de dollars (5,7 milliards de francs) pour détenir 12 % d'un nouvel ensemble formé de toutes les activités de Time-Warner dans le cinéma, la télévision et les réseaux câblés. Cette nouvelle entité représenterait un peu plus de la moitié du chiffre d'affaires de Time-Warner (11,5 milliards de dollars en 1990, soit 65 milliards de francs) et plus de la moitié des bénéfices du premier groupe mondial des médias.

Dans ce secteur de l'image, Time-Warner est le second opérateur de réseaux câblés des États-Unis. Le groupe possède HBO, la principale chaîne payante de cinéma, ainsi que Cinemax, et la moitié de la chaîne comique Comedy Central. Les studios Warner sont un des piliers d'Hollywood, et le groupe contrôle son système de distribution dans le monde entier. Le nouveau groupe

assumerait aussi une large partie des dettes de Time-Warner (près de 50 milliards de francs), héritées de la fusion entre Time et Warner, et dont le poids est un sérieux handicap. C'est du reste dans le but d'alléger cette dette que les dirigeants de Time-Warner recherchent depuis longtemps des alliances. Et les observateurs s'attendent à ce que Time-Warner fasse entrer dans son capital d'autres investisseurs, européens ou américains.

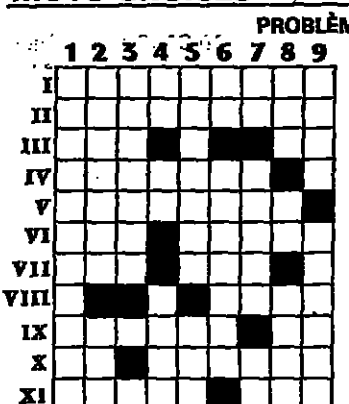
Au-delà de sa dimension financière, le projet d'accord représente une nouvelle illustration de la stratégie japonaise d'investissement dans l'industrie audiovisuelle. Après Sony et Columbia, Matsushita et MCA, Toshiba vient à son tour « faire son marché » à Hollywood. Outre des retombées immédiates (Toshiba obtiendrait par exem-

ple la fabrication des terminaux équipant les foyers câblés des réseaux de Time-Warner, soit plus de six millions de foyers), cette incursion renforce les chances des sociétés japonaises d'imposer leurs matériels et leurs normes sur les principaux marchés de l'image, dont fait partie la télévision haute définition. Cette intégration verticale, à travers des alliances américaines, leur assure un contrôle sur les sources d'images les plus importantes, celles qui font en définitive vendre des matériels.

En contrepartie, C. Itoh et Toshiba pourraient aider Time-Warner à pénétrer le marché japonais, un des plus fermés du monde. Les trois nouveaux associés pourraient former une société commune pour lancer une nouvelle chaîne de télévision par câble ainsi que d'autres projets.

M. C. I.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
1. Une femme très attirante.
2. Travaillant parfois avec des loupes.
3. III. Intérieur, peut être consulté pour un examen. Symbole.
4. Des divisions dans l'Empire ottoman.
5. Digne d'un Jules.
6. VI. Caché. Un tonner léger.
7. VII. Cercle à l'étranger. Créateur, pour les gnostiques.
8. VIII. Descendant.
9. IX. Mettre du vin dans son eau. D'un auxiliaire.
10. Conjonction. Peut-être se faire dans un tube.
11. Fait passer. Un homme qui n'a rien appris.

VERTICALEMENT
1. Sont évidemment très populaires.
2. Un homme qui fait un métier de chien. Fit sauter.
3. Une bête à cornes.
4. Pronom. Donné par le chef. Sont

PROBLÈME N° 5623
représentés sur les pyramides.
5. En chantant, est parfois appelée chérie. Baie du Japon.
6. Préposition. Leurs fonds fournissent parfois un peu de liquide.
7. Note. Peut-être devenir provocants quand ils se « sentent » bien soutenus. Fleuve côtier.
8. Pas aimable. Symbole. Pas atteint.
9. Fut victime d'une tromperie. Bonne, c'est une poire.

Solution du problème n° 5622
Horizontalement
I. Dépoussiéreur. II. Écrivain. Erreur. III. Solle. Montagnes. IV. Huile. Upas. Eau. V. Élie. Clé. Unité. VI. Rése. Charnement. Et. VII. Ratai. Arme. VIII. Événements. Dié. IX. Reg. Voûte. Cerna. X. Repaire. Tu. XI. Créais. Inouï. XII. Oint. Eructées. XIII. Lâ. Igue. Irisées. XIV. Ironiser. El. Rut. XV. Na. Stérile. Pesé.

Verticalement
1. Désaherter. Colla. 2. Ecoule. Verrière. 3. Fruite. Égée. 4. Oile. Patins. 5. Uvée. Craval. Glt. 6. Sa. Chamouneuse. 7. Simulateur. Réer. 8. Inopérante. Rl. 9. Na. Mite. Ici. 10. Rets. Entrée. 11. Etat. Une. Ceil. 12. Urgent. Dépués. 13. Ranci. Air. Isère. 14. Verme. Eus. 15. Désuète. Auguste.

GUY BROUTY

EMPLOI Le mardi, c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi
Le Monde des Cadres
Le Monde de l'Informatique
Le Monde des Secteurs de Pointe
Le Monde de la Gestion et des Finances
Le Monde des Ressources Humaines
Le Monde des Juristes
Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde INITIATIVES

CARNET DU Monde

Naissances

- Anne et Patrick MOLIS, Louis, Victoire et Gabrielle, sont heureux d'annoncer la naissance d'

Agathe,

le 2 octobre 1991.

- Annie RAÏN et Jean-Marc VINOT

sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils

Ella,

à Paris, le 26 septembre 1991.

Décès

- Michel et Frédérique Dubois, Majo et Denis Balleyguier, Maki et Dominique Georgoon, leurs enfants et petits-enfants, sont heureux de faire part du décès de

Pierre DUBOIS-DAYME,

survenu à Mayenne, le 4 octobre 1991, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 7 octobre, à Mayenne.

- Dans la douleur et l'espérance, nous prions d'annoncer le décès de

Marcel-Henri DUMESTRE,

le 25 septembre 1991,

et de son épouse

M^{me} M.-H. DUMESTRE,

née Lucienne-Marie Maubert,

le 27 septembre 1991.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, le 1^{er} octobre, à la chapelle Saint-Louis des Invalides.

Une messe à leur mémoire sera célébrée à une date ultérieure.

Cet avis tient lieu de faire-part.

98, rue La Fontaine,
75116 Paris.

- Le doyen et l'ensemble du personnel de la faculté de mathématiques et d'informatique d'Amiens (université de Picardie) ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 2 octobre 1991, de leur collègue

Eve HELSMOORET.

Un office religieux sera célébré en sa mémoire le mardi 8 octobre, à 11 heures, en l'église Saint-Jacques à Amiens (Somme).

Faculté de mathématiques et d'informatique,
33, rue Saint-Leu,
80039 Amiens Cedex.

- Les amis de

Desirée LIEVEN

apprendront avec douleur son décès, survenu dans sa quatre-vingt-quatrième année.

A l'occasion de son incinération au columbarium du Père-Lachaise, le mercredi 9 octobre 1991, à 15 h 30, un hommage lui sera rendu.

- Hélène Liebman-Saulnier, Dominique Saulnier, Paola Miglicci-Saulnier, Emmanuel Saulnier, Lina, Barbara, Anaël,

ont la profonde tristesse de faire part du décès, le jeudi 3 octobre 1991, de

Adam SAULNIER, chevalier des Arts et des Lettres, chevalier de l'Ordre national du Mérite, peintre, journaliste, critique d'art.

Une messe sera célébrée le mardi 8 octobre, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre-de-Chailly, avenue Marceau, à Paris-16^e, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

1, square de l'Avenue-du-Bois,
75116 Paris.

(Le Monde daté 6-7 octobre.)

- Nous apprenons le décès, survenu le vendredi 4 octobre 1991, à Bordeaux, du

général Pierre TARDY,

dont les obsèques auront lieu le mardi 8 octobre, à 9 h 30, en la cathédrale Saint-André de Bordeaux et l'inhumation au cimetière de Loudun (Vienne) à 16 h 30.

(Né le 18 septembre 1933 à Dijon (Côte-d'Or) et ancien sapeur-cyrien, Pierre Tardy, après avoir servi des 1500 en Algérie, puis en 1967 en Allemagne, a été nommé commandant le 15^e régiment d'infanterie à Metz (Moselle) en 1973 et 1981. Chef du bureau « emploi » à l'État-major de l'Armée de terre, il est promu général de brigade en 1988. Après avoir occupé les fonctions d'attaché de défense à l'ambassade de France en Italie, il commande la 4^e division militaire territoriale, à Poitiers. C'est le 31 août dernier qu'il prend le commandement de la 1^{re} division militaire de défense atlantique et la circonscription militaire de défense de Bordeaux. Le général Tardy était commandeur de la Légion d'honneur.)

- M^{me} Odette TOUSSOU, son épouse, Nicole et Jean-François Demange, Annie et Jean-Louis Chiles, Catherine et Philippe Chuy, Louis-François TOUSSOU, Junio, Diane, Dominique, Géraud, Aurélien, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Robert Vaudouin, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Max TEYSSOU, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 4 octobre 1991.

L'inhumation au cimetière du Grand-Castang (Dordogne) aura lieu, le mardi 8 octobre, dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée le jeudi 10 octobre, à 11 h 30, en l'église Saint-Etienne-du-Mont à Paris.

(Né le 29 juin 1922 à Paris, Max Teyssou dirige en 1947 le département étranger de la Librairie Hachette. En 1967, il devient directeur commercial des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), poste qu'il occupe jusqu'en 1978, année où il devient directeur général de la Société d'agence et de diffusion (SAD). Il s'occupe en outre d'une mission de coordination de la politique commerciale du groupe NMPP. Devenu président du directeur de la SAD en 1988, puis directeur général adjoint des NMPP chargé du commercial au plus tard, Max Teyssou prend sa retraite en 1988.)

Messes anniversaires

- Pour le quatrième anniversaire du décès de

Marthe LEVASSEUR (Mère Louise),

une messe sera célébrée en la chapelle Saint-Roch, 32, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris-5^e, le samedi 12 octobre, à 10 heures, et dite par le Père Christian-Eugène OFM, ancien éclaircir de France.

Germaine Luszby,
7, rue Arce,
75005 Paris.

Anniversaires

- Il y a un an, le 7 octobre, disparaissait

Georges LAVAU.

Sa femme, Janine Mossu-Lavau, et ses filles, Emmanuelle et Brigitte, demandent à ses amis une pensée.

- Le 8 octobre 1891, naissait

Armand Louis Joseph LENOIR,

à Charleroi (Belgique).

Le 10 octobre 1981, le Seigneur le rappelait auprès de lui.

A tous ceux qui l'ont aimé, connu et sont restés fidèles à sa mémoire

Faculté et Rebecca LENOIR-BAGET demandent une pieuse pensée.

Ambassade de France,
Hanoi (Vietnam).

Communications diverses

- L'association Mémoire juive de Paris présente l'exposition photographique « L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1948) », du 7 au 27 octobre 1991 à la mairie du quatrième arrondissement.

Le dessinateur Tim signera son affiche et le catalogue de l'exposition le mercredi 9 octobre de 17 heures à 20 heures. Entrée libre.

- Toute personne ayant une créance remontant à avant le 30 avril 1975 sur la Société Cong Ty Vanco qui était installée 134, rue Van-Do, à Saigon (Vietnam), est invitée à en aviser d'ici le 31 décembre 1991 l'OFAC (Office of Foreign Assets Control), US Treasury Department, bureau de licences, 2221 ANX, Washington DC 20220, avec copie à M^{me} B.W. Bodager, 205 N. Monroe St, Media, PA 19063 (USA), en joignant un bref justificatif.

JACQUES GAUTIER

Pendentif métal martelé et grappe-cristal sur argent

Boucles d'oreilles 2 500 F

36, rue Jacob, 75006 PARIS

Tél. : 42-60-84-33.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, M. Guesnon
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugon-Devallet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Tél. MONDIPUB 634 128 F

Tél. : 40-65-25-77. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LAM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-40

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP, Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

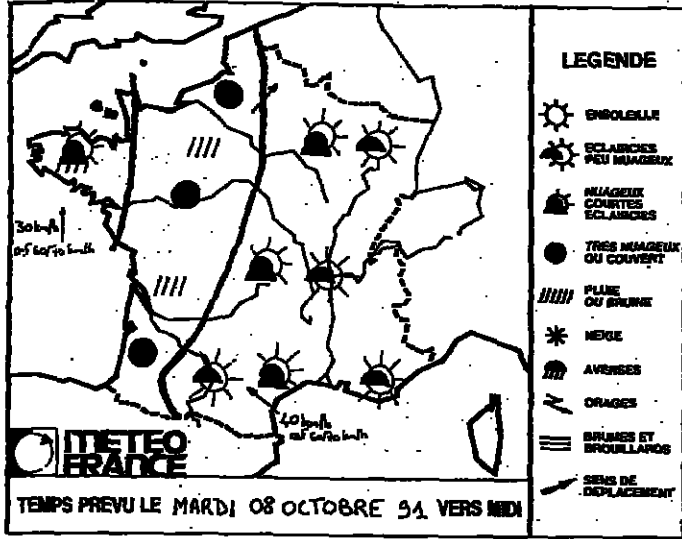
Adresse : _____

Localité : _____ Pays : _____

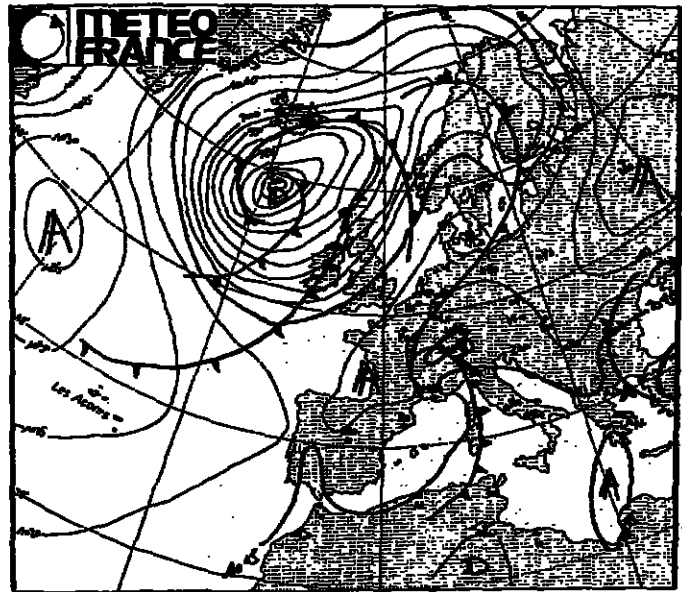
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 8 octobre 1991
Pluvieux sur l'Ouest, nuageux sur l'Est

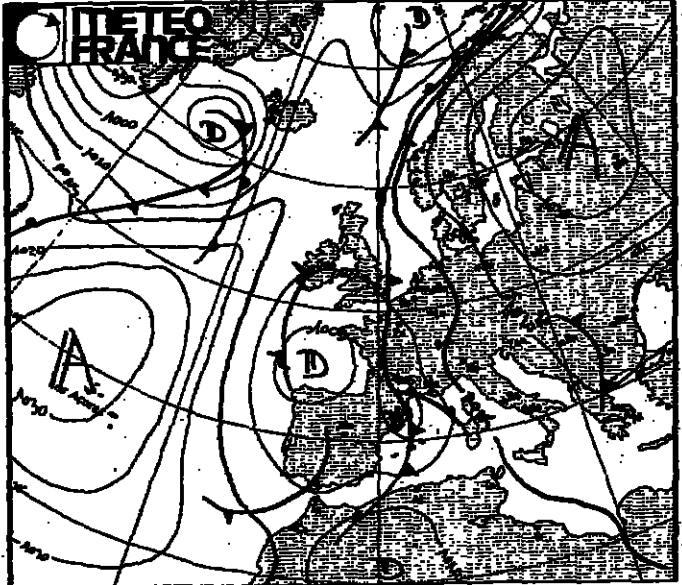


SITUATION LE 7 OCTOBRE 1991 A 0 HEURE TU



Mercredi 9 octobre : Nuages et ondées à l'Ouest, soleil à l'Est. Le ciel sera très nuageux à couvert pratiquement toute la journée, des Pyrénées à la Normandie. Les nuages donneront des ondées qui prendront un caractère orageux sur les Pyrénées. La Bretagne aura un ciel plus variable avec alternance d'éclaircies et d'averses. Partout ailleurs, le soleil dominera, bien que parfois voilé par des nuages élevés. Cependant, près du golfe du Lion, le vent marin apportera quelques nuages bas. Les températures minimales iront de 7 à 10 degrés dans l'Est, 11 à 14 degrés dans l'Ouest, 16 degrés près de la Méditerranée. Les maximales atteindront 18-20 degrés dans le Nord, 21 à 25 degrés dans le Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 9 OCTOBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 6-10-1991 à 18 heures TU et le 7-10-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	ÉTRANGER	MADRID
ALGER	16	16	21
AMSTERDAM	16	16	21
BARCELONE	16	16	21
BELGRADE	16	16	21
BIRMINGHAM	16	16	21
BONNE	16	16	21
BREITENBURG	16	16	21
BUDAPESTE	16	16	21
COPENHAGUE	16	16	21
DUBLIN	16	16	21
GENÈVE	16	16	21
GRANDE-BRETAGNE	16	16	21
HAMBURG	16	16	21
LA HAYE	16	16	21
LONDRES	16	16	21
LYON	16	16	21
MARSEILLE	16	16	21
NANCY	16	16	21
NICE	16	16	21
PARIS-MONTY	16	16	21
PAU	16	16	21
PERPIGNAN	16	16	21
REIMS	16	16	21
STRASBOURG	16	16	21
TOULOUSE	16	16	21

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

L'archipel des placages

PAYS DE GALLES, ton rugby f... le camp. Voir l'équipe des Samsons, autant dire des Hurons du Pacifique, l'importer à l'Arms Park? de Cardiff, est une manière de gifle dont les Diables rouges devraient avoir quelque peine à se remettre. Sur Canal Plus dimanche, on avait regardé le début de ce match Galles-Samsons occidentales avec une curiosité d'entomologiste. Ces joueurs des antipodes, classifiés comme appartenant à la redoutable espèce néozélandaise des All Blacks, mais famille archipel, ont fait sauter la banque. Bientôt le Pays de Galles sera son autre, faire en sorte que l'Arms

Park ne chante plus, jeter ainsi l'âme d'une nation qui par-dessus tête, valait un repas dominical dérobé à la communauté. Et la curiosité s'est faite passion, lorsque, point après point, cette drôle d'équipe cubique, aussi large que haute, a imposé son jeu, rude et simple, comme une leçon de courage. A la télévision, cette succession de placages samsons, d'autant plus terrifiants qu'ils étaient parfaitement réguliers, donna lieu à de superbes images. Voir ainsi des joueurs gallois d'un quintal pur malt projetés à trois mètres en arrière sur leurs propres attaques, au point que trois d'entre eux finirent, cassés, à l'infirmerie

de garnison, fut en tout cas un spectacle étonnant. Probablement les Samsons sont-ils du rugby de l'âge de pierre alors que les Gallois n'ont même plus la consolation d'être les indétrônables fils du charbon. Ils s'en feront une raison. Comme se feront une raison les jolies filles qui n'auront pas réussi, quel drame! à être Miss Alsace 1991. C'était sur Canal Plus encore, un plaisant reportage dans les coulisses d'un concours de beauté. La règle du jeu, être belle ou le présumer, est simple, mais l'issue des courses incertaine. Car, même au royaume des belles Alsaciennes, s'il y avait beaucoup d'appelées, il n'y avait

qu'une élue. Le reportage consistait donc à prendre trois candidates, dont la future reine d'ailleurs, quel flair ces journalistes!... et à les suivre, pas à pas, sur le rude chemin de la gloire ou sur celui de l'amertume. Quitte à être reine d'un jour, autant y mettre le prix, avec l'appui de parents encore éberlés d'avoir pondu semblable merveille. Coiffeur, manucure, maquilleuse, régimes d'enfer, essayage, entraînement au pas mannequin, trac, jalousie, tout cela pour finir couronnée ou dépitée dans l'ambiance façon fête de la bière d'une salle Léo-Lagrange. Altons, la France profonde, elle, tient le coup.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 7 octobre

- TF 1**
- 20.45 Variétés : Stars 90. Emission présentée par Michel Drucker.
 - 22.45 Magazine : Santé à la Une. De Robert Nemas et Anne Barrière.
 - 0.20 Magazine : Va y avoir du sport. Rugby.
 - 1.15 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 20.45 Téléfilm : L'Alerte rouge. De Gilles Kaur, avec François Michaud, Bernard-Pierre Donnadieu (1^{re} partie).
 - 22.25 Documentaire : Les Années algériennes. De Philippe Alfonsi, Bernard Favre, Patrick Pesnot et Benjamin Stora.
 - 23.35 Journal et Météo.
 - 0.05 Magazine : Caractères. Diffusé sur FR3 le 4 octobre.
 - 1.05 Série : Les Évasions célèbres.
- FR 3**
- 20.45 Cinéma : Les Douze Salopards. ■ Film américain de Robert Aldrich (1967).
 - 23.15 Journal et Météo.
 - 23.35 Magazine : Océaniques. Histoire d'opéra, de Robin Lough et Cathie Lévy.
 - 0.35 Magazine : Minuit en France.
 - 1.30 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 20.33 Cinéma : Un million d'années avant Jésus-Christ. ■ Film britannique de Don Chaffey (1966).

- 22.05 Documentaire : Dinosaur, le retour. De Pierre Oscar Lévy.
 - 22.55 Flash d'informations.
 - 23.00 Le Journal du cinéma.
 - 23.05 Cinéma : Hailfouine, l'enfant des terrasses. ■■ Film franco-tunisien de Ferid Boughadir (1990).
 - 0.40 Cinéma : Les Frissons de l'angoisse. ■ Film italien de Dario Argento (1976).
- LA 5**
- 20.50 Magazine : Les absents ont toujours tort. Présenté par Guillaume Durand.
 - 23.00 Cinéma : Le Policeman. ■ Film américain de Daniel Petrie (1980).
 - 1.05 Le Rallye des Pharaons.
 - 1.15 Journal de la nuit.
 - 1.25 Demain se décide aujourd'hui.
 - 1.30 Rediffusions.
- M 6**
- 20.35 Cinéma : Hibernatus. ■ Film français d'Edouard Molinaro (1969).
 - 22.20 Série : L'Heure du crime. En vert et contre tous.
 - 23.10 Magazine : Vénus.
 - 23.40 Six minutes d'informations.
 - 23.45 Magazine : Dazibao.
 - 23.50 Magazine : Jazz 6.
 - 2.00 Rediffusions.

- LA SEPT**
- 20.00 Documentaire : L'Arbre et le Soleil. De Jean-Daniel Pollet.
 - 21.20 Cinéma : En compagnie de Max Linder. ■■ Film français de Max Linder (1963).
 - 22.45 Cinéma : Le Curé de Cucuignan. ■ Film français de Marcel Pagnol (1967).
 - 23.25 Débat : Dialogue. Portrait de Jean Guilton, philosophe.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 L'Histoire en direct. 17 octobre 1961 : la guerre d'Algérie en plein Paris. Avec Pierre Enckell, François Maspéro, Georges Mattel, Mohammed Cheli, Mourad Oussedik, Mohammed Chabane.
 - 21.30 Avignon 91. Tral ou le vertige du jumeau.
 - 22.40 La Radio dans les yeux. L'actualité du cinéma.
 - 0.05 Du jour au lendemain. La Radio dans les yeux (suite).
 - 0.50 Musique : Coda. Soixante de minuit. 1. La contrebasse du Dragon.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct du Grand Auditorium) : sonata pour violon et piano, de Lohse ; Pièce pour violon et piano, de Vivier ; Variations pour piano, de Hett ; Sonate pour violon et piano n° 1, de Bloch ; Sonate pour deux violons et piano, de Milhaud, par Guy Comenale, Bertrand Walter, violons, Marie-Claude Warochowska, piano.
 - 23.37 Poussières d'étoiles.

Mardi 8 octobre

- TF 1**
- 16.15 Feuilleton : Riviera.
 - 16.40 Club Dorothée.
 - 17.30 Série : 21 Jump Street.
 - 18.25 Jeu : Une famille en or.
 - 18.50 Feuilleton : Santa Barbara.
 - 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
 - 19.50 Divertissement : Pas folles les bêtes.
 - 20.00 Journal, Tiersé, Météo et Tapie vert.
 - 20.45 Cinéma : Tant qu'il y aura des femmes. ■ Film français de Didier Kaminka (1987). Avec Roland Girard, Fanny Cottenpon.
 - 22.20 Magazine : Ciel, mon mardi ! De Christophe Deschamps.
 - 0.00 Spécial sports : Rugby. Coupe du monde : France-Fidji : résumé de Nouvelle-Zélande-Etats-Unis et Angleterre-Italie.
 - 1.45 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 18.10 Série : Drôles de dames.
 - 18.30 Magazine : Giga.
 - 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
 - 18.50 Magazine : Défendez-vous.
 - 18.45 Série : Mister T.
 - 19.10 Jeu : Question de charme.
 - 19.40 Divertissement : La Caméra indiscret.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.45 Mardi soir : Les Années algériennes. Documentaire de Philippe Alfonsi, Bernard Favre, Patrick Pesnot et Benjamin Stora.
 - 21.50 Débat : Spécial guerre d'Algérie. Animé par Daniel Ballein.
 - 23.05 La 25^e Heure. Emission présentée par Jacques Perrin. Programme non communiqué.
 - 0.05 Journal et Météo.
 - 0.35 Musique : Jazz à Antibes. The Gil Evans Orchestra.
 - 1.05 Série : L'Homme à tout faire.
 - 1.45 24 heures d'info (et à 5.05).
- FR 3**
- 16.00 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
 - 17.30 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.15 Magazine : Une pêche d'enfer.
 - 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information.
 - 20.00 Un livre, un jour.
 - 20.10 Divertissement : La Classe.
 - 20.45 Téléfilm : Strangers dans la nuit. De Sylvain Madigan, avec Philippe Uchan, Karine Viard.
 - 22.10 Journal et Météo.
 - 22.35 Mardi en France.
 - 23.30 Magazine : Océaniques. Ces films qui ne veulent pas mourir, de Jacques Méry.

- 0.20 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 16.00 Cinéma : L'Autrichienne. ■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1989). Avec Uta Lampa, Patrick Chesnais, Daniel Mesguich.
 - 17.40 Dessin animé : Les Simpson.
 - 18.00 Canaille peluche.
 - En clair jusqu'à 20.00
 - 18.30 Ça cartoon.
 - 18.50 Le Top.
 - 19.20 Flash d'informations.
 - 19.30 Sport : Rugby. Coupe du monde : France-Fidji, en direct de Grenoble.
 - 21.40 Flash d'informations.
 - 21.45 Le Journal du cinéma.
 - 21.49 Cinéma : Treize femmes pour Casanova. D Film austro-franco-italien de François Legrand (1976). Avec Tony Curtis, Marisa Berenson, Jean Lefebvre.
 - 23.20 Cinéma : Ils vont tous bien. ■■ Film français de Giuseppe Tornatore (1990). Avec Marcello Mastroianni, Michèle Morgan, Marino Centa (v.o.).
 - 1.20 Cinéma : La Cristal d'amour. Film d'animation, classé X, d'Henri Pachard (1980). Avec Victoria Paris, Randy Spears, Randy West.
- LA 5**
- 16.20 Tiersé à Auteuil.
 - 16.50 Youpi ! L'école est finie.
 - 18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
 - 19.05 Série : Kojak.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.40 Le temps de Nicolas.
 - 20.50 Journal des courses.
 - 20.50 Cinéma : Vingt mille fleuves sous les mers. ■■ Film américain de Richard Fleischer (1954). Avec Kirk Douglas, James Mason, Paul Lukas.
 - 23.05 Magazine : Ciné Cinq.
 - 23.20 Sport : Football. Allemagne-sélection internationale, à Munich. Au profit de l'Unicef.
 - 1.00 Le Rallye des Pharaons.
 - 1.10 Journal de la nuit.
- M 6**
- 16.50 L'Homme de fer.
 - 17.40 Jeu : Zygomusic.
 - 18.05 Série : Mission impossible.
 - 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
 - 19.54 Six minutes d'informations.
 - 20.00 Série : Cosby Show.

- 20.35 Téléfilm : Un amour de chien. De Peter H. Hunt, avec Dee Wallace, Karen Valentine.
 - 22.20 Magazine : Le Glaive et la Balance. Les Nouveaux Décrets.
 - 23.10 Magazine : La 6^e Dimension. Proposé par Lionel Rottage et Pascale Basude.
 - 23.40 Six minutes d'informations.
 - 23.45 Magazine : Dazibao.
 - 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 16.40 Documentaire : Paul Badura-Skoda. De Philippe Miquel.
 - 17.40 Documentaire : Les Oiseaux morts. De Robert Gardner.
 - 18.50 Documentaire : Les Ecuelles. D'Irissa Ouedraogo.
 - 19.05 Documentaire : La Matière.
 - 20.00 Documentaire : Cinéma. De Jean Baronne, David Collison, Michael Kuball et Alfred Behrens. 2. En guerre.
 - 20.45 Série : Portraits d'Aleix Cavalier. Théâtre : Le Souffler de satin. Pièce de Paul Claudel, mise en scène d'Antoine Vitez.
 - 23.00 Danse : Karole Armitage et The Armitage Ballet.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Archipel médecine. L'autisme : point sur le diagnostic et la thérapeutique.
 - 21.30 Les Nouveaux Architectes. La génération des moins de quarante ans. Avec Dominique Perault, Catherine Furet, François Leclerc, Fabrice Dusep, Pascale Seurin, Nicolas Michélin, Finn Geipel, Jean Mas, François Roux.
 - 22.40 Les Nuits magnétiques. Les Mille et Une Nuits (1).
 - 0.05 Du jour au lendemain.
 - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 15 juillet 1955 au Festival d'Aix-en-Provence) : Pastorale d'été pour orchestre de chambre, d'Honegger ; Kammerkonzert pour violon, piano et trois instruments à vent, de Berg ; Cinq mouvements op. 5 pour cordes, de Weber ; La Crémation du monde, de Milhaud, par l'Orchestre du Sudwestfunk de Baden-Baden, dir. Hans Rosbaud. Extraits : Sonate pour violoncelle et piano, de Debussy. Concert (donné le 21 juillet 1956) : Kammermusik n° 1 op. 24, de Hindemith ; Concerto pour piano, trompette et cordes op. 35, de Chostakovitch ; Variations pour orchestre op. 30, de Weber ; Suites pour petit orchestre n° 1 et n° 2, de Stravinsky, par l'Orchestre du Sudwestfunk de Baden-Baden.
 - 23.07 Poussières d'étoiles.

La guerre en Yougoslavie

Un journaliste canadien tué en Croatie

Un journaliste canadien, Peter Brysky, a été tué, dimanche 6 octobre, à Karlovac (50 km au sud-ouest de Zagreb) et deux journalistes japonais, Mishio Ohara et Miya Satoshi, ont été blessés au cours de combats opposant forces croates et unités de l'armée yougoslave, a indiqué la radio croate.

Peter Brysky, journaliste indépendant qui travaillait occasionnellement pour l'agence américaine Associated Press, est le septième journaliste tué depuis le début de la guerre en Croatie. Deux Yougoslaves ont, en outre, disparu depuis plus d'un mois.

Les deux Japonais, d'une équipe de la chaîne de télévision de Tokyo TBS, filmaient aux abords d'une caserne de l'armée à Karlovac quand ils ont été blessés par les tirs de soldats yougoslaves, a-t-on précisé à l'ambassade japonaise à Belgrade. (AFP)

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Un entretien avec M. Claude Lévi-Strauss..... 2

Les violences racistes en Allemagne

La tombe de Konrad Adenauer profanée..... 4

La guerre civile en Yougoslavie

..... 3

Les contre-propositions de M. Gorbatchev sur le désarmement

..... 6

Le bicentenaire de l'émancipation des juifs de France

M. Mitterrand parle de la «bête immonde» qui sommeille; M. Giscard d'Estaing se fait siffler..... 10

Conseil national des Verts

L'adhésion de M. Pierre Juquin est acceptée..... 10

Etang de Berre

Référendum contre une centrale d'EDF..... 11

Rugby

La Coupe du monde..... 14

Lavilliers à Troyes

En prologue à l'Olympia, le baroudeur reprend son répertoire depuis 1975 jusqu'à son dernier album..... 18

Robbie Robertson

Un disque nouveau du guitariste du groupe légendaire de la City..... 18

SECTION B

L'affaire de la BCCI

Les financiers arabes pourraient scotcher leur retrait de la City..... 21

Emplois précaires

L'intérim pluriannuel, les contrats à durée indéterminée diminuent..... 22

CHAMPS ÉCONOMIQUES

• Débat sur les entreprises publiques • Conjoncture : une menace de léthargie • Le trou noir des statistiques • La chronique de Paul Fabra : retour à la normalité..... 23 à 28

Le Crédit lyonnais contre M. Parretti

La banque nationalisée rampe une manche..... 32

Services

Abonnements..... 32

Annonces classées..... 28-29

Carnet..... 32

Loto et Loto sportif..... 18

Marchés financiers..... 30-31

Météorologie..... 33

Mots croisés..... 32

Radio-Télévision..... 33

Spectacles..... 19

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 6-7 octobre 1991 a été tiré à 524 843 exemplaires.

Dans son rapport annuel sur les forces soviétiques

Le Pentagone souligne l'ampleur de la démoralisation dans l'armée rouge

Les forces soviétiques restent puissantes et bien équipées, mais sont atteintes par une crise reflétant celle de la société civile, selon le dixième rapport annuel du Pentagone sur les forces armées de l'URSS.

Publié vendredi 4 octobre, le rapport est intitulé « Forces armées en transition », et non plus « La puissance militaire soviétique », comme depuis 1981, date de sa première parution. L'URSS « est une superpuissance nucléaire en révolution, situation qui n'a aucun précédent historique », souligne le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, dans sa préface.

Le Pentagone note en ce qui concerne l'image des forces armées en URSS que « la gratitude traditionnelle à l'égard de l'armée rouge, pour avoir sauvé le pays de la destruction pendant la seconde guerre mondiale, a disparu (...) pour être remplacée par le syndrome « Afghan ». Cela a amené « un accroissement impressionnant » des crimes contre les militaires, ajoutant à la démoralisation générale. En 1989, indique le Pentagone,

42 officiers ont été tués par des civils. Ce chiffre est de 21 pour le seul premier trimestre de 1990 et les officiers sont désormais autorisés à porter une arme hors de leurs casernes.

« La production de matériels militaires reste la plus importante du monde, les niveaux atteints en 1990 continuant de dépasser les niveaux des États-Unis dans la plupart des catégories de matériels », note le rapport. Si la production d'avions militaires a baissé de 25 % environ depuis 1988, celle des missiles ne s'est réduite que de 10 %.

Les croiseurs en première ligne

Les coupes effectuées dans les budgets de construction navale affectent principalement les croiseurs. Avec le lancement du quatrième croiseur de classe Slava, « aucun autre navire de ce type n'est en construction, pour la première fois depuis plus de trente ans ». Cinquante-neuf sous-marins nucléaires lance-missiles constituent la branche navale de la triade stratégique de l'URSS. La

branche aérienne est représentée par une centaine de bombardiers stratégiques TU-95 Bear-H et TU-160 Blackjack équipés notamment de missiles de croisière SS-N21 et AS-15.

Quant aux forces spatiales, l'URSS dispose « d'un programme substantiel de recherches sur les défenses antimissiles balistiques ». Les Soviétiques disposent du seul système antisatellite (ASAT) opérationnel comprenant notamment un laser basé sur le site d'essais de Shary Shagan, sur le lac Balkash (Kazakhstan) « qui pourrait avoir une puissance suffisante pour endommager des satellites non protégés sur orbite basse ».

Dans le domaine des armements chimiques, les stocks sont estimés à 40 000 tonnes, les plus importants au monde, et le Kremlin ne possède pas les capacités techniques nécessaires à leur destruction. Celle-ci devrait débuter en décembre 1992 aux termes de l'initiative lancée en 1991 par Washington et à laquelle l'URSS a adhéré. (AFP)

(Lire également page 6.)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Sunday blues

— Ça va, toi ?
— Bof, comme un lundi !

— Pourquoi un lundi ? C'est le dimanche, le jour le plus long, le plus pénible.

— Le dimanche ? Où t'es pris ça ?

— Dans le *Herald Tribune*. Remarque, ça date pas d'hier. Tu te rappelles le tube de Gréco. Je hais les dimanches ? A l'époque, elle disait ça au pif. On a fait des progrès depuis, on a découvert qu'il s'agit d'un phénomène très sérieux, très répandu. Ça porte même un nom, le *sunday blues*.

— Et ça consiste en quoi ?

— Ça te prend à une certaine heure, toujours la même, le plus souvent l'après-midi. T'es là, avachi, à te gratter le ventre devant la télé ou tu fais un shampoing ou tu attends le bus pour aller prendre un verre chez des copains, et, brusquement, t'éprouves un violent mal de tête. Ou alors c'est le trou. T'es les boules. Même entouré, tu te sens seul, paumé, tu...

— Oui, bon, t'es un coup de cafard. Ça arrive à tout le monde. On va pas en faire toute une histoire.

— Tu parles d'une histoire ! La querelle scientifique du siècle, oui ! Certains chercheurs parlent d'horloge biologique interne détraquée par l'inversion des séquences boulot-dodo en fin de semaine.

— Ça fait court-circuit et tu disjonctes, tu pètes un plomb. D'autres attribuent ça à une baisse de tension, au contraire. Les neurotransmetteurs s'emmêlent les pinceaux, la sérotonine est en chute libre, le...

— Tout de suite les grands mots ! La vérité, c'est que tu t'ennuies. Le samedi, t'as poussé ton Caddie au supermarché, t'as bricolé, tu t'as laissé traîner chez Monsieur Meuble pour regarder les canapés, t'as bouffé au restaurant. T'as pas pu passer le temps. Arrive le dimanche, il n'y a rien à faire, même pas s'envoyer en l'air, rapport aux gamins.

— Et les musées ? Et les bouquins ?

— Alors, là, pas besoin d'être prix Nobel de médecine pour comprendre d'où elles viennent, les migraines et les dépresses !

Préfecture et gendarmerie endommagées, axes routiers bloqués

Les campagnes de l'Allier ont versé dans la jacquerie

MOULINS

de notre correspondant

Préfecture et gendarmerie endommagées, axes routiers ou ferroviaires bloqués, camions de viande « contrôlés », arbres abattus : du 30 septembre au 5 octobre, les campagnes de l'Allier ont versé dans la jacquerie. Pendant trois jours, à différentes reprises, on a fêté l'incident grave avec des groupes d'agriculteurs se réunissant spontanément pour agir parfois en dehors des mots d'ordre des organisations syndicales. Du désordre des précédentes semaines, les éleveurs bourbonnais sont passés à la « colère de la dernière chance » selon l'un d'eux, venu devant la préfecture de l'Allier armé d'une tronçonneuse.

À la mobilisation provoquée par la chute des cours de la viande depuis plusieurs semaines s'est ajoutée la tension née d'affrontements avec les forces de l'ordre, jusque-là inconnus de ces « Robin des champs » (le *Monde* du 28 septembre). Il y a d'abord eu de sérieux accrochages, le 27 septembre à Vichy, à l'occasion de la venue du ministre du budget, M. Michel Charasse, puis le 2 octobre à Yzeure, après le déchargement d'un camion de viande, l'inculpation pour « coups et blessures volontaires » de M. Jean-Claude Depoix, un responsable de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles qui avait heurté et blessé deux gendarmes mobiles au volant de son véhicule. Le centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA) a immédiatement publié de « provocation ».

M. Eric Degremont, préfet de l'Allier, affirme « réprimer les consignes en tentant d'empêcher, par la force s'il le faut, les déchargements de camions de viande, qui, pour le seul département de l'Allier, ont coûté à l'État depuis le 1^{er} janvier la somme de 2,5 millions de francs ». L'arrestation de trois manifestants a provoqué une violente riposte : près de mille agriculteurs se sont réunis devant la préfecture, souvent munis de gourdes et de bâtons, au cris de : « Les agriculteurs ne sont pas des bandits ! ». Les abords de la gendarmerie d'Yzeure, où ils étaient venus « libérer » leurs collègues, ont été sérieusement mis à mal tout comme ceux de la préfecture. « Je suis allé à la limite extrême pour ne pas faire intervenir les forces de l'ordre », a expliqué le préfet.

« Que la viande soit abattue en Allemagne ne nous rassure pas sur son origine. L'enquête conduite l'an dernier a démontré la perméabilité des frontières avec l'Est, sur laquelle nous attirons depuis longtemps l'attention des pouvoirs publics. Nous n'en avons pas la preuve mais nous savons que les bovins entrent vivants de l'Est et sont abattus en Allemagne. C'est de cette concurrence que nos éleveurs ne veulent plus », explique M. Thomas, président du CDJA. Pour sa part, le préfet ne tolère plus ces « opérations commando » et il entend mobiliser, s'il le faut en permanence, les forces de l'ordre pour « faire respecter la libre circulation des marchandises » et venir en aide à des entreprises du département, menacées par les actions des éleveurs.

JEAN-YVES VIF

Le prix Nobel de médecine est attribué à deux Allemands, Erwin Neher et Bert Sakmann, pour leurs travaux sur les canaux ioniques

Le prix Nobel de médecine a été décerné, lundi 7 octobre, à deux chercheurs allemands, les docteurs Erwin Neher et Bert Sakmann, pour leurs découvertes concernant « la fonction individuelle de certains canaux ioniques de la cellule ». Leurs travaux, précisés l'Institut Karolinska, « ont constitué une révolution pour toute la biologie cellulaire ainsi que pour la compréhension de divers mécanismes pathologiques et la possibilité de développer des médicaments nouveaux et plus spécifiques ».

Les résultats des deux physiologistes allemands ont radicalement transformé la compréhension que l'on avait de la fonction de la cellule. Très schématiquement, ils ont analysé la structure de la membrane extrêmement mince qui entoure chaque cellule vivante. Ils ont découvert que cette paroi comprend des canaux par lesquels la cellule communique avec le milieu environnant. Ces canaux sont constitués par une molécule ou un ensemble de molécules qui ont la faculté de laisser passer des ions essentiels pour la génération de signaux électriques par les cellules excitables (neurons en particulier). Ces ions permettent, en outre, de coupler ces signaux avec

des opérations de sécrétion d'hormones et de neurotransmetteurs, et de contraction dans les cellules musculaires striées, cardiaques ou vasculaires.

Ainsi les canaux ioniques régissent les conditions de vie et les fonctions de la cellule dans les circonstances normales ou en cas de maladie. Les deux chercheurs allemands ont d'ailleurs mis au point une technique permettant d'enregistrer les courants incroyablement petits (1 milliardième de milliardième d'ampère) qui traversent un canal ionique. Il est ainsi possible d'écouter comment une molécule du canal modifie sa forme et, ce faisant, commande le flux de courant en quelques millièmes de secondes.

Ils ont pu montrer que la largeur d'un canal ionique équivaut à un seul ion de sodium ou de chlorure et déterminer comment ces canaux s'ouvrent et se ferment. Ces travaux très fondamentaux ont eu d'importantes conséquences pratiques. Ils ont en particulier permis de mieux comprendre la physiopathologie de certaines maladies.

En effet, de nombreuses maladies sont dues pour tout ou partie à un réglage défectueux de ces canaux

ioniques. Dans la mucoviscidose, par exemple, ce sont les canaux à ions chlorures qui sont défectueux (le *Monde* des 16-17 décembre 1990); dans l'épilepsie, les canaux à ions sodium et potassium; dans la maladie de Lambert-Eaton, les canaux à ions calcium, de même que dans plusieurs maladies cardio-vasculaires.

D'autre part, les techniques mises au point par Neher et Sakmann ont permis de confectionner « sur mesure » des médicaments agissant sur les canaux ioniques. Ainsi les tranquillisants agissent-ils sur certains canaux ioniques inhibiteurs du cerveau.

F. N.

(Erwin Neher est né le 20 mars 1944 à Landshut (Allemagne). Il a fait toute sa carrière à l'Institut Max-Planck à Göttingen. Il est depuis 1987 professeur honoraire à l'université de cette ville. Il a eu le prix Gairdner en 1989 et le prix Britton-Myers Squibb en 1990.)

Bert Sakmann est né le 12 juin 1942 à Stuttgart. Il a lui aussi effectué la majeure partie de sa carrière au Max-Planck Institut de Göttingen. Depuis 1990, il est également professeur à l'université de Heidelberg. Il a obtenu le prix Jeanet de médecine en 1987 et le prix Gairdner en 1989.)

EN BREF

■ M. Waechter et le Front national. M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts, a affirmé, dimanche 6 octobre, sur Radio-J : « Les Verts sont à des années-lumière du Front national. Nos valeurs sont exactement aux antipodes des siennes (...). Notre démarche dans les conseils régionaux sera d'aider à la constitution d'une majorité qui puisse se passer du Front national ».

■ Plus de cent trente morts dans la catastrophe aérienne de Djakarta. — Le bilan de l'accident du Hercules C-130 de l'armée de l'air indonésienne qui s'est écrasé, samedi 5 octobre, dans les faubourgs de Djakarta s'élève à au moins cent trente-six morts. Il s'agit essentiellement de parachutistes qui venaient de participer à un défilé militaire. Ce bilan est susceptible de s'alourdir, car des victimes pourraient être retrouvées dans les bâtiments d'un centre de formation professionnelle sur lesquels l'appareil en perdition est tombé peu après son décollage.

(Publicité)

Etudes en Université CALIFORNIE FLORIDE

Stage linguistique ou études

Année : 60 000 F env.

Semestre : 35 000 F env.

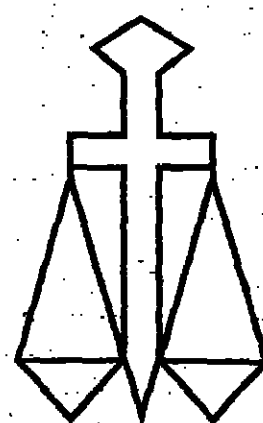
Cours, logement, repas inclus.

University Studies in America

French Office, 57, rue Charles-Lafitte

92200 Neuilly (1) 47-46-09-19

Nul n'est censé ignorer la dernière édition des codes



CODE CIVIL

Dalloz - Les indispensables